

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 80-81

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ✱ **LE NOUVEAU GOUVERNEMENT TURC
«RECONNAIT LA REALITE KURDE»**
 - ✱ **MAIS L'ESCALADE MILITAIRE SE POURSUIT**
 - ✱ **ANKARA : IRRUPTION DU KURDE PROVOQUE
UN SEISME AU PARLEMENT**
 - ✱ **LE BLOCUS IRAKIEN CONTRE LE KURDISTAN**
 - ✱ **UN APPEL DE MADAME MITTERRAND**
 - ✱ **LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE
L'INTERVENTION TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN**
 - ✱ **WASHINGTON : UN RAPPORT DU SENAT AMERICAIN
SUR LA SITUATION AU KURDISTAN IRAKIEN**
 - ✱ **AINSI QUE**
 - ✱ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

Le nouveau gouvernement turc «reconnait la réalité kurde»

Après plus d'un mois de consultations et tractations, M. Suleyman Demirel, président du Parti de la Juste Voie (DYP), a réussi à former un gouvernement de coalition avec le Parti populiste social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü. Le 30 novembre, le nouveau cabinet a été investi par le Parlement qui lui a accordé sa confiance par 280 voix sur 450.

Avant de former ensemble ce cabinet, les deux partenaires de la coalition ont signé un «*Protocole de gouvernement*» qui énonce des mesures qu'ils envisagent de prendre afin d'instaurer un «*Etat*

démocratique tout à fait conforme aux idéaux et principes de la Charte de Paris», de «*stabiliser l'économie et d'assainir la vie sociale et politique*». Parmi ces intentions affichées on relève notamment :

«*Le droit national turc doit être harmonisé avec les normes contemporaines posées par la Charte de Paris et ses annexes, dont la Turquie est partie, ainsi qu'avec les autres conventions internationales. (...). C'est la lumière de ce qui précède et pour réaliser cet idéal démocratique moderne et atteindre à une structure démocratique contemporaine que de*

nombreuses lois, y compris la Loi fondamentale, seront examinées, en tout ou en partie, et que de nouvelles dispositions seront prises. (...).

Le Parti de la Juste Voie (DYP) et le Parti Populiste Social-démocrate (SHP) se sont prononcés de façon semblable pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution. En effet, la Turquie devrait refaire, à la fois sur le fond et sur la forme, une nouvelle Constitution visant une démocratie contemporaine et un droit fondé sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et devrait obtenir un large consensus sur ce principe. (...).

Jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution qui embrasse toutes les couches de la société et reflète toutes les convictions soit élaborée, on procédera rapidement aux amendements constitutionnels sur lesquels un consensus est acquis, et on préparera l'ambiance adéquate à des travaux de rédaction d'une nouvelle Constitution qui réponde aux aspirations essentielles de la société. (...).

De nombreux aménagements urgents et obligatoires sont à apporter à plusieurs lois actuellement en vigueur, en matière de démocratisation, et sans attendre la rédaction d'une nouvelle Constitution». Il s'agit, en résumé, des lois sur : les partis politiques et sur les élections ; La vie du travail ; Les administrations locales ; La presse ; Les universités ainsi que des lois sur les devoirs et pouvoirs de la police : Le Protocole reconnaît la «spécificité du problème du Sud-Est anatolien» (c'est-à-dire du Kurdistan) et y consacre une section à part où l'on lit notamment : «Les actes de terrorisme et de violence qui se produisent depuis un certain temps déjà en Anatolie du Sud-Est représentent un problème qui se situe au-dessus des partis, et qui doit être traité en priorité. (...).

Le règlement de ce problème ne peut être possible que dans un Etat de droit démocratique. (...).

Le temps où l'on arrachait ses droits par les armes, la violence et le terrorisme, est révolu. Les conditions générales de l'époque ont établi des règles et institutions pacifiques communes pour obtenir ses droits et les sauvegarder. (...).

La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) ainsi que la Charte de Paris ont instauré des règles, des droits et libertés universelles, valables pour tous les pays et tous les peuples. Ces

règles sont obligatoires pour la Turquie elle aussi, en sa qualité de signataire de la Charte.

Il est naturel qu'il existe des différences de culture, d'opinion, de croyance, de langue et d'origine parmi les citoyens. Il en va de même dans les autres pays. Ces différences ne représentent pas une faiblesse pour un Etat démocratique et unitaire. Les diverses identités ethniques, culturelles et de langue peuvent trouver leur expression, être soigneusement sauvegardées et aisément développées au sein d'une structure unitaire. Loin d'affaiblir la force de l'unité de la Nation et de l'Etat, cela la renforce. C'est ce qui doit être réalisé en Turquie, et c'est ce qui est notre objectif.

En Turquie, hormis les minorités reconnues par les conventions internationales, aucun-citoyen ne peut être considéré comme membre d'une minorité. Tous les citoyens sont égaux, et sont des citoyens de 1ère classe. Chacun est concerné par le droit et la liberté fondamentaux d'étudier, sauvegarder et développer sa langue maternelle, sa culture, son histoire, son folklore et ses croyances religieuses. Ces droits sont assurés dans le cadre des lois.

Le développement de la région, l'amélioration des conditions de vie, le redressement des équilibres et la prévention des injustices seront le fondement irrévocable de la politique de notre Gouvernement». On notera que pas une fois le mot «kurde» n'est mentionné. Cependant, depuis le début, le nouveau gouvernement semble avoir pris conscience de «l'importance et de la gravité» de cette question. C'est le «problème n°1 de la Turquie» a concédé M. Demirel à l'issue de sa première audience avec le président Özal. En signe de geste d'ouverture, 5 parlementaires d'origine kurde «intégrés», c'est à dire non considérées comme des nationalistes kurdes, ont reçu des portefeuilles ministériels dont celui des Affaires étrangères accordé à Hikmet Çetin, et celui, symbolique, des Droits de l'Homme, à Mehmet Kahraman. Une autre personnalité kurde, Ahmet Türk, député de Mardin, qui a été incarcéré à plusieurs reprises et sévèrement torturé en raison de son militantisme pro-kurde, expulsé du parti Social-démocrate à cause de sa participation à la Conférence kurde de Paris, a pu être élu président de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement.

Pour souligner ce changement d'approche, le nouveau premier ministre, accompagné du vice premier ministre Erdal İnönü, s'est rendu, le 8 décembre à

Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, où il a prononcé, devant une foule nombreuse, une allocution, retransmise par la télévision où il a notamment déclaré : « Personne ne peut prétendre que cet Etat a été créé uniquement par des gens de race turque, que les autres sont des citoyens de seconde classe. Nous l'avons créé tous ensemble, nous avons uni ensemble nos destins. Il appartient ni seulement à nous, ni à vous, mais à nous tous. Par conséquent, aussi aux gens d'ici, c'est-à-dire ceux qui parlent kurde, qui se disent d'origine kurde, qui revendiquent leur identité kurde. Il n'est plus possible de s'opposer à cette revendication. On ne peut plus vous dire "non, mon vieux, vous êtes venus d'Asie centrale de la même manière que nous, autres, Turcs et que chemin faisant vous avez changé de langue (NDLR. allusion limpide à la thèse officielle turque considérant les Kurdes comme des Turcs venant d'Asie centrale, ayant oublié leur langue d'origine). C'est-à-dire que la Turquie doit reconnaître la réalité kurde, elle la reconnaît désormais, et c'est à mon avis l'événement le plus important de cette année. La reconnaissance de cette réalité kurde par la Turquie n'est pas vraiment un obstacle pour la sauvegarde de son unité. La Turquie est un Etat unitaire, mais sa population provient d'origines diverses. Puisque nous sommes tous déterminés à préserver l'unité de la Turquie, nous devons accepter les liens entre ceux qui se disent d'origine kurde et les gens d'origine kurde d'autres pays. Et nous devons également éprouver de la sympathie pour eux ».

Evoquant la tragédie kurde en Irak, à laquelle la population kurde de Turquie est particulièrement sensible, M. Demirel a critiqué l'attitude antérieure de la Turquie : « Longtemps nous n'avons porté aucun intérêt aux Kurdes d'Irak. Ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas le problème de notre Etat, avons-nous dit. Même lorsqu'ils ont été massacrés, comme à Halabja. Même lorsqu'ils ont subi des tueries, des persécutions diverses, nous avons proclamé que la République de Turquie ne s'ingère pas dans des affaires se déroulant hors de ses frontières. Mais lors que les habitants de langue turque de Bulgarie ou de Thrace occidentale étaient inquiétés, nous avons immédiatement réagi. Or si nous disons que les Kurdes de Turquie sont nos frères, et nous le disons, ceux d'Irak sont leurs frères. Ils sont donc aussi nos frères (...). Nous devons dès lors signifier à l'Irak que s'il recommence à s'en prendre à eux, il aura affaire à nous. Ne pas rester indifférents au sort des Kurdes en Irak est la

nouvelle politique de la Turquie. Telle doit être désormais notre politique. Si l'on persistait à dire "on ne se mêle pas de ceci, on ne se mêle pas de cela", à quoi donc servirons-nous ? Une telle attitude serait contraire aux sentiments de 10 millions de nos citoyens (kurdes). (...) ».

Le discours de M. Demirel peut être considéré comme « historique », en ce sens qu'il enterre, après les déclarations du président Özal tout au long de 1991 sur la nécessité d'une approche plus réaliste de la question kurde, l'idéologie de « non existence et de turquicité des Kurdes de Turquie » défendue vaillamment par Ankara depuis 1924. Il intervient 5 jours après une réunion consacrée au problème kurde du Conseil de sécurité nationale, instance suprême de l'exécutif turc, instituée par les auteurs du coup d'Etat de 1980, où les militaires sont majoritaires.

A sa suite, plusieurs membres du gouvernement ont déclaré que les interdictions frappant les manifestations de l'identité kurde allaient être abolies, que les Kurdes pourraient désormais publier des livres, des journaux, des cassettes et disques de musique dans leur langue. Le ministre des Affaires étrangères a même ajouté qu'il « n'y voyait pas d'obstacle à la création d'un institut kurde ou de partis politiques kurdes ». Cependant, les lois répressives restent toujours en vigueur et les parquets continuent d'ouvrir des informations, y compris contre des parlementaires kurdes, pour « atteinte à l'unité de l'Etat et de la nation », pour « séparatisme », etc. l'Etat d'urgence a été prolongé de 10 mois dans 10 provinces kurdes et la guerre spéciale s'y poursuit de plus belle.

Nombre d'observateurs en tirent la conclusion que la nouvelle politique turque consistera à reconnaître progressivement le fait kurde et son expression culturelle pour « détendre l'atmosphère » tout en poursuivant une guerre implacable contre la guérilla du PKK avec laquelle Ankara refuse catégoriquement tout dialogue. On peut se demander également si M. Demirel, renversé à deux reprises, en 1971 et en 1980, par l'armée, parviendra à contrôler l'appareil militaro-policié, véritable Etat dans l'Etat ou s'il va lui servir d'alibi démocratique et libéral vis-à-vis de l'opinion publique internationale ? On peut aussi s'attendre à ce que certains généraux, mécontents du retour aux affaires du vieux leader conservateur turc puissent être tentés par une escalade militaire au Kurdistan pour ruiner le crédit de la coalition et

provoquer sa chute. Les mois qui viennent vont sans doute être décisifs pour le nouveau gouvernement turc, dont le sort se jouera sur sa capacité à instaurer la paix civile plus que sur les questions

économiques chroniques du pays (une inflation de 70% par an, dette extérieure évaluée à 44 milliards \$, chômage, etc.).

Mais l'escalade militaire se poursuit

Le changement de gouvernement n'a guère affecté jusqu'ici les opérations de l'armée turque dans le Kurdistan où la guerre spéciale se poursuit. Aux attaques des guérilleros du PKK les forces turques répondent par des représailles faisant de plus en plus de victimes dans la population civile. Les services de la contre-guerrilla turcs recourent au grand jour aux escadrons de la mort qui enlèvent, torturent et assassinent des militants kurdes. D'après un bilan établi par le quotidien turc *Cumhuriyet* du 12 décembre 1991, «au cours des 8 derniers mois 95 personnes sont ainsi mortes dans des conditions suspectes». Le 24 décembre, l'armée a, une nouvelle fois tiré sur des civils kurdes réunis dans les villes de Lice et Kulp, de la province de Diyarbakir, pour les funérailles des combattants du PKK, tuant plusieurs personnes. Nous publions ci-dessous de larges extraits du témoignage oculaire de Madame Astrid Kjetsa universitaire et journaliste norvégienne se trouvant sur place lors de ces événements de ce Noël Sanglant.

Noël sanglant au Kurdistan de Turquie

«Le conflit turco-kurde connaît une escalade et semble entrer dans une phase nouvelle, peut-être décisive. Du 21 au 25 décembre les deux parties se sont livrées à des attaques qui ont abouti à la mort d'au moins 45 personnes, dont au moins 19 civils (...). Les autorités turques voudraient nier tout lien entre les deux opérations militaires qui ont conduit à l'escalade actuelle du conflit. Ankara a presque réussi à dissimuler ces événements aux médias. L'une des ces opérations- le massacre de civils kurdes à la veille de Noël- ne peut être décrit que comme un acte de terreur. Les autorités turques ont voulu présenter les représailles kurdes ultérieures comme des actes de violence arbitraires et non justifiés. C'est une tactique que la Turquie a largement utilisée pendant des années. Elle a été couronnée de succès parce que les autorités turques rendent tellement difficile les déplacements des

étrangers au Kurdistan. A la veille de Noël j'ai eu l'opportunité d'observer d'un point de vue kurde un important «non événement» turc.

«A la veille de Noël, les forces spéciales de l'armée turque ont tiré sur trois grandes manifestations rassemblant au total de 10 à 15 000 civils kurdes à Diyarbakir et dans les petites villes de Kulp et Lice situées respectivement à 70 km et 50 km au nord-est de Diyarbakir. Dans une conférence de presse donnée le matin de Noël, une députée du Parti populiste social-démocrate, Mme. Leyla Zana, 31 ans, a indiqué que 8 manifestants civils avaient été tués, 7 grièvement blessés et des centaines blessés par balles à des degrés de gravité divers. En outre, un soldat turc avait trouvé la mort : une grenade lui avait explosé dans les mains avant qu'il ne puisse la jeter sur la foule, selon un témoin oculaire que j'ai rencontré. D'autres témoins oculaires m'affirmèrent que les forces spéciales avaient ouvert le feu sans provocation aucune de la part de la foule.

«L'origine de l'escalade actuelle remonte au 21 décembre. Ce jour-là, un camp d'entraînement du PKK, installé dans la région de Kulp-Lice, a été bombardé par les forces turques; 15 jeunes guérilleros ont été tués au cours de ce bombardement. Plusieurs d'entre eux étaient des étudiants qui avaient joint la guérilla une semaine plus tôt. (...) 8 dépouilles mortelles ont été transportées à Kulp; les parents et proches des victimes les ont réclamées afin de les enterrer. Les autorités turques ont refusé d'accéder à leur demande et personne n'a été autorisé à s'approcher des cadavres. Il y a des spéculations selon lesquelles c'est parce que ceux-ci porteraient des marques d'utilisation des armes chimiques. (...) Environ 3000 personnes se sont rassemblées à l'extérieur de l'endroit où les corps étaient détenus. Ils ont attendu 36 heures par un temps épouvantable et dans la neige. Dans la matinée de la veille de Noël leur nombre s'est élevé à 4000. Alors les forces spéciales se sont mises à tirer dans la foule. D'après certains témoins ces tirs ont duré au moins 2h30.

«Plus tard dans la journée des manifestants venant des alentours se sont rassemblés dans la ville de Lice. Le nombre de 10 000 a été cité par plusieurs personnes que j'ai rencontrées. Là aussi la troupe a tiré dans la foule pendant un long moment. Puis la région de Kulp-Lice a été totalement interdite d'accès. Aux barrages routiers tous les véhicules civils étaient saccagés. Vers 14h30 le nombre de véhicules saccagés atteignait 300, une quantité non négligeable pour une population kurde frappée par la pauvreté. Mais, malgré tout, l'affluence des gens vers les deux villes se poursuivait. Depuis l'attaque, le 10 juillet 1991, par la troupe d'une foule de 20 000 personnes réunies pour la procession funéraire de Vedat Aydin, dirigeant du parti HEP à Diyarbakir, assassiné sous la torture, la population locale fait fi de l'intimidation militaire.

«A 5h de l'après-midi on disait que les soldats auraient entrepris d'évacuer par hélicoptère vers un camp militaire les blessés de Kulp, qui seraient au nombre de 200. Quand j'ai demandé s'ils allaient y recevoir des soins médicaux, j'ai rencontré quelques sourires indulgents. «Plus probablement des interrogatoires et des tortures», m'a-t-on dit plus tard. Je me suis rappelé que l'on était la veille de Noël en Norvège. Quelqu'un débarquant fraîchement de Diyarbakir aurait pu nous dire que les hôpitaux étaient pleins et que l'on demandait des dons de sang. Comme je m'apprêtais à aller apporter ma contribution, on nous a dit que les forces spéciales avaient encerclé les hôpitaux et ne laissaient personne y entrer. Plus tôt dans la journée les rues grouillaient d'agents de la police secrète et de soldats, mais vers 7h du soir les forces spéciales avaient le contrôle de la ville. La population locale semblait s'être évanouie. Rien que devant mon

hôtel il y avait au moins 100 soldats. En norvégien et en kurde on appelle cela une guerre, les Turcs l'appellent «démocratie».

«Dans la même matinée, à l'Université de Diyarbakir, des étudiants avaient entrepris une manifestation de protestation. Environ un millier d'agents des forces de contre-insurrection ont formé un anneau de fer autour du campus, coupant les lignes téléphoniques. Les étudiants ont répondu en jetant des pierres et du sable. Personne ne pouvait venir à leur secours et tout l'après midi ils étaient soumis aux bastonnades des soldats. Deux d'entre eux étaient sérieusement blessés et sont restés dans le coma le lendemain. Une centaine d'autres furent blessés tandis que 150 étaient interpellés pour interrogatoire par la police. Leurs camarades craignaient pour la vie de certains d'entre eux.(...)»

Le soir même de cette tuerie de civils kurdes perpétuée par l'armée turque, dix soldats turcs ont été abattus par les combattants du PKK lors d'un raid contre un poste de garde dans la province de Sirnak, près de la frontière irakienne. Le lendemain, une cinquantaine de militants se réclamant du PKK, armés de cocktails Molotov ont mis le feu à un grand magasin d'Istanbul appartenant au frère du «super-gouverneur» turc du Kurdistan. Ces «représailles» exercées désormais dans les métropoles turques ont coûté la vie à 11 civiles. Elles ont été condamnées par la plupart des organisations et personnalités kurdes qui allertent l'opinion sur le danger de voir le conflit armée en cours dégénérer en une guerre généralisée entre Kurdes et Turcs aux conséquences d'autant plus désastreuses que près de la moitié des Kurdes de Turquie vivent désormais dans les grandes métropoles de la Turquie occidentale turque.

Ankara : Irruption du kurde suscite une séisme au Parlement

L'élection d'une bonne vingtaine de nationalistes kurdes va sans doute mettre de l'animation dans les débats du Parlement d'Ankara et le sortir de son rôle traditionnel de chambre d'enregistrement. Le ton a été donné dès le 6 novembre, lors de la séance d'ouverture de la nouvelle législation où plusieurs parlementaires kurdes se sont présentés en arborant des couleurs kurdes (rouge, vert et jaune), interdites. Deux députés de Diyarbakir ont même ostensiblement exprimé

devant les caméras de la télévision leur déplaisir de prononcer le serment d'investiture, qui est une offense au peuple kurde, en soulignant qu'ils ne s'acquittaient de cette besogne que sous contrainte. Et quand Mme. Leyla Zana, benjamine du Parlement, a conclu son intervention par une phrase en kurde sur la fraternité kurdo-turque et un vibrant «vive le peuple kurde !», cela a provoqué, d'après la presse turque, un «véritable séisme au Parlement» dont le président a dû interrompre la séance. La télévision

a dû interrompre la retransmission en raison de ce discours prononcé «dans une langue inconnue». Les journaux ont tous consacré leur «une» à cette «insolence inouïe» tandis que le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat demandait la «condamnation à mort des deux criminels séparatistes pour haute trahison». Face à un tel tollé nationaliste, les deux députés kurdes ont déclaré que «s'ils ne pouvaient pas s'exprimer librement même au Parlement et si leurs collègues n'étaient pas disposés à entendre quelques mots en kurde sur la fraternité entre Kurdes et Turcs, ils pourraient décider de retourner à Diyarbakir vivre au sein de la population qui les a élus et dont ils expriment les aspirations». Ils ont cependant refusé de donner leur démission, exigée par le SHP, parti sur les listes duquel ils avaient été élus, demandant à la direction de ce parti de les exclure si elle le souhaite.

La population kurde a réagi avec joie aux interventions iconoclastes de ses deux représentants, diffusées en direct par la télévision. Dans plusieurs villes des coups de feu ont été tirés en l'air pour exprimer cette joie. De retour au Kurdistan, les deux parlementaires furent accueillies en héros. Répondant à la presse, Leyla Zana a déclaré : «Je ne me sens nullement coupable, bien au contraire. Je suis d'abord un être humain, ensuite kurde. Je ne me sens pas turque. J'ai appris le turc en 1984, devant les grilles des prisons, en allant voir mon mari emprisonné pour sa défense du peuple kurde. Je suis kurde à 100%. Ma mère ne connaît pas un mot de turc. J'éprouve un sentiment de fraternité envers le peuple turc. Tout comme quelqu'un qui n'est pas kurde ne peut se sentir kurde, je ne me sens pas du tout turque. Je parle de fraternité mais nous, Kurdes,

subissons une oppression. Chaque nuit en rentrant à la maison, je me demande si je serais encore en vie le lendemain. Cette angoisse doit cesser». Epouse de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, qui vient de passer 10 ans 8 mois dans les geôles turques pour sa défense pacifique des droits du peuple kurde et qui est de ce fait privé à vie de ses droits civiques et politiques, Leyla Zana, 31 ans, est la première femme députée kurde.

Voici, à titre de documentation, une traduction du texte du serment que chaque nouveau député doit prononcer à haute voix devant le Parlement pour se voir reconnaître le titre de parlementaire :

«Je jure sur mon honneur et mon intégrité, devant la Grande Nation Turque, de protéger l'existence et l'indépendance de l'Etat, l'intégrité indivisible de la Patrie et de la Nation, et la souveraineté absolue de la Nation, de rester fidèle à la primauté du Droit, à la République démocratique et laïque et aux principes et réformes d'Atatürk, de ne pas manquer à la loyauté à la Constitution et à l'idéal d'assurer à chacun, dans un esprit du bien-être et de la prospérité de la société, de la solidarité nationale et de la justice, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales». C'est au nom de la grandeur de la Nation Turque, des principes et réformes d'Atatürk que le peuple kurde vit depuis près de 70 ans un véritable calvaire en Turquie. En contraignant les élus kurdes à une telle profession de foi télévisée, le régime turc veut les obliger à se renier d'emblée et à se discréditer auprès de leur peuple dont les aspirations sont incompatibles avec ce catéchisme nationaliste turc».

Le blocus irakien contre le Kurdistan

Pour faire plier les dirigeants kurdes en négociation à accepter ses conditions, le gouvernement irakien soumet, depuis le 22 octobre, le Kurdistan irakien à un blocus économique. Celui-ci porte principalement sur les flux de nourriture et surtout des produits pétroliers, dont le fuel, principal combustible de chauffage dans les régions kurdes. Bagdad a par ailleurs ordonné à tous les fonctionnaires servant au Kurdistan de se regrouper dans les villes sous con-

trôle gouvernemental de Mossoul et Kirkouk. Ceux qui n'obtempéreront pas à cet ordre ne seront plus payés et pourraient être rapidement révoqués.

Le correspondant de l'AFP a constaté sur place que le point de passage de Faïda sur la route reliant Dohouk à Mossoul a été fermé. Les routes menant vers le sud à partir des principales agglomérations de Suleymanieh, Erbil et Mossoul ont également été bloquées.

Le Kurdistan irakien ayant été largement déboisé, miné, détruit par le régime irakien, la population reste très dépendante. Le manque du fuel est cruellement ressenti en cet hiver que plus de 500.000 Kurdes vont passer sans abri, dans de conditions les plus précaires.

Les organisations humanitaires considèrent à juste titre, ce blocus comme une «tentative délibérée du gouvernement irakien de saboter les programmes d'aide aux populations kurdes pour l'hiver». Leurs efforts auprès des gouvernements alliés ont abouti à la prolongation jusqu'à fin juin du mandat des

Nation-Unies en Irak, mais le dictateur irakien continue son harcèlement du peuple kurde en suscitant çà et là des affrontements pour entretenir le climat d'insécurité, en menaçant de mort les citoyens irakiens coopérant avec les O.N.G. humanitaires, en rançonnant celles-ci par des taux de change exorbitants et en privant les Kurdes du pétrole extrait du sous-sol de leur propre territoire. Les pays occidentaux qui semblent toujours attendre qu'un général arabe providentiel renverse Saddam Hussein, se contentent de jouer le pourrissement de la situation. Un pourrissement que la population civile est en train de payer au prix fort.

Un appel de Madame Mitterrand

Intervenant dans le journal télévisé d'Antenne 2, le 21 décembre à 20h, Madame Danielle Mitterrand, Présidente de la Fondation France-Libertés, a appelé les Français à un nouvel élan de solidarité avec les Kurdes d'Irak en détresse, en particulier avec les enfants. Après avoir présenté un bilan de l'action de sa Fondation en faveur des réfugiés kurdes depuis avril 1991, Mme. Mitterrand a remercié ses compatriotes d'avoir répondu si généreusement à son appel précédent, en avril, et rappelé qu'il restait encore beaucoup à faire pour aider le peuple du Kurdistan irakien à surmonter l'épreuve du rude hiver. Ensuite elle a expliqué pourquoi désormais elle centrait son action sur l'aide aux enfants et à leur scolarisation. «Ils sont les plus fragiles et ils représentent l'avenir de ce peuple. il faut leur donner les moyens d'aller à l'école, d'être éduqués» a-t-elle ajoutée.

L'appel de Mme. Mitterrand intervient à un moment où les Kurdes sombrent à nouveau dans l'oubli et l'indifférence, où leur sort n'est plus guère évoqué dans les médias. Lancé à la veille des fêtes de fin d'année où le public est plus réceptif au malheur des autres, le produit de cet appel permettra de financer la poursuite et le développement de programmes en cours de la Fondation au Kurdistan irakien (construction d'abris, remises en état des écoles, distribution des vêtements d'hiver aux enfants, impression de manuels en kurdes, etc.).

Rappelons à nos lecteurs désireux d'en savoir plus sur l'action des O.N.G. humanitaires au Kurdistan que l'Institut kurde met à leur disposition un service de Minitel indiquant les coordonnées de ces organisations. Ils peuvent consulter 24h sur 24 le 36 15 Code SOS KURDES.

Le Parlement européen condamne l'intervention turque au Kurdistan irakien

Le Parlement européen, à l'occasion de son assemblée plénière du 22 novembre à Strasbourg, a adopté une résolution dénonçant les opérations menées par l'armée turque dans le Kurdistan irakien. Dans cette même résolution, le Parlement Européen dénonce également les violentes attaques du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Voici les extraits principaux de cette résolution :

Le Parlement Européen

« • condamne avec la plus extrême fermeté la terreur exercée par l'armée turque et la violence au Kurdistan irakien, qui ont fait, à plusieurs reprises, de nombreuses victimes parmi la population civile, ont détruit les villages de réfugiés mis en place par les organisations d'aide internationale et compromettent la sécurité dans la région,

« • condamne les exactions violentes du PKK, dont

sont victimes non seulement les membres des forces de sécurité mais aussi, de plus en plus, la population civile en Turquie et compromettent les efforts d'autonomie de la population kurde d'Irak ;

« • prie les Etats membres de la Communauté représentés au Conseil de sécurité des Nations unies de demander, si ces attaques se poursuivent, la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin de condamner la République de Turquie en raison des agressions qu'elle commet, en violation du droit international, contre la population kurde sur le territoire souverain de l'Irak ;

« • considère que la Communauté européenne devrait appuyer la population kurde du Nord de l'Irak, ainsi que d'autres minorités comme les Turkmènes, les Assyriens, les Chaldéens, etc..., dans leurs revendications visant à la création, dans le cadre de l'Etat irakien, d'une région autonome au Kurdistan irakien.»

Washington : Un rapport du Sénat américain sur la situation au Kurdistan irakien

Le 26 novembre un rapport de 26 pages sur la situation actuelle au Kurdistan irakien a été présenté à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américains. Nous publions ci-dessous des extraits de ce document important dont le texte original en anglais est reproduit intégralement en annexe.

RESUME DES CONCLUSIONS

* Le Kurdistan est un pays brisé où des millions de personnes sont en état de survie précaire. Au moins 600.000 Kurdes sont sans abri et risquent la catastrophe à l'approche de l'hiver. L'approvisionnement et la distribution de nourriture sont loin d'être

suffisants et la situation ne peut qu'empirer. Les civils kurdes restent vulnérables à toute nouvelle attaque militaire irakienne.

* Les insurgés kurdes contrôlent au moins 80% des territoires habités par les Kurdes en Irak. La fragile unité du mouvement kurde d'Irak pourrait voler en éclats par suite des désaccords profonds entre les leaders sur l'opportunité de signer un accord sur l'autonomie avec Saddam Hussein.

* L'Irak contourne les sanctions des Nations Unies en exportant des marchandises vers l'Iran, la Turquie et la Jordanie. Des quantités massives de matériel de construction, de véhicules pour la construction

de routes et de machines industrielles irakiens passent en Iran. Du gasoil et d'autres marchandises sont exportées vers la Turquie. Il semble que la Jordanie aide l'Irak non seulement à contourner les sanctions mais encore à réaliser des opérations financières.

* Le Kurdistan est un pays qui dévoile peu à peu les horreurs d'un quart de siècle de régime baasiste. On a découvert des charniers et des fosses communes dans différentes régions du Kurdistan et des preuves irréfutables démontrent que pour le moins 182.000 Kurdes, qui avaient été soi-disant déportés vers le sud après 1988, ont en fait été purement et simplement assassinés. La destruction physique du Kurdistan s'étend à tous les villages et à de nombreuses petites villes. Les opérations de minage des Irakiens ont rendu inhabitables de larges zones du Kurdistan.

*La police secrète irakienne avait établi des fichiers détaillés sur ses activités, y compris la torture et les exécutions. Les membres de la police secrète se faisaient également filmer en vidéo pendant qu'ils se livraient à des séances de torture, procédaient à des exécutions et violaient des jeunes filles kurdes à tour de rôle. Les insurgés kurdes sont en possession de ces documents et se préparent à les rendre publics pour servir de base à leurs accusations de crimes contre l'humanité.

*Afin de protéger les Kurdes contre toute nouvelle attaque par les Irakiens, il faut que la coalition sous la conduite des Etats Unis proclame son intention d'utiliser sa force aérienne pour dissuader l'Irak de lancer d'autres attaques contre les territoires tenus par les Kurdes. Il est essentiel d'envisager de fournir une assistance militaire limitée aux rebelles kurdes afin d'accroître leurs capacités d'autodéfense. Une telle aide devrait inclure des pièces détachées et des munitions pour le matériel militaire capturé par les insurgés kurdes et pourrait provenir des stocks d'armes irakiennes abandonnées au Koweït.

Le Kurdistan aujourd'hui : Un pays brisé

Vue d'ensemble

Le Kurdistan est un pays brisé. Le régime irakien a systématiquement rasé ou dynamité plus de 3.900 villages. Ce programme de destruction a dispersé plus de deux des quatre millions d'habitants du Kurdistan. A l'est, le régime a dynamité les villes de

Chwarta, Haj Omran, Sayid Sadiq et Qalat Diza. Halabja est plus qu'à demi détruit et pratiquement inhabitable. Des dizaines de milliers de personnes, naguère envoyées de force dans des «villages modernes» qui ressemblaient souvent à des camps de concentration, vivent à présent dans les ruines de ces villes.

A l'approche de l'hiver, plus de 600.000 personnes sont sans abri et une grande partie de la population kurde ne bénéficie ni du système de distribution alimentaire interne ni des programmes d'assistance internationale. La famine menace, d'autant plus que l'hiver rend les routes impraticables.

Situation politique et militaire

Pour la première fois de leur histoire, Les Kurdes irakiens contrôlent la plus grande partie du Kurdistan d'Irak. La zone libérée s'étend de la frontière syrienne jusqu'à l'Iran et comprend le triangle Zakho-Dihok-Amadiyah (l'ancienne «zone de sécurité» créée par les Alliés en avril) ainsi qu'un territoire beaucoup plus étendu à l'est. Les insurgés kurdes contrôlent les villes d'Erbil et de Suleymanieh, et une région qui s'étend vers le sud jusqu'à Halabja.

Politiquement parlant, les Kurdes sont arrivés à une union précaire entre les principaux partis kurdes et avec les chefs de tribus traditionnels. Cependant, des désaccords profonds subsistent entre Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, leader de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), sur l'opportunité de conclure un accord sur l'autonomie avec Saddam Hussein. Si ces différences ne trouvent pas de solution, Saddam pourrait être amené à signer un accord séparé avec Barzani, qui y est favorable, ce qui aboutirait à isoler Talabani et à diviser le mouvement kurde. La décision des Kurdes en avril d'entamer des négociations a déjà fragilisé l'unité de l'opposition irakienne, et une rupture entre les Kurdes aujourd'hui aurait certainement pour effet de saper durablement le rêve de l'opposition d'établir un contre-gouvernement irakien sur le sol kurde.

Par ailleurs, la question-clé pour les Kurdes est de savoir s'il faut ou non signer un accord avec Saddam Hussein. Actuellement, sur papier, le projet d'accord accorde une autonomie considérable aux Kurdes. Il subsiste néanmoins des différences de

taille entre les deux parties. Du point de vue des Kurdes, la question la plus importante concerne le territoire de la région autonome kurde. Les Kurdes réclament les régions historiquement kurdes près de la frontière syrienne et dans le sud-est qui ont été arabisées (par une politique du gouvernement consistant à évacuer les Kurdes pour les remplacer par des Arabes), ainsi que la ville de Kirkouk à population mélangée. Pour leur part, les Irakiens refusent catégoriquement de céder un quelconque de leurs acquis obtenus par arabisation. Un autre motif de méfiance pour les Kurdes est «l'oubli» assez prévisible de Saddam de faire une quelconque promesse portant sur l'établissement de la démocratie en Irak.

Barzani a une confiance très limitée dans les engagements de la communauté internationale en faveur des Kurdes et encore moindre dans les Etats Unis. Il n'éprouve par ailleurs aucune sympathie pour Saddam, dont les agissements ont durement éprouvé sa famille ainsi que son clan, mais il pense que l'accord proposé par Saddam offre de meilleures perspectives aux Kurdes que de faire confiance à un soutien bien incertain de l'étranger. Et, comme beaucoup de Kurdes, Barzani est fatigué de la guerre et de l'oppression.

Talabani, pour sa part, espère qu'avec l'arrivée du nouvel ordre mondial, la communauté internationale poursuivra son action en faveur des Kurdes. Il craint qu'un accord entre Saddam et les Kurdes n'aboutisse à affaiblir l'intérêt et l'inquiétude du monde pour les Kurdes, qu'il serait difficile de réveiller par la suite. Etant convaincu que Saddam reviendra inévitablement sur sa parole après un quelconque accord, Talabani pense que la seule voie possible pour les Kurdes est d'oeuvrer avec les autres éléments de l'opposition irakienne et la communauté internationale afin de renverser Saddam Hussein.

Jusqu'à présent, les chefs de tribus et la plupart des petits partis s'opposent à un accord avec Saddam. Ceci pourrait changer, cependant, si l'aide internationale se faisait attendre et si Saddam trouvait les moyens d'acheter, comme par le passé, le soutien de certains chefs plus flexibles. De nombreux Kurdes craignent par-dessus tout que Massoud Barzani, devant le refus de Talabani, ne signe seul l'accord sur l'autonomie, ce qui aboutirait à la dislocation du Front du Kurdistan d'Irak. Mais les deux leaders affirment qu'il n'est pas question de conclure un

accord séparé, et qu'ils n'agiront que mandatés par le peuple kurde.

Du point de vue militaire, les Kurdes restent vulnérables à toute nouvelle attaque de l'armée irakienne. Les Peshmergas ont plus de 100.000 hommes sous les armes, mais leurs capacités d'autodéfense sont limitées par un manque d'entraînement, un commandement et une autorité déficients, un manque de coordination entre les différentes factions et une pénurie de pièces détachées pour l'armement lourd pris à l'armée. Les Kurdes sont sans doute à même de protéger les régions montagneuses de leur territoire, mais ils ne peuvent, seuls, tenir les villes.

Besoins humanitaires.

Plus de 600.000 Kurdes sont sans abri et vivent dans des conditions sanitaires déplorables, sans eau potable ni vivres suffisants. La situation ne peut qu'empirer à l'approche de l'hiver.

En avril, presque tous les Kurdes d'Irak se sont enfuis vers les frontières de la Turquie et de l'Iran. La crise humanitaire qui en résulta - avec un taux de mortalité de 1.000 par jour - est maintenant terminée. Grâce à l'opération Provide Comfort, programme d'assistance organisé par le Pentagone, pratiquement tous les Kurdes ont pu quitter les montagnes à la frontière avec la Turquie; du côté iranien aussi, où l'opération Provide Comfort n'a pas pu arriver, la plupart des réfugiés sont redescendus des montagnes.

Cependant, les anciens résidents kurdes de la plus grande ville du Kurdistan d'Irak, Kirkouk, n'ont pas eu l'autorisation d'y retourner, le gouvernement irakien ayant l'intention, de toute évidence, d'en faire une ville purement arabe. Quant aux habitants des «villages modèles» créés par les Irakiens après la destruction de leurs villages d'origine, ils préféreraient aller vivre dans leurs ruines plutôt que de retourner dans ces endroits qui ressemblent souvent à des camps de concentration.

Transgression des sanctions.

Les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies autorisent l'Irak à importer des produits alimentaires et des médicaments. Hormis ce qui est

prévu par la résolution 706 portant sur la vente d'essence, toute exportation est interdite. Mais les sanctions imposées sont massivement transgressées à la frontière avec l'Iran, un peu moins à la frontière avec la Turquie et de manière spectaculaire à la frontière avec la Jordanie, qu'il s'agisse d'équipement lourd (bulldozers, grues, machines-outils, camions), d'essence, de gasoil ou d'autres marchandises (laine, soufre, produits raffinés, tapis, bijoux, etc.). Pour l'instant, le peuple irakien tire quelques maigres profits de ces violations par la vente et la contrebande de fortune et de biens personnels. Mais à long terme, cela ne servira qu'à maintenir au pouvoir un régime dont l'existence-même impose un trop lourd fardeau économique et politique sur le peuple, tout en enrichissant Saddam Hussein et son appareil de répression.

Une stratégie anti-Saddam.

Tant que Saddam Hussein et le régime Baasiste resteront au pouvoir, il n'y aura pas de sécurité pour les Kurdes ni de paix pour l'Irak. Saddam peut se maintenir en place en contournant les sanctions, mais son pouvoir de contrôle n'est plus celui d'avant-guerre. Même en dehors du Kurdistan, les Irakiens

parlent ouvertement de leur mépris pour Hussein, chose impensable il y a un an, et l'opposition irakienne affirme qu'elle dispose de cellules opérationnelles à travers tout le pays.

Une stratégie concertée contre Saddam pourrait affaiblir encore davantage sa position. Tout d'abord, les sanctions des Nations Unies doivent être appliquées avec toute la rigueur requise. Ensuite, il est indispensable de soutenir l'opposition irakienne politiquement et militairement. En termes pratiques, une telle assistance irait principalement aux Kurdes afin d'augmenter leurs capacités d'auto-défense, ce qui aurait pour résultat d'interdire à Saddam l'accès d'une grande partie du territoire irakien et affaiblirait dès lors sérieusement la légitimité de son pouvoir. Certains éléments de l'armée pourraient en conclure que, pour sauvegarder l'intégrité de l'Irak, un changement de régime serait souhaitable.

Enfin, l'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité portée à l'encontre de Saddam et de ses complices serait le dernier élément de cette stratégie. De telles accusations feraient clairement comprendre aux Irakiens que le retour de leur pays dans la communauté internationale ne sera pas possible tant que le parti Baas restera au pouvoir.

Ainsi que

• LE CONGRÈS DU PDK IRANIEN.

Le Parti démocratique du Kurdistan Iranien, fondé en août 1945 et qui fut à l'origine de la création de la République kurde de 1946 vient, de tenir son IX^{ème} congrès. Ce Congrès qui s'est tenu du 21 au 28 décembre a notamment débattu de l'adaptation de la stratégie de ce parti au nouveau contexte international et régional et procédé au renouvellement de ses instances dirigeantes. Le Congrès a reconduit le Dr. Saïd Cherefkandi, qui avait succédé en juillet 1989 au Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne, dans les fonctions de secrétaire général du PDKI.

Le PDKI est engagé depuis août 1979 dans une lutte armée contre le régime islamique de Téhéran pour l'instauration d'une république laïque, pluraliste et démocratique en Iran garantissant l'autonomie du Kurdistan.

• Crise KURDE LORS D'UNE CÉRÉMONIE EN EURO-TURQUIE.

La cérémonie organisée le 9 novembre pour la remise d'une décoration de Comité des Collectivités locales du Conseil de l'Europe à la ville turque de Bursa (Brousse) s'est transformée en une crise, en raison de la déclaration suivante de M. Günther Metzger, maire de Darmstadt (R.F.A.) :

« Les Kurdes doivent également bénéficier de l'égalité, des libertés et des droits de l'homme ». Le maire de Bursa, piqué au vif, s'est mis en colère : « ou bien M. Metzger ne connaît pas la Turquie ou il a des arrières pensées » a-t-il déclaré avant d'ajouter : « Aujourd'hui le président de la République de Turquie se dit Kurde. Il y a des ministres kurdes. Ne pas vouloir voir cela et aborder la question kurde au cours d'une cérémonie du Conseil de l'Europe est vraiment regrettable ».

• **MEM Û ZÎN AUTORISÉ EN TURQUIE.**

Le ministre turc de la culture a autorisé, le 11 décembre, la sortie en salle du film *Mem û Zîn* tiré de l'épopée écrite au XVII^{ème} siècle par le poète classique kurde Ehmedê Khani. *Mem û Zîn* est le premier film en version kurde à être autorisé depuis la création de la République de Turquie. En août dernier, les films du cinéaste kurde Yilmaz Güney avaient également été autorisés après 11 années d'interdiction.

• **LES KURDES A RÉSISTANCES.**

Le magazine des droits de l'homme Résistances d'Antenne 2 a consacré son émission du 30 novembre à la situation actuelle des Kurdes en Irak. Au programme, deux reportages, l'un avec Diloan, 11 ans, qui revient à Halabja, ville martyre, gazée par les Irakiens en 1988 et où il a perdu toute sa famille ;

l'autre «Kurdistan, les oubliés», portant sur les réfugiés que l'on tente d'installer dans les abris en dur avant l'hiver, montre à quel point la population kurde est de nouveau abandonnée de tous et oubliée de l'opinion publique.

• **CHERCHE AMBASSADEUR POUR STOCKHOLM.**

D'après le quotidien turc *Cumhuriyet* du 17 novembre la Turquie éprouve quelques difficultés à trouver un successeur à son ambassadeur à Stockholm, Erdil Akay, qui vient de prendre sa retraite. Les diplomates pressentis refuseraient les uns après les autres ce «poste problématique» exposé aux manifestations fréquentes de la communauté kurde de Suède et aux critiques sévères des organisations suédoises de défense des droits de l'homme, relayées par les médias.

Annexe

102d Congress
1st Session

COMMITTEE PRINT

S. Prt.
102-56KURDISTAN IN THE TIME OF
SADDAM HUSSEINA STAFF REPORT
TO THE
COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS
OF THE
UNITED STATES SENATE

NOVEMBER 1991

Printed for the use of the Committee on Foreign Relations

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON : 1991

49-559

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS

CLAIBORNE PELL, Rhode Island, *Chairman*

JOSEPH R. BIDEN, Jr., Delaware
 PAUL S. SARBANES, Maryland
 ALAN CRANSTON, California
 CHRISTOPHER J. DODD, Connecticut
 JOHN F. KERRY, Massachusetts
 PAUL SIMON, Illinois
 TERRY SANFORD, North Carolina
 DANIEL P. MOYNIHAN, New York
 CHARLES S. ROBB, Virginia
 HARRIS WOFFORD, Pennsylvania

JESSE HELMS, North Carolina
 RICHARD G. LUGAR, Indiana
 NANCY L. KASSEBAUM, Kansas
 LARRY PRESSLER, South Dakota
 FRANK H. MURKOWSKI, Alaska
 MITCH MCCONNELL, Kentucky
 HANK BROWN, Colorado
 JAMES M. JEFFORDS, Vermont

GERYLD B. CHRISTIANSON, *Staff Director*
 JAMES P. LUCIER, *Minority Staff Director*

(iii)

LETTER OF TRANSMITTAL

NOVEMBER 26, 1991.

The HONORABLE CLAIBORNE PELL,
Chairman, Committee on Foreign Relations,
U.S. Senate, Washington, DC 20510

Dear Mr. Chairman: Six months ago the fate of Iraq's Kurds was placed on the international agenda as a result of the immense human suffering following the failure of their rebellion against Saddam Hussein. International intervention helped prevent a greater catastrophe, but the people of Iraqi Kurdistan remain at grave risk. At your direction, I returned to Iraqi Kurdistan in September to assess the situation.

Between September 4 and 11, 1991, I traveled throughout the Kurdish-controlled parts of Iraq. The liberated territory now comprises more than 80 percent of the Kurdish inhabited lands, and I went as far south as Halabja, as far east as Haj Omran on the Iranian border, north to the triangle where the borders of Iran and Turkey converge, and, in the west, to Amadiyah, Dihok, and Zakho where the Syrian and Turkish borders meet. Four times I crossed Iraqi lines, on two occasions disguised as a Kurd, in order to visit the populous cities of Irbil and Sulaymaniyah. This report attempts to present as comprehensive a picture of the situation in Kurdistan today as possible.

This trip would not have been possible without the assistance, cooperation, and friendship of many of the Iraqi Kurds including my host Jalal Talabani, KDP leader Massoud Barzani, Samy Abdu Rahman, Hoshiyer Zebari, Karim Khan of Bardohst, and Sheikh Moustafa Zinawi. Dr. Abdul Karim Rauf, who escorted me safely through Kurdistan during the March uprising, and Hoshiyer Samsan were my guides in Kurdistan, and I am grateful to them as well as to Tania Ali Hasan and Erman Bahaadin.

Sincerely,

PETER W. GALBRAITH.

(v)

vi

"We were taken to a place, given water, blindfolded and put back on the bus. I took off my blindfold and saw the trenches. The army men pushed us into a trench. When they started shooting, a bullet hit me in the armpit. I ran to a soldier. The officer became angry at the soldier and yelled, 'Throw him back in the hole.' The firing began again and I was hit in the back."—Tamur Abdul, age 15.



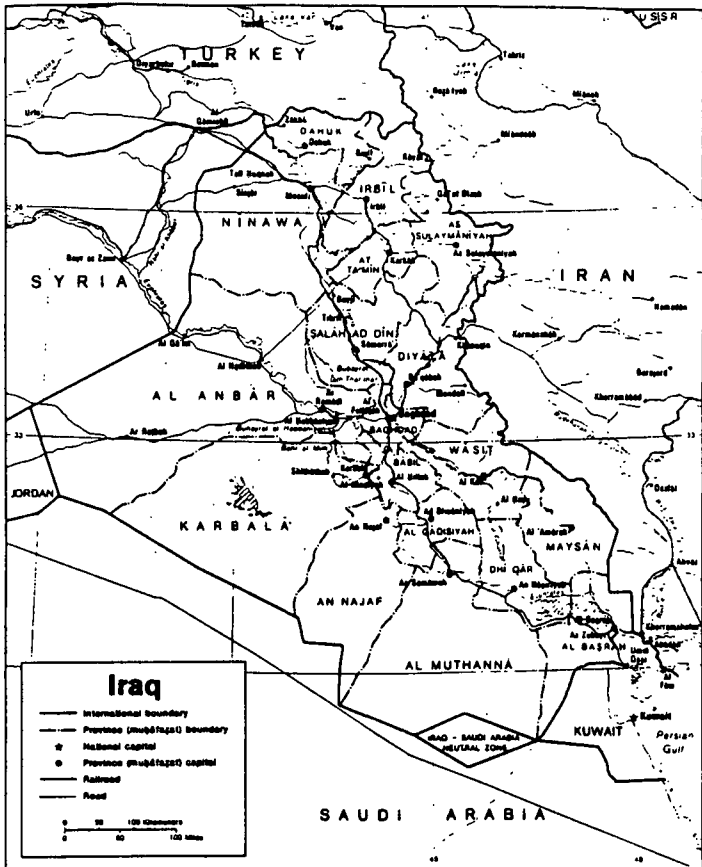
Child victims, Halabja

SUMMARY OF KEY FINDINGS

- Kurdistan is a broken land where millions live on the edge of survival. At least 600,000 Kurds have no shelter and face catastrophe as winter approaches. Food supplies and distribution are inadequate and the situation is certain to get worse. Kurdish civilians remain vulnerable to renewed Iraqi military attacks.
- Kurdish insurgents control at least 80 percent of Kurdish-inhabited lands in Iraq. The fragile unity of the Iraqi Kurdish movement could be ruptured by sharp differences between leaders as to whether to sign an autonomy deal with Saddam Hussein.
- Iraq is evading United Nations sanctions by exporting goods to Iran, Turkey, and Jordan. Massive quantities of Iraqi construction equipment, road-building vehicles, and factory machinery are crossing into Iran. Fuel and other goods are being exported to Turkey. Jordan appears to be both helping Iraq evade sanctions and conduct financial transactions.
- Kurdistan is a land slowly revealing the horrors of a quarter century of Ba'ath rule. Mass graves are being uncovered in various parts of Kurdistan and compelling evidence is now surfacing that as many as 182,000 Kurds ostensibly deported to the south after 1988 were instead simply murdered. The physical destruction of Kurdistan extends to every village and many small cities. Large parts of Kurdistan have been made uninhabitable by Iraqi mine-laying operations.
- The Iraqi secret police kept extensive records of their activities, including torture and executions. The secret police also videotaped themselves as they conducted torture sessions, carried out executions, and gang raped Kurdish girls. Kurdish insurgents control this documentary evidence and are prepared to make it available to support prosecutions for crimes against humanity.
- To protect the Kurds from renewed Iraqi assault, the U.S.-led coalition needs to affirm its intention to use airpower to deter attacks on Kurdish-held territory. Consideration should be given to providing the Kurdish guerrillas with limited military assistance to enhance their self-defense capabilities. Such assistance could include spare parts and ammunition for the military equipment captured by the Kurdish insurgents and could come from stockpiles of Iraqi weapons left in the Kuwait theater of operations.

(VII)

VIII



I. A BROKEN LAND: KURDISTAN TODAY

A. Overview

For the first time in their history, Iraq's Kurds control most of Iraqi Kurdistan. Liberated Kurdistan extends from the Syrian border to Iran and includes the former allied-created safe haven comprising the Zakho-Dihok-Amadiyah triangle as well as a much larger territory in the east. Kurdish insurgents control Erbil and Sulaymaniyah, two of Kurdistan's three biggest cities, and territory extending as far south as Halabja, site of the 1988 poison gas attacks.

Kurdistan is a broken land. The Iraqi regime has systematically dynamited or bulldozed every village in Kurdistan, more than 3,900 of them. The village destruction program has dislocated more than two million of Kurdistan's four million people. In the east, the Iraqi regime dynamited the cities of Chwarta, Haj Omran, Sayid Sadiq, and Qalat Diza. Halabja is more than half destroyed and largely uninhabitable. Tens of thousands of people, once forcibly relocated to "model villages" that sometimes resembled concentration camps, live in the ruins of these cities.

The people of Kurdistan now face catastrophe. As winter approaches, upward of 600,000 people have no shelter. The 1991 crops looked good in part of Kurdistan but some other parts were not farmed at all, while mines have made other parts unfarmable. A substantial portion of the Kurdistan population is served by neither the domestic food distribution system nor the international relief agency programs. Hunger could become prevalent as existing supplies are consumed and winter weather makes roads impassible.

Militarily, the Kurds remain vulnerable to renewed attack from the Iraqi army. While the *Peshmerga* (the Kurdish insurgents) have more than 100,000 men under arms—virtually every able-bodied man in Kurdistan carries a weapon—their self-defense capabilities are limited by a lack of training, poor command and control, a lack of coordination among *Peshmerga* factions, and a lack of spare parts for captured heavy equipment. While the Kurds may be able to protect the more mountainous parts of their land, they cannot hold the cities alone. To protect their present territory and populations, the *Peshmerga* need continued air cover from coalition forces and some enhancement of their self-defense capabilities. If the *Peshmerga* are unable to protect their own people, renewed massacres and another mass exodus are likely.

Politically, the Kurds have attained a tenuous union among the principal Kurdish parties and with the traditional tribal leaders. However, sharp differences persist between Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP), and Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), as to whether to conclude an autonomy agreement with Saddam Hussein. Unless this rift is resolved, Saddam may conclude a deal with Barzani, who favors an accord, thus isolating Talabani geographically and dividing the Kurdish movement. The April decision of the Kurds to engage in negotiations has already fractured the unity of the Iraqi opposition, and a Kurdish split now would almost certainly undermine the opposition dream of establishing an alternative Iraqi government on Kurdish soil.

Finally, Kurdistan is a land emerging from the trauma of two decades of Saddam's rule. Mass graves are being uncovered in various parts of Kurdistan and compelling evidence is now surfacing that as many as 182,000 Kurds ostensibly deported to the south after 1988 were instead simply murdered. With the liberation of Kurdistan, the Kurds have seized many of the records of Iraqi security agencies, including the *Amn*, internal security, the *Mukhabarat*, civilian intelligence, and the *Istkhbarat*, military intelligence. These captured documents, which include graphic videotapes, record systematic killings, grotesque torture, and the gang rape of Kurdish girls and women.

B. Political/Military Situation

Never has so much of Iraqi Kurdistan been under Kurdish control; today, Kurdish insurgents control territory stretching from where the Tigris River briefly forms the border with Iraq to the border with Iran. The liberated territory includes the Zakho-Dihok-Amadiyah triangle (the former safe haven created in April by the allies) as well as a much larger territory in the east. Along the Iranian border the liberated zone extends as far south as Halabja and as far west as the cities of Sulaymaniyah and Erbil. At least 80 percent of the Kurdish inhabited lands of Iraq are now under *Peshmerga* control.

Kurdistan has been liberated in stages. On March 8, 1991, the *Peshmerga*, operating in concert with tribal chiefs and the *jash*, Kurdish forces on Saddam's payroll, initiated a rebellion that brought virtually all of Kurdistan under Kurdish control. This rebellion was crushed by the Iraqi army in a ferocious assault over the Easter weekend of March 28-31. During the assault the Iraqi army swept up to the Turkish border, seizing the cities of Dihok, Zakho, Sarsanq, and Amadiyah; in the east the army seized the

two principal Kurdish cities on the Iraqi plain, Kirkuk and Irbil, as well as Sulaymaniyah. However, in an April 5-7 battle, a PUK affiliated force led by Kosret Rasul stopped Iraqi tanks on the road between Salahuddin and Shaqlawa. In another key battle, the Iraqi advance was halted at Mount Azmer, east of Sulaymaniyah. Thus, a number of important Kurdish towns in the east, including Shaqlawa, Rawanduz, Harir, Diana, Rania and the ruined towns of Chwarta, Haj Omran, and Qalat Diza, were never again in Iraqi hands.

In mid-April, the United States, Great Britain, France, and the Netherlands, acting on a plan first advanced by British Prime Minister John Major, created the safe haven around Zakho, Dihok, and Amadiyah. Even after the July allied withdrawal, the Iraqi army made no effort to return to the safe haven.

In July another round of popular uprisings took place in Irbil and Sulaymaniyah, bringing these cities (each with a population approaching one million) under insurgent control. From July through September, an anomalous situation existed in which the Peshmerga controlled, but the Iraqi army surrounded, each city. The army allowed the Peshmerga approaching the cities from the east to cross its lines while both Peshmerga and Iraqi soldiers walked the streets of the two cities. In September, when I crossed the Iraqi lines into Sulaymaniyah, the Iraqi soldiers were pulling out from their positions east of the city giving the Kurds unimpeded access. Later the Iraqi army made a pullout from east of Irbil.

Thus, by the end of September all of the Kurdish inhabited parts of Iraq—except for the city of Kirkuk—were under Kurdish control. Although the various Kurdish elements have united in the Iraqi Kurdistan Front, actual control rests with the Kurdish political parties and the Kurdish tribes or clans. The two main Kurdish political parties are Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The KDP was founded on the day of Barzani's birth—August 16, 1946—by his father, during the short-lived independent Kurdish Republic of Mahabad in northern Iran. Historically the pre-eminent Kurdish party, the KDP's territory includes the former safe haven and the land along the Turkish border. The KDP reflects the personality of the Barzani clan, fiercely independent mountain people with a mixture of a modern party and a kinship-based leadership.

The PUK was founded by Talabani in 1976 and it, too, reflects its leader. A highly intelligent man who eschewed his tribal background as leader of Talabani clan, Talabani has been in recent years the diplomatic voice of the Kurdish movement. Using the English he taught himself in the mountains, he has developed close ties with Western leaders and the media. Most remarkable in light of Turkey's suspicion of all Kurdish movements, he has developed a personal relationship with Turkish President Turgut Ozal that has transformed the geopolitical situation of the Iraqi Kurdish movement.

The third element in the Kurdish political equation are the tribal leaders. Many Kurds identify with various clans and, in spite of rapid modernization and the regime's urbanization programs, the clan leaders have considerable influence. Until the March uprising many clan leaders negotiated their own arrangements with Saddam Hussein, arrangements that included generous financial pay-offs in return for political, and sometimes military, support against the Peshmerga. The tribal leaders often headed pro-Saddam local militia, known as the *jash* (the Kurdish word for little donkey). It was the defection of the *jash* in early March that made for the Kurdish uprising's initial success. Concerned that decisions on the future of Kurdistan were being made without them, the tribal leaders have now formed a tribal association as a vehicle for political influence.

The key decision for the Kurds is whether to conclude an autonomy agreement with Saddam Hussein. Negotiations for such an agreement began in April after the failed uprising and, as it presently stands, the draft agreement provides the Kurds on paper substantial autonomy. There are, however, important differences still remaining. From a Kurdish point of view, the most important involves the territory of the Kurdish Autonomous Region. The Kurds argue it must include the historical Kurdish lands near the Syrian border and in the southeast that have been "Arabized" (through a government policy of evacuating Kurds and settling Arabs in their stead), as well as the ethnically mixed city of Kirkuk. For their part, the Iraqis adamantly refuse to reverse any of their recent Arabization gains. A second issue concerns Saddam's unsurprising failure to make concrete any promise for democracy in Iraq.

Can Saddam be trusted sufficiently to abide by any agreement so as to make it worth the risk for the Kurds to sign? Given Saddam's record of renegeing on past agreements, this and not the substance of an autonomy agreement is seen by the Kurds as the key question. Neither Massoud Barzani nor Jalal Talabani trusts or likes the Ba'ath regime. Ironically, however, it is Barzani, whose family and clan have suffered grievously at Saddam's hands, that seems prepared to sign the agreement.

Barzani has little faith in the international community's commitment to the Kurds, and even less in the United States. He well recalls how Henry Kissinger, acting for the Nixon and Ford administrations, encouraged the 1974 Kurdish rebellion and then cut off assistance when it was no longer convenient. When the Kurdish rebellion then collapsed, Barzani and his family went into a long exile during which his father succumbed to cancer a broken man and from which the Barzanis have now just returned. For Kurds like Barzani, Kissinger's reported comment cavalierly dismissing any responsibility for the consequences of his policy ("covert assistance is not missionary work") reinforces their view of the cynical and self-serving nature of U.S. policy. Barzani has no love for Saddam, who killed his brothers ("Don't think I like being with the Ba'athist," he told me), but he believes the deal Saddam now offers provides the Kurds a better prospect than reliance on uncertain outside support. And, like many Kurds, Massoud Barzani is tired of war and oppression.

Jalal Talabani hopes that, with the new world order, the international community will continue actions on behalf of the Kurds. He suspects that a Saddam-Kurd deal might lessen world concern for the Kurds, concern that might be hard to reinvigorate. Because he is certain Saddam will inevitably renege on any deal, Talabani believes the only practicable course for the Kurds is to work with other Iraqi opposition elements and the world community to overthrow Saddam Hussein.

So far, the tribal leaders and most of the smaller parties oppose a deal with Saddam. However, this could shift if international assistance is not forthcoming, and if Saddam finds the resources to resume his past practice of buying the support of more flexible tribal leaders. Popular sentiment among the Kurdish people in the liberated zone seems, as far as I could tell, strongly against any agreement with Saddam. Anger against the Ba'ath regime grows as Kurds, most of whom lost family members to its repressive apparatus, find they can give vent to their feelings. To the extent this can be gauged by an outside observer, Talabani's popular position has been enhanced, and Barzani's somewhat diminished, by their respective positions on the deal.

The great fear among many Kurds is that Massoud Barzani might sign the autonomy accord while Talabani refused to go along. A separate agreement between Saddam and Barzani would tear apart the Iraqi Kurdistan Front, much as the Kurds' April decision to negotiate with Saddam helped fracture the Iraqi opposition coalition. Such a pact could also geographically isolate Talabani's force since the KDP supporters tend to be in the Turkish border areas (and therefore directly accessible to the Turkey-based allied coalition), while the PUK supporters are in the south and east of Kurdistan accessible to the outside from Iran or through KDP territory. Both leaders insist a separate deal would not happen; they would only act together after having received a mandate from the Kurdish people.

C. Military Needs

The Peshmerga, the Kurdish insurgent military force, has more than 100,000 men under arms. Indeed, virtually all adult males in Kurdistan carry a weapon and seem to consider themselves Peshmerga (literally "those who face death").

At one level the Peshmerga are an extraordinarily capable insurgent army; many of the leaders and fighters have spent their adult lives under arms. Discipline is good, commitment deep, and morale high, even though many Peshmerga do not receive promised payments, and their families (which they rarely see) barely subsist. A palpable sense of comradeship exists among Peshmerga associated with different parties, and their working relationships are solid. Travelling the width and length of liberated Kurdistan with one of the PUK commanders, Dr. Abdul Karim Rauf, I was impressed that at each checkpoint, regardless of party, Dr. Rauf was recognized (although he wore no insignia) and our group easily let through.

Some of the Peshmerga have impressive educational credentials; a number of my companions spoke English, and several had medical, engineering, or other degrees. As Western correspondents and visitors learned during the March uprising, the Peshmerga are also extremely brave having risked, and in some cases lost, their lives to protect their guests.

But the Peshmerga have many weaknesses as a fighting force as well, weaknesses that became particularly apparent as the March uprising collapsed. Since Peshmerga are associated with various political parties or clans, there is no clear central command, making it difficult to coordinate military operations or to restrain errant Peshmerga bands. The Peshmerga also suffer from a lack of intelligence gathering and processing capabilities. I spent the night of March 30-31 in Dihok with many of the top Kurdish political and military leaders, all apparently unaware that the Iraqi army was just on the city's outskirts, poised for an early morning assault. Similarly, the Peshmerga did not anticipate the strength or mobility of the Iraqi offensive of that Easter weekend. Finally, the Peshmerga seem amply armed with light weapons, and have captured much in the way of heavy arms from the government, but they are

short of ammunition for their automatic rifles, and lack spare parts, ammunition, and operating knowledge for the heavy weapons.

To protect the Kurdish people from renewed Iraqi attacks, the self-defense capabilities of the Peshmerga will need to be enhanced. The allies recovered enormous quantities of Iraqi military equipment left behind in Kuwait, and, from these stocks the Kurds could be provided with ammunition as well as spare parts needed to make captured tanks and howitzers operational. At least arguably, the return to Iraq in the foregoing manner of Iraqi military equipment (admittedly to different Iraqis than those who lost it) does not violate any U.N. mandate relevant to the Persian Gulf crisis.

The Peshmerga also need military training and financial support. They particularly need training in the operation of the tanks and other heavy weapons in their possession as well in military tactics involving these weapons. The vast increase in numbers of Peshmerga as well as the responsibilities associated with holding large amounts of territory have greatly increased the financial burdens on the parties supporting the Peshmerga. Kurdish leaders estimate their unmet financial requirements at \$12 to \$15 million a month, such funding being needed to provide subsistence for Peshmerga and their families, for the purchase of ammunition, and for logistical support for the military struggle.

Essential to the protection of the Kurdish people is the continuation of United States and coalition air cover. Flying out of the U.S. base at Incirlik, Turkey, fighter aircraft patrol the skies over liberated Kurdistan above the 36th parallel and deter Iraqi air and ground attacks. South of the 36th parallel Iraq has been probing and encroaching on Kurdish territory. These small assaults have included use of helicopter gunships and the shelling of civilian populations. In September, the Iraqis even used helicopters in an attack on Koy Sanjaq, a large town just north of the 36th parallel. Overnight more than 4,000 people became refugees. If the encroachments go unchecked, Iraq's next targets could be the heavily populated eastern cities of Irbil and Sulaymaniyah, and attacks on these cities could provoke a major new refugee crisis. The United States could avoid such problems by formally extending the air protection to the Kurdish lands south of the 36th parallel and by making it clear that the protection will continue as long as there is a threat to the Kurds from Saddam Hussein and his regime. To withdraw air protection while Saddam's regime continues is to invite renewed Iraqi slaughter in Kurdistan.

D. Humanitarian Needs

Iraqi Kurdistan is a land where life today is lived on the edge. More than 600,000 Kurds live, quite literally, without a roof over their heads, without adequate sanitation or clean water, and without a secure supply of food. Winter will multiply human suffering and could take a toll of many lives.

In April most of Iraq's Kurds fled to the Turkish and Iranian borders. The immediate humanitarian crisis created by that flight—a crisis with a daily death rate approaching 1,000—is now over. Thanks to Operation Provide Comfort, the efficient and humane Pentagon-organized relief program, virtually all Kurds on the Turkish border have left the mountains. Some refugees remain on the Iranian borders, where Operation Provide Comfort did not reach, but here too most have come off the mountains.

A majority of the former refugees have returned home, but, a sizable minority cannot or will not go back. The Kurdish residents of Iraqi Kurdistan's largest city, Kirkuk, have not been allowed back, the Iraqi regime evidently wishing to turn the disputed city, with its adjacent oil fields, into an all-Arab city. Kurdish neighborhoods have been dynamited, according to refugees and Kurdish leaders, while Arab settlement is encouraged. The ouster of the Kurds from Kirkuk is part of a larger Arabization campaign that has significantly reduced the historic areas of Kurdish settlement in Iraq.

Also not returning home are the former residents of "model villages" established by the Iraqi regime for those who lost their homes in the village demolitions. The model villages on the plain west of Kirkuk and Irbil were poorly constructed, had minimal sanitation and water, and provided few employment opportunities for the residents. Some, if not most, were surrounded by barbed wire, and Kurds could enter or leave only with difficulty. These model villages are still under Iraqi control and the former residents prefer to return to their destroyed villages rather than to places that resemble concentration camps.

The refugees from Kirkuk are camped along the roads leading to the Iranian border and in some of the destroyed cities. These middle class urban residents are adjusting to life in U.N.-supplied tents, relying on mountain rivers for washing, drinking, and sewage. The great need for the Kirkuk refugees is winter tents and certain deliveries of food.

Some of the villagers returning to their destroyed homes are in the process of rebuilding, but many are reluctant to rebuild, given the political uncertainty prevailing in Kurdistan. Naturally, they fear that, if they rebuild, the government will once again destroy their homes. Others would like to rebuild but lack the financial re-

sources to do so. Finally, uncertainties over land ownership and property lines in destroyed villages and towns hamper the rebuilding effort.

The most remote part of Kurdistan is the so-called triangle, where the borders of Turkey and Iran converge. Here the clansmen of local leader Karim Khan have made the greatest progress in rebuilding their stone homes. Karim Khan has used his traditional authority to settle land disputes and to organize the provision of rebuilding materials. While this region faces a difficult winter also, it and the other areas where traditional rulers hold sway are probably better off than the more modernized parts of Kurdistan.

Even at this late date, outside assistance to the rebuilding effort in the villages of Kurdistan could help mitigate suffering this winter. However, homeless Kurds mostly need interim assistance to get through the cold months. The reconstruction of all of Kurdistan necessarily awaits a political solution.

E. Sanctions Busting

Under United Nations Security Council resolutions Iraq is permitted to import only food and medicine. Except as provided by Security Council Resolution 706 relating to the sale of oil, Iraq is prohibited from making any exports. Yet, there is in fact massive sanctions busting across the Iranian border and to a lesser degree across the Turkish border. The sanctions busting on both these borders may pale as compared to that over the Jordanian border.

Haj Omran is a ruined town in the mountains on the Iranian border. The mountains around the ruins are sowed with mines and at least a two hour drive separates Haj Omran from the nearest extant Iraqi town. Yet, in Haj Omran, within a mile of the border itself sits one of the largest collections of construction and earth-moving equipment in the world. In a short period of time I saw more than 30 large bulldozers, at least 7 giant cranes, steam shovels, and hundreds of big dump trucks. The equipment, manufactured by Volvo, Komatsu, Caterpillar, and Kawasaki looks to be in good condition. Parked along the road leading to the border were trucks loaded down with machinery. The Kurds explained that whole factories were among the contraband waiting to cross into Iran.

From the evidence at Haj Omran, it is clear that Iraq is exporting its infrastructure to Iran at fire sale prices. Less clear is who in Iraq makes the exports and who benefits from them. Some exports are pieces of equipment seized by various Kurdish factions from the government or pro-government enterprises in Kurdistan. Some is simply trade in stolen goods. Much, if not most, of the trade seems to involve infrastructure and other goods from the government controlled part of Iraq being shipped through Kurdish-controlled lands (with payment of appropriate transit gratuities) to Iran.

Talabani and other Kurdish leaders expressed concern about the sanctions busting and have taken steps to stop trade through Haj Omran. Talabani worries that Kurdistan is losing much of the equipment and infrastructure it will need to rebuild and to restore its economy. However, the orders to stop the trade have been largely ignored with traffic going into Iran now more at night than during the day. As Sheikh Moustapha Zinawi, the tribal leader in the Haj Omran region, explained, "because of Saddam we have no jobs and no food. If you say we have jobs then we will stop the traffic to Iran."

A much lower level of sanctions busting is occurring on the Turkish border. Trucks are lined up for miles on both sides of the Habur crossing between Silopi, Turkey and Zakho, Iraq. Much of the trade coming into Iraq is foodstuffs permitted by the United Nations. However, the trucks then export fuel (large fuel tanks have been built under trucks plying the Iraq route; because of Iraqi price controls a gallon of Iraqi gasoline or diesel costs 4 cents as opposed to more than 2 dollars in Turkey) and other contraband. For example, I saw a truck laden with Iraqi wool crossing into Turkey.

Much of the traffic crossing the Iraq-Turkey border travels in tarpaulin covered trucks. The Kurds control the Iraqi side of the border, and their collection of fees on this traffic represents a major source of financial support for the Kurdish parties. They are therefore often reluctant to inspect the cargoes or to halt any contraband.

Iraqi opposition leaders with detailed knowledge of the Jordanian economy believe that Jordan, not Iran, is the worst violator of the U.N. sanctions. While this writer did not witness the illegal trade with Jordan, the source for the information described below has been an extremely reliable one for a number of years. Specifically, Jordan reportedly permits the transit through its territory of Iraqi urea, sulphur, refined oil products, and infrastructure including trucks and earth-moving equipment. Jordan has informed the United Nations sanctions committee that it is importing oil from Iraq, but that this oil is being offset against Iraq's prior debt to Jordan. However, it appears that Jordan is extending new credit to Iraq and therefore Iraq is, in fact, receiving a financial benefit from the oil sales. Further, Jordan is said to be permitting the re-export of Iraqi oil to Lebanon, also to the financial benefit of Iraq.

Amman shops contain carpets and jewelry sold by Iraqis desperately seeking cash to buy food and other essentials. Less innocently, a representative of Saddam's son, Uday, is said to be in the Jordanian capital facilitating the export of cars stolen from Kuwait and other contraband from Iraq. Iraq's Rafidan Bank reportedly purchases dollars on the open market in Amman and conducts money-laundering operations there.

Sanctions busting allows Saddam Hussein to stay in power. Selling off decades of investment in Iraq to Iran and Jordan enables him to import food, medicine, and even some luxuries, so as to sustain his elite presidential guards and those army units most critical to his grip on Baghdad. For the time being, the Iraqi people derive some small benefit from this sanctions busting because they can buy necessities paid for by the sale abroad of their accumulated personal wealth. Over the long term sanctions busting sustains in power a regime whose continued existence politically and economically burdens the Iraqi people. The current level of sanctions busting will allow Saddam to support himself and his repressive apparatus indefinitely, but as the wealth of Iraqi families dissipates, ordinary people will lose access to imports. And because of the massive exports of infrastructure, a post-Saddam Iraq will be much poorer.

F. An Anti-Saddam Strategy

As long as Saddam Hussein and his Ba'ath regime remain in power, there can be no real security for the Kurds and no peace for Iraq. Saddam can maintain himself in power by evading sanctions, but he no longer exercises his pre-war level of control. Even outside of Kurdistan, Iraqis speak of their disdain for Saddam, unthinkable a year ago, and the Iraqi opposition claims to have operating cells throughout the country.

A concerted anti-Saddam strategy could further weaken his position. Such a strategy should have three elements. First, United Nations sanctions should be tightly enforced. This will undermine Saddam's ability to support his repressive apparatus, and its members, too, may then join the ranks of the discontented. It is possible that tighter sanctions enforcement, and in particular a crackdown on illegal exports, might actually improve the prospects that Saddam will agree to U.N. Resolution 706. At present he has no incentive to comply since he can both support the pillars of his power and use the suffering of the Iraqi people to blackmail the international community into easing sanctions. Enforced sanctions would make the former much more difficult.

Military and political support for the Iraqi opposition is a second leg of an effective anti-Saddam strategy. In practical terms such assistance would go mainly to the Kurds, and the types of assistance most needed have been discussed above. While such assistance will enhance the ability of the Kurds to defend themselves, it probably will not contribute directly to the opposition's ability to overthrow Saddam. To the extent, however, such assistance enables the Kurds to deny Saddam's regime access to a large part of Iraq, it will diminish the legitimacy of his rule. Elements of the military may then conclude that the integrity of Iraq requires a change in regime.

The indictment of Saddam Hussein and his accomplices for war crimes and crimes against humanity is the final element in an enhanced anti-Saddam strategy. The case for crimes against humanity prosecution is described in the next part of this report. Absent a change of regime, it will be very difficult to obtain custody over Saddam and associates and any prosecution is fraught with serious jurisdictional questions. The fact of indictments—even if in the national court of a coalition country rather than in a still unconstituted international tribunal—will strike a serious blow against the legitimacy of Saddam's rule. Such indictments will clearly signal to Iraqis that their country will never be accepted back into the international community as long as the Ba'ath regime remains in power, and that Saddam's current strategy of hoping to outlast sanctions will not work. If the United States is seen as a prime mover for indictments or if the indictments are brought in a U.S. court, their political effect will be magnified. U.S. passivity during the March popular uprising in Iraq left many Iraqis with the impression that the United States preferred to see a weakened Saddam continue in power. U.S. leadership in the effort to indict Saddam and his cronies for war crimes and crimes against humanity will send the most unequivocal message possible that Saddam must go. To date, in the view of many Iraqis, the message has not been sent and the impression of U.S. ambiguity helps sustain the regime in power.

II. LEGACY OF DEATH: IRAQI RULE IN KURDISTAN

A. Overview

Kurdistan is a land slowly revealing the horrors of a quarter century of Ba'ath party rule. The physical evidence of atrocities is everywhere: thousands of destroyed villages, the sprawling ruins of small cities, the torture rooms of secret police buildings, mass graves. Abundant, too, is the human evidence: the accounts of the survivors, the meticulous records of the Iraqi secret police, the vid-

eotapes made by the tormentors as they tortured, raped, and killed.

A nine day visit could never document the extent of the Iraqi atrocities. The following, necessarily a personal and anecdotal account, provides only a glimpse of Iraqi rule in Kurdistan. In the judgment of this observer, substantial evidence exists to support the proposition that Iraq committed crimes against humanity in Kurdistan. Presenting this case to an appropriate forum will require further investigation and documentation.

B. Qalat Diza and the Destroyed Cities

The Qalat Diza hotel and restaurant is the pride of Qalat Diza's new commercial strip; the restaurant serves a freshly grilled lamb kabob along with Kurdish bread and a choice of imported beverage. Across the street is the Qalat Diza pool hall. Along the main street there is another restaurant (the menu is identical to the Qalat Diza) and a series of shops. At the Qalat Diza hotel and restaurant, they like to serve the kabob rare because it uses more scarce wood to cook it well done.

Of course, no foreigner would want to eat rare meat in Qalat Diza. The hotel and restaurant has no running water, no electricity and therefore no refrigeration. The restaurant floor, and the floor of the hotel's only room, are dirt. Neither the hotel, the restaurant, the pool hall, nor any shop has a real roof; leaves cover these structures but they have no doors. The proprietors are reduced to living in their businesses around the clock; otherwise, people more desperately poor than they are likely to steal the few goods they have for sale.

Two years ago, Qalat Diza was a functioning if not prospering small city in eastern Iraq. It had a population in excess of 100,000, and had grown rapidly as a result of Iraqi policies in the preceding decade. In order to pacify Kurdistan, the Iraqi government had embarked in 1975 on a program to depopulate a 20-kilometer wide strip of territory along the Iranian border. Then, in the mid-1980s a decision was made to destroy every village in Kurdistan. The people made homeless by this rural depopulation policy moved to cities like Qalat Diza or to so-called model villages—under the control of the Iraqi army—built near the cities. Some model villages resemble concentration camps, with barbed wire and limited rights of egress, but the ones around Qalat Diza were merely squalid.

To accommodate Qalat Diza's exploding population, and that of the surrounding model villages, the Iraqi government built schools and a small hospital. Then, in 1989, the government decided to wipe Qalat Diza off the face of the earth. Iraqi army units surrounded the city and gave the local population just a few hours to collect their belongings. Once it been evacuated, the army systematically dynamited every house, every shop, and every public building in Qalat Diza.

Qalat Diza's people have returned home. Living among the rubble, they lack running water and sanitation. Among the families in Qalat Diza a sense of bewilderment and despair prevails. One young boy, who with his family had been sleeping in the 8' x 10' ruins of a room, described his daily diet: tomatoes for breakfast, no lunch, tomatoes for dinner. In another ruined house a young woman was expecting her third child. Her earlier children had been born in the hospital, but this time she had not seen a doctor and had no hope that the child would be born anywhere other than the ruined house. When asked why she stayed in Qalat Diza, she answered just as everyone else had: "We are from here and would rather die here than live someplace else."

Most of Qalat Diza's residents have no roof over their heads but Ismet Karim and his family were lucky: among the first to return to the city, they found a home in a destroyed school. Because public buildings were built with poured concrete and reinforcing steel rods, the dynamite tended to leave the expansive flat roofs in large chunks rather than rubble. The second story of their school rests on the collapsed first story and the roof is more or less intact, creating a cave reachable by climbing over a jungle-gym of twisted reinforcing rods. Cleared of rubble, the sloping concrete floor provides ample sleeping and living space for the 20 or so family members. At the edges, no more than 4 feet of standing room exists but at the center the ceiling approaches 7 feet.

The only problem with this cozy home is its single opening, which made the room stifling hot in the summer. This winter, fumes from the family's kerosene heaters threaten to asphyxiate everyone.

Qalat Diza is one of a number of destroyed small cities. Sayid Sadiq, Chwarta, and Haj Omran presented comparable pictures of destruction and despair. In addition to the cities, the Iraqi regime has destroyed every village in Kurdistan. Lost with the villages and cities is the cultural heritage of thousands of years of civilization. Christianity came early to northern Iraq and now lost to Iraq's destructive campaigns are churches dating to the 5th century; also destroyed are old mosques, forts, and medieval homes. The Iraqi regime has wiped out large investments in schools and other public buildings. In some villages cemeteries and fruit trees were left; in other cases, spiteful army officers destroyed these vestiges of communal life. Utility poles leading to the destroyed villages

and cities have been stripped of their wire and wells were covered with concrete or poisoned. Like the Roman legions at Carthage, Saddam Hussein's army has salted the earth of Kurdistan.

C. Halabja Slowly Reveals its Horrors

At the southern end of the Kurdish lands, at the edge of a wide plain descending to Iraq's Arab heartland, is the city of Halabja. Or, what remains of the city. In 1988, Halabja became a modern symbol of the cruelty of the Saddam Hussein regime. On March 16, Iraqi aircraft bombed the city, then in the hands of Iranian supported Kurdish rebels, with chemical weapons. More than 5,000 children, women, and men died in the attack. After the attack, Iranian television and photographers entered the city and took graphic pictures of the aftermath. These images—a man frozen in death as he tried to flee with his baby son; a Kurdish girl with her head wrapped in a scarf and her face puffy from the first stages of decomposition—appalled the world. Yet, Iraq retook the city within days, and little has been heard of what followed.

The Saddam Hussein regime set out to destroy the evidence of its crimes. In 1989 and 1990 the survivors were moved out of Halabja and the demolition squads moved in. Their work was not finished by August 2, 1990, and Halabja is merely half-destroyed. A pathetic place, its buildings are one room deep or mere facades giving way to vistas of rubble. Signs of the 1988 tragedy abound. In one house where two families died, the names are written on opposing sides of a hallway. The Kurds showed this visitor a basement where 48 people took shelter only to perish as the poison gas settled to the lowest point. The basement was sealed because French doctors had warned of lingering danger. Inside clothes still lay on the floor and the smell of death hung in the air. In another house a man showed me the fragments of one chemical bomb and another bomb that seemed to be intact. He then showed me where the various members of his family had died.

Many of Halabja's present residents are refugees from elsewhere. Above the cellar of death a family from Kirkuk was camped out. They had no place else to live. Mohammed, an engineer from Baghdad, explained that more horrors from 1988 continue to surface. Farmers beginning to cultivate the fields around Halabja find skeletons in the tall grass. And as people begin to rehabilitate Halabja's collapsed buildings, they find the corpses of 1988. Mohammed himself is an Arab who held high rank in the Iraqi army. He deserted during the uprising when he was ordered to destroy the Kurdish section of Kirkuk. He fired instead at false points but then, fearing discovery and finding the situation untenable, fled to Iran. He lives in Halabja and, as he supports the anti-Saddam cause, he worries about his family left in Baghdad.

Mohammed accompanied me to the cemetery outside of Halabja. Here, in mass graves, lie the victims of the 1988 poison gas attacks and more recent atrocities. Newly constructed stone retaining walls surround some graves. Plaques list the families buried there. Other graves are more primitive. Along a trench, mixed in the dirt, are the clothes and shoes of the people buried not far underneath. As I began to photograph the trench, a boy asked if I wanted him to dig up some bones for my pictures. Even as I declined, a Kurdish man dug with his hands in a large pile of dirt. He turned up two skulls which he placed at the edge of the trench. They were small skulls, children, and the scene was impossibly sad.

There are mass graves outside many, if not all, Kurdish towns. Some are for the victims of the al-anfal campaign of 1988, some of earlier depopulation campaigns, and the more recent graves are the victims of Saddam's brutal repression of the March 1991 uprising.

D. Sulaymaniyah Secret Police Headquarters

In Iraqi cities one of the most prominent buildings invariably belongs to the Amn, or internal security. These forbidding institutions are, of course, strictly off limits to all visitors, except those unfortunate enough to end up there involuntarily.

Sulaymaniyah in eastern Iraq is an attractive, well kept city with an almost entirely Kurdish population that approaches one million. While taking pictures in the colorful souk during a previous visit in 1987, I inadvertently aimed the camera at some forbidden object. An Amn man approached me and attempted an arrest. Thanks to the speedy intervention of my foreign service travelling companion, the incident ended and we quickly left the city.

On this trip I had the chance to visit my erstwhile earlier destination, the Amn headquarters of Sulaymaniyah. The four-story building had been torched by Kurdish townfolk who seized it in fierce fighting on March 10, 1991. The flames, however, could not obscure what had gone on inside.

After passing the administrative offices—all ransacked—the visitor enters a small high walled courtyard covered by barbed and razor wire. Off the courtyard and to the right is a room with steel ceiling hooks on pipes. An odd shaped chair rests on top of a desk at the end of the room. Ahmed, an engineering student who had participated in the fighting to seize the building, explained the purpose of the hooks and chair.

The prisoner was brought naked into the room with his hands tied behind his back. The prisoner was then seated in the chair and his arms brought up behind his back and hooked, by the rope tied between them, onto the ceiling hook. In this position the naked prisoner would be interrogated. If the results were not satisfactory, of if the Amn men simply felt like it, the chair would be kicked off the platform leaving the prisoner dangling and in great pain from his newly dislocated shoulders. The hooks could be slid along the pipes to allow another prisoner brought to the chair. In addition, there were electrical outlets in the room, allowing current bearing wires to be attached to the prisoner's genitalia. A current was formed, Ahmed said, by attaching another wire to the mouth.

On the other side of the courtyard are the cells. With the usual bars on the corridor side and, in only some cases a high small window, the cells vary in size but are uniformly dark and dismal. Their true horror came, however, from the numbers reportedly warehoused in each cell. According to the liberators, some cells were so cramped that prisoners could only stand. Sanitation was visibly inadequate and food for prisoners said to be minimal.

Executions took place in the building's basement, in the torture room, and in the back of the compound. Also in the back of the compound is a trailer, known by the Kurds as the "raping room." Kurdish girls and women were brought to the trailer and gang raped by the Amn men. The Amn men then nailed the victim's undergarments on the trailer wall as a souvenir of their exploits. Today the trailer floor is littered with the chemises and pantaloons of Kurdish girls. Ahmed remarked that, when the Kurds liberated the compound, there was a naked twelve year old girl in the trailer.

When they liberated Sulaymaniyah's Amn headquarters, the Kurds found more than prisoners and the physical evidence of past crimes. Like the Gestapo, the Amn were consummate bureaucrats. They kept dossiers on all prisoners and suspected dissidents, as well as ledgers detailing the tortures and final disposition of their charges.

The Amn also videotaped themselves as they carried out their duties. In Sulaymaniyah the Kurds showed me one of the many captured videotapes. On tape, the Amn agent explained he was conducting an experiment with a truth drug that had reportedly worked in Baghdad. A very haggard middle-aged man was then brought into the room and seated on a chair. He promptly fell out of it. The Amn men lifted him back in the chair and asked his connection to a suspected dissident. The prisoner again fell out of his chair. The Amn men put him back in the chair and slapped him about, but not harshly. The drugged man still could not answer the question or even hold his head up. Eventually he was dragged away.

This videotape was mild compared to others captured by the Kurds. Some videotapes record physical torture and executions. The Sulaymaniyah Amn also videotaped themselves at work in the raping trailer. These tapes were presumably kept for recreational purposes.

The Peshmerga seized vast quantities of documents and videotapes in March from secret police buildings throughout Kurdistan. Unfortunately, some documentation was recovered by the Iraqis when they retook Kurdistan at the end of March and early April, and other documents were lost in the flight. The Kurds themselves burned some of the videotapes and documents at the Iranian border rather than turn the material over to the Iranian secret police (where it might be useful to the Iranians in figuring out the connection between Iranian and Iraqi Kurdish parties). Nonetheless, the Peshmerga still have large quantities of records and videotapes from the Amn and other intelligence/security services. These provide a uniquely valuable documentation of massive crimes, documentary evidence made more compelling by the fact that it comes from the perpetrators themselves.

If Iraq retakes Kurdistan, there is great danger the existing documents will be lost. Because of their historical importance to the Kurds and for their value in any future prosecution of the Iraqi regime for crimes against humanity, these documents should be preserved outside Iraq.

Kurdish hatred for the Iraqi regime and its secret police runs deep. As I sat in the office of the Peshmerga leader responsible for Sulaymaniyah, I could see a crowd of armed men entering a nearby building. This was, I was told, a funeral for a local tribal chieftain who collaborated with the Iraqis. The day before he had been mysteriously gunned down; the armed men at his funeral had been his jash.

But Ahmed told a tale of revenge that chilled even him. When the Kurds liberated the Sulaymaniyah secret police headquarters in March, the Amn men were just beginning to execute the surviving prisoners. Catching the Amn men in the act of murder, the crowd quickly killed them. A little while later Ahmed came upon an old lady hitting, kicking and biting one of the corpses. She was pulled away and asked why attack a man already dead. "He killed three of my three sons under torture, so don't I have the right to do this to him?"

E. The Al-Anfal Campaign

Tamur Abdul sits quietly and patiently in Jalal Talabani's commandeered home in Shaqlawa. In his baggy khaki trousers, he looks like a young Peshmerga guerrilla. With bright eyes and a cheerful smile, Tamur betrays none of the physical and emotional scars of the last three years.

Tamur is now fifteen. When he was twelve, government tanks came to his village, Qulojeo, near Kifre. The following is his account of what happened next:

"The people fled to another village, Melasura, and from there we were taken by the jash to yet another location. After ten days, Iraqi army vehicles took us to Gzawha near the Dukan dam. There the men were separated from the women and children. I stayed with the women. No food was given to the men and so the women would throw some of our bread over the barbed wire to them. We could see the men being beaten. One day they were stripped to their underwear and taken away in zil trucks. We never saw them again.

"After one month I, along with other children and women, was put on a bus heading toward the Saudi Arabian border. The bus trip took one full day and we had no food or water. En route a woman and child died. I was with my mother, three sisters, and three aunts.

"We were taken to a place, given water, blindfolded and put back on the bus. I took off my blindfold and saw the trenches. The army men pushed us into a trench. When they started shooting, a bullet hit me in the armpit. I ran to a soldier. The officer became angry at the soldier and yelled, 'Throw him back in the hole.' The firing began again and I was hit in the back.

"There was a girl in the trench who wasn't dead. I said, 'Come, let us escape together,' and she said, 'I am afraid.' When the soldiers stopped shooting and started talking we ran from the hole. But she would not go on and someone took her away. She was about 15 and her name was Sergol and she was from Hawara Berza.

"I fell unconscious. They filled in the trench. I began walking and reached an Arab home. I remained there three days. These Arabs had a relative in Samawa and they took me there. One of them worked as a nurse, and he brought me medicine and bandages. The nurse was working with the resistance. The army found out about him and they executed him. I remained with this Arab family for three years.

"A son of the Arab family was a soldier in Sulaymaniyah and he told my story to a friend. The friend found my uncle and I returned to the north."

Tamur is one of a few survivors of an Iraqi extermination campaign. The code name for the campaign, "al-anfal," comes from a Koranic verse legitimizing the right to plunder the women and property of infidels, and the name betrays the character of the campaign. As the military situation in Kurdistan deteriorated toward the end of the Iran-Iraq war, Saddam appointed his cousin, Ali Hasan Majid, governor of the Kurdish region. Majid then issued an order, with language stunningly reminiscent of the Nazi "sturm und nebel" decree, proclaiming thousands of square kilometers of Kurdistan to be a free-fire zone in which neither human nor animal life was to remain. In February, 1988, the Iraqi army began moving into this free-fire zone and rounding up civilians. Most seem to have met the fate of Tamur Abdul's family. Later, in August, 1988, Iraq initiated poison gas attacks on villagers in the free-fire zone.

The poison gas attacks stopped after the U.S. Senate passed "The Prevention of Genocide Act," sponsored by Senator Claiborne Pell and which would have imposed severe financial and trade sanctions on Iraq. The threatened sanctions scared Iraq out of using the most potent weapon of the al-anfal campaign, but the sanctions bill was not enacted because of Reagan Administration opposition and the al-anfal campaign itself continued.

Kurdish leaders estimate the death toll of the al-anfal campaign at between 50,000 and 182,000. They have already compiled a list of 10,000 missing persons, and as more effort is made to document the al-anfal campaign the greater the death toll appears to be. One key provision of the proposed autonomy agreement between Baghdad and the Kurds provides for the release of all political prisoners. However, when Kurdish leaders raised the issue of those detained during the al-anfal campaign, they were bluntly told: "Forget about any prisoner before 1990. They are history."

F. The Mines of Haj Omran

Rae McGrath cannot contain his anger. "These people are literally living in a minefield. You see the canister with spikes over there. If you touch the spike the mine will shoot up 1.2 meters in the air and then explode, spraying thousands of ball bearings in all directions. These mines are wired together. If one goes off, they all will. These people have lost respect for these mines. They are using this as a toilet and one day someone will set off the mines, and this whole refugee camp will be gone. I told UNHCR in Diana that there were refugees living in a minefield, and they told me, 'they shouldn't be there.'"

The object of Rae McGrath's anger is a small refugee camp on the Iran-Iraq border near Haj Omran. The refugees, mostly from Kirkuk, are living in abandoned Iraqi bunkers. The bunkers are

surrounded by mines, both the spiked variety and small plastic ones. Some have been laid with care; others seem to have been dumped in haste as the army pulled out in March.

These Kirkuk refugees are a special case. They have chosen to remain on what had been one of the most hostile and militarized borders of recent times. (These particular refugees stay on the border because they have developed a meager livelihood through smuggling sunflower seeds. Being from Kirkuk, they cannot return home and they have no other source of support.) The problem of mines, however, is more general.

Rae McGrath is an Australian munitions expert hired by Middle East Watch to do a survey of mine fields in Kurdistan. What he has found is not encouraging. After moving Kurdish villagers out of sensitive areas, the Iraqis laid mines to keep them from coming back. As a result, most of the more mountainous parts of Kurdistan are uninhabitable. McGrath believes some mountain grazing land can be recovered by training Kurds on how to mark and demine minefields; other land, he says, will never be recovered.

Traveling through Kurdistan, one becomes intensely aware of mines. It is not possible to stroll among the ruins of Barzan, the home village of the Barzani family, because mines have been strewn in and around the village. Massoud Barzani does come to visit the rubble of the house his father built; he does not walk around however.

The mountains east of Sulaymaniyah and in the vicinity of Penjwin are beautiful to view and would be deadly to walk through. Spring rains wash some mines out of the mountains and down seasonal streams into Kurdistan's rivers. In the years to come, Kurds in supposedly safe areas will die from errant mines.

The mining of the Kurdish countryside is just another facet of Saddam Hussein's strategy for depopulating rural Kurdistan. From an ecological point of view, it has had a curious effect. Wild animals, long thought to have vanished in the Middle East, are reclaiming the habitat from which humans now have been driven. Visitors driving through the mined countryside can spot the magnificent shezan, a Middle East eagle, and bears and wolves are said to be increasing in number. Mines, it seems, are less of a threat to wildlife than the presence of humans.

Rae McGrath's venom is reserved for the European companies that sold Iraq mines in apparent disregard to how the mines would be used. McGrath believes Iraq laid its mines in violation of international law—for example, in violation of agreements requiring the marking of minefields and prohibiting the use of mines where civilians might be injured—and he believes the supplier companies knew this to be the case. McGrath said he would like to require executives from the mine manufacturers to come to Kurdistan to remove their product. He said he would provide training and smiled at the suggestion he might not tell the executives everything they would need to know.

G. Crimes Against Humanity

Article 6 of the Charter of the Nuremberg Tribunal defines crimes against humanity as: "murder, extermination, enslavement, deportation, and other inhumane acts committed against any civilian population, before or during the war; or persecutions on political, racial or religious grounds in execution of or in connection with any crime . . . whether or not in violation of the domestic law of the country where perpetrated."

The conduct of Saddam Hussein and his accomplices in Kurdistan—deportation of Kurdish civilians, mass executions, use of poison gas on Kurdish villagers, the routine practice of torture, the depopulation of vast territory—certainly meets the criteria set out in the Nuremberg Charter. In terms of numbers of victims and scale of destruction, the crimes committed in Kurdistan far exceed those committed by Iraqi forces in Kuwait. Of course, the crimes that took place in Kurdistan represent only part of the Ba'ath regime's crimes against the Iraqi people. Iraq's Shi'a majority have long been oppressed and the suppression of the March 1991 rebellion in the south was extremely brutal. While the south is now largely sealed from the outside world, there is ample evidence of mass killings and ongoing misconduct including executions and torture.

The Genocide Convention defines genocide as meaning: "any of the following acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group as such: (a) Killing members of the group; (b) Causing serious bodily or mental harm to members of the group; (c) Deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part. . . ."

Iraq's conduct in Kurdistan seems to have many characteristics of genocide. In addition to shooting and gassing Kurds, Ba'ath policy, and in particular the destruction of villages and cities, seems calculated to confine the Kurds to an ever smaller part of Iraq. The Nazi genocide did not occur all at once; rather, it began with a series of lesser steps building up only in the later years to the gas chambers and extermination camps. The logic of Saddam Hussein's Kurdish policy seems to have been leading to its own final solution. International intervention stopped Saddam's war against the Kurds; without international vigilance, this war could resume.

En bref, la revue de presse

MISSION AU KURDISTAN. Architectes et ingénieurs du monde (A.I.M.), pour participer à une mission bénévole d'études logistiques dans les zones frontalières du Kurdistan irakien. (*Génie Urbain*, Octobre 1991), p. 1.

TROIS MOIS CHEZ LES KURDES : Le récit d'une Trouvillaise. (*Le Pays D'auge*, 1er novembre 1991), p. 11.

J'AI ETE INFIRMIERE DANS UN CAMP KURDE. Un village dans la montagne, entre Irak et Iran. Des milliers de réfugiés, avec femmes et enfants. La typhoïde. La crasse. Les mouches. Et des difficultés quotidiennes qui ne sont pas celles qu'on imaginait en partant. Par Caroline Cafler. (*Cosmopolitan*, Novembre 1991). p. 12.

BAGDAD ISOLE SON KURDISTAN. Décidé à faire pression sur les Peshmergas, le régime baasiste a entrepris le blocus des régions kurdes du nord irakien. Des affrontements auraient même eu lieu dans la région d'Erbil. (*Libération*, 6 novembre 1991), p. 18.

LA REBELLION S'ETEND : DES OFFICIELS TURCS REDOUTENT QUE LE PROBLEME KURDE NE SE TRANSFORME EN VERITABLE GUERRE (*The Wall Street Journal*, 5 novembre 1991), p. 19.

RETOUR IMPOSSIBLE POUR 10.000 KURDES D'IRAN REFUGIES EN IRAK. (*Gamk*, 6 novembre 1991), p. 21.

LES KURDES ACCUSENT L'IRAK DE LES ISOLER - LES REBELLES KURDES REPOUSSENT L'AVANCE IRAKIENNE - LE BLOCUS ALIMENTAIRE PAR L'IRAK PARALYSE UNE VILLE KURDE (*International Herald Tribune*, 6-8-9 novembre 1991), p. 22.

IRAK : LE GENDRE DE M. SADDAM HUSSEIN EST REMPLACE AU MINISTERE DE LA DEFENSE PAR UN COUSIN DU PRESIDENT. (*Le Monde*, 8 novembre 1991), p. 22.

LES COMBATTANTS KURDES AURAIENT ENRAYE UNE OFFENSIVE DE L'ARMEE. — UNE DELEGATION KURDE DEMANDE LA LEVEE DE L'EMBARGO IMPOSE PAR LE GOUVERNEMENT. — SITUATION TENDUE ENTRE LES COMBATTANTS KURDES ET L'ARMEE A ERBIL (*Le Monde*, 9-14 novembre 1991), p. 23.

TURQUIE : DES DEPUTES KURDES PROVOQUENT DES INCIDENTS AU PARLEMENT. Deux des vingt-deux députés kurdes, élus sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate, avaient protesté contre le texte du serment que doivent prêter les parlementaires, serment

qui, selon eux, ne respecte pas les droits du peuple kurde. (*Le Monde*, 10-11 novembre 1991), p. 23.

PEU D'ESPOIR DE SOULAGER LES SOUFFRANCES DES ENFANTS DE BAGDAD - LE COUVERTS PAR LES JETS AMERICAINS, LES KURDES PRENNENT CONTROLÉ DE LEURS TERRITOIRES. (*International Herald Tribune*, 11-13 novembre 1991), p. 24.

B-O-U-M !!! LE MESSAGE DE BUSH SONNE DOUX AUX OREILLES DES KURDES. (*The New York Times*, 12 novembre 1991), p. 25.

IRAK : AU TERME D'UNE LONGUE POLEMIQUE, M. Perez de Cuellar reconnaît que c'est Bagdad qui a déclenché la guerre contre l'Irak en 1980. (*Le Monde*, 12 novembre 1991), p. 26.

UN REGIME POUR LES REFUGIES. (*International Herald Tribune*, 12 novembre 1991), p. 26.

LES KURDES ATTENDENT UN SIGNE POSITIF DE BUSH. (*International Herald Tribune*, 13 novembre 1991), p. 27.

TURQUIE : LE GOUVERNEMENT DE DEMIREL CHERCHE A ETABLIR UN NOUVEAU DIALOGUE AVEC LA MINORITE KURDE. Au cours de sa première conférence de presse internationale depuis l'entrée en fonction de son gouvernement de coalition, le 30 novembre, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, a esquissé, mercredi 11 décembre, les grandes lignes de sa politique étrangère : rapprochement avec la CEE et coopération avec les Etats-Unis. Il a également insisté sur la nécessité de tourner une page dans les relations avec la minorité kurde. (*Le Monde*, 13 décembre 1991), p. 27.

VOUZIER : CONCERT POUR LES KURDES. Des amateurs de talent. (*Union*, 17 novembre 1991), p. 28.

DECOUVERT DE LA PEINTURE KURDE AVEC HINER SALEEM. (*Le Provençal*, 18 novembre 1991), p. 29.

DES MILLIERS DE KURDES CONTRAINTS A LA FUITE. (*Il Manifesto*, 19 novembre 1991), p. 30.

TOUJOURS MAITRE DE BAGDAD. Saddam Hussein resserre les rênes du pouvoir. (*Nord Eclair*, 15 novembre 1991), p. 30.

L'ARMEE IRAKIENNE PRETE A PASSER A L'OFFENSIVE AU KURDISTAN. L'HIVER DE SADDAM HUSSEIN. Alors que la plupart des réfugiés kurdes sont toujours

sans abris ni ressources, l'artillerie de Bagdad a bombardé dimanche plusieurs villages. Azad, qui revient de là-bas, témoigne. (*L'Humanité*, 19 novembre 1991), p. 31.

CONFERENCE-DEBAT LE 22 NOVEMBRE SUR LE PEUPLE KURDE. (*Le Courrier Cauchois*, 16 novembre 1991), p. 32.

COMMENT SOUTENIR LE PEUPLE KURDE AVEC L'A.C.A.T. (*Paris-Normandie*, 19 novembre 1991), p. 32.

LA VOIX DU KURDISTAN EN VIDEO. (*Le Journal du Centre*, 20 novembre 1991), p. 32.

SADRUDDINE AGHA KHAN EN IRAK : «Je ne veux pas repartir les mains vides». (*Le Quotidien de la Réunion*, 21 novembre 1991), p. 33.

TURQUIE : ISSU DE NEGOCIATIONS ENTRE M. DEMIREL ET M. INÖNÜ. Le gouvernement de coalition s'engage à améliorer la situation des droits de l'homme. (*Le Monde*, 22 novembre 1991), p. 33.

L'ACHAT DENONCE LES TORTURES INFLIGÉES AUX KURDES EN TURQUIE. (*La République du Centre*, 22 novembre 1991), p. 33.

APPREHENSION CROISSANTE DES TURCS APRES LE RETOUR D'UN ANCIEN LEADER. (*International Herald Tribune*, 19 novembre 1991), p. 34.

POUVOIR A DEUX TÊTES POUR LA TURQUIE (*La Tribune de l'Expansion*, 21 novembre 1991), p. 34.

CONFERENCE. HISTOIRE D'UN PEUPLE. Grenoble. Dans le cadre de la semaine du Kurdistan, s'est tenue au C.R.D.P., une conférence de Kendal Nezan, qui a tenté de faire partager sa connaissance de l'histoire et de l'identité du peuple kurde. (*Dauphiné Libéré*, 22 novembre 1991), p. 35.

LES PROBLEMES KURDES. DEBAT AVEC SALEM HINER. (*La Marseillaise*, 25 novembre 1991), p. 35.

ACCORD SUR LES OPERATIONS HUMANITAIRES EN IRAK. PROLONGATION DE SIX MOIS. Les Nations Unies ont annoncé hier un accord avec l'Irak pour prolonger de six mois les opérations humanitaires dans le pays. Par ailleurs, Bagdad refuse toujours de reconnaître la résolution de l'ONU l'autorisant à vendre des quantités limitées de pétrole, pour l'achat de denrées alimentaires et de médicaments. (*Le Courrier*, 25 novembre 1991), p. 36.

LE GOUVERNEMENT TURC PRENDRA DES RISQUES. Demirel ose défier les militaires. Pour mettre fin aux critiques qui isolent le pays, le futur cabinet va s'attaquer

au problème des droits de l'homme et plus particulièrement à la question kurde. De quoi braquer l'armée. (24 heures, 21 novembre 1991), p. 37.

UN INGENIEUR AIXOIS AU KURDISTAN. (*Le Provençal*, 26 novembre 1991), p. 37.

A DEFAUT DE POUVOIR LE RENVERSER. George Bush veut déstabiliser Saddam Hussein. A un an de solliciter un nouveau mandat, le président américain doit montrer que la guerre du Golfe n'a pas été inutile. (*Le Figaro*, 26 novembre 1991), p. 38.

L'A.C.A.T. SOLIDAIRE DU PEUPLE KURDE. (*Paris-Normandie*, 26 novembre 1991), p. 39.

UNE FOIS DE PLUS LE KURDISTAN S'EVEILLE A UNE NOUVELLE VIE. (*Der Bund*, 22 novembre 1991), p. 40.

RESISTANCES. Magazine de Noël Mamère. Les Kurdes. Les reporters ont suivi deux volontaires de l'association française Solidarités, venus dresser un état des besoins. (*Télérama*, 27 novembre 1991), p. 41.

APRES SADDAM, LES TURCS - MAIS QUI SE SOUVIENT ENCORE DES KURDES? (*Avvenimenti*, 27 novembre 1991), p. 42.

URGENCE AU KURDISTAN. «Mais quel crime avon-nous commis ?». Au milieu des ruines de Barzan, près de deux fois détruites depuis 1920, le chef du village semble implorer le ciel. (*Télégramme de Brest*, 27 novembre 1991), p. 45.

LES KURDES D'IRAK ACCUSENT LE PKK. Les relations seraient à nouveau très tendues entre les militants armés du PKK et les Peshmergas kurdes irakiens, si l'on en croit l'agence turque Anatolie. (*Gamk*, 27 novembre 1991), p. 46.

RECONSTRUCTION DES VILLAGES KURDES. 50.000 ABRIS CONÇUS A ALENÇON. (*Ouest-France*, 28 novembre 1991), p. 46.

LES KURDES DEVANT UNE NOUVELLE CATASTROPHE? (*Der Bund*, 27 novembre 1991), p. 47.

NOUVEL EXODE KURDE. (*L'Humanité, Echo du Centre* 28 novembre, 1991), p. 49.

TURCS-KURDES : LE COMITE RENCONTRE LE PREFET. Le Comité de soutien aux Turcs et Kurdes de Bourges a, à nouveau plaidé les dossiers des demandeurs d'asile et réclamé une rencontre avec Laurent Fabius. (*Le Berry Républicain*, 28 novembre 1991), p. 50.

LES KURDES FACE AU DESASTRE A L'APPROCHE DE L'HIVER. (*International Herald Tribune*, 29 novembre 1991), p. 50.

LES OUBLIES DU KURDISTAN A «RESISTANCES» LE 30 NOVEMBRE 13H30. (A.F.P., 28 novembre 1991), p. 50.

SORCIERE ET HEROINE DE DIYARBAKIR. (Wochenzeitung «Woz», 29 novembre 1991), p. 51.

BAGDAD ET KURDES DIALOGUENT. (Midi Libre, 30 novembre 1991), p. 53.

KURDES : BARZANI A BAGDAD. Les négociations sur un statut d'autonomie du Kurdistan reprennent entre le PDK et les autorités irakiennes. (Libération, 30 novembre 1991), p. 53.

KURDISTAN - TOILES DE TENTE, TOITS DE BRANCHAGES : L'HIVER A MOINS 30 DES KURDES D'IRAK. Le Kurdistan irakien est un champ de ruines : après avoir enterré leurs morts, les Kurdes se préparent à un hiver glacial, insuffisamment nourris, ils vivent parfois même dans les champs. - Massoud Barzani : «Négocier avec Baas ? Je n'ai pas le choix». (Journal de Genève et Gazette de Lausanne, 19 novembre 1991), p. 53 bis.

UNE MISSION HUMANITAIRE AU KURDISTAN. Volontaire pour une mission de la Fondation «France-Libertés» présidée par Mme. Danielle Mitterrand, un Blésois rentre du Kurdistan : témoignage. (La Nouvelle République du Centre Ouest, 30 décembre 1991), p. 54 bis.

VISITE DANS LES CENTRE DE TORTURE IRAKIENS QUE DENONCE L'ONU. Un rapport des Nations unies contient les preuves illustrées des sévices infligés aux prisonniers politique. Une journaliste suisse, qui revint de l'Irak, a vu les mêmes documents et les lieux de torture. (Le Nouveau Quotidien, Lausanne, 21 novembre 1991), p. 55.

GEL DES ENTRETIENS KURDES - NOUVELLE AVANCE IRAKIENNE. (The New York Times, 26 novembre 1991), p. 56.

LES KURDES MENACES DE MOURIR DE FROID DANS LEUR PROPRES PAYS. (Basler Zeitung, 6 décembre 1991), p. 59.

CET HIVER EN IRAK.... (L'Alsace, 1er décembre 1991), p. 62.

KURDISTAN : DES CAMPS DE TOILE POUR LES NOUVEAUX DEPLACES. (Le Journal de Saone et Loir, 7 décembre 1991), p. 62.

L'HIVER MENACE LES REFUGIES KURDES. (The Globe and Mail, 7 décembre 1991), p. 63.

LES KURDES DECOUVRENT DE NOUVELLES PREUVES DE MASSACRES IRAKIENS. (The New York Times, 7 décembre 1991), p. 64.

OPERATION «KURDISTAN D'URGENCE». (Paris-Normandie, 9 décembre 1991), p. 66.

ENFANTS KURDES EN «EQUILIBRE». (L'Indépendant, 8 décembre 1991), p. 66.

MISE EN GARDE D'ANKARA A SADDAM HUSSEIN. Des milliers de réfugiés irakiens fuient à nouveau vers la frontière turque pour échapper aux troupes du raïs irakien. (Le Figaro, 10 décembre 1991), p. 67.

INQUIETUDES POUR LES KURDES. (Courrier Picard, 11 décembre 1991), p. 67.

DANS LA ZONE KURDE, C'EST L'HEURE DES VAUTOURS. (The New York Times, 13 décembre 1991), p. 68.

LE TEMOIGNAGE DE JIKIKAN KAMURAN : Des «oubliés de l'histoire» à l'hôtel de ville. (Ouest-France, 11 décembre 1991), p. 69.

DEMARCHE FRANÇAISE AU NOM DES CINQ MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE. (A.F.P., 13 décembre 1991), p. 69.

IRAK : NOUVELLE EPREUVE POUR LES KURDES. NEUF MOIS APRES L'EXODE DE 2,3 MILLIONS DE KURDES IRAKIENS, 700.000 D'ENTRE EUX ABORDENT L'HIVER SOUS DES ABRIS DERISOIRES. LES RESPONSABILITES SONT PARTAGEES. (La Croix, 14 décembre 1991), p. 70.

RONY BRAUMANN : «PROVIDE COMFORT, LE POMPIER PYROMANE». (La Croix, 14 décembre 1991), p. 71.

REBELLES KURDES DESEMPARES PAR DESACCORD INTERNE. (The New York Times, 15 décembre 1991), p. 72.

ANKARA RECHERCHE UNE ENTENTE AVEC LES KURDES MODERES. (Le Pli, 16 décembre 1991), p. 72.

POUR LUTTER CONTRE L'OUBLI. Une conférence témoignage sur le peuple kurde. (Télégramme de Brest, 16 décembre 1991), p. 73.

DES KURDES MEURENT DE FROID EN IRAK. (L'Humanité, 16 décembre 1991), p. 73.

IRAK : LES KURDES COMMENCENT À RETOURNER CHEZ EUX. (Le Quotidien de la Réunion, 16 décembre 1991), p. 74.

KURDISTAN : PREMIERS MORTS DE FROID. (Le Quotidien du Médecin, 17 décembre 1991), p. 74.

HABILLONS LES KURDES. (L'Indépendant, 18 décembre 1991), p. 74.

LE BLOCUS IRAKIEN FAIT PASSER UN RUDE HIVER AUX KURDES. Les hivers dans les montagnes irakiennes n'ont certes jamais été cléments pour les centaines de milliers de Kurdes qui y vivent. Mais cette année, la saison s'annonce plus rude encore en raison des mesures de rétorsion économiques prises par Saddam Hussein. (*Le Bien Public*, 19 décembre 1991), p. 75.

AVEC PELERIN MAGAZINE ET EQUILIBRE. LE NOËL DES ENFANTS KURDES. Alain Michel, directeur d'Equilibre, veut rendre le sourire aux 25 000 enfants kurdes, réfugiés dans les montagnes irakiennes pour fuir Saddam Hussein. Il nous dit comment. (*Le Pèlerin*, 20 décembre 1991), p. 76.

UN CHEF KURDE DEMANDE LA TÊTE DE SADDAM HUSSEIN. Le président de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, a appelé publiquement à renverser le leader irakien. Un changement de stratégie qui vise à prendre le leadership de l'opposition kurde. (*Libération*, 21 décembre 1991), p. 77.

TURQUIE : LES KURDES FRAPPENT A ISTANBUL. Une cinquantaine de personnes ont attaqué hier à l'explosif et à la bouteille incendiaire un supermarché d'un quartier populaire d'Istanbul. (*Le Quotidien de Paris*, 26 décembre 1991), p. 78.

MANIFESTATION KURDE REPRIMÉE A PARIS. (*L'Humanité*, 27 décembre 1991), p. 78.

DROIT D'ASILE : Des Kurdes de Turquie en grève de la faim dans l'Oise. (*A.F.P.*, 27 décembre 1991), p. 78.

TURQUIE : APRES L'ATTENTAT D'ISTANBUL QUI A COÛTE LA VIE A ONZE PERSONNES, l'espoir d'un dialogue avec les Kurdes s'éloigne. (*Le Monde*, 27 décembre 1991), p. 79.

KURDES : TOUJOURS LA GREVE DE LA FAIM. (*Le Parisien*, 28 décembre 1991), p. 79.

LE SURSIS DES KURDES D'IRAK. Souvent manipulés, mille fois trahis, voilà plusieurs décennies que les Kurdes d'Irak se battent pour le respect de leur identité et leur droit à l'autonomie. Bien que le régime de Saddam Hussein n'ait pas attendu le printemps 1991 pour liquider «ses» Kurdes, les malheurs de ce peuple n'ont pas souvent figuré à la une de l'actualité. (*24 heures*, 24-25-26 décembre 1991), p. 80.

AUCŒUR DE LA DETRESSE KURDE. Pour porter secours aux civils du nord irakien en exode, Médecins Sans Frontières a engagé une véritable course contre la montre. En un mois, 75 avions, chargés de milliers de tonnes de matériel, et 245 personnes ont été envoyés sur le terrain. Une opération d'une ampleur sans précédent pour l'organisation. (*Aventure au XXème siècle*, N° 55-56 - Décembre 1991), p. 82.

AU KURDISTAN, LE PIRE, SI POSSIBLE, RESTE A VENIR... Neuf mois après la guerre survivent en Irak des centaines de milliers de Kurdes condamnés par Saddam. Les alliés devraient quitter le pays à la fin janvier. La Croix-Rouge tiendra jusqu'au printemps. Et après ? (*Libération*, 30 décembre 1991), p. 85.

LETTRÉ OUVERTE EN FAVEUR DES KURDES. Neuf organisations non gouvernementales (ONG) ont adressé une lettre ouverte aux députés européens leur demandant de «débloquer les sommes sans lesquelles les camps kurdes se transformeront en cimetière pour des milliers ou des dizaines de milliers de réfugiés kurdes» d'Irak, en raison des rigueurs de l'hiver. (*A.F.P.*, 30 décembre 1991), p. 86.

DROIT D'ASILE : 33 Kurdes en quête de révision. Depuis huit jours, une trentaine de Kurdes originaires de Turquie font une grève de la faim dans la chapelle de l'Hôtel Dieu. (*Lyon-Libération*, 30 décembre 1991), p. 87.

TURQUIE : INCIDENTS AU PARLEMENT. Le problème kurde crée des tensions au sein de la coalition gouvernementale. (*Le Monde*, 30 décembre 1991), p. 88.

UN PEUPLE EN OTAGE. Kurdistan : qui se préoccupe encore du sort des population ? La plupart des réfugiés sont retournés en Irak, les hommes politiques et les envoyés spéciaux se sont tournés vers d'autres causes. (*Les Nouvelles-Médecins du Monde*, Décembre 1991), p. 89.

LES ETATS UNIS EXAMINENT LES OPTIONS MILITAIRES POSSIBLES EN CAS DE COUP PROVOQUE PAR LES «TENSIONS» EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 12 décembre 1991), p. 90.

L'OPPOSITION IRAKIENNE SE PREPARE POUR UNE NOUVELLE TENTATIVE DE RENVERSER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 27 décembre 1991), p. 90.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES TURC CONFIRME L'ADOPTION D'UNE NOUVELLE POLITIQUE KURDE : La Turquie garde toujours sa position envers l'Irak et son armée n'attaquera pas ses régions du nord. (*Al-Hayat*, 10 décembre 1991), p. 91.

BARZANI FAIT DES PROGRES A BAGDAD ET DES RUMEUR D'UN NOUVEL EXODE KURDE. (*Al-Hayat*, 6 décembre 1991), p. 92.

LA RESOLUTION DU PROBLEME KURDE DEVIENT UNE PRIORITE DE LA POLITIQUE D'ANKARA. DEMIREL ACCUSE L'IRAN, L'IRAK ET LA SYRIE. (*Al-Hayat*, 6 décembre 1991), p. 93.

LE LEADER KURDE BARZANI : «Nous sommes prêts à nous opposer à toute attaque de la Turquie. (*Cumhuriyet*, 2 novembre 1991), p. 93.

ANKARA PROTESTE ENERGIQUEMENT CONTRE KADHAFI, SUITE AUX DENONCIATIONS DE CE DERNIER DE L'ATTAQUE DE L'AVIATION TURQUE AU NORD DE L'IRAK. (*Cumhuriyet*, 2 novembre 1991), p. 94.

LE LEADER DU PDK, BARZANI LANCE UN APPEL AUX PAYS OCCIDENTAUX POUR QU'ILS CONDAMNENT L'ATTAQUE DE L'AVIATION TURQUE AU NORD DE L'IRAK. (*Cumhuriyet-HAFTA*, 1-7 novembre 1991), p. 94.

POURQUOI N'YA-T-IL PLUS D'AMBASSADEUR A L'AMBASSADE TURQUE A STOCKHOLM ? Le ministre ne trouve pas de candidat à ce poste exposé aux attaques des séparatistes kurdes et aux critiques récurrentes des organisations suédoises. (*Cumhuriyet*, 17 novembre 1991), p. 95.

LES DEPUTES ORIGINAIRES DU HEP (le parti travail du peuple) ONT FAIT CONNAITRE LEURS CONDITIONS POUR CONTINUER A DEMEURER AU SEIN DU SHP. (*Cumhuriyet*, 6 novembre 1991), p. 96.

L'OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE TURQUE : Les députés vont prêter serment. (*Cumhuriyet*, 6 novembre 1991), p. 97.

CRISE KURDE DURANT LA CEREMONIE D'ATTRIBUTION D'UN PRIX EUROPEEN A LA VILLE DE BURSA. (*Cumhuriyet*, 10 novembre 1991), p. 98.

OUVERTURE D'INFORMATION PAR LE TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT CONTRE M. DICLE ET Mme.ZANA. - TALABANI ET BARZANI INVITE A LA RENUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU PARLEMENT EUROPEEN. (*Cumhuriyet*, 9 novembre 1991), p. 98.

LE PREMIER MINISTRE, DEMIREL : «Que ceux qui ont prêté serment en kurde quitte le parti». - DEMIREL : «La Turquie est confrontée à des difficultés dans sa politique intérieure et extérieure». (*Cumhuriyet*, 10 novembre 1991), p. 99.

LE LEADER KURDE TALABANI REFUSE L'IDEE DE L'INDEPENDANCE ET AFFIRME QUE LA CARTE DE LA REGION NE CHANGERA PAS. - UNE NOUVELLE ATTAQUE DE SADDAM AU KURDISTAN. (*Cumhuriyet*, 7 novembre 1991), p. 101.

TREMBLEMENT DE TERRE AU PARLEMENT TURC. (*Cumhuriyet*, 9 novembre 1991), p. 101.

LEYLA ZANA : «Je ne démissionnerai pas» et déclare «j'ai simplement affirmée, après le serment, en kurde la fraternité entre les peuples turc et kurde». - LE SERMENT CONTREVERSE ET «UNE LANGUE INCONNUE». - DICLE : «Si je suis exclu j'aurais le soutien des autres députés originaires du HEP. - LES COULEURS JAUNE, ROUGE ET VERTE (les couleurs du drapeau kurde) A

L'ASSEMBLEE NATIONALE. (*Cumhuriyet*, 8 novembre 1991), p. 102, 103, 104.

LES SLOGANS EN KURDE A L'ASSEMBLEE NATIONALE. (*Cumhuriyet*, 7 novembre 1991), p. 105.

ANKARA : LE PLAN DE TALABANI CONTRE LE PKK. (*Cumhuriyet HAFTA*, 1-7 décembre 1991), p. 106.

CREATION D'UN MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME, SIGNATURE D'UN ACCORD DE GOUVERNEMENT ENTRE DYP ET SHP. (*Cumhuriyet*, 17 décembre 1991), p. 107.

POUVOIR INTERDIRE DES COULEURS... (*Cumhuriyet*, 2 décembre 1991), p. 108.

LA SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME est célébrée pour la cinquième année consécutive. Avec 7 points sur 40 la Turquie occupe la 66ème place parmi les 88 pays recensés. (*Cumhuriyet*, 2 décembre 1991), p. 109.

LE PREMIER MINISTRE DEMIREL : «Nous reconnaissons la réalité kurde», «l'unité de la Turquie ne peut être présentée que par un traitement égalitaire vis à vis des personnes d'origine différente». (*Cumhuriyet*, 9 décembre 1991), p. 110.

LISTE NOIRE ; LES 95 DECES SUSPECTS EN HUIT MOIS. (*Cumhuriyet*, 14 décembre 1991), p. 111.

LE FILM «MEM Ü ZIN» (film kurde) LIBRE ; Le ministre de la Culture déclare que le film interdit pourrait être projeté. (*Cumhuriyet*, 12 décembre 1991), p. 112.

LES KURDES D'IRAK DU FRONT DU KURDISTAN SONT SATISFAITS DE LA POLITIQUE D'ANKARA. (*Cumhuriyet*, 12 décembre 1991), p. 113.

LIBERTE POUR 25.000 LIVRES INTERDITS DEPUIS LE COUP D'ETAT DU SEPTEMBRE 1980. (*Cumhuriyet*, 14 décembre 1991), p. 113.

LA VISITE DE DEMIREL ET INÖNÜ EN ANATOLIE DU SUD-EST : «La démocratie et les droits de l'homme». (*Cumhuriyet*, 17 décembre 1991), p. 114.

UN REPORTAGE AVEC LE NOUVEAU PRESIDENT DU HEP : «Nous avons un choix différent du PKK». (*Cumhuriyet*, 7 décembre 1991), p. 115.

DES MANIFESTATIONS DE SOUTIEN AU PKK LORS DU CONGRES DU HEP ; Prudence de la coalition gouvernementale, protestations de l'opposition. (*Cumhuriyet*, 7 décembre 1991), p. 116.

LES DEPUTES ORIGINAIRES DU HEP : «LE PKK N'EST PAS UNE ORGANISATION TERRORISTE». - LE GESTE DE SADDAM QUI RENONCE A L'UNE DES EXIGENCES

SUR LES NEGOCIATIONS CONCERNANT L'AUTONOMIE DU KURDISTAN. - DEMIREL REpond AUX CRITIQUES DE SON GROUPE : «Les Kurdes sont un groupe ethnique». (*Cumhuriyet*, 18 décembre 1991), p. 117.

LE FILM «ARKADAS» (AMI) DU «ROI LAID», Yilmaz Güney est après plusieurs années à nouveau à l'écran. (*Cumhuriyet*, 7 décembre 1991), p. 118.

LA REALITE KURDE DANS LES LIVRES SCOLAIRES EN CONFORMITE AVEC LES CONVENTIONS INTERNATIONALES SELON LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE. (*Cumhuriyet*, 21 décembre 1991), p. 120.

LA TURQUIE ET LES MINORITES SELON LA CHARTE DE PARIS. (*Cumhuriyet*, 24 décembre 1991), p. 120.

AFFRONTEMENTS AUX SUD-EST : 10 MORTS DONT 3 GENDARMES ET 7 CIVILS LORS DE CEREMONIE D'ENTERREMENT D'UN MEMBRE DU PKK. (*Cumhuriyet*, 25 décembre 1991), p. 122.

UNE DELEGATION KURDE DE SIRNAK REMERCIE DEMIREL POUR SA RECONNAISSANCE DE LA REALITE KURDE. - Un rapport de Siirt destiné à Demirel demande des nominations de cadres sans préjugés pour le Sud-Est. (*Cumhuriyet*, 23 décembre 1991), p. 123.

HUMANITAIRE

MISSION AU KURDISTAN

JEAN GAYAS



Depuis longtemps, notre Association s'est intéressée aux aspects internationaux du métier des Ingénieurs des collectivités territoriales, puisqu'elle a été membre fondateur de la Fédération internationale. Nous n'avons sans doute pas trouvé là le moyen d'assurer les missions répondant à notre philosophie sur l'intérêt général et c'est la raison pour laquelle notre politique en la matière a été redéfinie lors de nos derniers comités nationaux (novembre 1990 et mars 1991). Cette modification s'est traduite par l'envoi de plusieurs équipes d'ingénieurs en Kurdistan, mission essentiellement humanitaire; puis nous avons participé à une mission technique exploratoire sur les pays de l'Est (Roumanie, Albanie). Enfin, des contacts réguliers avec Cités Unies Développement nous conduisent à participer à des missions techniques en Amérique du Sud (Colombie, Mexique, Venezuela), ce qui donne un aperçu concret à des civilisations technologiques différentes mais avides de notre savoir, en particulier en matière d'organisation.

A S S O C I A T I O N

Humanitaire

MISSION AU KURDISTAN

L'AIVF a été sollicitée par une association humanitaire d'ingénieurs, « Architectes et ingénieurs du monde » (A.I.M.), pour participer à une mission bénévole d'études logistiques dans les zones frontalières du Kurdistan irakien où vivent des centaines de milliers de réfugiés, à la suite de la guerre du golfe. Gaston Surier rend compte ici de ce voyage réalisé en mai 1991 dans un « pays en état d'alerte »...

GASTON SURIER

*IVF -
Aix-en-
Provence
Animateur
du groupe
de travail
résidus
urbains -
nettoisement*



Un campement kurde en bordure d'oued. (Toutes les photos sont de Gaston Surier).

La mission de l'association « Action Nord-Sud » en Irak est intervenue immédiatement après l'arrivée des troupes alliées, en avril 1991. Elle fut confrontée à trois cas d'urgence :

- remise en service de la section pédiatrique de l'hôpital civil de Zakho ;
- création d'une structure médicale dans le premier camp de réfugiés créé au nord de l'Irak, camp de transit

— analyse de la situation sur le plan sanitaire afin de repérer les ressources en eau dans les camps sauvages en montagne et dans le camp de transit, y compris les problèmes annexes de l'assainissement.

La section pédiatrique de l'hôpital comprend : un médecin pédiatre, trois infirmières... pour une soixantaine d'enfants hospitalisés.

— coordination et logistique comportaient pour cette mission : deux coordinateurs et gestionnaires administratifs, un logisticien et un chauffeur P.L. et un ingénieur des villes de France (A.I.M.).

La structure médicale du camp, renforcée à l'occasion par un Médecin du Monde et des infirmiers hollandais, recevait environ 250 patients



pour les Kurdes en attente de la libération de la zone sud du Kurdistan Irakien, région comprise entre Al Amadia, Dohuk et Mossoul ;

La structure médicale du camp de réfugiés se réduit à : un médecin généraliste, une sage-femme, deux infirmières.

par jour, à fort pourcentage de jeunes enfants. Elle dispose d'une possibilité d'hospitalisation d'une vingtaine de lits adultes et d'une

A S S O C I A T I O N



Un W.C. individuel a été installé devant les tentes des réfugiés, à raison d'un par famille.

vingtaine de lits pédiatriques, afin de compenser l'indisponibilité de l'hôpital de Zakho, hôpital de référence du camp, dont la capacité d'accueil est largement dépassée.

De nombreuses associations multinationales sont engagées dans l'action humanitaire en faveur des Kurdes irakiens. Elles regroupent des médecins, des infirmières, des techniciens divers, des logisticiens responsables des problèmes d'équipement et de matériels, des administrateurs en charge de la gestion et de la coordination. Une collaboration importante et permanente s'établit entre les équipes civiles et les équipes militaires, quelles que soient leurs nationalités.

Ainsi à l'hôpital de Zakho intervenaient l'équipe pédiatrique d'Action Nord-Sud, une antenne chirurgicale de l'armée française, une section du corps médical de l'armée canadienne.

L'hôpital, comme le camp de réfugiés, sont sérieusement protégés par des troupes américaines assurant également le transfert des malades graves recueillis dans les camps ou récupérés dans la montagne.

La vie reprend ses droits au camp de Zakho, avec la fabrication de fourneaux à charbon de bois...

A l'hôpital de Zakho, une saleté incroyable !

Fermé lors de la guerre du golfe et abandonné par les Irakiens, l'hôpital de Zakho fut dévasté et vandalisé, laissé dans un état de saleté incroyable. Entre autres, tous les sanitaires étaient inutilisables en

l'état, de même que cuisine, laverie et climatisation. La remise en ordre s'est faite progressivement, de pair avec les soins donnés aux premiers patients. L'accès de l'hôpital gardé par des marines, était toujours littéralement bloqué, au 20 mai par des Kurdes, de retour dans leur ville et désireux de se faire soigner.

Les équipes en place ont fait face et ont obtenu en quelques jours des résultats encourageants et très reconfortants moralement : la mortalité infantile des premiers jours (90 % des enfants hospitalisés) a été enrayée, puis a régressé pour n'être plus que de 6 % au 20 mai.

Il faut reconnaître et saluer le dévouement et le courage des médecins et des infirmières, travaillant 10 à 12 heures par jour dans des conditions sanitaires « inhabituelles », et non sans risque, sans oublier l'aide apportée par tous les autres « équipiers ».

Il faut signaler par ailleurs le soutien logistique très important des



troupes américaines assurant sans restriction une aide constante aux associations humanitaires : sécurité, transports aériens ou terrestres, abris et nourriture, approvisionnements et équipements divers. Déga-gées du souci de ces approvi-sionnements ou services, les O.N.G. ont été plus efficaces.

Les jeunes enfants les plus touchés

Concernant les cas graves, on relève la plus forte mortalité chez les jeunes enfants, non sevrés, en raison de malnutrition (allaitement mater-nel insuffisant dû aux conditions de vie rigoureuse des semaines passées dans la montagne), provoquant diarrhée et déshydratation, compli-quées par des mycoses bucales.

Chez les adultes, personnes âgées surtout, la situation, bien que sé-rireuse, est moins dramatique. Elle découle en fait d'un manque de mé-decins et de traitements, consécutifs au départ des médecins irakiens. Au



Les sourires des enfants réfugiés comme soutien moral.

20 mai, sans pour autant parler d'é-pidémies, ont été relevés un cas probable de choléra, quelques cas de typhoïde, et deux ou trois de ty-phus. (Dès le premier cas de ty-phoïde signalé, tous les membres d'Action Nord-Sud furent vaccinés ou revaccinés !).

L'étude de faisabilité des répara-tions nécessaires pour un fonction-nement acceptable de l'hôpital sur le plan sanitaire et technique permet de conclure que seul le gros œuvre peut être conservé. Les installations sanitaires et l'installation électrique sont trop vétustes pour être répa-rées et nécessitent un remplacement complet. Il en est de même de la climatisation ou d'équipements plus importants tel par exemple celui du bloc opératoire ou des salles de soins. La literie doit être changée et complétée : l'adduction en eau pota-ble devrait également donner lieu à des travaux importants ; 75 % des vitres sont à reposer. L'hôpital en-tier, extérieur comme intérieur doit être nettoyé et repeint, etc. Pour le moment, aucune entreprise locale n'est en mesure d'effectuer ces tra-vaux, et la question se pose de savoir « qui » en assurera le financem-ent ?

Par contre, grâce à l'UNICEF et à l'aide financière internationale, les produits pharmaceutiques ne font pas défaut, et répondent pratique-ment à tous les besoins. La cuisine



...et la fabrication de pain traditionnel des montagnards kur-des.

et la laverie ont été remises partiellement en service après intervention de spécialistes militaires et civils. Des repas chauds sont servis depuis le 10 mai, à midi, aux malades adultes et aux mamans autorisées à rester avec leurs enfants hospitalisés ou accompagnants.

Obéissant certainement à des instructions de son gouvernement, le docteur irakien, ancien directeur de l'hôpital, a rejoint son poste, suivi de quelques collaborateurs infirmiers et administratifs..., tous irakiens. Il a repris son bureau, essayant d'asseoir son autorité et a réquisitionné en arrivant trois kits « UNICEF ».

Sans parler de cause à effet, trois jours après, l'antenne chirurgicale française est partie s'installer vers l'Est, près de la frontière iranienne..., imitée par les Canadiens. Une équipe de l'armée hollandaise les a remplacés. Cet aspect de la situation inquiète l'équipe civile. Dans l'éventualité où l'hôpital passerait sous contrôle irakien, ou si les Hollandais décidaient eux aussi de partir, cette équipe se replierait alors sur le camp.

■ Dans les camps de réfugiés...

A la mi-mai, le retour des Kurdes vers la plaine et les camps organisés sembla s'accélérer. Interceptés au passage par des équipes médicales, ils reçoivent le cas échéant les premiers soins et sont vaccinés. Cette vaccination est pratiquement obligatoire pour obtenir une tente dans un camp.

La sécurité des camps est assurée par des militaires U.S., mais les réfugiés sont entièrement libres de se déplacer. Les taxis de Zakho ont repris du service et on enregistre une circulation très dense entre Zakho et le camp. Un millier de poids lourds turques ou irakiens sont loués par les Américains pour transporter « de tout », depuis leurs

bases arrière de Turquie où des dépôts militaires très importants sont constitués à Diyarbakir et Van, approvisionnés par avions gros porteurs « Hercule » - Diyarbakir, ravitaille ensuite Silopi, base U.S. à 15 km de la frontière irakienne, par hélicoptères ou convois. De Silopi des camions militaires ou civils escortés, ou des hélicoptères, approvisionnent les camps, en particulier Zakho et Sirkenk.

La base aérienne de Sirkenk, entre Zakho et Dohuk, détruite pendant la guerre, et dont la remise en état par les Américains est en cours de finition, accueillait déjà vers le 15 mai les « Hercule » de la R.A.F. Un dépôt impressionnant se constituait près de la base, certainement pour répondre aux besoins des derniers Kurdes encore réfugiés dans la montagne (3 à 400.000) et qui s'apprêtaient à rejoindre Dohuk ou Mossoul, dès le retrait de l'armée irakienne.

Qu'il s'agisse des camps sauvages dans la montagne ou organisés dans la plaine, un approvisionnement journalier par hélicoptères est pratiquement continu, de l'aube aux premières heures de la nuit.

■ La vie reprend ses droits...

Le camp de Zakho s'agrandit journalièrement de 250 à 300 tentes, pouvant abriter des familles d'une dizaine de personnes. Ces tentes donnent lieu à des parachutages réguliers. Pour satisfaire aux us et coutumes locales, les Américains fabriquent et installent des WC individuels... et ont stocké pour ce faire, dans les camps, des centaines de cuvettes de W.C. à la turque, construisant sur place les cabines en bois et tôles ondulées. Un camion équipé d'une tarière fore des trous de Ø 60 cm et de 3 mètres de profondeur. Le siège et la cabine sont placés aussitôt..., et une tente montée à côté.

Cette information est donnée pour

faire apprécier l'importance des moyens mis en œuvre. Tout est à l'avenant, particulièrement les distributions de nourriture, de charbon (pour éviter que tous les éléments en bois des camps disparaissent !...) d'eau potable, de vêtements, couvertures, etc.

Dans les camps et les villages réaménagés, la vie a repris ses droits. Les enfants ont bonne mine et le sourire. Ils acceptent bonbons et oranges mais refusent souvent... les rations alimentaires. A un carrefour



Mise en place de réservoirs d'eau potable (50 m³) par l'armée U.S.

de pistes, dans la montagne, un poste médical militaire français accueille et vaccine au passage les Kurdes qui redescendent.

Assez désabusés, les militaires nous ont informé que les réfugiés refusaient en partie... la nourriture préparée pour eux, à base de riz, préférant faire eux-mêmes leur cuisine. Ils jetaient des paquets de pain de mie... et malgré une installation de distribution d'eau filtrée et rendue potable par un appareil prototype mis à disposition par la société Lyonnaise des Eaux, les Kurdes

continuaient à utiliser l'eau très polluée (bien que très limpide) de la rivière proche. De nombreux enfants s'y baignaient ! Nous avons fait la même observation dans les rivières de la plaine.

En bordure de route, en direction de Dohuk, à tous les carrefours de vallées, des réfugiés s'installent provisoirement en attendant d'être transportés vers les camps aménagés ou leurs villages. Aussitôt des antennes médicales se mettent en place et créent des dispensaires. Ainsi, par



exemple à Amadia où une école a été équipée en dispensaire et où pratiquaient un médecin belge, une infirmière anglaise et un médecin irakien. Ils n'avaient encore relevé aucun cas de maladie épidémique. Idem à Bamerni, Birvisi, Batoufa, Kanu, Masi, etc., ou dans les camps organisés.

En Turquie, entre Silopi et la frontière, un camp de rassemblement de Kurdes irakiens est aménagé dans un dépôt militaire : murs, barbelés, sentinelles turques à l'extérieur. Impossible d'y entrer ou... d'en sortir. Lugubre !

▲ L'O.N.U., les camps et les O.N.G.

A proximité du camp de réfugiés de Zakho, mais à l'extérieur et de l'autre côté de la route nationale, l'O.N.U. a installé quelques tentes : lors de la visite officielle du prince Karim Agha Kan, (haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés) à la mi-mai, les couleurs de l'O.N.U. ont été hissées au centre du camp. Quelques jours après, le camp de l'O.N.U. s'est agrandi d'un immense chapiteau bleu et blanc, à usage de dépôt. Il n'y entrerait pas le millième des stocks U.S. du camp.

Au lieu de rassurer, la présence de l'O.N.U. inquiète les O.N.G. Selon un accord intervenu avec le gouvernement irakien, celui-ci accepterait le contrôle des camps et de la zone « kurdistan » par l'O.N.U., à condition que les troupes alliées évacuent le territoire irakien, que les O.N.G. entrées illégalement en Irak, ressortent, et reviennent..., après avoir obtenu tous les visas réglementaires. L'O.N.U. a officieusement fait savoir qu'elle ne pourrait assurer la sécurité des O.N.G. dans les camps.

Quant aux pechmergas kurdes, malgré quelques accords passés avec Bagdad, beaucoup se considèrent en guerre contre les troupes gouvernementales et les petits groupes en armes rencontrés donnent l'impression de pratiquer un sport national.

Quoi qu'il en soit, on voit mal comment pourrait faire l'O.N.U. pour remplacer et obtenir les mêmes résultats que les alliés, mais surtout ceux des Etats-Unis. On avance pour Zakho, le chiffre d'une cinquantaine d'agents onusiens.

▲ Les traces de la guerre du golfe

Les traces sont profondes et touchent essentiellement les installa-

IVF et d'ailleurs...

Depuis ce séjour au Kurdistan en mai, Gaston Surier est reparti au cours de l'été en Roumanie, en Yougoslavie et en Albanie, toujours à la demande d'A.N.S. et au titre de l'A.I.V.F. Voici quelques propos qu'il a confiés à la presse d'Aix-en-Provence au retour de ce deuxième périple : « à Bucarest, nous avons rencontré les responsables de l'environnement et de l'urbanisme avec qui nous avons étudié le problème posé par l'évacuation des déchets domestiques. La formation de cadres a été décidée afin d'empoigner le problème au plus tôt. Toujours à Bucarest, « Architectes et ingénieurs du monde » a réussi à faire construire trois hôpitaux pour les bébés et les enfants atteints du SIDA.

Cette opération est financée par le gouvernement roumain mais les primes au personnel doivent être payées (en dollars) par la C.E.E. Les contrôles les plus stricts doivent être opérés pour éviter de dilapider l'argent des Communautés. On garde de ces « bébés-SIDA », l'image de cinq enfants couchés dans le même lit... on note aujourd'hui une grande amélioration dans ce domaine et les trois hôpitaux de 40 lits chacun installés dans trois centres hospitaliers de Bucarest seront terminés dans un an.

Pour la fin du voyage, nous sommes allés en Albanie et notamment à Tirana où nous sommes arrivés en même temps qu'une voiture de « Pharmaciens sans frontières » affrétée par le Quai d'Orsay, précédant un convoi de médicaments. A Tirana, on ne trouve pas une seule boutique ouverte et nous avons dressé le bilan des besoins d'urgence — gigantesques — et les possibilités d'approvisionnement. Enfin, nous sommes rentrés par la Yougoslavie, non sans peine ».

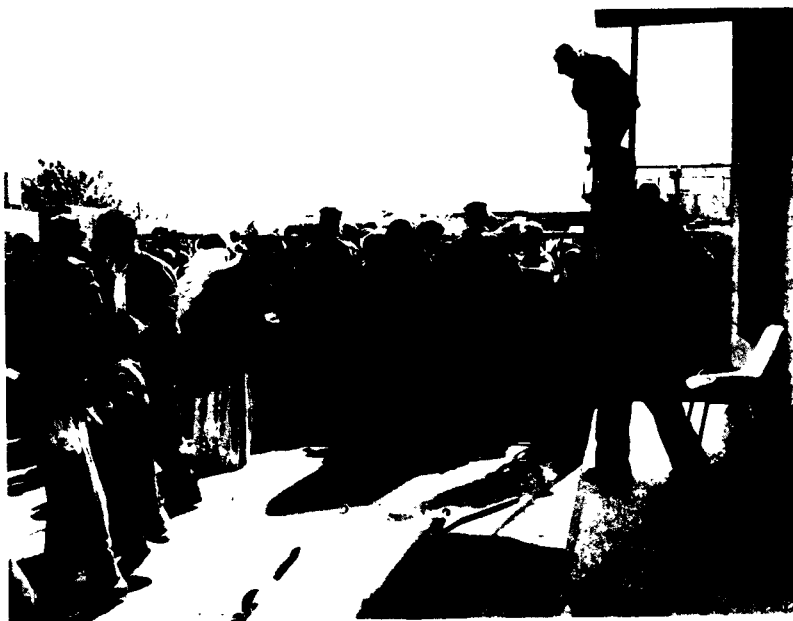


A l'hôpital de Zakho, Naroussia (9 ans) et son petit frère (18 mois) — orphelins — ont été récupérés sur le bord de la route et adoptés par le personnel français.

tions militaires ou stratégiques. Elles sont de deux sortes. D'une part, les dégâts occasionnés par les bombardements alliés... ou irakiens : le pont routier et le pont

rail construits sur le fleuve frontière Turquie-Irak ont été partiellement détruits. La partie (1/3) du pont routier détruite a été remblayée. Le pont ferroviaire n'est pas recons

Entrée de l'hôpital protégé par des « marines » U.S.



Une chambre de l'hôpital

Les associations de la mission

L'Association « Action Nord-Sud » (A.N.S.) est une association pluridisciplinaire regroupant les compétences des O.N.G. (Organismes non gouvernementaux). Son siège est à Lyon.

A.I.M. (Architectes et ingénieurs du monde), collaborant avec A.N.S., a fait appel à l'Association des I.V.F. afin de recruter des ingénieurs volontaires et bénévoles pour réaliser, dans les zones frontalières du Kurdistan irakien, des études logistiques relativement aux besoins en eau potable, en assainissement, et éventuellement situer la mise en place d'appareils de filtration d'eau.

En mai 1991, collaboraient avec A.N.S., au Kurdistan, Médecins sans frontières (M.S.F.), Architectes et ingénieurs du monde (A.I.M.), Association des ingénieurs des villes de France (A.I.V.F.), S.O.S. Handicapés.

L'effectif global moyen permanent est de douze à



quinze personnes, intervenant pour des périodes de deux semaines à trois mois.

L'association Action Nord-Sud a été soutenue financièrement par la Communauté Européenne qui lui a octroyé un crédit d'un million d'écus. Les premiers investissements « lourds » ont concerné l'acquisition de 2 véhicules 4 x 4 de transports et de liaisons, d'un camion mobil-home équipé pour des opérations de micro-chirurgie, de tentes hôpital ou d'abris pour les O.N.G., de générateurs, de pompes à eau, de salles d'examen ou d'accouchements, et de matériels électriques. Les dépenses pour produits consommables sont faites pour l'achat de produits médicaux complémentaires à ceux fournis par l'UNICEF, afin de répondre à la demande des quelque 20.000 réfugiés pris en charge par A.N.S.

Action Nord-Sud est intervenue en Roumanie et interviendra en d'autres points du globe : Bengladesh, Ethiopie, Soudan, Mali. Ces interventions ne dépendront que des moyens mis à sa disposition.



Au service de pédiatrie.

truit. Les bâtiments de la douane irakienne ont été incendiés et ne sont plus utilisés. Toutes les installations militaires de la région de Zakho, détruites à 75 %, sont occupées par les troupes alliées.

Par contre, les villes ou villages ont relativement peu souffert, car abandonnés par leurs occupants pendant le conflit. La vie y reprend ses droits et il y règne une activité débordante, même si certains services font parfois défaut : eau, électricité, nettoyage de la voirie !

Toutes les boutiques ou commerces de Zakho ont rouvert leurs portes, y compris la fabrique de glace ! Pendant la journée, la population normale (20.000 habitants) est au moins doublée. La circulation automobile est intense et difficile bien que l'essence ne se trouve qu'au marché noir. Le trafic de dollars s'y pratique ouvertement, au double du cours normal. (Les Turques n'acceptent pas les dinars irakiens).

D'autre part, le long des routes on remarque naturellement des carcasses de véhicules et engins militaires, utilisés pour construire des chicanes aux postés de contrôle ou à l'entrée des bases militaires alliées.

On croise des dizaines d'enfants qui attendent qu'on leur donne des bonbons. Certains essaient de vendre des casques irakiens, des masques à gaz... ou des roquettes !

A plus petite échelle, la situation est la même dans les villages pour ce qui concerne l'activité locale.

Par contre la région de Dohuk est moins abordable car la ville était pratiquement en état de siège, occupée par des troupes irakiennes, et entourée..., par les marines U.S. et les commandos britanniques. Les Irakiens se sont retirés le 22 mai et les Kurdes reprennent possession de leur ville, sous la protection militaire alliée. Dohuk dispose d'un hôpital moderne et en parfait état, construit il y a quelques années par

les Japonais, et où exercent des M.S.F. Les traces du conflit, très apparentes, conjuguées avec les déplacements continuels de convois alliés, les contrôles routiers, les navettes d'hélicoptères, etc., et les camions surchargés de réfugiés kurdes, donnent l'impression d'un pays en état d'alerte ou en état de siège !

Pour l'anecdote, un palais d'été de Saddam Hussein entre Sirkenk et Al Amadia, construit sur un promontoire rocheux, entouré de quelques centaines d'hectares de vergers ceinturés par trois rangées de murs en maçonnerie, n'a pas souffert des événements. L'entrée principale est gardée par une douzaine de soldats irakiens sans arme, « discrets » et manquant de ravitaillement.

► Dernières informations (25 mai 1991)

La garde républicaine irakienne s'est retirée de Dohuk, en direction de Mossoul. Les alliés y sont entrés pour accueillir les Kurdes qui viennent en masse. On enregistre dans les camps des arrivées nombreuses et difficiles à gérer. Ainsi le camp de Zakho prévu à l'origine pour 20.000 personnes, en compte à ce jour 60.000.

Les troupes américaines et alliées devraient avoir quitté le camp avant fin juin, pour passer sous contrôle O.N.U. L'équipe médicale A.N.S. a définitivement quitté l'hôpital, les Irakiens ayant repris leurs fonctions et des problèmes de cohabitation sont apparus. Deux raisons à cela : la présence des O.N.G. est considérée comme illégale en Irak... et le contrôle à l'entrée par l'armée U.S. limite la pratique du backchich. Par contre, les opérations de ravitaillements, d'approvisionnements divers et d'extension des camps ne se sont pas ralenties.

► Une assistance sanitaire à maintenir

Sur le plan humanitaire, il est difficile de prévoir ce que vont pouvoir faire les O.N.G., en particulier M.S.F. - M.D.M. Sur le plan militaire, on peut imaginer que les bases arrière de Turquie, seront maintenues, sinon renforcées, comme force de dissuasion à un retour prématuré de l'armée irakienne. Il est probable également que « provisoirement » dans l'attente de l'application des accords passés entre le gouvernement irakien et certains chefs kurdes, des troupes alliées se cantonnent en quelques points stratégiques du Kurdistan, telle la base aérienne de Sirkenk par exemple, ne serait-ce que comme soutien logistique (?) aux nombreux hôpitaux ou dispensaires de campagne, dont la nécessité ne peut être mise en cause.

Sur le plan sanitaire, les interventions rapides et soutenues, toutes origines confondues, ont permis de mettre un terme à une situation dramatique, en sauvant très certainement des centaines de jeunes enfants, ainsi que des adultes. Pour autant, il reste des problèmes à résoudre, ne serait-ce que celui du retour total et définitif des Kurdes dans leurs villes et villages. Les conditions climatiques favorisent ces retours et les réfugiés, encore en montagne, ne souffrent plus du froid ni de la faim.

Par contre, après la fonte des neiges, les rivières vont très rapidement parvenir au régime d'étiage et leur coefficient de pollution augmenter. Les très fortes chaleurs estivales risquent de créer des problèmes de pollution dans les camps en raison de la multiplication des W.C. sommaires non désinfectés. Une solution consisterait à verser quotidiennement dans ces W.C. une solution de chaux vive avec un

IVF de par le monde...

Après Gaston Surier en mai, trois autres IVF sont partis poursuivre les travaux d'urgence à l'hôpital de Zakho en Kurdistan irakien. Eric Alvernhe, IVF-Avignon, est passé par l'Iran, Bernard Fleury et Pierre Lhomme, IVF-Besançon ont rejoint après diverses péripéties Zakho par Amman et Bagdad en 4 x 4. Toujours dans le cadre d'une opération d'Ingénieurs et architectes sans frontières.

De son voyage, cet été, en Roumanie, en Yougoslavie et en Albanie avec d'autres collègues, Gaston Surier a rapporté un témoignage et des photos que Génie Urbain publiera dans un tout prochain numéro...

engin approprié (camion citerne avec lance H.P.). Cette opération « désinfection » peut être du ressort d'A.N.S., après acquisition du matériel et des produits adaptés.

L'assistance sanitaire doit être absolument maintenue. L'assistance technique ne doit pas être négligée. Il est essentiel que la vie normale reprenne dans les villages et que soient réglés des problèmes élémentaires garantissant la santé des individus, écartant tous risques d'épidémie : remise en ordre des réseaux divers : eaux, assainissement, électricité ; élimination des déchets, après suppression des tas sauvages et innombrables qui s'amoncellent dans les villes ou leurs abords, souvent en bordure des routes ou des oueds, rétablissement des services publics après remise en état des bâ-

timents : hôpitaux, cliniques, postes téléphone, services voirie, etc.

Les difficultés logistiques qui peuvent apparaître après le départ des troupes alliées font craindre une augmentation constante de ces dépenses, aggravées par l'obligation de prendre en compte les problèmes d'intendance.

L'image forte que l'on garde de ces missions d'assistance : l'amitié, la solidarité qui s'établit entre les participants parfois confrontés à des tâches qui n'ont aucun rapport avec leur activité professionnelle, mais qu'ils exécutent volontiers, sans compter leur temps, souvent dans des conditions difficiles, avec comme soutien moral le sourire des enfants, et la gratitude dans le regard de leur mère. ■

Trois mois chez les Kurdes : le récit d'une trouvillaise

LE PAYS D'AUGE 1^{er} novembre 1991

Créée en 1976, l'association «Hôpital sans frontière» a pour principal objectif d'apporter une aide humanitaire d'urgence en cas de catastrophe ou de guerre.

Financé par le Rotary Club de Meudon, la C.E.E., le Secrétariat à l'Action Humanitaire et Sociale, l'O.N.U. et des dons publics, cet organisme est constamment en alerte afin de porter secours et assistance pour des actions rapides comme pour des missions de plus longue durée pouvant aller jusqu'à 3 ou 4 ans.

Afin de remplir au mieux son rôle, «Hôpital sans Frontière» bénéficie de la présence de médecins, d'infirmières, de chirurgiens, de pharmaciens et même d'architectes qui interviennent dans des

cas très précis, à l'exemple de points d'eau qu'il faut drainer ou d'installations diverses afin de diminuer la pollution et éviter les épidémies.

A la suite de la guerre du Golfe et avec l'entière approbation de M. Kouchner, l'organisation a installé le 13 juin, en Iran, un hôpital et un dispensaire volants afin de porter assistance aux Kurdes alors dans une situation des plus préoccupantes.

Affrété par «Hôpital sans Frontière» un boeing 707 a donc décollé de Paris emportant une équipe médicale et 3,5 tonnes de matériel. Au sein de l'équipe, une jeune fille de Trouville, Sophie Rousseau, infirmière de formation et toute dévouée à l'assistance humanitaire.

Jusqu'à la fin du mois d'août, avec ses collègues, elle est venue en aide aux 20.000 Kurdes rassemblés dans le camp d'Hafez, à quelques kilomètres seulement de la frontière irakienne.

Samedi, de retour dans la sta-

tion normande, en présence de M. Christian Cardon Maire, de M. Lecadet, secrétaire général et de Mme Marie-Main, elle organisait, avec quelques amis et M. Jean-Claude Lafeuillade, Président de l'association, une conférence afin d'expliquer sa motivation, d'évoquer ses souvenirs et de faire partager aux trouvillais ses sentiments au retour de cette mission.

Durant près de deux heures, grâce à un montage diapositives, elle a expliqué son action, commenté sa vie à l'intérieur du camp, raconté ses contacts avec ses amis et la population kurde. Un discours rempli d'émotion et de sincérité. Le départ en juin, la mise en place de l'hôpital, les contacts avec le ministre, les divers soins, les actions, le réconfort à apporter, les épidémies à éviter... une belle image de dévouement et de don de soi.

Désormais, Sophie attend avec impatience la prochaine mission que lui confiera l'organisation.

TÉMOIGNAGE



J'ai été infirmière dans un camp kurde

Un village dans la montagne, entre Irak et Iran. Des milliers de réfugiés, avec femmes et enfants. La typhoïde. La crasse. Les mouches. Et des difficultés quotidiennes qui ne sont pas celles qu'on imaginait en partant. Par Caroline Cafler



On vient de poser une sonde gastrique à ce bébé déshydraté, veillé par sa grande sœur.

Mission Iran, juin-août 1991.

Dès Orly, sac au dos, au comptoir d'Iran Air, les infirmières d'Hôpital sans frontière en partance pour Téhéran sont priées de préparer leur foulard. Loi islamique oblige. Pas de bermuda estival. A troquer contre gabardines bien couvrantes et surtout très très longues.

On ne franchit la passerelle pour rejoindre l'équipe mâle des «missionnaires», Eric, le médecin, et Didier, un infirmier marseillais, que correctement emballées. Dans l'avion (un Boeing 747), il fait tout noir... Et les hôtesses sont enfouies dans pantalon, tunique et coiffe marine. Bonjour l'Iran, le Coran et place à la mission HSF (Hôpital sans frontière), à la demande du secrétariat d'Etat chargé de l'Action humanitaire, pour venir en aide à 20000 réfugiés kurdes situés sur le camp de Hafez en Iran. La mission va durer deux mois et demi (15 juin-30 août 1991). Au total, HSF fournira 25 tonnes de matériel et 19 personnes (médecins, logisticiens, infirmier(es), sages-femmes, administrateurs) qui se relayeront pour en assurer le bon déroulement.

Au Croissant-Rouge iranien (l'équivalent de notre Croix-Rouge) de nous amener jusqu'à Baktharan, capitale kurde de l'Iran, située à quelque 800 kilomètres au sud-ouest de Téhéran.

Tenue de travail obligatoire pour les femmes: longue blouse blanche, foulard bien noué et chaussettes... Seuls, visage et mains peuvent être découverts... Nous ne pourrions quitter notre chambre que correctement vêtues... Mais on nous fournira l'uniforme. Et Mussapha, notre mentor, vient prendre nos mesures... avec des bouts de ficelle. Il mesure, mesure encore, note, tire des traits sur son cahier... On suppose qu'il inscrit les mensurations.

Mais pourquoi Mussapha reprend-il cinq fois mon tour de hanches, en faisant déraiper ses mains sur la cuisse droite? Il est vrai qu'il m'a demandé si j'étais mariée. Les usages locaux dictent désormais notre comportement: méfiance, prudence et pas d'extravagances... Et plus de poignées de main.



Une urgence, j'attends l'ambulance.

Les femmes n'offrent rien à toucher. Nous saluerons à la manière iranienne: un bras levé, une main tendue, un geste bref accompagné du traditionnel «Salamalec». Apprentissage terminé. Il ne reste plus qu'à rejoindre l'équipe HSF à Tazeh Abad, petit village kurde

La clinique, c'est deux tentes...



5 litres d'eau sur 1 kilomètre à 5 ans.

perdu dans les montagnes désertiques du Kurdistan iranien, à trois kilomètres du camp de réfugiés. Nous sommes à 1300 mètres d'altitude. Température moyenne de la journée: entre 40°C et 45°C à l'ombre. Le vent chaud, le soleil et la

poussière dessèchent le paysage et les hommes. Notre petite maison en parpaing est quelque peu exiguë et nous vivons dans la cour pour y prendre quelques repas, laver notre linge personnel et écouter chaque soir le flash d'infos de 23 heures qui nous relie à la France.

Impossible de passer la nuit dans ce four, les hommes dorment sur le toit, les femmes sur la terrasse. Nous nous sommes barricadées avec des canisses et des champs opératoires qui nous protègent des regards indiscrets. Une équipe locale d'interprètes, de chauffeurs et de cuisiniers collabore étroitement avec nous. En anglais. Ce qui nous simplifie beaucoup la tâche car notre vocabulaire kurde se limite à quelques mots.

Chaque jour et sous le contrôle des autorités iraniennes, nous assurons les soins à la clinique du village et dans le camp. La clinique, c'est deux tentes. L'une pour accueillir les enfants déshydratés et dénutris et les Kurdes atteints de maladies non contagieuses: crises d'appendicite, brûlures, problèmes gynécologiques... L'autre est réservée aux malades souffrant de fièvres entériques, notamment de la fièvre typhoïde qui sévit sur le camp. Due au manque d'hygiène et à l'eau souillée par les matières fécales.

A la clinique, notre premier travail est de baigner les enfants, d'encourager et de surveiller les toilettes, de distribuer les médicaments, de contrôler poids, taille et température. Plus assurer les pansements et soins divers (injections, perfusions) sous la responsabilité de médecins. Malgré l'arrosage des tentes, la température reste insupportable et on cherche toujours un coin d'ombre pour rafraîchir les malades. On déplace sans cesse les lits. Pas une minute de répit puisque nous sommes la seule antenne d'hospitalisation

du camp, du village et des alentours, et qu'il faut faire face à toute urgence, jour et nuit. Les femmes kurdes, comme toutes les femmes, accouchent surtout la nuit. Une salle d'accouchement a été installée dans l'enceinte de la clinique mais

difficile d'en interdire l'accès à toute la tribu féminine qui accompagne la future maman. Parfois, faute d'entrer, elles surveillent l'accouchement par le trou de la serrure.

Sur le camp, HSF a installé trois tentes et travaille en collaboration avec le docteur Ali, responsable médical du camp. Avec Eric, notre médecin, ils se partagent les consultations de la journée (environ 120). Sous les deux autres tentes, infirmiers et infirmières font pansements, sutures et soignent toutes les conjonctivites du camp: bains d'yeux, gouttes et pommades ophtalmiques jusqu'à épuisement total du stock.

Et puis il y a l'épidémie de gale. La Croix-Rouge internationale a mis en œuvre un programme de lutte contre ce parasite. Toute la population, préalablement recensée, doit être lavée, badigeonnée de benzylbenzoate, la dernière étape étant réservée à la décontamination du linge. C'est-à-dire qu'on le fait bouillir dans de grandes marmites. Les enfants, surinfectés, viennent se faire «décapier» en échange d'un bonbon. Bien mérité. Parce que le benzylbenzoate, ça brûle affreusement. Ils se sauvent en hurlant à travers le camp. Il faut les rattraper, finir l'opération, consoler.

Les files d'attente sont longues et notre vénérable garde fait patienter tout un petit monde qui profite de notre présence médicale pour nous réclamer également une solution à des problèmes personnels qui n'ont plus rien à voir avec notre mission.

Il y a ceux qui réclament une circoncision. Le père qui nous amène sa petite fille qui a un doigt supplémentaire à chaque main. Une anomalie qu'il faut corriger. Dans quelques minutes, l'affaire sera réglée et le bout de doigt analysé.

Un militaire du camp s'est entaillé le talon (il lui en manque presque la moitié). Il vient nous montrer sa blessure et voudrait qu'on lui enlève l'autre moitié pour égaliser le tout... sans aucune anesthésie bien sûr. Après de longues discussions, il accepte enfin de se faire suturer. Il est ravi.



Même les pères sont mis à contribution.

Une jeune maman vient nous demander une plaquette de pilules contraceptives. En cachette, elle sort de ses dessous un morceau de plaquette découpée sur la-

Pas simple d'expliquer le mode d'emploi de la pilule en kurde



Consultation à la clinique de Tazeh Abad.

quelle on peut voir trois comprimés bleus. Discrètement, et avec l'accord du pharmacien, nous lui donnons une plaquette entière et lui expliquons en kurde (pas simple...) son mode d'emploi. Elle revient le lendemain, l'air un peu gêné. Elle ne peut pas prendre ces pilules car elles ne sont pas de la même couleur que les autres. Le docteur Ali vient d'ôter un corps étranger de l'oreille d'un enfant. Ça l'empêchait de dormir depuis plusieurs nuits. Le corps étranger, c'était une puce.

Autre activité sur le camp: le développement d'un programme de prévention sanitaire, d'éducation et d'hygiène. Nous formons des auxiliaires de santé, choisis parmi des réfugiés compétents et parlant l'anglais. On leur apprend à identifier et à apporter les premiers soins pour certaines pathologies courantes: fièvres, conjonctivites, bronchites, petites blessures, mugnets. Autant de temps gagné pour nos consultations.

Autour de nous, dans le camp, les familles tentent de recréer l'ambiance de leurs villages. Chacun essaie de s'occuper. Femmes et enfants partent au petit matin dans les montagnes à la recherche de bois, de feuilles mortes, de tout ce qui permettra d'allumer le four à pain. Les enfants vont également chercher l'eau, parfois jusqu'à plusieurs kilomètres.

La distribution d'eau «propre» est quotidienne: des tankers viennent sur le camp et déversent l'eau dans des pneumatiques qui sont les seuls réservoirs d'eau. A tour de rôle, chacun vient s'approvisionner. D'autres points distribuent de l'eau moins propre, à utiliser pour la lessive et la toilette. Comme elle est plus fraîche, certains se laissent tenter et la boivent. Et les risques de typhoïde reprennent.

Les hommes, eux, s'occupent du petit marché qu'ils ont installé à l'entrée du camp. L'accès y est interdit aux femmes. On y trouve quelques tomates et concombres, des fruits, des cigarettes (vendues à l'unité), du Coca, du savon et parfois des boîtes de lait ou des rations de protéines don-



Sur le camp, chacun s'occupe comme il peut. Cette mère a fabriqué pour sa fille un berceau de fortune.

nées quelques heures avant à la clinique ou aux consultations. Le reste du temps, chacun s'occupe à sa façon. Nous, nous essayons de faire face aux problèmes que nous n'avions pas imagi-

Comment prendre leur température quand le thermomètre est bloqué à 42° C?

nés et qui sont pourtant notre obsession quotidienne:

- Prendre la température d'un malade, c'est vital pour une fièvre typhoïde dont «des pics thermiques élevés» sont un des principaux symptômes. Indispensable de la prendre toutes les quatre heures environ. Mais comment mesurer la température d'un enfant ou d'un adulte quand tous les thermomètres sont bloqués à 42° C sous abri? Les secouer n'apporte aucune solution et exaspère vite les utilisateurs... Ne pas la prendre est impensable. Une seule solution: passer chaque thermomètre, un à un, tête en bas sous un jet d'eau froide, en le secouant simul-

tanément (attention à la casse). Puis guetter la descente du mercure jusqu'à 36° C. C'est alors que le marathon commence. On a dix secondes pour aller glisser le thermomètre sous le bras du malade. Attention à ne pas dérapier sur le tapis de sol de la tente légèrement glissant. Si on n'a pas réussi l'exploit, l'opération est à renouveler puisque, après onze secondes, le thermomètre affiche déjà 38,5° C...

Et comment faire tomber la fièvre d'un malade qui a 40° C quand, sous la tente, il fait 42° C?

- Lui donner, selon prescription médicale, une dose suffisante de paracétamol, à avaler. Avec de l'eau chaude, puisque notre eau propre, stockée dans des jerricanes

en plastique, est à température ambiante. Normal...

- Lui couvrir le corps et le visage de langes frais, à condition bien sûr d'avoir et des langes et de l'eau fraîche...

- Sinon, faire rafraîchir la tente en imposant au personnel local rémunéré un arrosage quasi permanent de ce le-ci. Pas évident. On vous explique qu'il n'y a pas d'eau, que le débit du tuyau d'arrosage est trop faible et que jeter des seaux d'eau sur la tente est quand même un peu fatigant, compte tenu de la chaleur. Alors il semblerait qu'il n'y ait pas de solution... Faux. Il y a de l'eau. Le seul problème est de convaincre le personnel d'arroser la tente. En se fâchant tout rouge. Ça les fait rire mais on y arrive. - Autre solution: sortir tous les lits de la



La pesée des plus grands.

tente et trouver un coin d'ombre pour eux dans l'enceinte de la clinique et s'installer sous un arbre s'il y a une perfusion à suspendre. Seule précaution à prendre: se souvenir de l'endroit où se trouve chaque malade. Certains changent de lit, les déménagent ou repartent sur le camp sans nous le dire...

La chasse aux mouches est notre obsession. Il y en a sur toutes les plaies, sur toutes les crasses. Mais comment en débarrasser les malades?

- Suspendre dans la tente un tue-mouches. Parfait. Mais voilà: on n'a pas de tue-mouches.



Nassira, inquiète de sa nouvelle coiffure.

- Agiter en continu sur le malade un morceau de carton (les journées sont longues).

- Savonner brièvement «l'infesté» et le rincer tout habillé au tuyau d'arrosage. La méthode nous paraît barbare. Nous ne l'avons jamais fait mais l'avons vu faire par un médecin étranger sur un pauvre vieux barbu décharné. Un coup de savon sur la peau qui dépasse des haillons, un coup de jet d'eau sur le tout, à même le sol. Un vision qui endure.

Mais nous avons aussi nos moments de tendresse. Même maladroit.

Ce matin, l'activité bat son plein à la clinique... Il y a eu beaucoup d'entrées cette nuit et les deux tentes sont pleines. Pas de nouvelle pathologie... Compte tenu de la chaleur accablante et des mauvaises conditions d'hygiène, nos

nouveaux petits malades sont soit déshydratés soit porteurs de fièvre typhoïde. Pas de surprise, le traitement ordinaire. Nous saluons tout ce petit monde d'un signe de la main accompagné du traditionnel «Banibash», le bonjour kurde qu'il faut prononcer correctement, comme nous l'explique Aziza, notre interprète réfugiée kurde. Précieuse Aziza... Sans elle, il serait bien difficile de communiquer.

Comme chaque jour, nous déposons nos réserves personnelles d'eau (3 litres par personne) dans un petit coin secret de la tente, à l'abri du soleil. Et faisons connaissance des nouveaux... Une fa-

belle, mais si sale elle aussi. Ce matin, nous laverons tout le monde avant même de donner les traitements de 8 heures. Il faut que ça sente le propre. Chantal sort notre seule bassine (une petite bassine rouge en plastique). De notre armoire à médicaments fermée à clé, nous ressortons le bout de savon précieusement rangé hier soir (eh oui, ici il faut tout enfermer pour ne pas se faire dévaliser...). Quand je pense qu'on enseigne propreté et hygiène à des gens qui n'ont même pas de quoi se laver! On savonne chaque enfant des pieds à la tête avec une compresse de gaz qui fait office de gant de toilette. Ça pleure, ça hurle... Ils n'ont pas l'air d'aimer ça... surtout les tout petits... On a beau leur dire

Elle est si belle, mais si sale elle aussi

«matersa» (ne t'en fais pas...), ils se débattent dans tous les sens. Seul le sein de la mère peut les calmer. Notre grande Nassira est sûrement la plus docile; elle ne nous regarde toujours pas et n'ose riposter. Ses longs cheveux sont dans un état pitoyable. Il va falloir laver et peigner tout ça... Elle est tellement attendrissante qu'on aurait même envie de la coiffer pour de bon. Et si on lui faisait une petite coupe au carré? Nous avons de bons ciseaux, pas de formation particulière mais on peut toujours tenter...

J'essaie de lui faire comprendre qu'on veut la rendre encore plus jolie quand, tout à coup, la maman de Daroon (une autre petite malade) se saisit de ma paire de ciseaux et massacre littéralement en quelques secondes Nassira qui ne comprend plus rien. Catastrophe. Sorte de frange effilochée. Furieuse, je reprends ma paire de ciseaux pour essayer de rattraper les dégâts. Au final, un carré et, bien sûr, une frange plus ou moins réussie. Voilà le nouveau look de Nassira. Qui ne peut même pas s'admirer, faute de miroir. Et si on lui faisait des petites couettes? Voilà notre poupée transformée en star des années 30 avec, pour rubans dans les cheveux, deux petites compresses de gaze. Elle est absolument ravissante et fait l'unanimité dans toute la tente. Les spectateurs applaudissent et notre Nassira enfin sourit.

Mais nos parenthèses personnelles sont parfois plus surprenantes et nettement plus compliquées.

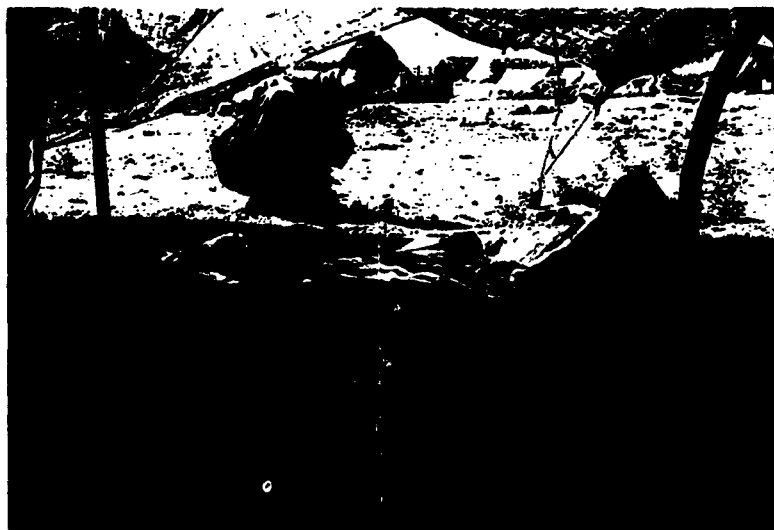
5 heures du matin, le téléphone sonne dans notre maison de Tazeh Abad. Un appel de la clinique nous signale un ac-

couchement imminent. La future maman est déjà là et le veilleur de nuit l'a installée en salle d'accouchement. C'est une primipare (un premier enfant) donc l'accouchement sera long. Catherine, notre sage-femme, a le temps d'enfiler pantalon, chemise, chaussettes, blouse, de se couvrir la tête du traditionnel foulard et d'aller chercher de l'aide parmi les volontaires (femmes, bien sûr...). Quelques minutes encore pour vérifier les instruments et les boîtes, bien rangés dans une magnifique caisse à outils rouge. On réveille le chauffeur Mortaza. L'équipe, les yeux encore tout embrumés de sommeil, est au complet. On peut y aller. La clinique est tout juste réveillée par le premier appel à la prière. Catherine prend la situation en main et se dirige accompagnée de son personnel vers la salle d'accouchement. Tiens, c'est curieux, on entend des cris de nouveau-né. Franchement, pour un premier bébé c'est un peu rapide... Le veilleur nous le confirme; l'enfant est bien né. Le problème, c'est que personne ne le voit... Où peut-il être? Coincé dans le pantalon de sa mère qui n'a pas jugé nécessaire de se déshabiller pour accoucher. Le problème, c'est que le cordon ombilical n'a pas été coupé, qu'il faut agir vite et convaincre la mère d'enlever sa culotte kurde. Elle accepte enfin. Et nous offre alors un spectacle inoubliable: un beau bébé encore attaché et couvert de matières fécales. L'équipe n'a plus qu'à se mettre au travail.

En quelques jours, on s'est habituées à tout. A la fournaise qui nous liquéfie sous nos blouses, nos chaussettes et nos foulards. Aux nuits si brèves à se retourner sur nos lits de camp. A l'inconfort qui nous fait vite oublier ce qui en France nous paraissait indispensable. Mais pas à cette sensation d'impuissance qu'on a si souvent devant des cas qu'on ne peut pas résoudre.

Sur le camp, une jeune femme, enceinte de 9 mois, vient nous trouver parce qu'elle a des douleurs dans le bas du ventre. Pas de doute, elle commence à accoucher... Elle voudrait des calmants qui puissent atténuer ses douleurs. Le temps du voyage dans le camion. Le voyage? Le camion? Oui. Il est sur le

point de partir. Il doit l'amener, elle et toute sa famille, à la frontière irakienne. Que pouvons-nous faire? Il faudrait qu'elle reste avec nous, le temps de l'accouchement. Mais c'est impossible, elle doit quitter le camp dans une demi-heure. Alors le camion est parti. Elle aura sûrement accouché en route.



Il rit: il a trouvé un bout de tulle pour protéger la sieste de sa sœur.

Et, même en cas d'urgence, il y a tout de même des limites à notre compétence.

Méthodiquement, j'enfile un gant stérile. Main droite ou main gauche?

Une femme enceinte de quatre mois arrive en urgence à la clinique. Elle a des douleurs dans le bas du ventre et il y a des saignements. Elle est tout de suite vue par un médecin iranien. Le docteur Charcot ne peut l'examiner puisque, en pays islamique, un homme ne peut examiner une femme. Et ce matin-là Catherine, notre sage-femme, est occupée sur le camp. Problème: il y a urgence et il faut intervenir tout de suite, au cas où il s'agirait d'une menace d'accouchement prématuré. Le docteur Charcot me fait appeler et me demande de regarder si le col de l'utérus est ouvert... Panique. Je n'ai aucune compétence en la matière et je me demande vraiment à quoi peut ressembler un col utérin chez une femme enceinte de quatre mois. Quand je pense qu'il va falloir aller explorer ces dessous-là, je me dis que j'aurais sûrement mieux à faire ailleurs. Mais un ordre est un

ordre. Méthodiquement, j'enfile un gant stérile. Main droite ou main gauche? Voyons voir, avec la main gauche, ça devrait aller mieux. Timidement, je m'approche de cette femme qui a vraiment l'air de souffrir. C'est alors que les difficultés commencent... Elle refuse de se déshabiller (on est vraiment loin du «toucher»...). Peut-être craint-elle les regards indiscrets? Qu'à cela ne tienne, une couverture tendue fera office de paravent... Et on recommande: madame, il faudrait que vous ôtiez votre pantalon pour que l'on puisse vous examiner, traduit Aziza, notre très précieuse interprète. Le temps passe et il fait décidément horriblement chaud sous cette tente (l'émotion y est peut-être pour quelque chose). Et moi d'attendre, main gauche en l'air, que notre patiente retire en gémissant sa culotte kurde. Cette fois, à moi l'exploration. La tâche n'est pas

aisée mais il me semble avoir trouvé le col. Evidemment, je ne sens strictement rien et je n'ai pas du tout envie d'insister au risque de blesser cette femme. L'examen ramène un peu de sang et de glaire. C'est le seul compte rendu que je peux faire au médecin, qui décide d'adresser la patiente à des personnes plus compétentes. Elle sera transférée en ambulance. C'est qu'on a perdu du temps. Désolée, docteur Charcot, nous faisons tout pour aider, mais nous ne savons pas tout faire.

S.O.S. SOUS

Pour les volontaires d'Hôpital sans frontière (association humanitaire et organisation non gouvernementale, créée par le Rotary international en 1977 à l'initiative d'un de ses membres, Tony de Graaf), c'était une mission parmi d'autres. Mais pour repartir ils ont besoin d'aide. La nôtre. Pour tout renseignement, s'adresser à: HÔPITAL SANS FRONTIÈRE à l'hôpital Rothschild 33, boulevard de Picpus 75012 Paris Tél: 43 42 24 24.

LIBERATION 6 novembre 1991

IRAK

Bagdad isole son Kurdistan

Décidé à faire pression sur les Peshmergas, le régime baasiste a entrepris le blocus des régions kurdes du nord irakien. Des affrontements auraient même eu lieu dans la région de Erbil.

Les Kurdes du nord de l'Irak risquent d'être une fois de plus victimes de l'acharnement de Bagdad. L'armée irakienne a fermé lundi les points de passage qu'elle contrôlait entre le nord et le sud du pays, tandis que selon des Peshmergas, combattants kurdes, des affrontements avaient lieu dans la région d'Erbil.

Le correspondant de l'Agence France Presse a constaté sur place que le point de passage de Faïda, sur la route reliant Dohouk à Mossoul, a été fermé lundi à 11 heures locales. Les routes menant vers le sud à partir des principales agglomérations de Souleïmanieh, Erbil et Mossoul ont également été bloquées à la même heure, selon les Peshmergas. Les autorités irakiennes auraient par ailleurs commencé à évacuer les ressortissants non kurdes de la région, ainsi que les centres d'extraction de pétrole de Khanakiné, Kirkouk et Aynzala. Près de la moitié du personnel avait déjà quitté Hanakin hier matin.

La région nord de l'Irak est à court de carburant, les camions-citernes n'y arrivant plus. Les stations d'essence et de gazole ont progressivement restreint leurs heures d'ouverture et les Organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que les agences de l'ONU et du HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés), sont contraintes d'aller acheter de l'essence à Silopi, en Turquie, depuis lundi soir. Cette pénurie est d'autant plus problématique que l'hiver approche. L'approvisionnement en vivres des régions montagneuses du nord de l'Irak risque d'être gravement compromis. Le responsable du Comité américain de secours international pour le nord de l'Irak, Scott Portman a indiqué dimanche que les organisations huma-

nitaires avaient « besoin de stocker de la nourriture dans des villages de haute altitude avant que leur accès ne soit coupé par la neige ». « L'acheminement des vivres par la route nécessite du fuel et nous n'en avons pas », a-t-il ajouté estimant que « cela ressemblait à une tentative délibérée du gouvernement irakien de saboter les programmes d'aides aux populations kurdes pour l'hiver ».

À cet isolement du Kurdistan irakien vient s'ajouter la baisse, depuis 10 jours, du ravitaillement en provenance de Bagdad, dont cette zone est dépendante. Les responsables d'organisations humanitaires affirment que la ville de Souleïmanieh, qui fut le théâtre d'affrontements violents entre combattants kurdes et forces gouvernementales ces derniers mois, est totalement privée de fuel. « Le gouvernement interrompt progressivement tous les flux de nourriture et de fuel », a indiqué Scott Portman.

Or, selon un accord passé entre le HCR et Bagdad, la distribution de nourriture doit être assurée par des organisations irakiennes. Seules les individus dûment enregistrés peuvent recevoir leurs rations mensuelles, grâce à un système de coupons instauré pendant la guerre Iran-Irak. Quelque 500 000 personnes en majorité kurdes, réfugiées dans la zone de sécurité sous responsabilité de l'ONU instaurée le 24 avril dernier, risquent de souffrir du froid et de la faim dans les prochaines semaines.

Selon les Peshmergas, le blocus aurait pour but de « faire plier » les dirigeants kurdes en négociation avec Bagdad pour un accord d'autonomie du Kurdistan et de les obliger à accepter ainsi les conditions dictées par le pouvoir baasiste. Des membres de l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK, de Jalal Talabani) ont accusé hier Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDKI), de se prévaloir de ce blocus pour tenter d'emporter l'adhésion kurde à l'accord sur l'autonomie qu'il s'apprêterait à signer avec Bagdad et que les autres chefs réunis dans le Front du Kurdistan (FK, coalition de sept partis d'opposition kurdes), ont refusé. Barzani voudrait ainsi prouver que les Kurdes sont « isolés »: bombardés au nord par la Turquie à la recherche de rebelles séparatistes réfugiés en Irak, menacés au sud par Bagdad qui cherche à les affamer, et « abandonnés par l'Occident » qui n'a « pas fini la guerre contre Saddam Hussein ». Les dirigeants kurdes, dont une réunion était initialement prévue lundi à Chaklawa dans le nord de l'Irak, devaient se retrouver lundi après l'arrivée de Jalal Talabani dans cette petite ville qui est la « capitale » du Front du Kurdistan. Massoud Barzani et d'autres leaders kurdes s'y trouvent déjà.

Par ailleurs, des affrontements épiques ont opposé au cours des derniers jours l'armée irakienne aux Peshmergas, dans la région de Erbil près de la frontière irano-turk, a-t-on appris mardi de sources kurdes à Zakho près de la frontière irako-turque. Ces derniers n'ont pas fait état de victimes ni précisé l'état des forces en présence ou la raison de ce nouvel accrochage intervenant un mois après les violents combats de Souleïmanieh, qui avaient fait plus de 60 morts et s'étaient terminés par un accord de cessez-le-feu.

Selon certaines informations l'armée irakienne aurait utilisé des hélicoptères et bombardé certains villages au napalm.

E.Fr. avec AFP

Growing Rebellion: Some Turkish Officials Fear Kurdish Problem Leads to All-Out War

Kurds Post Gains in Election, But Increasing Violence Endangers Autonomy Bid

Cross-Border Raids Into Iraq

By HUGH POPE

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

KIZILTEPE, Turkey—Lunchtime conversation at the Sultan Restaurant here in southeast Turkey these days would horrify many a Turk.

A young, trimly dressed government employee warms to his theme, which has become routine around here but is only now being heard elsewhere in the country—that the Kurdish nationalist struggle has reached critical mass.

"What's this about elections to the Turkish parliament?" asks the young Kurd, referring to the recent gains made by Kurdish political representatives. "We should have our own parliament. And then we need to unite the whole Kurdish people, not just here, but in Iran, Iraq and Syria."

Such rebellious talk could earn a stiff prison sentence under certain circumstances. But more remarkable than the speaker's words was the fact that he spoke loudly, fearlessly and to general agreement from surrounding tables.

"Does anyone think differently?" asks a Kurdish farmer in his 60s, lifting his gnarled hands in the air.

Dangerous Juncture

Turkey's generals may be willing to declare victory against the Kurdish rebels following their most recent, and fiercest, raids to eradicate guerrillas operating from bases in northern Iraq. But with every skirmish, Ankara risks further erosion of the loyalty it commands from Turkey's 12 million Kurds, whose assertiveness increases. And as tensions mount, at least one member of the caretaker government in Ankara fears that a dangerous juncture has been reached, with one path leading to some sort of limited federation for the Kurds, and the other leading to civil war.

Turkey's National Security Council met at the presidential palace last week, mainly to discuss the growing crisis in the southeast, home to half of Turkey's Kurds and scene of increasingly daring attacks by guerrillas seeking an independent Kurdistan. Giving no sign of any new leaning toward recognition of Kurdish rights, a military spokesman announced only that

new efforts would be made to seal off the Iraqi border. Helicopters and night-vision systems are to be moved into the remote mountains, he said. Outlying border posts will be shut down and replaced with mobile commando units.

Despite the escalation of violence, peaceful resolutions may not be beyond reach. The recent gains made by Kurdish representatives in the Oct. 20 parliamentary elections have increased hopes of satisfying Kurdish demands for full ethnic rights through accepted channels.

A new Kurdish nationalist party—with the firm backing of the rebels—has entered



the scene, winning as much as 70% of the vote in some Kurdish constituencies, and gaining 22 seats in the new 450-seat assembly. However, some Turkish leaders criticize the Kurdistan Workers Party, or PKK, for acting as a legal wing of the terrorists.

Kurds happy to go along with the Turkish system have long been represented in the parliament, but the new party could prove to be a bridge of understanding to a Turkish establishment that only recently referred to Kurds as "mountain Turks."

The government's prime advocate of moderation is President Turgut Ozal himself, who has said, "We should be prepared to discuss everything, including a federation, because if we don't, the rebels will." Mr. Ozal, who boasts of Kurdish blood in his veins, has helped ease 70 years of suppression of Kurdish culture, partly repealing in January a ban on the public use of the Kurdish language and music. But Mr. Ozal's influence is on the wane since his Motherland Party's loss in last month's election. For some Turks, his Kurdish policy has appeared half-baked and only likely to encourage separatism.

The new parliament meets tomorrow for the first time, but a government is not expected to be formed until the end of the

month. That government is almost certain to be led by veteran conservative Suleyman Demirel. Mr. Demirel is still on the fence on the Kurdish question, promising a new era of justice and human rights. But mainly Mr. Demirel vows to crush separatist terrorism, which will likely translate as a continuation of the same policies that have failed for eight years.

Discontent with those policies can be seen at funerals for soldiers killed in the southeast—nearly 100 have died this year—where big crowds gather, carrying placards with legends such as "enough is enough."

In the most recent large-scale guerrilla attack, a raid on border posts near Hakkari on the Iraqi frontier, at least 17 soldiers were killed. A government spokesman said 400 PKK guerrillas participated in the biggest attack so far on a military target. The rebels used heavy mortars for the first time, the army says.

The attack triggered a long-prepared reprisal campaign using for the first time helicopter gunships to strike at suspected PKK rebel camps in northern Iraq. The success of the reprisal may have been limited, though. Turkey's interior minister claimed that between 80 and 100 guerrillas were killed, while other reports said only four bodies were found.

"Turkey is living in an undeclared war," Turkish nationalist leader Alpaslan Turkes says.

Indeed, diplomatic sources say some senior colonels of the Turkish army favor a virtual civil war.

"We will stay within democratic limits," Gen. Dogan Gures, chief of the Turkish general staff, said recently. "But if we avoided democratic niceties, we could finish this off in six months."

Adding to a climate of fear, shadowy death squads are thought to be responsible for the recent murders of radical Kurds by bombs planted in cars and offices.

Some in the Istanbul business establishment advocate abandoning the poor but expensive region altogether. From western Turkey, the fight seems remote. But all recognize that the southeast is Turkey's major problem, and that a new approach must be found.

Feudal Lords

"The thing is, we just have no idea who to talk to," said one senior official in the caretaker administration of the Motherland Party. Mr. Ozal has publicly ruled out talks requested by PKK, saying, "There can be no negotiating with terror."

Turkey has traditionally dealt with the Kurds through Kurdish feudal lords, a

system still in force in the tribal areas of the east. But elsewhere, the rebels now have almost undisputed control.

Talat Inanc, a Kurdish human rights activist in Diyarbakir, said that people might not like the Marxist philosophy of the PKK, but that it had won support because they "were the only ones opposing the stiff government policies."

Mr. Inanc agreed with an Ozal statement that more than half of the Kurds wanted to stay within the borders of Turkey, at least for the time being. Everyone has relatives in western Turkish cities; economic bonds may be impossible to break. Kurdish areas have beautiful mountains, but few factories and pitiful natural resources.

Some Turkish officials point to a difference in attitude between the radical but realistic Kurds operating within the Turkish system and the highly anti-Ankara Kurdish communities in Europe and the PKK itself.

The rebel PKK has grown from a few hundred people in 1984 to a formidable force of 3,000 to 5,000 guerrillas, according to Western diplomats and a senior Turkish official dealing with the problem.

The PKK has said since 1989 that it is willing to accept an interim period of federation with Turkey. But it has not dropped its ultimate aim of a united state giving complete independence for the Kurds, a people of 25 million split between Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union.

'A Bloody Year'

PKK leader Abdullah Ocalan recently told British Broadcasting Corp.: "The Kurdish problem must be solved politically. Let's talk. If not, 1992 will be a bloody year. We are ready to spread the war to Istanbul and Ankara."

The PKK has attacked military targets

in those cities in the past. As if to prove the point, the PKK claimed credit for the recent fire-bombing of four banks and a finance ministry office in Istanbul.

Official figures show that the number of violent "incidents" in the Turkish southeast from July to September doubled to 213 from the year before. The death toll rose 50% to 310 fatalities in the same period. Unofficially, between 2,800 and 3,300 guerrillas, soldiers, civilians and government-armed Kurdish militia are estimated to have been killed in the past seven years.

Over the course of the fighting, the guerrillas have gained increasingly sophisticated arms, the source of which is unclear. The rebel PKK's principal base is in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa valley. It also operates out of Syria, northern Iraq and remote border areas of Iran.

Senior Western diplomats in Ankara say most PKK weapons were plundered from Iraqi forces in northern Iraq after the Persian Gulf war. There is no proof to back up reports that Baghdad may have begun to resupply the PKK to punish Turkey for its pro-U.S. stand in that conflict, the diplomats and senior Turkish officials say.

The U.S. and Britain quietly support Turkey against the PKK rebels. Germany has declared the PKK to be a terrorist organization but some German officials have criticized the latest Turkish raids.

The allied force at the U.S. air base at Incirlik hasn't tried to stop Turkey's raids against the PKK in northern Iraq, saying the allies' mission is only to protect displaced Kurds. But after a third round of Iraqi Kurdish civilian casualties was reported, the U.S. State Department pointed out that some of the Turkish attacks "missed their targets."

Foreign journalists reported witnessing

Turkish jets strafing Iraqi Kurdish villages and dropping napalm bombs.

The repeated raids into northern Iraq have resulted partly from Turkey's fear of the PKK's growing influence in that region, which is only partly controlled by guerrilla groups of the Iraqi Kurdistan Front. Most Iraqi groups in the area are hostile to the PKK's ruthless methods and Marxist ideology, and the Front agreed last month to try to prevent the PKK's cross-border raids into Turkey.

Nevertheless, Turkish attacks on Iraqi civilian targets have brought howls of protest. The Kurdistan Democratic Party, or KDP, the biggest group in the Iraqi Kurdistan Front, said two Iraqi Kurdish civilians were killed and 15 wounded in the late October offensive. Three died in a cross-border raid in mid-October, and more than 11 were killed in August, KDP sources said.

"The Turkish army persists in committing these atrocities," KDP spokesman Siamand Banaa said. "Blind prejudice and hatred against our Kurdish people by some sections of the military knows no bounds."

Mr. Banaa said the KDP even planned to close their office in Ankara in protest. The office was opened last month as part of Mr. Ozal's innovative Turkish policy of cooperation with the Iraqi Kurds.

With the coming change in the Ankara government, this and other moderate Ozal policies toward the Kurds are in danger of being dismantled under pressure from Turkish nationalist hard-liners.

But when Mr. Ozal's old rival, Mr. Demirel, the likely next prime minister, met Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani recently, he vowed, "Turkey will continue to be the Kurds' window on the world."

THE NEW YORK TIMES 6 November 1991

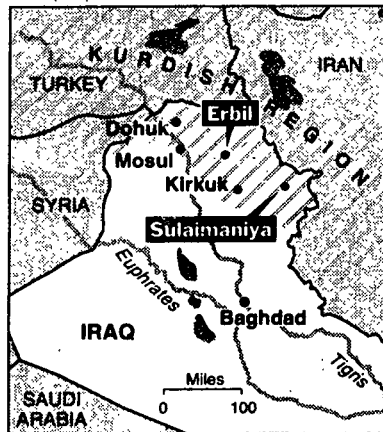
Baghdad Now Seen Exerting Economic Pressure on Kurds

By PATRICK E. TYLER
Special to The New York Times

AMMAN, Jordan, Nov. 5 — The Government of President Saddam Hussein is applying economic pressure against the 3.5 million-member Kurdish minority in northern Iraq, apparently to force its reconciliation with Baghdad.

The pressure campaign over recent weeks has reduced gasoline deliveries to at least two major cities, Erbil and Sulaimaniya, and may also be interrupting some food and electricity supplies to the region, Kurdish and relief agency officials said. The campaign also has included a threat to the civil-service jobs of thousands of Kurds.

A United Nations official in Baghdad said he had witnessed a food truck being turned away from Sulaimaniya at an Iraqi Army checkpoint during a tour of the north last week. While the Kurds have not retaliated, Kurdish



The New York Times

Baghdad is pressing the Kurds by cutting back gasoline supplies to Erbil and Sulaimaniya.

guerrillas control and could cut Baghdad's key highway route to Turkey, from which hundreds of food trucks arrive every week.

Referring to Baghdad's actions, a Kurdish spokesman in Washington said, "I think this is Saddam Hussein saying that if you don't deal with me, you will all starve to death."

Autonomy Talks Under Way

Kurdish leaders have engaged in difficult autonomy talks with Baghdad since Mr. Hussein's forces crushed a Kurdish uprising in March in the aftermath of the Persian Gulf war and United States-led forces occupied part of northern Iraq to insure the safe return to Iraq of hundreds of thousands of Kurdish refugees.

Kurdish leaders met in northern Iraq today over whether to negotiate or go to war with Baghdad.

The new pressure from Baghdad comes at a crucial time both for the Kurds and for Mr. Hussein. Over the summer, most of Iraqi Kurdistan once again slipped out of Mr. Hussein's control as Kurdish guerrillas pushed, cajoled and intimidated Iraqi security forces to relinquish their ground.

This has been possible in part because United States and allied warplanes are the omnipresent power in the skies over northern Iraq, and Mr. Hussein's armed forces have been unwilling to risk another allied intervention by challenging the Kurdish guerrillas' gradual expansion of control.

Tanks Seen Pulling Out

Ten days ago, a reporter touring the north observed Iraqi tank brigades pulling out of positions in and around Erbil and Sulaimaniya. The redeployment appeared designed to cede control of these cities to Kurdish guerrillas while preserving Iraqi control over the main highways to Kirkuk, the northern oil center that Mr. Hussein insists on keeping out of Kurdish hands.

In effect, the Kurds have been able to accomplish incrementally and bloodlessly much of what they failed to gain through their uprising in March after the allied victory over the Iraqi Army in Kuwait. And the question of what should be the next step for the Kurds has divided its leadership council.

Kurdish officials say the most alarming aspect of Baghdad's pressure campaign for thousands of wage-earning Kurds was a notice sent around Oct. 22 to civil servants throughout the region informing them that to keep their jobs they would have to relocate to cities under Government control, like Mosul and Kirkuk. No one has been dismissed yet, officials said.

The Kurdish chieftain Massoud Barzani said in an interview in Dohuk on Oct. 26 that he had asked Baghdad to rescind the order.

Already Suffering Deprivation

Government salaries for teachers, police officers and local utility employees are often the principal income in many homes in the region, which is already suffering the deprivations of postwar Iraq and the effects of the United Nations trade embargo.

Jalal Talabani, who leads one of the two largest Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan, declared last week that the steps taken by Baghdad represented the onset of "economic warfare" by Mr. Hussein's Government.

Mr. Talabani said he was headed for a political showdown with Mr. Barzani over whether to continue negotiating with Baghdad for Kurdish autonomy in northern Iraq, or to take a more confrontational approach such as establishing a provisional independent government for all Iraqi opposition groups in northern Iraq.

This step would in effect mark the beginning of civil war in Iraq, and Mr. Barzani has said he will oppose any attempt by Mr. Talabani to establish a rival government in Kurdistan.

RETOUR IMPOSSIBLE POUR 10 000 KURDES D'IRAN REFUGIES EN IRAK

Si prompt à accueillir les réfugiés kurdes d'Irak lorsqu'ils fuyaient les bombes de Bagdad par centaines de milliers en mars et avril derniers, l'Iran manifeste un zèle humanitaire beaucoup moins enthousiaste pour ce qui est de ses quelque 10 000 citoyens d'origine kurde réfugiés en Irak depuis 10 ans. Ceux-ci s'apprêtaient à rentrer chez eux quand Téhéran a suspendu subitement leur rapatriement. Aujourd'hui, nombre d'entre eux réfugiés dans le camp d'Al-Tash, à 120 kilomètres à l'ouest de Bagdad, n'ont même plus de toit pour passer l'hiver.

Ce n'est pas faute pourtant d'avoir négocié : après quatre mois de négociations entre Bagdad, Téhéran et le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), une liste nominale de 13 000 Kurdes, candidats au retour parmi les 30 000 installés dans ce camp depuis 1982, avait été acceptée finalement par les autorités iraniennes. Quatre convois avaient même quitté ce camp dans les derniers jours de septembre, mais le 1^{er} octobre, Téhéran faisait savoir que le rapatriement en cours était suspendu. Officiellement, la raison de cette suspension était liée par Téhéran à l'envoi d'une mission chargée d'enquêter sur l'identité des candidats au retour ; mais aucune mission à ce jour n'est parvenue au camp d'Al-Tash, ce qui est perçu comme un refus délibéré de la part de l'Iran de poursuivre au-delà le rapatriement.

Un contre-ordre soudain qui a plongé dans le désespoir les occupants de ce camp, qui espéraient bien, après un exil de dix ans, être enfin autorisés à retourner chez eux. Un grand nombre d'entre eux avaient déjà vendu les toits et les briques de leurs modestes logements et quitté leur travail, tant ils étaient persuadés de leur départ d'Irak. Le HCR a bien prévu de faire venir du Kurdistan des

toits préfabriqués et des tentes pour 300 familles, matériel destiné à l'origine aux réfugiés Kurdes d'Irak rapatriés dans le nord du pays après l'exode du printemps dernier, mais de l'avis même des responsables du camp, cette aide ne sera pas suffisante.

Ces Kurdes iraniens avaient été déplacés en 1982 après la retraite de l'armée irakienne des zones qu'elle contrôlait depuis le début de la guerre dans le nord-ouest de l'Iran. En dépit de l'aide du régime de Bagdad, qui s'était bien gardé toutefois de les implanter dans les zones peuplées par les Kurdes au nord du pays et comptait bien, à terme, les arabiser, ils ne s'étaient jamais assimilés et ont toujours gardé l'espoir de retourner chez eux. Aujourd'hui, cet espoir déçu ravive l'amertume de la plupart d'entre eux contre le régime de Téhéran, dénoncé pour son refus d'accorder l'«amnistie» leur permettant de regagner leurs foyers après 10 années d'exil.

Cette autre dimension, moins connue, du problème kurde, montre bien en tout cas que huit ans de guerre entre l'Iran et l'Irak et la guerre du Golfe n'en ont pas modifié les données tragiques. Devenues l'enjeu des conflits qui ont ensanglantés la région, les populations kurdes d'Iran et d'Irak, courtisées par Bagdad ou Téhéran en un cruel chassé-croisé, sont condamnées à un exode perpétuel et à une précarité des conditions de vie, souvent sur leurs propres territoires. La Turquie quant à elle, qui a bien assez de son problème kurde, cherche à éviter à tout prix de rentrer dans ce jeu, sans pour autant se gêner pour violer à l'occasion les frontières internationalement reconnues pour aller bombarder les camps présumés des rebelles du PKK, comme cela s'est produit à trois reprises dans le nord de l'Irak.

November 8, 1991

Food Blockade by Iraq Disables Kurdish City

Reuters

SULAIMANIYA, Iraq — This northern Iraqi city, one of the centers of Kurdish resistance to the government in Baghdad, is suffocating from the effects of a government blockade now in its third week.

Baghdad, apparently intent on persuading the Kurds to sign an agreement on limited autonomy, has cut off supplies of food and fuel and has ordered civil servants to go to work in Baghdad or forfeit their salaries.

As a result gasoline is in short supply, often impossible to find. Food prices have risen by as much as 95 percent and government employees are working without pay.

The central government has no control over large areas of Kurdistan, but it had continued to supply rebel-held areas with subsidized fuel and food rations until late October.

Long lines have formed at gasoline stations, which now open for only a few hours a day, if at all. The price rises, which range from 75 to 95 percent over 10 days, affect flour, rice, sugar, tea and cheese.

November 9, 1991

Kurdish Rebels Repel Iraqi Advance

SHAQLAWA, Iraq (Reuters) — Kurdish Pesh Merga guerrillas repelled an Iraqi Army advance along a main road in the oil-producing Kirkuk region of northern Iraq on Tuesday, inflicting heavy casualties: the Kurdish leader Jalal Talabani said.

Mr. Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, said five guerrillas were killed and 15 wounded in the clash with two Iraqi divisions trying to push north on Tuesday. The Iraqi Army had only recently withdrawn from the area, about 30 kilometers (18 miles) east of Kirkuk.

Guerrillas from seven of the eight parties allied in the Kurdistan Front inflicted heavy casualties, Mr. Talabani said. The area has been the scene of numerous skirmishes between Kurdish and government forces in recent months.

LE MONDE 8 novembre 1991

IRAK

Le gendre de M. Saddam Hussein est remplacé au ministère de la défense par un cousin du président

M. Hussein Kamel Hassan, artisan du programme de l'industrie militaire irakienne, a été écarté du poste de ministre de la défense qu'il occupait depuis le 6 avril 1991. Il a été également démis de toutes les responsabilités inhérentes à ses fonctions par le président Saddam Hussein, dont il est le gendre. Aucune explication n'a été donnée par l'agence officielle INA sur les raisons de ce limogeage.

M. Kamel Hassan, qui avait tout récemment encore été décoré par le chef de l'Etat de l'ordre du Mérite et du Courage, a été remplacé par le ministre de l'intérieur, M. Ali Hassan Majid, cousin du président Saddam Hussein. M. Majid assurera également l'intérim du ministère de l'intérieur. Il fait partie, comme M. Kamel Hassan, du clan des Takritis (originaires de Takrit, la ville natale du président irakien), tout puissant au sein des instances dirigeantes du pays.

Durcissement du régime

Après avoir dirigé l'Organisme de l'industrie militaire (OIM), M. Hussein Kamel Hassan, qui a grade de général, avait fait son entrée dans le gouvernement irakien en mars 1988, date à laquelle il avait été nommé ministre de l'industrie et des ressources minières. En juillet 1988, ce ministère a changé d'appellation pour devenir le ministère de

l'industrie et de l'industrialisation militaire, coiffant l'ensemble des programmes de développement d'armes en Irak. Depuis cette date, le ministère avait annoncé plusieurs « succès » dont la fabrication de missiles Hussein et Abbas, dérivés des Scud soviétiques, lancés pendant la guerre du Golfe sur Israël et l'Arabie saoudite. En tant que ministre et directeur du « bureau exécutif », organisme qui contrôle les sociétés-écrans à l'étranger servant au transfert clandestins de technologies, M. Hassan a dirigé les programmes de développement d'armes chimiques et nucléaires.

Selon des sources irakiennes, le limogeage de M. Kamel Hassan, qui était considéré comme le deuxième homme le plus puissant du pays, correspond à un durcissement du régime baasiste à l'encontre des Kurdes dans le nord du pays.

« Le boucher du Kurdistan »

Le gendre de M. Saddam Hussein aurait, selon ces sources, une position plus souple à l'égard des Kurdes. Son remplaçant au ministère de la défense, M. Ali Hassan Majid, surnommé « le boucher du Kurdistan », avait été responsable de la répression au Koweït durant les sept mois de l'occupation irakienne. Il avait planifié et exécuté la politique de la terre brûlée au Kurdistan dans les dernières années de la guerre irako-iranienne (1980-1988), notamment l'attaque à l'arme chimique contre le village de Halabja. — (AFP, Reuter, AP.)

November 6, 1991

Kurds Say Iraq Is Isolating Them

Agence France-Presse

ZAKHO, Iraq — Iraqi authorities have isolated Kurdish areas of northern Iraq, closing off roads linking the region with the south in a bid to force Kurdish leaders to accept government terms on autonomy, Kurdish rebels said Tuesday.

Kurdish fighters at a checkpoint on the road linking Dohouk to Mossul said roads between the northern cities of Suleymaniya, Erbil and Mossul and points south were blockaded on Monday.

Correspondents said another passage point on the outskirts of Faïda had also been closed, adding that fuel supplies in Kurdistan have been dwindling for the last four days.

LE MONDE

9 novembre 1991

IRAK

Les combattants kurdes
auraient enrayé
une offensive de l'armée

Les combattants kurdes ont stoppé la progression de l'armée irakienne dans la région de Kirkouk (dans le nord de l'Irak), a affirmé, mercredi 6 novembre, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Cinq combattants kurdes ont été tués et quinze autres blessés lors des combats, qui ont duré six heures, à une trentaine de kilomètres de la ville pétrolière de Kirkouk. M. Talabani a assuré que les troupes gouvernementales avaient subi de « lourdes pertes ». Le gouvernement irakien a mobilisé d'importantes forces depuis deux semaines pour mettre en place un blocus du Kurdistan qui déjà tari les approvisionnements en vivres et en carburant. - (Reuter.)

10-11 novembre 1991

IRAK : reçue à Bagdad

Une délégation kurde
demande la levée
de l'embargo imposé
par le gouvernement

Une délégation du Front du Kurdistan, qui regroupe huit partis kurdes irakiens, est arrivée, jeudi soir 7 novembre, à Bagdad pour y discuter des moyens de mettre fin à l'embargo imposé par les Irakiens aux régions contrôlées par les peshmergas.

Selon des diplomates à Bagdad, le gouvernement semble vouloir une épreuve de force avec les Kurdes, pour tenter de les contraindre à accepter un accord d'autonomie sur le Kurdistan, en discussion depuis mai dernier. La ville de Souleymanieh, un des bastions de la résistance kurde au régime de Saddam Hussein, est au bord de l'asphyxie après plus de deux semaines de blocus imposé par Bagdad.

Dans l'espoir de contraindre les Kurdes à signer l'accord d'autonomie, les Irakiens ont coupé les approvisionnements en vivres et en carburant au Kurdistan à la mi-octobre, et ordonné aux fonctionnaires d'aller travailler à Bagdad, sous peine de se voir privés de leur salaire. - (AFP.)

10-11 novembre 1991

TURQUIE

Des députés kurdes provoquent
des incidents au Parlement

ANKARA

de notre correspondante

La rencontre entre le président Turgut Ozal et l'homme qui semble déterminé à l'écartier du pouvoir, M. Suleyman Demirel, vainqueur des élections législatives du 20 octobre (*le Monde* du 6 novembre), s'est déroulée dans une atmosphère plutôt froide, jeudi 7 novembre, au palais présidentiel de Cankaya, lorsque le chef de l'Etat a officiellement invité le dirigeant du Parti de la juste voie à former un nouveau gouvernement.

Après son entrevue de plus d'une heure et demie avec M. Ozal, M. Demirel a annoncé que ses démarches auprès des autres partis en vue de la formation d'une coalition commenceraient dans trois jours et dureraient probablement de dix à douze jours. Ni la composition du futur cabinet, ni l'avenir du chef de l'Etat ne semblaient intéresser, jeudi, la presse turque, trop occupée à relater les incidents inhabituels qui s'étaient déroulés dans la salle austère de l'Assemblée nationale lors de la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire mercredi.

Deux des vingt-deux députés kurdes, élus sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate (SHP), avaient protesté contre le texte du serment que doivent prêter les parlementaires, serment qui, selon eux, ne respecte pas les droits du peuple kurde. Ce texte fait référence à l'unité et à l'indi-

visibilité de la « grande nation turque ». Mme Leyla Zana, passionaria de la cause kurde et benjamine du Parlement, avait, elle, prêté serment « au nom de la fraternité entre Kurdes et Turcs », en ajoutant dans sa langue natale : « *Je suis kurde.* » M. Hatip Dicle, son collègue de Diyarbakir, la principale ville de la région kurde, avait déclaré, à trois reprises, qu'il n'acceptait de prêter serment qu'en raison de l'obligation constitutionnelle.

« *Indignation dans le pays* », titrait le lendemain le quotidien populaire *Sabah*. Les standards téléphoniques du SHP, de la chaîne nationale de télévision qui avait retransmis la cérémonie en direct, ainsi que des quotidiens nationaux ont été débordés d'appels de citoyens turcs protestant contre l'attitude des parlementaires kurdes.

M. Erdal Inonü, dirigeant du SHP, a condamné l'attitude de Mme Zana et de M. Dicle et demandé leur démission immédiate. « *Ce n'est qu'une provocation, il n'y a pas lieu de paniquer* », a déclaré M. Demirel, qui a tenté de minimiser l'incident. Selon le quotidien *Milliyet*, M. Demirel a déclaré, après son entrevue avec le président, que le problème du Sud-Est est le « *problème numéro un* » en Turquie et qu'il doit être approché avec « *compassion*. » « *Tout gouvernement qui traiterai ce problème à la légère tomberait en moins d'un mois* », a-t-il précisé.

NICOLE POPE

14 novembre 1991

IRAK

Situation tendue entre les combattants
kurdes et l'armée à Erbil

La situation était tendue mardi 12 novembre à Erbil, dans le Kurdistan irakien, où les combattants kurdes, sommés de reculer dans la ville par l'armée irakienne, se sont installés sur des lignes défensives autour desquelles ont lieu des accrochages depuis quatre jours.

Retranchés à 12 km au sud-est de la ville d'Erbil sur des lignes qu'ils ont renforcées, les peshmergas ont déclaré au correspondant de l'AFP qu'ils ne « *reculeraient pas plus* ». « *S'ils [les soldats irakiens] continuent à avancer, ce sera une vraie bataille* », a indiqué l'un d'eux, faisant état d'accrochages sporadiques entre forces irakiennes loyales à Bagdad et combattants kurdes dans cette région.

Ces forces, de puissance inégale, se testent depuis plusieurs jours autour d'Erbil, une des plus importantes agglomérations du Kurdistan, où les peshmergas ont occupé des positions abandonnées début novembre par l'armée irakienne. Celle-ci

tente de reconquérir ces positions en lançant des ultimatums auxquels les peshmergas répondent par des coups de feu en direction des lignes irakiennes.

L'armée, qui était à 40 km au sud-est d'Erbil il y a un mois, selon un responsable militaire de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), avait avancé jusqu'aux abords de cette ville au début de la semaine dernière et tente de reprendre ses positions. Des accrochages sporadiques ont eu lieu ce week-end autour des villages proches d'Erbil : Janikah, Arab-Kanti et Pir Dawoud, et dans la région de Firdevs où des combats ont eu lieu encore lundi soir. Selon le radio du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) de Massoud Barzani, une attaque de l'armée irakienne contre des résistants kurdes dans cette région a fait douze morts et onze blessés dans les rangs des peshmergas. - (AFP, AP.)

For Baghdad's Suffering Children, Little Relief in Sight

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

BAGHDAD — Many of the infants in the pediatric ward at Al Qadissiya Hospital look up from their beds with the hollow gaze of malnutrition, or the grimace that comes with the cramps of gastroenteritis. Less than a mile from the hospital, in the central market for the hinterland of Shiite Muslim neighborhoods on the edge of the Iraqi capital, the shops and stalls are overflowing with 45-kilogram (100-pound) bags of wheat, rice and sugar, from Turkey, Jordan and France.

Egg vendors sell from the curbside to passing motorists. There is cooking oil from Singapore and tomatoes to paste from Iran, and there is fresh meat in the butcher shops.

Still, the gaunt mothers bring their gaunt children to Al Qadissiya's pediatrics ward, where there is a shortage of intravenous fluids and tubes and too little infant formula and food for the women, who must also be admitted so they can help nurse their children.

This is the anomaly of Iraq under sanctions after its defeat in the Gulf war: Food is plentiful if you can pay for it.

The rich are selling off their antiques, jewelry and fine Persian carpets to weather the economic pressure Iraq is facing as a result of United Nations Security Council sanctions, while the poor have little choice but to watch their meager buying power disappear in the vortex of inflation.

Some relief officials argue that as part of a campaign for the lifting of the sanctions, Iraq is cynically

holding up the distribution of about \$4 million in food relief from international organizations, including infant formula and high-protein food packages for children under 5.

Sabriya Khabr, 35, a mother of six, has brought her 2-month-old son, Abdul Hussein, to the hospital with severe diarrhea. Mrs. Khabr is anemic and the child has developed marasmus, a product of severe protein deficiency in young children.

Just to feed this infant would take more than the salary her husband takes home each month from his job in a gasoline station. Mrs. Khabr cannot remember when she last ate meat, and her baby was getting mostly sugar and water until he got sick.

The story is the same or nearly the same for Adiba Ahmad, 36, who has brought her shriveled 3-month-

old twins, Zena and Zaman, to Al Qadissiya's ward, and for Samra Jassem, the wife of a soldier, who had been feeding her 1-year-old son sugar and water for 10 days straight before he was weakened and struck by an intestinal infection.

Since the end of the war last winter, public health experts have repeatedly pointed to the critical need to supplement the diets of children in Iraq, especially through supplies of powdered infant formula, whose price on the black market is out of reach for the poor.

But today, the government ration for infant formula is still the same, enough to supply the average infant six days per month. Neither the government of Saddam Hussein nor the substantial relief efforts by the United Nations and private agencies has been able to address this basic need.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 13, 1991

Under Cover of U.S. Jets, Kurds Take Control of Their Lands

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

ARBIL, Iraq — President George Bush woke up this Kurdish capital at 4:30 A.M. one day recently with a sonic boom from a United States Air Force jet that shattered glass and startled the residents. But it was difficult to find a Kurd who was angry about it.

"In spite of all the broken windows, we would like them to come even more and even more," said a 60-year-old Kurdish elder, who cocked his head, smiled, and offered his hand and a blessing to a visiting reporter instead of giving his name.

"Hajji Bush," one of Kurdistan's terms of endearment for the American president, can be heard in the murmur of the city market crowd as a distant, dull roar heralds another flight of U.S. warplanes.

"Here comes the taxi" is another common refrain on the streets of the city as Kurds look skyward several times a day to follow the passage of the silver streaks of American air power.

In the state of a precarious peace with Baghdad, Iraq's Kurdish minority is cling-

ing to the visible deterrent these warplanes represent against any threat of repression from the still formidable remnants of President Saddam Hussein's army, part of which is encamped south of the city.

For the first time since Mr. Saddam and his Arab Ba'ath Socialist Party came to power in 1968, the Kurds have been living, for months now, without the omnipresence of Baghdad's security forces and secret police. Many say they have become used to it.

"We will never agree to the return of the regime of Saddam Hussein," said a young Kurdish guerrilla named Ali, his chest crossed with ammunition belts.

In Arbil recently, there was a wedding party on every vacant lot in some neighborhoods. Hundreds of Kurds locked arms in a circle of song and dance as the sun glinted off the bright sequined gowns of the women.

In the countryside, where the sunflower crop is drooping from the first frost, the Kurds are busy rebuilding earthen-roofed homes before winter. About 135,000 still have refugee status, with many living in tents.

What is different this year, however, is the absence of the Iraqi helicopter gunships that since 1988 had prowled the slopes and valleys of the Iranian and Turkish border regions searching for infiltrations by Kurdish guerrillas, smugglers and refugees.

As a consequence, tens of thousands of Kurds are moving back to what remains of the villages destroyed by Mr. Saddam in his attempts in 1975 and 1988 to collectivize the Kurds in new towns on the arid flatlands of Kurdistan.

Though the exhaustion of war and insurrection continues to combine with the economic pressure of the international trade embargo, which is hurting every Iraqi household, a measure of joy is not hard to find among the Kurds today.

"The people are suffering in a very happy way because they haven't had this experience in 23 years," the Kurdish elder said. "They are experiencing freedom and the absence of the regime of Saddam Hussein."

How long this absence will continue is the unknown that provides much of the political anxiety that exists in Arbil.

The reminders of Baghdad's efforts to

return to power in the region can be seen in the protests lodged by the Iraqi government over the violations of Iraq's airspace with each U.S. flight.

The deterrent value of these flights underscores the delicate balance that exists eight months after the allied coalition defeated the Iraqi Army in Kuwait, a defeat that touched off insurrection and a harsh crackdown by Mr. Saddam's army.

As they wait for the long-delayed conclusion of negotiations with Baghdad over the future of Kurdish autonomy, Iraq's 3.5 million Kurds have taken responsibility for their own survival.

An army of Pesh Mergas, the guerrilla fighters of Kurdistan who sign contracts to "walk before death" in the name of Kurdish self-rule, is now administering most major cities in the region.

The Pesh Mergas are providing security at highway and street-corner checkpoints, pumping gasoline and manning public utilities like electrical generating plants and fresh-water centers.

Kurds now control their traditional lands throughout the mountainous border

region, from the disputed city of Khanaqin less than 160 kilometers (100 miles) northeast of Baghdad in an arc that goes north along the Iranian border and westward along the Turkish border all the way to the disputed city of Sinjar near the Syrian frontier.

The Iraqi Army has generally fallen back to protect major Arab cities like Mosul and the oil center at Kirkuk, whose status is a major point of contention. Mr. Saddam has been preventing thousands of Kurds who fled Kirkuk during the March uprising from returning to their homes, many of which were dynamited by Iraqi military units.

While the tension between the army and the Pesh Mergas is palpable in some places, Kurdish leaders say they are trying to work in close cooperation with the army.

Their aim is to maintain the peace in Kurdistan and to prevent the kind of outbreak of fighting that began in October in the disputed towns of Kifri and Kalar and then spread to Sulaymaniyah, where Kurdish forces captured and executed 60 government soldiers.

Erbil Journal

B-o-o-m! It's Bush's Message and Sweet to Kurds

By **PATRICK E. TYLER**
Special to The New York Times

ERBIL, Iraq — President Bush woke up this Kurdish capital at 4:30 A.M. one day recently with a sonic boom from a United States Air Force jet that shattered glass and startled the residents. But it was difficult to find a Kurd who was angry about it.

"In spite of all the broken windows, we would like them to come even more," said a 60-year-old Kurdish elder, who smiled and offered his hand and a blessing to a visiting reporter instead of giving his name.

"Hajji Bush," one of Kurdistan's terms of endearment for the American President, can be heard in the murmur of the city market crowd as a distant, dull roar heralds another flight of American warplanes.

"Here comes the taxi" is another common refrain as Kurds look skyward several times a day to follow the passage of the silver streaks of American air power.

Deterrent Against Army

In the state of a precarious peace with Baghdad, Iraq's Kurdish minority is clinging to the visible deterrent these warplanes represent against any threat of repression from the still formidable remnants of President Saddam Hussein's army, part of which is encamped south of the city.

For the first time since Mr. Hussein and his Baath Party came to power in 1968, the Kurds have been living, for months now, without the omnipresence of Baghdad's security forces and secret police. Many say they will become used to it.

"We will never agree to the return of the regime of Saddam Hussein," said a young Kurdish guerrilla named Ali, his chest crossed with ammunition belts.

In Erbil recently, there was a wedding party on every vacant lot in some neighborhoods. Hundreds of Kurds locked arms in a circle of song and dance as the sun glinted off the bright sequined gowns of the women.

In the countryside, where the valleys are wearing the golden stubble of the harvested wheatfields and the sunflower crop is drooping from the first frost, the Kurds are busy rebuilding earthen-roofed homes before winter. About 135,000 still have refugee status, with many living in tents.

The Gunships Have Gone

What is different this year, however, is the absence of the Iraqi helicopter gunships that since 1988 had prowled the slopes and valleys of the Iranian and Turkish border regions searching for infiltrations by Kurdish guerrillas, smugglers and refugees.

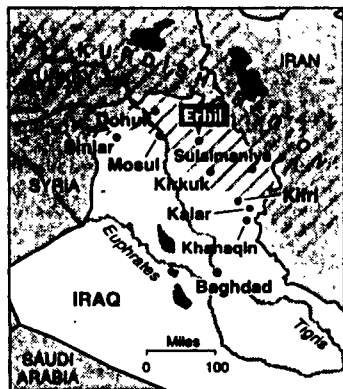
As a consequence, tens of thousands of Kurds are moving back to what remains of the villages destroyed by Mr. Hussein in his attempts in 1975 and 1988 to collectivize



Patrick E. Tyler/The New York Times

The future of Kurdish autonomy has been the subject of negotiations between Massoud Barzani, chief of the Kurdish Democratic Party, and the

Government of President Saddam Hussein. A Kurdish clan in Dohuk arrived recently for a meeting with Mr. Barzani on the negotiations.



The New York Times

Iraq's Kurds in Erbil welcome the rumble and roar of U.S. planes.

the Kurds in new towns on the arid and dusty flatlands of Kurdistan.

Though the exhaustion of war and insurrection continues to combine with the economic pressure of the international trade embargo, which is hurting every Iraqi household, a measure of joy is not hard to find among the Kurds today.

"The people are suffering in a very happy way because they haven't had this experience in 23 years," the Kurdish elder said. "They are experi-

encing freedom and the absence of the regime of Saddam Hussein."

How long this absence will continue is the unknown that provides much of the political anxiety that exists here.

The deterrent value of the "Hajji Bush" flights underscores the delicate balance that exists eight months after the allied coalition defeated the Iraqi Army in Kuwait, a defeat that touched off insurrection and a harsh crackdown by Mr. Hussein's army.

As they wait for the conclusion of negotiations with Baghdad over the future of Kurdish autonomy, talks carried out by Massoud Barzani, chief of the Kurdish Democratic Party, Iraq's 3.5 million Kurds have taken responsibility for their own survival. An army of "pesh mergas," the guerrilla fighters of Kurdistan who sign contracts to "walk before death" in the name of Kurdish self-rule, is now administering most major cities in the region.

Kurds now control their traditional lands throughout the mountainous border region, from the disputed city of Khanagiq less than 100 miles northeast of Baghdad in an arc that goes north along the Iranian border and westward along the Turkish border all the way to the disputed city of Sinjar near the Syrian frontier.

The Iraqi Army has generally fallen back to protect major Arab cities like Mosul and the oil center at Kir-

kuk, whose status is a major point of contention. Mr. Hussein has been preventing thousands of Kurds who fled Kirkuk during the March uprising from returning to their homes.

Army Abandons Positions

Iraqi tank and infantry brigades could be observed recently abandoning their dug-in positions east of Erbil and on the northern and eastern approaches to Sulaimaniya, apparently in an effort to cede additional Kurdish territory to the administration of the pesh mergas.

Kurdish leaders say they are trying to work in close cooperation with the army to maintain the peace in Kurdistan and to prevent the kind of outbreak of fighting that began in October in the disputed towns of Kifri and Kalar and then spread to Sulaimaniya, where Kurdish forces captured and executed 60 Government soldiers.

Abdul Mohaiman Barzani, a Kurdish leader and a cousin of Massoud Barzani, says his most pressing problem now is the wheat crop, which must be planted before the snows come. There is a desperate shortage of spare parts for tractors and other machinery needed for planting.

"If we don't plant the wheat this month," he said, "this will not only be the biggest problem in Kurdistan, but in all of Iraq."

IRAK : au terme d'une longue polémique

M. Perez de Cuellar reconnaît que c'est Bagdad qui a déclenché la guerre contre l'Iran en 1980

Mettant un terme à une longue polémique, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, estime que Bagdad est responsable du déclenchement de la guerre Irak-Iran, en 1980. Dans un rapport publié mardi 10 décembre, il désigne l'Irak comme l'agresseur. C'était une des conditions posées par l'Iran pour accepter le cessez-le-feu, en août 1988.

M. Perez de Cuellar précise qu'il évoque « l'attaque du 22 septembre 1980 contre l'Iran », à laquelle la Charte des Nations unies ou tout autre principe de droit international ne peut apporter de justification. Jusqu'à présent, les Irakiens affirmaient que la guerre avait en fait commencé le 4 septembre de la même année, avec le début des bombardements frontaliers effectués par les Iraniens. « Même si, avant qu'éclate le conflit, il y avait eu empiètement de l'Iran sur le territoire irakien, un tel empiètement ne justifiait pas une agression de l'Irak contre l'Iran - suivie de l'occupation continue de territoire iranien par l'Irak pendant le conflit - en violation de l'interdiction au recours à la force, considérée comme un des

principe de jus cogens » (norme internationale intangible), poursuit le secrétaire général de l'ONU.

D'autre part, les Etats-Unis ont affirmé mardi que des hommes d'affaires, opérant depuis la Turquie et la Jordanie, commercent avec l'Irak en violation de l'embargo économique imposé à Bagdad par les Nations unies. Selon le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, ces activités ne sont sanctionnées ni par Ankara ni par Amman. Toutefois, M^{me} Tutwiler s'est dit « encouragée par [...] les mesures responsables prises par ces deux gouvernements ». « Nous ne pensons pas que ces failles dans l'embargo contribuent de manière effective » aux efforts de reconstruction irakiens, a-t-elle ajouté.

La neige aggrave la situation au Kurdistan

Un tiers des 200 000 Kurdes récemment déplacés dans le nord de l'Irak vivent maintenant sous la tente, dans un camp du sud-est du Kurdistan, alors que le froid et la neige commencent à chasser des populations des villages proches de la frontière avec l'Iran. « Nous avons installé 70 000 personnes au camp de Saïd-Sadek, dans 2 750 tentes militaires renforcées par des bâches de plastique », a indiqué mardi une source du Haut

Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Bagdad.

Le reste des 200 000 Kurdes qui ont fui en novembre devant les mouvements de l'armée irakienne dans les régions d'Erbil et de Sulaymanieh - deux villes contrôlées par l'opposition kurde - ont été relogés dans des villages abandonnés ou des bâtiments officiels vides, dans ou à proximité de ces deux localités. L'opposition kurde a accusé Bagdad d'imposer un blocus énergétique et alimentaire au Kurdistan, ce qui a été démenti par le gouvernement. Ces accusations ont trouvé un écho à Washington notamment, qui s'est dit lundi « préoccupé » par la situation au Kurdistan. Cette polémique ne peut qu'embarrasser Bagdad, au moment où l'ONU doit examiner le régime des sanctions imposées à Bagdad depuis plus de seize mois.

Par ailleurs, le chef d'une mission d'experts internationaux a déclaré mardi que l'Irak a achevé la destruction de son potentiel balistique, y compris ses « super-canon ». « Globalement, la destruction de tout ce que les Irakiens ont déclaré comme capacité balistique a maintenant été vérifiée », a indiqué M. Patrice Palanque, un Français qui conduit la sixième mission « balistique » envoyée par l'ONU. - (Reuter, AFP.)

A Regime for Refugees

The emerging "new world order" offers great promise, but it also threatens new waves of human dislocation, giving fresh urgency to old questions. Who is a refugee? How should nations and international organizations like the United Nations respond to their plight?

Under international law, a refugee is someone with a well-founded fear of persecution at home. The number of refugees seeking asylum or already resettled is now 17.5 million, up from 12 million just three years ago. Many of those who do flee their homeland, however, are victims of crushing poverty, not political oppression. Under law, they are not entitled to asylum.

The distinction between political refugees and economic migrants can cause great pain. One dramatic example is Britain's proposal to forcibly repatriate more than 50,000 Vietnamese who fled to Hong Kong and are classified as economic migrants. The first group of 59 were literally dragged

onto a plane last week and sent back. But the distinction makes sense. Even wealthy, developed countries cannot absorb all who suffer economic deprivation; what sanctuary they can offer is best set aside for genuine victims of political oppression.

For these refugees, two traditional responses have been asylum in a nearby country or resettlement in a more developed country. The concept of temporary safe haven offers a useful refinement. Some areas in Asia, for example, might formally begin to offer protection for a limited time to those who flee within the region, until safer conditions prevail at home.

The newest challenge is presented not by those who flee but by those who can't. Helping this group is tricky. In the aftermath of the Gulf war, the United Nations authorized an unprecedented humanitarian intervention to protect Kurds in Iraq from oppression by Saddam Hussein. This

marked a break with the usual reluctance to violate national sovereignty. Many officials are now equally concerned about the fate of civil war victims in Yugoslavia.

The General Assembly is debating a more formal mechanism to allow intervention to protect human rights and assist internal refugees. A deputy secretary-general for humanitarian affairs has been proposed, as part of a likely administrative reorganization of the Secretariat. This plan raises the same delicate questions of sovereignty. The debate will not begin in earnest until the new secretary-general is selected.

But whether a new position is established or the UN High Commissioner for Refugees is given a large mandate, some vehicle for non-forcible humanitarian intervention makes sense. There have never been easy answers to the plight of the world's refugees, but the world has responded before. It can do so again.

— THE NEW YORK TIMES

Bush's Nod Matters to The Kurds

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — The future of the Middle East is being determined right now, and the days of decision are dwindling down. Like most bone-deep problems in the Middle East, this crisis point has nothing to do with Arab-Israeli Kurds or Palestine.

Like so many realities that have made peace in the Mideast an interlude between wars, this one grows from the conflicts within Muslim society, the enmities between Muslim nations and the never-ending struggle of Mideast dictators to preserve their rule, and their heads.

Three decisions are involved, all centering on Saddam Hussein. He has made up his mind about one. The man that the coalition left behind is carrying out a large-scale political and military push against the substantial opposition to him in Iraq. That is all that now stands between him and uninterrupted years of rebuilding his power.

The leaders of the center of that opposition, the Kurds, are meeting now in Kurdish cities in Iraq, to make their own decision. Kurds in the United States say Saddam Hussein's troops are mounting an attack against two of those cities, Erbil and Sulaimaniya, to pressure the Kurds into making the decision he demands.

That is to surrender. Saddam Hussein has offered to end the helicopter and ground attacks, which the world studiously ignores but which kill Kurds almost every day. The cost: oaths of fealty to him, his regime and the "anti-colonialist, anti-Zionist" holy war that Saddam Hussein is intent on pursuing to the death.

No Kurd is fool enough to trust Saddam this side of the grave. But one leader, Massoud Barzani, and a group around him say Western desertion of the Iraqi rebels leaves no choice but to accept or keep dying, betrayed and for nothing.

Kurds led by Jalal Talabani want to fight on. They have a plan, put before the United States and other countries. It is to create an interim government, composed of all anti-Saddam Iraqis. It would be headed by an anti-Saddam Sunni. In Iraq, the Sunnis are generally associated with Saddam Hussein.

They believe that the new government, established on Iraqi soil, would win the allegiance of Iraqi army units that are ready to cut loose from Saddam. The catch is that the interim government will not have a chance if it cannot show the Iraqi soldiers that

it is recognized by the United States. That is a decision for Washington, where it is being "examined" now.

Recognition means support, support means military equipment — or even a decision to provide rebels with the air cover that could stop Saddam's attacks. But as Saddam keeps putting on muscle, more people in the U.S. Defense Department are becoming nervous about waiting until only full-scale war could get him out.

President George Bush once hoped that Iraqi rebels from whom the United States had walked away would somehow manage to get rid of him, without American help. Nobody takes that seriously now — nothing for nothing.

Washington deliberates; Saddam acts — with troops and blockade. Kurds say that Baghdad has ordered medical units out of Kurdish areas and is blocking fuel and food.

Meanwhile, at the United Nations and in Washington, exhausted Iraqi rebels try to get some attention. One Iraqi says he thinks Lithuania will back them. Another says Representative Stephen Solarz, Democrat of

New York, is a friend of Iraqi freedom. They are grateful.

They are not very good at getting attention. Diplomats tell them to play it low — don't tell the press what we said about your own future. They go along. They forget, or do not know, that silence and good manners are headstones in the cemeteries of rebel democratic movements.

Democratic? Of course, nobody knows whether a free Iraq would be democratic. Possibly just an Iraq without this particular murderer and the killer gang around him is the most that can be achieved for a while.

But in Boston, Washington and London are Iraqi intellectuals who do not think so. They turn out moving articles not just against Saddam Hussein but for democracy. Sometimes they even get a bit of notice in the press — twice, I think.

But they do not demand that President Bush read their manifests. They just pray that he makes a decision to recognize them so they can destroy the man he left behind.

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
November 13, 1991

TURQUIE

LE MONDE 13 novembre 1991

Le gouvernement Demirel cherche à établir un nouveau dialogue avec la minorité kurde

Au cours de sa première conférence de presse internationale depuis l'entrée en fonction de son gouvernement de coalition, le 30 novembre, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, a esquissé, mercredi 11 décembre, les grandes lignes de sa politique étrangère : rapprochement avec la CEE et coopération avec les Etats-Unis. Il a également insisté sur la nécessité de tourner une page dans les relations avec la minorité kurde.

ISTANBUL

de notre correspondante

Au cours de sa rencontre avec la presse internationale, le premier ministre est resté très évasif sur les problèmes extérieurs auxquels est confrontée la Turquie. Une question sur la position de son gouvernement à l'égard des Républiques turcophones et islamiques de l'URSS, par exemple, n'a suscité qu'une réponse vague : « Bien sûr, nous éprouvons de la sympathie pour ces Républiques, mais ce qui se passe en URSS n'est pas clair pour l'instant. S'il arrive un moment où nous pourrions reconnaître ces Républiques sans nuire à leurs relations avec l'URSS, nous serons les premiers à le faire. »

M. Demirel n'a pas précisé la position de son gouvernement quant au renouvellement du mandat de la force internationale qui

effectue des vols quotidiens au nord de l'Irak avec les quarante-huit avions basés à Incirlik, pour assurer la protection des Kurdes irakiens, mandat qui arrive à échéance fin décembre. La question est « à l'étude », et une décision sera annoncée dans deux semaines, a déclaré M. Demirel.

« Des droits égaux »

Le premier ministre a répété que la Turquie ne resterait pas passive, mais interviendrait aux côtés de la communauté internationale si l'Irak répétait son agression contre les Kurdes. « Les violations des droits de l'homme par un Etat quel qu'il soit ne peuvent pas être justifiées comme étant un problème interne », a-t-il dit.

Mais c'est, une fois de plus, l'attitude nouvelle du gouvernement à l'égard des Kurdes de Turquie — qualifiée de « révolutionnaire » par certains quotidiens turcs — qui a dominé la conférence de presse du premier ministre. Son récent voyage au Sud-Est du pays, où il a été accueilli par des milliers de Kurdes venus l'écouter, a confirmé sa détermination d'aborder la question des minorités de façon différente.

« Nous ne disons plus que tous les gens en Turquie ont la même origine du point de vue racial ; nous reconnaissons qu'il y a des gens de diverses origines. Ils sont citoyens de première classe, ils ont des droits égaux, a-t-il déclaré. En vertu des lois internationales, nous

garantissons la démocratie, les droits de l'homme, le pouvoir de la loi. S'il ont des plaintes au sujet de l'administration, nous corrigeons les problèmes. »

Selon des sources kurdes irakiennes, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), M. Abdullah Ocalan, aurait décidé d'accorder une période de grâce au nouveau cabinet, en déclarant un cessez-le-feu le long de la frontière irakienne. Mais M. Demirel a néanmoins exclu la possibilité de négociations directes avec « un dirigeant d'une organisation meurtrière ».

Un esprit de conciliation

En revanche, un début de dialogue semble s'être établi entre la population kurde et le gouvernement. Les vingt-deux nationalistes kurdes élus au Parlement, bien que prudents, admettent avoir été agréablement surpris par l'esprit de conciliation des autorités turques.

Dans ce climat positif, le premier ministre a également annoncé qu'il avait renoncé à évincer son rival, le président Ozal. « Pour l'instant, nous avons un armistice. Notre pays a beaucoup de problèmes. Nous avons le terrorisme, nous avons l'inflation. Je ne veux pas en ajouter un autre. Chaque chose en son temps. »

NICOLE POPE

VOUZIERS

Concert pour les Kurdes : des amateurs de talent

Plus de cent personnes se sont rendues à l'appel de M. Jean-Luc Lambert et de son équipe, dans les

salons de l'hôtel de ville, devenus trop exigües.

Alliant le plaisir à la générosité,

les Vouzinois ont assisté au concert organisé par le Groupement de Défense des Droits de

l'Homme. Des amateurs de talent ont assuré la première partie instrumentale : Mmes Marguerite Vandeveldé au piano, Régine Sicard au violoncelle, MM. Fabrice Bretez, Gilles Deroche à la clarinette, le jeune Cédric Chanot au violon ont interprété une sonate de Bach, un duo de clarinettes, un trio à cordes de Haydn. Ovationnés par un public ravi, les musiciens ont choisi de bisser au violon et piano les danses roumaines de Bela Bartok.

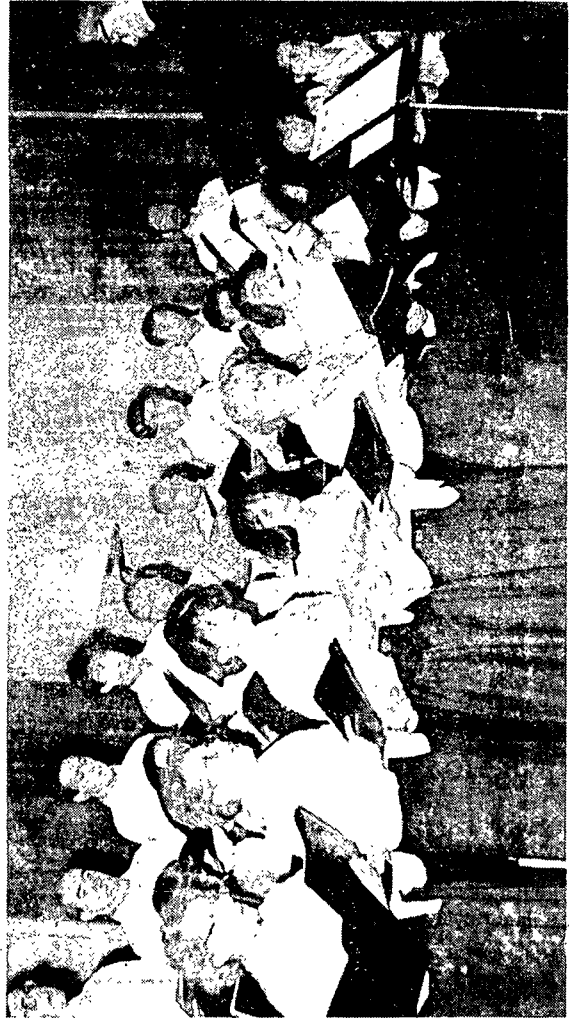
Chargée d'animer la seconde partie, la chorale Cécilia, sous la direction de Mme Vandeveldé, a choisi un large répertoire, faisant une bonne place à l'œuvre de Mozart. Un « Nocturne » plein de lumière et le toujours frais « Alphabet » ont enchanté l'auditoire. Trois chants sacrés, un classique de la Renaissance, un negro spiritual nostalgique complétaient le cahier.

Largement applaudis, les chœurs ont ajouté un dixième chant au répertoire avant de bisser l'« Alphabet ».

L'aide aux réfugiés

Le Groupement de défense des droits de l'homme a opté, cette année, pour l'aide aux réfugiés Kurdes. Les bénéfices de la soirée seront versés directement à ces derniers par l'intermédiaire de l'Institut Kurde de Paris. Les detresses sont encore nombreuses et l'action ne doit pas s'arrêter là.

Jean-Luc Lambert envisage de faire venir très prochainement un conférencier de l'Institut. Il appuiera ses diapos, répondra aux questions. Cette manifestation sera une nouvelle occasion pour les Vouzinois de faire montre de chaleur.



LE PROVENÇAL 18 novembre 1991

Découverte de la peinture kurde avec Hiner Saleem



Rencontre entre Henri Coupon, Mme Peyronnet et le peintre kurde, Hiner Saleem. (Photo Mario Botella)

«A l'indépendance du Kurdistan dans son entier...». C'est en levant le verre de l'amitié qu'Henri Coupon, maire adjoint et conseiller général délégué aux affaires culturelles, a prononcé ces mots en accueillant Hiner Saleem.

Ce jeune peintre Kurde est très représentatif à travers son art de la culture visuelle d'un peuple passionné pour les couleurs.

Parti très jeune de son pays Hiner vit actuellement à Venise après avoir travaillé à Florence.

Il fait partie de ces artistes et intellectuels as-

soiffés de liberté et en particulier de liberté d'expression. Et l'exil de ces artistes en Europe, la rencontre directe avec l'Occident et sa culture constituent certainement un tournant majeur dans la jeune histoire de la peinture kurde.

Quand on demande à Hiner ce que représente la peinture pour lui, il insiste d'abord sur cette mémoire collective qu'il faut retrouver et sauvegarder, sur les couleurs qui reflètent l'âme de ce peuple kurde. «A travers la peinture, dit-il, je veux retrouver le village

que j'ai quitté, retrouver les visages, les vêtements, les habitudes de vie de ma mère, de ma sœur, de ma voisine...».

Cette rencontre avec Henri Coupon et Mme Peyronnet en présence de M. Danquigny, président du MRAP, va déboucher sur une exposition des tableaux de Hiner probablement en février prochain, à Avignon.

Il sera passionnant de découvrir un autre visage de la peinture kurde à travers les toiles d'un jeune artiste contemporain.

E.M.

Migliaia di kurdi costretti alla fuga

il manifesto

martedì 19 novembre 1991

di Laura Schrader

Si intensifica l'offensiva del regime iracheno in Kurdistan e ricomincia l'esodo dei kurdi. Domonica, bordate di artiglieria hanno terrorizzato gli abitanti di due cittadine tra Kirkuk e Sulaimanya, e di una terza non lontana da Chamchamal, sempre nella provincia di Kirkuk. Lo ha comunicato il Fronte kurdo, mentre i funzionari delle Nazioni unite, riferiscono che le truppe di Baghdad hanno cacciato dai loro villaggi 5 mila residenti, i quali vanno ad aggiungersi agli oltre 500 mila kurdi ancora allo sbando dalla primavera scorsa quando, sotto il fuoco delle armi di Saddam, furono centinaia di migliaia ad abbandonare le loro case. Una massa di donne e uomini con bambini di ogni età e con i loro vecchi, che l'inverno e la mancanza di qualunque sostentamento e riparo condurranno quasi sicuramente a morte.

Pur denunciando, già da circa tre mesi, le grandi difficoltà e l'assoluta inadeguatezza dei mezzi, l'Alto commissariato per i rifugiati dell'Onu e alcune organizzazioni non governative stanno cercando di salvare almeno una parte dei disperati. Vittime della crudeltà del regime, sono questa volta gli abitanti dei villaggi che circondano a sud la città di Arbil (uno dei tre capoluoghi della regione kurda, con 800mila abitanti). Nei giorni scorsi tra Baghdad e il Fronte kurdo era stato raggiunto un accordo per costituire proprio in quest'area una zona cuscinetto di cinque chilometri che le truppe del regime non avrebbero dovuto invadere, mentre i Peshmerga (partigiani) kurdi accettavano di lasciare Arbil per ottenere la fine del blocco economico interno, decretato dal regime un mese fa, e che aveva privato di tutto la popolazione kurda.

Il Fronte kurdo ribadisce la preoccupazione dell'imminenza di un'offensiva in grande stile contro i civili del Kurdistan. I negoziati per l'autonomia, una strada di pace che ha tentato di percorrere il fronte, privo però di qualunque appoggio a livello internazionale, sono ormai falliti da tempo. Il regime non intende neppure discutere l'appartenenza di Kirkuk e di altre aree petrolifere

alla regione autonoma kurda, anzi da settembre, come aveva dichiarato il leader dell'Unione patriottica Talabani, Kirkuk è presidiata da un migliaio di carri armati e da 200 mila militari. L'offensiva finale contro il popolo kurdo è un'idea fissa di Saddam Hussein, noto per la sua pervicacia. Nel penultimo congresso del partito Baath, l'estromissione dall'Iraq dei kurdi e di etnie di minoranza come gli assiri era stata teorizzata con l'elaborazione di un'inedita versione storica, secondo la quale questi popoli sarebbero «ospiti della nazione araba» e quindi allontanabili a buon diritto. Anche la religione è stata chiamata in causa dal dittatore per giustificare gli eccidi e le espropriazioni.

Quelli che vivono in Kurdistan sarebbero tutti infedeli, non solo perché in parte yezidi o, come gli assiri, cristiani, ma perché nella regione si celebra-

no riti «paganici», come il capodanno zoroastriano, che si festeggia accendendo dei falò. Per questo l'offensiva con armi chimiche contro i villaggi dell'88 era stata chiamata «Anfal»: guerra senza quartiere con diritto di far prede anche umane, di saccheggio e di espropriazione.

Un'altra azione con armi chimiche sembra oggi improbabile - il New York Times annunciava ieri il prossimo inizio di una nuova indagine della Commissione Onu preposta al controllo degli armamenti in Iraq, questa volta alla ricerca di armi biologiche - ma il blocco economico interno, gli attacchi dell'esercito e soprattutto azioni come l'ultima - lo sfratto manu militari di 5 mila abitanti - tendono ad ottenere il risultato di svuotare il Kurdistan, ricacciando ai confini, in alta montagna, la popolazione. Ai rigori dell'inverno e alla fame, il compito di decimarla.

TOUJOURS MAÎTRE DE BAGDAD

Saddam Hussein resserre les rênes du pouvoir

LA nomination par Saddam Hussein, mercredi, de son demi-frère au poste de ministre de l'Intérieur, est le dernier d'une série de gestes du président irakien montrant qu'il est maître sans partage de l'appareil d'Etat. Parallèlement, il profite de toutes les occasions pour défier publiquement l'embargo international décidé il y a 14 mois et qui vise, aujourd'hui, à l'écarter du pouvoir.

Le président irakien a désigné M. Watban Ibrahim al-Hassan pour remplacer au ministère de l'Intérieur M. Al Hassan al-Majib, cousin de Saddam Hussein.

Auparavant, le gendre du numéro un irakien, le ministre de la Défense Hussein Kamel, avait été écarté et son portefeuille confié à M. al-Majib qui a cumulé les deux fonctions pendant quelques jours.

En faisant «bouger» ses collaborateurs les plus proches, titulaires de postes-clés, «Saddam Hussein veut montrer qu'il reste bien aux commandes de l'appareil d'Etat», explique un diplomate européen.

Le président irakien a également montré sa capacité de croiser le fer avec la seule opposition forte en Irak, les Kurdes, sans pour autant provoquer une réaction de la

communauté internationale, encore très sensible au sort de cette population du nord du pays.

Haro sur le pétrole

Dans un premier temps, à la fin octobre, Bagdad a demandé aux fonctionnaires des services scolaires et de sécurité, et aux employés des usines d'Etat de quitter les régions du Kurdistan tenues par l'opposition. Les Kurdes dans leur quasi-totalité ils ont refusé d'obtempérer au risque de se voir privés de leurs salaires.

Par la suite, un blocus économique partiel a provoqué des difficultés d'approvisionnement dans deux villes aux mains des peshmergas, Souleimanieh et Erbil, et fait craindre une reprise de la violence, qui serait dramatique alors que l'hiver s'installe sur les hauteurs du Kurdistan.

Un accord négocié en cinq jours à Bagdad prévoit un partage du contrôle de la sécurité dans Erbil et Souleimanieh, organisant ainsi un retour à la situation qui prévalait avant la prise des deux localités cet été par les peshmergas.

Saddam Hussein semble également de plus en plus déterminé à défier l'embargo dont Washington espérait qu'il pousserait les 18 millions d'Irakiens à la révolte en affectant leur vie quotidienne. «Votre richesse réside dans vos mains et dans vos esprits, et non pas dans le pétrole», a dit le président irakien à ses compatriotes, semblant indiquer qu'il est prêt à renoncer aux revenus de l'or noir tant que les conditions mises à son exportation par l'ONU lui semblent inacceptables.

JEUNE Vingt-six ulémas ont appelé les Irakiens à jeûner deux jours par semaine pour faire face à l'embargo économique imposé à l'Irak depuis août 1990. Les dignitaires religieux de plusieurs gouvernorats soulignent également la nécessité d'une «solidarité entre riches et pauvres, dans les circonstances difficiles» actuelles.

NORD ECLAIR 15 novembre 1991

L'armée irakienne prête à passer à l'offensive au Kurdistan

L'Humanité

19 novembre 1991

L'HIVER DE SADDAM HUSSEIN

Alors que la plupart des réfugiés kurdes sont toujours sans abris ni ressources, l'artillerie de Bagdad a bombardé dimanche plusieurs villages. Azad, qui revient de là-bas, témoigne

TROIS villes kurdes du nord de l'Irak — Barida, Noujul et Sayedan — ont été bombardées, dimanche, par l'artillerie irakienne et des troupes se sont massées, comme pour une attaque, à proximité de Chamchamal, à 40 km à l'est de Kirkouk, la grande ville pétrolière qui fut la principale pierre d'achoppement — et finalement d'échec — des négociations entre Saddam Hussein et le Front du Kurdistan. Des peshmergas de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) affirment avoir vu au moins 200 chars et 25 véhicules de transport blindés et, déjà, les civils commencent à fuir...

Le régime de Saddam Hussein va-t-il lancer, à l'entrée de l'hiver, « l'offensive finale » contre les Kurdes ?

J'ai rencontré, il y a quelques jours, un ami kurde, Azad, qui revenait d'une tournée de trois semaines dans son pays. Et il ne cachait pas ses craintes. « Tout, me disait-il, dans l'attitude de Saddam Hussein, indique l'imminence d'une nouvelle offensive armée. Son intransigeance dans les négociations avec les partis kurdes — qui n'ont toujours pas abouti — n'ont servi qu'à gagner du temps. Le fait qu'il ait à nouveau entrepris un mouvement d'encerclement et d'isolement du Kurdistan. Depuis plus d'une semaine, les routes reliant Bagdad au Kurdistan ont été fermées, les approvisionnements coupés et les fonctionnaires des régions kurdes n'ont pas touché leurs salaires le mois dernier. » Ajoutons à cela les mesures prises par l'Iran, qui a renvoyé fin octobre la plupart des réfugiés kurdes et a fermé ses frontières, et celles annoncées par la Turquie. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Ankara vient de faire savoir que « toutes les mesures nécessaires ont été prises pour ne pas se trouver face à une nouvelle vague de réfugiés ». « La Turquie, a-t-il ajouté, ne veut définitivement pas connaître une situation comme celle du printemps dernier. » Une déclaration qui n'a certain-



Réfugiés kurdes d'Irak pleurant un des leurs. Reverra-t-on ces scènes terribles du printemps dernier ? (Photo DR.)

nement pas été faite en l'air. La boucle est donc bouclée et il semble qu'un piège terrible se referme, une fois de plus, sur le peuple kurde. « Si ce malheur arrive, dit Azad, ce sera pire qu'en avril. Ce seront des milliers de cadavres qui joncheront le sol, car la population est dans un tel état qu'elle n'aura même plus la force de fuir... Si vous voyiez... Les gens sont si faibles. Ils n'ont rien, vraiment rien. Et il ne faut pas compter que les alliés vont revenir pour les protéger. »

Azad a pu voir ce qu'étaient devenus, neuf mois plus tard, les réfugiés d'avril. Une grande partie d'entre eux sont toujours sans abri. Certes, ils ont tous, ou presque, regagné l'intérieur des frontières irakiennes, alors qu'ils avaient cherché refuge au Kurdistan d'Iran et de Turquie. Mais ils n'ont pas

pu retrouver leurs maisons, soit qu'elles aient été totalement détruites par l'armée de Saddam Hussein, soit qu'elles se trouvent dans des régions que le dictateur contrôle toujours étroitement, comme Kirkouk, ville dont Saddam Hussein a d'ailleurs entrepris d'accélérer l'arabisation. Pour couper court aux revendications kurdes sur cette région riche en pétrole et remplacer à jamais les Kurdes qui ont fui la ville au printemps, le gouvernement de Bagdad offre à des familles arabes un véritable pactole : la maison d'une famille kurde, des armes pour la défendre, contre le retour éventuel de ses légitimes propriétaires et la coquette somme de 30.000 dinars, c'est à dire de quoi vivre sans rien faire pendant plusieurs années...

Ne demandez pas où Saddam Hussein, qui devrait logiquement être ruiné par la guerre, prend cet argent. C'est peut-être sur la spéculation éhontée à laquelle il se livre avec les fonds d'organismes comme la Croix-Rouge internationale ou le Haut Comité aux réfugiés. Ceux-ci doivent en effet convertir leurs devises au taux officiel qu'imposent les autorités irakiennes (un dinar pour trois dollars) alors que le taux réel est dix fois moindre. On devine où va la différence...

Pendant ce temps, des centaines de milliers de Kurdes — les estimations varient entre 600.000 et 1 million — grelottent dans des tentes, autour de leurs villages détruits, ou entassés dans les quelques pièces restées debout. Azad ramène des images terribles d'enfant-

sous-alimentés qui n'ont pas vu un morceau de viande depuis des mois. « Il n'y a plus rien à manger, dit-il, et les paysans ne peuvent plus se remettre à la culture de leurs champs, car ceux-ci, dans bien des régions, sont minés. A Qaladiza, par exemple, une ville historique magnifique, il ne reste pas un mur qui fasse un mètre. Les Irakiens ont tout dynamité, maison par maison. Dans les villages à côté, c'est la même chose. Les gens n'osent pas rentrer. Il y a déjà eu, m'a-t-on dit, un millier de morts à cause des mines. Il y a celles qui ont été placées par l'armée irakienne, mais aussi, le long de la frontière, celles que les Iraniens ont installées pendant la guerre avec l'Irak. Ce sont des mines occidentales ou des mines russes, mais ce sont les paysans kurdes qui sautent

dessus. Pourquoi est-ce que ceux qui les ont fournies ne viennent-ils pas les récupérer, puisqu'ils prétendent vouloir aider le peuple kurde? » Autre grave question, celle de l'eau. « Les soldats irakiens n'ont pas seulement dynamité les maisons, mais aussi les puits, explique Azad. Les gens sont obligés d'utiliser des eaux polluées et les cas de choléra se multiplient. Or il n'y a pas de médicaments, pas d'antibiotiques, pas de vaccin et le personnel médical est en nombre insuffisant : quelques missions étrangères passent et c'est tout. » Les médicaments destinés aux Kurdes qui passent par Bagdad sont bloqués, ceux qui passent par la Turquie aussi... » Il donne l'exemple du barrage de Kormal, dynamité par l'armée irakienne. « Cet ouvrage, permettait d'irriguer

toute la plaine de Shahrazour, l'une des plus fertiles d'Irak qui pourrait facilement nourrir tous les réfugiés. Un autre barrage, celui d'Ahma Awa — un très joli village de la même région qui possède une source d'eau minérale célèbre — est également détruit. Les habitants sont revenus bien que le village ait été totalement dynamité, mais il leur manque l'argent et le matériel pour reconstruire le barrage, le pont, l'école... »

Il y a aussi le problème des abris pour l'hiver. Dans les montagnes, il fait jusqu'à moins 20 degrés et il peut tomber plus d'un mètre de neige. Que vont devenir les réfugiés dans de telles conditions? Que va devenir le peuple kurde, réduit au dénuement le plus total, face aux chars et aux bombes de Saddam Hussein?

Françoise Germain-Robin

SADRUDDINE AGA KHAN A BAGDAD

Le délégué spécial de l'ONU pour le Golfe, Sadruddine Aga Khan, est attendu aujourd'hui à Bagdad pour essayer de convaincre le gouvernement irakien de respecter et de prolonger l'accord qui a permis à l'ONU de secourir des millions de réfugiés kurdes au printemps dernier. L'accord, qui expire le 31 décembre, autorise 500 hélicoptères à stationner au Kurdistan, mais aussi dans le sud de l'Irak, où ils viennent en aide aux chiïtes.

Le Courrier Cauchois 16 novembre 1991

Conférence-débat le 22 novembre sur le peuple kurde

Le groupe A.C.A.T. (action des chrétiens pour l'abolition de la torture) de Yerville recevra vendredi 22 novembre, à 20 h 30, à la salle Charles-de-Foucauld, à Yerville, un représentant de l'Institut kurde de Paris. Ce dernier se déplacera spécialement de Paris à cette occasion.

Une « conférence-débat » aura lieu ce soir-là pour informer et sensibiliser le public sur les grandes difficultés que traverse actuellement le peuple kurde.

Le responsable de l'Institut kurde animera cette réunion avec l'A.C.A.T. et présentera notamment des diapositives et une exposition de photos. Cette soirée d'information pourrait déboucher ultérieurement, si le public le désire, sur une action concrète de soutien au peuple kurde.

Pour tout contact, joindre M. Philippe Grégoire, « Le Vieux-Moulin », à Val-de-Saône (tél. 35.32.34.85).

Comment soutenir le peuple kurde avec l'A.C.A.T.

Depuis 1974, l'A.C.A.T. (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) agit pour tous ceux qui sont torturés, détenus dans des conditions inhumaines, exécutés, ou qui ont disparu, quel que soient leur pays, leur race, leurs opinions politiques et religieuses. Dès son origine, l'A.C.A.T. a rassemblé des catholiques, des protestants, des orthodoxes et d'autres sensibilités chrétiennes. Elle est indépendante du cadre institutionnel des églises, de tout groupement politique, de toute idéologie et tout intérêt économique.

Les actions de soutien passent par des rencontres, et c'est à ce titre que le groupe A.C.A.T. de Yerville organise vendredi prochain une conférence débat avec un représentant de l'Institut kurde de Paris. Cette conférence débat aura pour but d'informer et de sensibiliser le public sur les grandes difficultés que traverse actuellement le peuple kurde.

Le responsable de l'Institut kurde de Paris qui animera cette soirée avec l'A.C.A.T., présentera notamment des diapositives et une exposition de photos. Cette soirée d'information pourrait déboucher ultérieurement, si le public le désire, sur une action concrète de soutien au peuple kurde.

Réunion le vendredi 22 novembre à 20 h 30 à la salle Charles de Foucauld.

Paris-Normandie 19 novembre 1991

Le Journal du Centre 20 novembre 1991

La voix du Kurdistan en vidéo

Depuis deux ans, la bibliothèque municipale Jean-Jaurès a confié à Christiane Sollogoub de proposer aux associations et groupements de

tous âges et vocations, les richesses de la vidéothèque — sept cents ouvrages — sur une grande variété de sujets, voyages, littérature, per-

sonnalités, etc. Hier, le sujet était un voyage au Kurdistan et les invités, les membres de la Camosine, venus nombreux visionner

le film et commenter la réalité kurde avec le concours d'un spécialiste, M. Steinmetz, et un étudiant kurde de Nevers, dans une ambiance très conviviale.

Car tout est là, pour Christiane Sollogoub, dont les qualités relationnelles, font de chaque sujet un moment d'amitié, de vraie rencontre et d'échange. Un courant de sympathie sans lequel le "message", comme on dit, ne passerait pas. Cette sympathie est dans la qualité de l'accueil, mais également dans les bibliographies circonstanciées qu'elle sait préparer sur chaque sujet.

Six cents personnes ont été, ainsi, accueillies depuis deux ans, grâce à l'aimable permission de Mme Dupont, conservateur des lieux. Associations, scolaires et groupements divers peuvent faire appel à ses services, au 86.36.01.23.



Une partie de l'assistance réunie, hier, à "Jean-Jaurès", pour cette conférence.

SADRUDDINE AGHA KHAN EN IRAK

« Je ne veux pas repartir les mains vides »

L'Irak a présenté hier au délégué spécial de l'ONU, Sadruddine Agha Khan, des commandes de produits essentiels qui, non soumis à l'embargo, n'ont pas pu être satisfaites faute d'argent. Interrogé à ce sujet après un entretien avec le ministre irakien des Affaires étrangères Ahmad Hussein al-

Khodair, M. Sadruddine a indiqué qu'il avait « pris connaissance d'une partie de ces commandes ».

Arrivé mardi, le délégué spécial pour les questions humanitaires dans le Golfe a également rencontré le vice-Premier ministre Tarek Aziz. Sa mission centrale est de prolonger un pro-

tole négocié en avril entre Bagdad et l'ONU pour l'aide aux populations vulnérables, notamment au Kurdistan et dans le sud de l'Irak, qui expire le 31 décembre.

Le ministère irakien du Commerce a mis au point deux listes - l'une de produits alimentaires d'un montant de deux milliards de dollars et l'autre de produits médicaux pour 1,4 milliard de dollars. Bagdad soutient que ces commandes sont prêtes à être honorées par des fournisseurs européens, américains ou japonais mais que les gouvernements concernés refusent de débloquer les 3,7 milliards de dollars d'avoirs irakiens bloqués dans leurs banques en dépit de l'autorisation donnée par l'ONU en mai dernier.

Une telle initiative de la part de gouvernements qui font partie, dans leur majorité, de la coalition anti-irakienne permettrait à Bagdad de subvenir à ses besoins sans avoir à appliquer les résolutions 706 et 712 de l'ONU qui organisent la vente de son pétrole sous un contrôle très strict de l'ONU. L'Irak considère

que l'acceptation de ces résolutions créerait un précédent et serait la porte ouverte à l'imposition d'un véritable mandat de l'ONU sur le pays.

Les premiers commentaires de M. Sadruddine, diplomate consommé et candidat à la succession de M. Javier Perez de Cuellar au secrétariat général de l'ONU, ont été extrêmement prudents. « Le côté humanitaire reste au premier rang de mes préoccupations », a-t-il dit.

Dans le cadre de la lettre d'intention d'avril, 1,4 million de réfugiés kurdes et chiites ont été rapatriés après avoir fui les violences de l'après-guerre, et 1,2 million de rations alimentaires ont été distribuées.

« Nous sommes dans une étape très importante. Je ne veux pas repartir de Bagdad les mains vides », a-t-il poursuivi.

Si la lettre d'intention n'était pas prolongée un pan entier de l'action humanitaire de l'ONU tomberait et les cinq cents gardes de l'ONU envoyés pour rassurer les populations du Kurdistan et du sud-irakien devraient partir immédiatement.

LE MONDE 22 novembre 1991

TURQUIE : issu de négociations entre M. Demirel et M. Inonu

Le gouvernement de coalition s'engage à améliorer la situation des droits de l'homme

Après un mois d'incertitude et d'intenses négociations, M. Suleiman Demirel, dirigeant du Parti de la juste voie et vainqueur des élections législatives du 20 octobre, a soumis, mercredi 20 novembre à l'approbation du président Turgut Ozal la composition du gouvernement de coalition qu'il a formé avec le Parti populiste social-démocrate de M. Erdal Inonu.

ISTANBUL

de notre correspondante

« C'est accepté », a déclaré M. Demirel, contracté, à l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat. Le gouvernement devra encore passer le test - symbolique - de l'Assemblée nationale, lors d'un vote de confiance le 30 novembre.

Mais M. Demirel, âgé de soixante-sept ans, de retour au poste de premier ministre onze ans après son éviction par les militaires en septembre 1980, a immédiatement pris ses fonctions et dirigé dans la soirée la première réunion de la coalition. Douze des trente-deux ministres du cabinet - dont M. Hikmet Cetin, un économiste d'origine kurde qui obtient le poste clé des affaires étrangères - sont membres du Parti social-démocrate, et M. Inonu a été nommé vice-premier ministre.

Plus important encore que l'attribution des responsabilités est le protocole signé par les deux partis, exposant en détail leur programme pour améliorer la réputation de la Turquie en matière de droits de l'homme : liberté de la presse, réduction de la période de garde à vue et présence d'un avocat lors

des interrogatoires pour écarter la présomption de torture. Les deux partis souhaitent aussi lever les restrictions culturelles et linguistiques imposées aux douze millions de Kurdes, tout en poursuivant la lutte contre les indépendantistes armés du PKK; et introduire la sécurité sociale pour les vingt millions de Turcs, près d'un tiers de la population, qui ne disposent d'aucune assurance.

La politique étrangère de la Turquie restera presque inchangée. Elle cherchera toujours à être acceptée au sein de la Communauté européenne tout en accordant une « importance spéciale à l'amitié avec les Etats-Unis ». Le protocole fait aussi mention des relations avec les pays musulmans et l'Union soviétique.

Il est peu probable que le gouvernement, encore instable, impose des mesures d'austérité impopulaires pour contrôler l'inflation, actuellement proche de 70 %, tant que la menace de nouvelles élections législatives anticipées n'est pas écartée. En revanche une réforme fiscale, taxant les couches plus aisées de la population, a été promise. La jeune et jolie M^{me} Tansu Ciller, du Parti de la juste voie, a été nommée ministre d'Etat et assumera vraisemblablement la responsabilité de l'économie. Mais le soulagement indiscutable ressenti par la population et les milieux d'affaires à l'annonce de la formation du gouvernement demeure teinté de méfiance, et M. Demirel, dont l'image reste liée à l'anarchie des années 70, devra encore prouver qu'il est capable de tenir ses promesses.

NICOLE POPE

La République du Centre 22 novembre 1991

L'ACAT dénonce les tortures infligées aux Kurdes en Turquie

DREUX. - De retour d'une mission d'observation en Turquie, l'ACAT suisse (action des chrétiens pour l'abolition de la torture) a tenu une conférence de presse le 29 octobre pour dénoncer avec le comité du Kurdistan à Paris l'utilisation systématique de la torture infligée par les autorités turques aux prisonniers kurdes transférés à la prison d'Eskisehir.

Selon les témoignages des avocats, seuls autorisés à visiter les prisonniers, il s'agit de traitements inhumains (coups, fractures et blessures multiples). Le nombre de prisonniers politiques transférés à Eskisehir s'élève à 219. Seuls, les noms d'une centaine d'entre eux

ont pu être obtenus par la mission.

Par ailleurs, la mission a tenu à dénoncer les autres formes de répression contre les kurdes : déportation de villages entiers, destruction de villages et de forêts sous prétexte d'empêcher la guérilla de s'y cacher, menaces et chantage. Phénomènes nouveaux et inquiétants aussi observés : plusieurs cas de disparition qui permettent de faire croire que la personne disparue a rejoint la guérilla ; remplacement progressif des unités de l'armée et de la police par des commandos spéciaux anti-guérilla.

Contact : Amicale kurde de Dreux. Tel. 37.42.16.58.

International Herald Tribune November 19, 1991

Turks Grow Apprehensive of a Familiar Leader's Return

By Chris Hedges

New York Times Service

ANKARA — Burdened by a 70 percent inflation rate and disintegration along its borders with the Soviet Union and Iraq, Turkey is scrambling to redefine itself in the wake of the election defeat of President Turgut Ozal's governing Motherland Party.

The defeat in the Oct. 20 elections has returned Suleyman Demirel to the prime minister's office for the seventh time, and with him the fear that the country could slip back into the violent political infighting that led to a military coup in 1980. Mr. Demirel was ousted in that coup, as he had been once before, in 1971.

The election appears more likely to result in a shift by the Ankara government away from the strongly pro-Western policies of Mr. Ozal and the conservative Motherland Party. Mr. Demirel, whose nationalist True Path Party took 180 of the 450 parliamentary seats, is trying to shape a coalition with the leftist Social Democrat Populist Party, which won 88 seats.

"We are entering a political crisis," said Kamran Inan, Mr. Ozal's minister of state and one of Mr. Demirel's fiercest critics. "We are faced with enormous problems. We must assume a leadership role in the Middle East, the Balkans, Central Asia, and beyond. We have economic difficulties and increased terrorism. We need a strong leader, but what we are getting is a man who prefers political survival over political stability."

Mr. Demirel argues that Turkey has come too far to ever slip back into the political violence of the years before the coup.

"The atmosphere of the country is different, quite different," the avuncular 68-year-old politician said,

seated in his office in parliament. "The atmosphere of the world is different."

For the last decade, Turkey was dominated by the voluble and high-handed Mr. Ozal, who was appointed prime minister by the military in 1983 and oversaw the transition from military dictatorship, propelled the country toward parliamentary democracy and a market economy, and gave unreserved support to the West, in particular the United States. During the Gulf crisis, Turkey shut off the pipeline by which Iraq exported most of its oil and allowed American warplanes to make sorties against Iraq from Turkish soil.

But the cozier Mr. Ozal became with the West, the more he engendered distrust at home, and he was often attacked for his regal way of life and the wealth allegedly accumulated by his family.

Mr. Demirel says he is determined to strip the power of the presidency, which he argues is unconstitutional, and give it to the parliament.

But Mr. Ozal, whose term expires in 1996, seems to have thrown in the towel.

"The Ozal era is finished," he recently told a Turkish newspaper. "I don't want any role from now on."

In fact, the True Path Party and the Motherland Party have many policies in common. Mr. Demirel promised during the campaign to apply more stringent fiscal controls, to give the right to strike to public employees, to create a ministry for human rights and a national health-insurance system, to continue selling off state-owned businesses, and to suppress leftist terrorist groups and the Kurdish guerrilla movement in the southeast.

The Kurdish violence has increased in the last year. The rebels, who have been waging a guerrilla campaign since 1983, want a separate Kurdish state.

Mr. Demirel has called for "compassion" in dealing with the Kurdish problem, telling Kurdish leaders that he will lift bans on publications in Kurdish. But on economic matters, Mr. Demirel's policies may be influenced by his coalition negotiations with a party whose distrust of market economics is only exceeded by its distrust of the United States.

The Social Democrats opposed Turkish involvement in the Gulf war and are calling for a halt to the privatization of the public sector, which constitutes about 40 percent of the economy, and the creation of new state enterprises.

If he is to rein in the inflation rate, Mr. Demirel must persuade the Social Democrats to endorse what could be an unpleasant austerity program, according to Western diplomats.

There is a budget deficit of \$6 billion and a foreign debt of \$44 billion. And there is little likelihood that Mr. Demirel will ever begin to deliver on some of his more outlandish campaign promises.

The Social Democrats, moreover, are split by internal power struggles, and fell far short of their aspirations in the last elections. Most acknowledge that the process of economic and political change, coupled with Turkey's drive to become part of the European Community, has advanced too far to be rolled back.

Some Western diplomats worry that Mr. Demirel, forced to bend to the Social Democrats, will find himself unable to introduce the economic changes needed to prod the economy along.

But for many Turks, for whom this is the third election since the military relinquished power, the democratic transition is in itself a victory, despite all their other worries.

"Forming a government is a means now, not a goal," Mr. Demirel said. "The goal is what this government will do."

LA TRIBUNE DE L'EXPANSION 21 novembre 1991

Pouvoir à deux têtes pour la Turquie

Un mois tout juste après les élections du 20 octobre en Turquie, Suleyman Demirel, président du parti conservateur de la Juste Voie (DYP) et vainqueur du scrutin, peut se déclarer satisfait : le gouvernement de coalition qu'il avait reçu la tâche de former est fin prêt à recevoir l'investiture, début décembre, du chef de l'Etat, Turgut Ozal. Une expérience amère pour ce dernier, ainsi appelé à consacrer le succès de ses deux plus virulents adversaires, le conservateur Demirel et le social-démocrate İnönü.

Malgré « la volonté d'entente prévalant sur les divergences » affirmée par les deux nouveaux responsables gouvernementaux, l'accord de coalition n'a pas été négocié sans peine et le partage des compétences s'est effectué finalement selon deux axes principaux : « l'économie » au parti de Suleyman Demirel, Premier ministre, et le « social » à celui d'Erdal İnönü, vice-Premier ministre. En outre, les sociaux-démocrates s'adjugent le portefeuille des Affaires étrangères, pourtant domaine de prédilection du président Ozal.

Le programme de gouvernement a fait l'objet d'un « protocole de collaboration »,

long de quelque trente pages. Ses trois chapitres essentiels portent sur la démocratisation, la question kurde et l'économie. « Raison d'être de notre parti », comme l'a déclaré Erdal İnönü, la démocratisation est évidemment une priorité pour un pays « qui cherche à devenir membre de l'Europe à part entière ». Il s'agit, avant tout, d'abolir certains aspects du régime d'exception, toujours en vigueur depuis le coup d'Etat militaire en 1980, et d'assurer le respect — souvent bafoué — des droits de l'homme et de la femme.

La réduction du déficit public et la lutte contre l'inflation (80 % en fin d'année) doivent entraîner par ailleurs des mesures sévères d'assainissement de l'économie : l'objectif d'un « taux d'inflation à un chiffre dans les 500 jours » témoigne des ambitions du nouveau gouvernement qui visera également « à réduire sensiblement les inégalités régionales de développement ».

Enfin, la « reconnaissance de l'identité culturelle kurde » et de « l'existence de différences ethniques en Turquie » est la grande nouveauté du programme gouvernemental.

CONFÉRENCE ■ Voyage vers l'identité kurde

HISTOIRE D'UN PEUPLE

Grenoble. — Dans le cadre de la semaine du Kurdistan, s'est tenue au C.R.D.P., une conférence de Kendal Nezan, directeur de l'Institut Kurde à Paris, qui a tenté de faire partager sa connaissance de l'histoire et de l'identité du peuple kurde

Monsieur Nezal a tout d'abord été présenté par Guy Cossey, de Médecins du Monde. Réfugié en France depuis son expulsion de Turquie en 1971, il participe à l'association France-Kurdes dès 1975 et fonde en 1981, l'Institut Kurde de Paris, dont l'objectif est d'assurer une présence et de porter témoignage de l'existence du peuple kurde à travers le monde.

N. Nezal a retracé un long historique du peuple kurde, originaire du Kurdistan « le pays des kurdes » qui n'existe ni politiquement ni diplomatiquement et dont le territoire est partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Une longue histoire

Remontant à la lointaine époque de l'Empire des Mèdes, puis de celui du « Kurde » Saladin, d'un Kurdistan qui devient l'arène des conflits incessants entre les empires ottoman et persan, il faut arriver en 1920, lors de la signature du traité de Sèvres pour que les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Empire Ottoman reconnaissent « l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde ». Autonomie qui ne sera jamais respectée puisque, dès 1923, la Turquie « annexe » une partie du Kurdistan tandis que le mandat britannique sur l'Irak comprend la riche province pétrolière de Mossoul. Depuis, toute expression de l'identité culturelle kurde est interdite en Turquie où une très forte répression est organisée. L'Iran accorde, dès 1926, des droits culturels à sa minorité kurde qui a même un parti démocratique du Kurdistan d'Irak.

Mais dès 1961 a commencé une guerre irako-kurde au terme de laquelle le nouveau régime irakien accorde l'autonomie aux Kurdes et l'organisation d'un re-

censement pour la délimitation des frontières du Kurdistan autonome. Accords qui ne seront jamais suivis d'effet et qui déclenchent une nouvelle guerre qui vient interférer dans le conflit irako-iranien.

Intangibles frontières

Pour Kendal Nezal « *La faiblesse essentielle des Kurdes réside dans le fait qu'ils sont partagés entre des Etats centralisés, dont les frontières ont été tracées par les grandes puissances européennes. L'histoire récente a placé les Kurdes sous les feux de l'actualité, sans qu'on prenne vraiment conscience que les Kurdes existent réellement en tant que peuple. Actuellement l'O.N.U. est entrain d'organiser un référendum sur l'autodétermination de 70 000 Saharais du Sahara occidental est donc clair qu'il y a bien 2 poids et 2 mesures à l'O.N.U. Le principe de l'intangibilité des frontières et surtout les immenses intérêts économiques en jeu, jouent contre le Kurdistan* ». M. Kendal souligne également le rôle essentiel de la diaspora kurde en Europe. Seule la Suède a reconnu le droit culturel de sa communauté kurde. « *Il est temps de comprendre que la morale pourrait être un allié précieux de la politique, environ 5 millions de Kurdes ont quitté leur territoire natal vers les métropoles turques et vers l'Occident. Les pays d'Europe risquent de se retrouver avec beaucoup trop de réfugiés politiques ! Attention à l'exode !* » Si les Kurdes ne peuvent raisonnablement espérer tout de suite la création d'un Kurdistan qui empièterait sur 4 pays, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, M. Kendal Nezal milite au moins pour une reconnaissance des droits à l'existence culturelle et politique du peuple kurde.

Cécile DENJEAN

Les problèmes kurdes Débat avec Salem Hiner

Salem Hiner est l'un des responsables de l'Institut kurde de Paris. Il est venu parler à Avignon sous l'égide du M.R.A.P., du peuple kurde et de son sort. Lui même est né dans la région de Mossoul en Irak, il s'est expatrié très tôt et a vécu à Venise puis à Paris. Il nous explique les raisons de cela et expose la situation des Kurdes dans les différents Etats du Proche Orient.

En Syrie, pas d'écoles en kurde, pas de journal, pas de livre, pas de film, pas de musique, tout cela est interdit alors qu'un million de Kurdes vivent dans le pays. En Iran, le Shah avait imposé la langue persane, avec Khomeiny les intellectuels ont été tués et l'imam avait même déclaré : « tuer un Kurde n'est pas un péché ». Il y a quelques mois, des responsables politiques kurdes ont été assassinés en Autriche et celle-ci a laissé fuir les meurtriers.

En Turquie, la langue était interdite jusqu'à récemment. Un musicien qui avait chanté en kurde à Stockholm a été condamné à 5 ans de prison. Des cinéastes comme Güney ou le grand romancier Yachar Kemal sont d'origine kurde. A 6 ans, l'enfant qui jusque-là entend le kurde à la maison doit aller à l'école et parler turc ; lui-même a subi ce choc.

Enfin, il retrace la situation en Irak : des campagnes de destruction, un million

de déportés vers le Sud désertique et la vie dans des « villages modèles » entourés de miradors, véritables camps d'internement. Les terres et l'argent donné aux Arabes pour qu'ils s'installent au Kurdistan, enfin le 16 mars 1988 l'emploi des gaz contre la ville d'Halabja. Et l'exode des Kurdes qui a ému au printemps dernier... Mais les Kurdes, aujourd'hui, semblent oubliés par les grandes puissances, et par l'opinion.

Les questions fusent. En Turquie, le PKK a engagé la lutte armée depuis 1982, mais Salem Hiner ne croit pas que ce soit la bonne solution. Les Kurdes demandent-ils l'indépendance ou l'autonomie ? Ils forment un peuple, ont une langue, une culture, ils veulent être libres. Bien sûr, les Etats pourraient suivre l'exemple de l'Espagne actuelle et donner une large autonomie, il faut donc contribuer à des changements démocratiques dans la région...

Et nous que pouvons-nous faire ? Exercer des pressions sur la Turquie qui veut entrer dans l'Europe. Sur l'Iran aussi, et évidemment dénoncer les massacres et mobiliser l'opinion.

Le débat organisé par le M.R.A.P. n'est qu'un premier pas. Une exposition de peinture aura lieu en février. Et Salem Hiner a été reçu au nom de la mairie d'Avignon et du conseil général.

A. SIMON

Lundi 25 novembre 1991

LE
COURRIER

Accord sur les opérations humanitaires en Irak Prolongation de six mois

Les Nations Unies ont annoncé hier un accord avec l'Irak pour prolonger de six mois les opérations humanitaires dans le pays. Par ailleurs, Bagdad refuse toujours de reconnaître la résolution de l'ONU l'autorisant à vendre des quantités limitées de pétrole, pour l'achat de denrées alimentaires et de médicaments.

Le prolongation de la validité du protocole humanitaire entre l'Irak et l'ONU a été annoncée lors d'une conférence de presse du prince Sadruddin Agha Khan, délégué exécutif de l'ONU pour les questions humanitaires dans le Golfe.

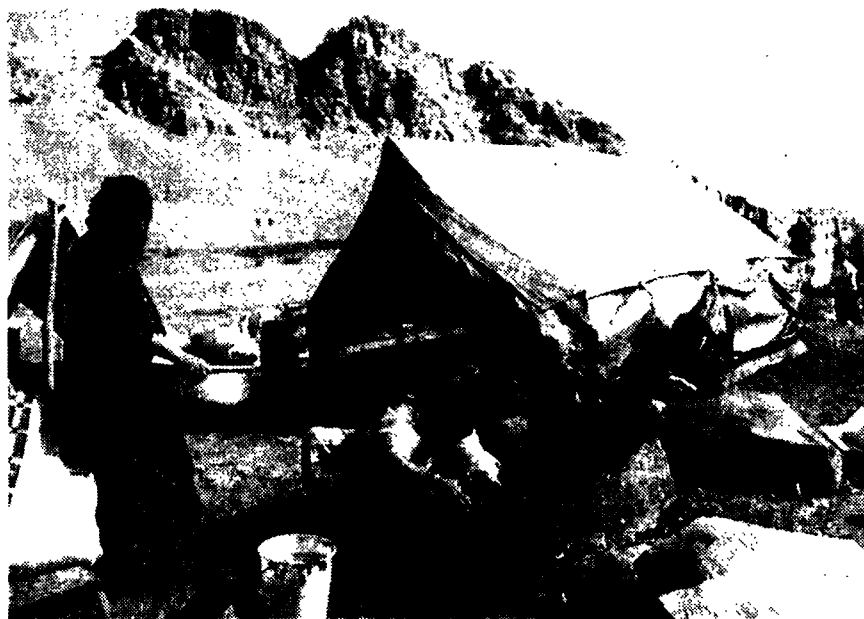
Le prince a en revanche déclaré qu'il n'était pas parvenu à faire revenir les Irakiens sur leur refus de la résolution 706 du Conseil de sécurité, votée le 14 août qui autorise Bagdad à exporter pour 6 milliard de dollars de brut afin d'acquies des denrées alimentaires et des fournitures médicales. Il a une nouvelle fois invité ses interlocuteurs à revenir sur leur décision, soulignant que «les vrais perdants seraient, à terme, le peuple irakien».

L'Irak rejette la résolution 706 en faisant valoir qu'elle aboutirait à nier la souveraineté du pays et à le transformer en protectorat de l'ONU. La résolution prévoit un contrôle strict de l'organisation internationale sur toutes les étapes des transactions, dont les fonds seraient versés sur un compte spécial. De même, la distribution des vivres et médicaments acquis avec ces fonds serait soumise à une étroite surveillance.

Libérer les avoirs irakiens ?

Le prince Sadruddin Agha Khan a parallèlement demandé aux Etats occidentaux de libérer les avoirs irakiens, d'un montant total de quelque quatre milliards de dollars, gelés dans leurs banques depuis l'invasion du Koweït en août 1990.

A ce propos, l'émissaire de l'ONU a obtenu samedi la libération de l'homme d'affaires britannique Ian



Cette prolongation de l'aide humanitaire sera la bienvenue, particulièrement pour ces Kurdes du nord de l'Irak, dont les villages ont été attaqués récemment par les forces turques. Keystone

Richter, emprisonné depuis six ans en Irak, en échange du dégel de 70 millions de livres (125 millions de dollars) de fonds bloqués en Grande-Bretagne. Cet argent servira à l'achat de médicaments. «J'espère bien sûr que d'autres avoirs seront libérés», a-t-il dit. Soixante-quinze pour-cent des avoirs irakiens sont retenus aux Etats-Unis.

Ian Richter, condamné à la prison à vie en 1986 pour des accusations de corruption qu'il a toujours niées, a quitté hier l'Irak et est arrivé à Londres en début de soirée.

Jusqu'en juin

Aux termes de l'accord annoncé dimanche, l'Irak s'engage à permettre, jusqu'au 30 juin 1992, les agences humanitaires de l'ONU à poursuivre leur travail dans le nord et le sud du pays, où la population kurde et chiite s'était soulevée en mars. Sadruddin Agha

Khan, en Irak depuis mardi, a également indiqué que le déploiement des 500 «bêrets bleus», qui ont pour mission de rassurer les populations du Kurdistan et du sud du pays, se poursuivait.

Signé en avril, le protocole humanitaire ONU/Irak expirait le 31 décembre. Ce protocole organise et coordonne l'action humanitaire des agences des Nations Unies en Irak en coopération avec les autorités de Bagdad. La mise en place de ce programme d'assistance a déjà coûté 249 millions de dollars, selon un document remis à la presse par M. Saddrudine.

Il a consisté notamment dans le rapatriement de 1,4 million de personnes qui ont fui les violences de l'immédiat après-guerre dans le Kurdistan et le sud du pays et la distribution de nourriture et de soins médicaux aux populations les plus vulnérables.

(AFP/Reuter)

24 Heures 21 novembre 1991

LE GOUVERNEMENT TURC PRENDRA DES RISQUES

Demirel ose défier les militaires

Pour mettre fin aux critiques qui isolent le pays, le futur cabinet va s'attaquer au problème des droits de l'homme et plus particulièrement à la question kurde. De quoi braquer l'armée.

● Le nouveau cabinet de coalition turc, dont la formation a été retardée par des disputes sur l'attribution des portefeuilles entre le Parti de la juste voie de Demirel et les sociaux-démocrates d'Inonu, devait être constitué hier en fin de soirée.

Disposant d'une majorité de 40 sièges, la coalition droite-centre gauche issue des dernières législatures entend attaquer de front les principaux problèmes du pays et effectuer une nette rupture avec les héritages du coup d'Etat de 1980 que les précédents gouvernements avaient hésité à balayer. Non sans quelques raisons, puisque l'armée

continue à se considérer l'héritière d'Atatürk et n'a jamais hésité à réagir lorsqu'elle estimait le régime kermaliste menacé.

Süleyman Demirel et Erdal Inonu ont donc décidé de placer le respect des droits de l'homme — contenux qui hypothèque la position d'Ankara dans ses rapports avec la CE — en tête de leurs préoccupations. Ainsi, sans se soucier de prendre des gants, le futur premier ministre a-t-il déjà annoncé qu'il démanderait des comptes aux putschistes conduits par le général et ex-président Evren. Une déclaration probablement démagogique.

Ce qui l'est moins, c'est sa volonté d'aborder avec une grande ouverture la question kurde, non seulement en rapportant les mesures d'exception et en mettant fin à une législation répressive (la garde à vue sera notamment ramenée de 45 jours à 48 heures), mais surtout en reconnaissant l'existence de diversités ethniques en Turquie, ce qui, du point de vue de l'armée, est porter atteinte à l'unité nationale. Les formations politiques bénéficieront également de cet assouplissement, ce qui concerne d'abord le camp islamique opposé au laïcisme kemaliste.

Si dans les autres domaines, qu'il s'agisse de Chypre ou de la politique économique, qui sera rationalisée plus que bouleversée, une certaine continuité est probable, il y a déjà là matière à rupture. D'autant plus que la coalition entend bien chasser le président Ozal qui n'était, il est vrai, en odeur de sainteté auprès des galonnés, ouvrant ainsi une crise institutionnelle.

Un programme ambitieux qui dépend de l'appui populaire, lui-même conditionné par la crise.

Guido Olivieri □

UN INGÉNIEUR AIXOIS AU KURDISTAN

LE PROVENÇAL
26 novembre
1991

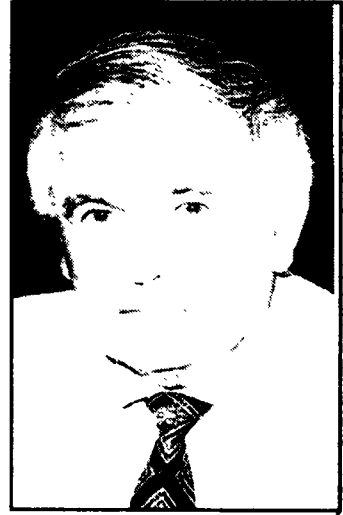
Du 17 juillet au 8 août dernier, M. Gaston Surier, chargé de mission des services techniques de la ville, membre de l'association des ingénieurs des villes de France, a participé à une action humanitaire entre l'Irak et la Turquie, dans ce Kurdistan meurtri par des années de guerre.

L'un des buts de cette opération était de contrôler le montage d'un pont du type "Belley", à la demande de l'armée. Cet ouvrage (dont il a fallu récupérer les éléments à 700 kilomètres de son point d'implantation) est fait de poutrelles métalliques. Il enjambe le fleuve Habur, qui coule entre l'Irak et la Turquie, frontière naturelle. L'ouvrage, dont il a fallu remplacer deux traversées sur une longueur d'une quarantaine de mètres, s'appuie sur un talus en terre qui risquait d'être balayé à la moindre montée des eaux.

Cette voie constitue un unique cordon ombilical, permettant le passage de centaines de camions qui alimentent la terre Kurde en produits de première nécessité, incessante noria entre la Turquie. La crainte de l'Organisation des Nations Unies était que ce seul et unique lien ne soit rompu. Ce serait alors l'asphyxie de cette partie du Kurdistan qui a déjà de la peine à survivre.

Le pont Belley mis en place au cours de cette mission s'appuie sur les deux parties non cassées de l'ancien ouvrage pour la sauvegarde duquel il a fallu également consolider le talus afin de le préserver des crues.

Ce lien vital étant préservé, le second objet de la mission des ingénieurs était de mettre en place une "Winterisation" (logements pour l'hiver) en livrant aux populations, des éléments de constructions en dur ("schelters") dont l'implantation de 3000 unités sont nécessaires avant les premières rigueurs de l'hiver. Ces constructions permettront aux populations de subir les rigueurs des éléments



Gaston Surier. (Photo H. Ely).

de la manière la moins pénible possible. Il faut savoir qu'en 1986-87 et 88, 4000 villages Kurdes avaient été détruits dans cette région et les populations déportées en masse afin d'établir une zone tampon entre l'Irak et la Turquie. Le grand projet de l'O.N.U. est de favoriser le retour des anciennes populations transplantées, il y a cinq ans. C'est la raison pour laquelle les Nations Unies distribuent actuellement des matériaux afin d'aider les populations à reconstruire leurs habitations.

Gaston Surier expliquait : "J'ai fait, là bas, la connaissance du père Rabban, un religieux kurde, qui a déjà aidé à reconstruire un village sur ces terres fertiles. Un plan de reconstruction d'une quinzaine de villages a été établi. Nous avons constitué un dossier que j'ai adressé à l'O.N.U. qui, avec le concours de K.R.O. (Kurdistan Reconstruction Organisation) permettra le retour de centaine de kurdes sur leurs anciennes terres. Cette vaste opération sera lancée au printemps de l'année prochaine et déjà des architectes locaux ont été embauchés ; ils contrôleront l'avancée des travaux".

Jean-Paul BERTAIGNE

A défaut de pouvoir le renverser

George Bush veut déstabiliser Saddam Hussein

A un an de solliciter un nouveau mandat, le président américain doit montrer que la guerre du Golfe n'a pas été inutile.

WASHINGTON :
Stéphane MARCHAND

En 1992, pendant sa campagne de réélection, George Bush pourra se prévaloir d'une réalisation grandiose mais unique : la victoire contre l'Irak. Quelle victoire ? rétorqueront aussitôt ses adversaires démocrates en brandissant les dernières photos de Saddam Hussein, tout sourire devant ses troupes au garde-à-vous. En outre, avec les souffrances occasionnées aux populations civiles irakiennes par les sanctions économiques, les démocrates possèdent un argument électoral commode.

Presque neuf mois après la sévère défaite militaire qu'il a subie, le raïs irakien se maintient au pouvoir à Bagdad : c'est une douloureuse épine dans le pied de George Bush. Selon le *Washington Post*, la Maison-Blanche et les hommes qui préparent la campagne présidentielle de M. Bush ont décidé d'intensifier les efforts en vue d'un changement

de gouvernement en Irak. L'éviction du président irakien n'avait jamais figuré parmi les objectifs officiels de la coalition qui avait chassé les troupes irakiennes du Koweït. Toutefois, son départ constituait un objectif politique implicite majeur qui avait permis à l'administration Bush de « vendre » la guerre à son opinion publique.

L'embargo n'a pas encore brisé Saddam Hussein, et le raïs renforce régulièrement l'emprise de sa famille sur l'Irak. Sans réaction notable de Washington, la Jordanie, allié précieux des États-Unis dans la conférence de paix israélo-arabe en cours, viole régulièrement l'embargo. La discipline internationale se relâche : encore samedi dernier, au grand dam de l'administration, des banques commerciales européennes ont débloqué plusieurs dizaines de millions de dollars en avoirs irakiens gelés après l'invasion du Koweït, en août 1990.

Les sources du *Post* « n'excluent pas une attitude plus active » pour déstabiliser le

régime de Saddam Hussein. Elles ne font pas mention d'un raid militaire (il aurait été quasi légal pendant la guerre) contre la personne du président irakien, mais elles envisagent d'intensifier l'aide apportée aux différentes factions irakiennes en délicatesse avec le régime de Saddam Hussein, notamment aux Kurdes.

Un embryon d'État kurde

A Washington, certains responsables songent à reconnaître un gouvernement kurde provisoire qui opérerait dans les secteurs du Kurdistan actuellement sous surveillance de l'ONU. Le département d'État aurait évoqué cette option diplomatique avec Jalal Talabani au cours de la dernière visite du dirigeant kurde à Washington. Les États-Unis n'ont sans doute rien de plus à offrir aux responsables kurdes que cette vague promesse. Ceux-ci n'ont pas réussi à convaincre les Américains et leurs alliés de la probabilité d'une offensive gouvernemen-

tale irakienne au Kurdistan pendant l'hiver qui commence.

Les forces alliées qui sont aujourd'hui stationnées en Turquie à titre de « protection à distance » pour les populations kurdes doivent se retirer le 1^{er} janvier. Le gouvernement turc, lui-même confronté à un séparatisme kurde très actif, verrait d'un très mauvais œil le précédent que représenterait la reconnaissance, par les États-Unis, d'un embryon d'État kurde dans le nord de l'Irak.

Une aide militaire aux combattants kurdes n'est pas à l'ordre du jour, car le Pentagone estime que ces derniers restent incapables de renverser Saddam Hussein par la force. Au mois de mars, dans les jours qui avaient immédiatement suivi la fin de la guerre du Golfe, Washington avait déjà refusé de soutenir militairement les insurgés kurdes et chiites, aucun de ces deux groupes ne représentant, aux yeux de l'administration, une alternative politique permettant d'assurer l'intégrité territoriale de l'Irak.

St. M.

Le raïs irakien manœuvre pour durer

Indifférent aux souffrances de sa population, victime de l'embargo, il gouverne avec ses proches parents.

Neuf mois après la fin de la guerre du Koweït — le 28 février —, Saddam Hussein est toujours aux commandes à Bagdad. Toujours ? On pourrait dire plus que jamais. Son pouvoir, en effet, est de plus en plus personnel.

Le président irakien vient d'adresser deux signaux contradictoires à la communauté internationale, qui l'a ostracisé. Le premier geste semble conciliant. Il a renouvelé pour six mois — jusqu'au 30 juin 1992 — le « permis de travail » des agences des Nations unies et des 500 « gardes » de l'ONU déployés au Kurdistan pour protéger les médecins et infirmières des organisations humanitaires étrangères.

S'il y a consenti, c'est sans doute que leur présence ne gêne pas ses plans : une reconquête militaire du Kurdistan serait sûrement plus aisée en l'absence de ces témoins potentiels. Chasser les « humanitaires » ferait mauvais effet à l'heure où Bagdad tente d'obtenir un assouplissement des sanctions de l'ONU.

Mais, en même temps, Saddam Hussein a refusé de se plier aux conditions fixées par l'ONU pour autoriser l'exportation de pétrole irakien.

Le produit de ces ventes serait allé pour moitié à l'indemnisation des victimes de l'invasion du Koweït ; 20 % auraient couvert les frais de destruction de son propre arsenal ; 30 % auraient été destinés à l'achat de nourriture et de médicaments.

Après bientôt 15 mois d'embargo, l'économie du pays est totalement sinistrée. La contrebande en provenance des pays limitrophes ne fait qu'atténuer les pénuries. Les produits alimentaires coûtent en moyenne vingt fois plus cher qu'il y a un an. Les rations garanties par l'État ne couvrent, selon l'ONU, que le tiers des besoins. Les hôpitaux manquent de médicaments et souvent d'eau potable. Saddam fait défiler contre l'embargo les artistes, les écoliers, les ménagères. Mais il rejette les conditions du Conseil de sécurité. L'ambassadeur de Bagdad à l'ONU dé-

clare, héroïque : « Plutôt manger des dattes que d'être humilié. »

Saddam Hussein joue au chat et à la souris avec les Kurdes. L'accord sur l'autonomie que Massoud Barzani avait annoncé fin juin n'a toujours pas été signé. Jalal Talabani, l'autre chef des Kurdes, a régulièrement opposé son veto à des compromis qui excluaient la région pétrolière de Kirkouk. Après avoir, fin juillet et début septembre, infligé des camouflés à l'armée irakienne, les pechmergas (combattants kurdes) se retrouvent sur la défensive. En imposant un blocus économique partiel au Kurdistan, Saddam Hussein a montré aux raïfs qu'il restait

puissant. Bagdad a obtenu que la sécurité dans les villes kurdes de Suleymanié et d'Irbil soit assurée conjointement par l'armée et les pechmergas.

Avec ses lieutenants, c'est au jeu des chaises musicales que se livre le rais. Le limogeage en septembre du premier ministre - chiite - Saa-

doun Hammadi marquait la fin des rêves d'un adoucissement du régime. Début novembre, le président a renvoyé son gendre, Hussein Kamel, et nommé à sa place, au ministère de la Défense, son cousin germain Ali Hassan al-Majid. Ce personnage s'est fait une réputation en mettant au pas le Kur-

distan, en 1988, puis le Koweït, en 1990. Un demi-frère du président, Watban Ibrahim al-Hassan lui succède à l'intérieur. Ces changements confirment que rien n'importe davantage à Saddam Hussein que sa propre sécurité. Pour l'obtenir, il ne fait confiance qu'à ses proches. Et encore, pas à tous.

Sa « base » politique semble se rétrécir. Mais cette constatation ne signifie pas que ses jours sont comptés. Seule certitude après 15 mois de guerre des nerfs, Saddam Hussein apparaît nettement plus fragile.

Claude LORIEUX.

PARIS-NORMANDIE 26 novembre 1991

L'A.C.A.T. solidaire du peuple kurde



M. Shewki a exposé la situation du peuple kurde et rappelé ses revendications



Un public attentif venu s'informer pour mieux apporter leur aide

Le Kurdistan, rêve ou réalité ?... Toujours est-il que vendredi, l'A.C.A.T. a apporté son soutien à une population kurde en proie aux pires difficultés face à cinq Etats entre lesquels elle se trouve écartelée.

L'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (A.C.A.T.) se définit elle-même comme une association de défense des droits de l'homme. Dans cette optique, le groupe de Yerville a organisé vendredi soir, dans la salle Charles-de-Foucauld, une conférence-débat « pour informer et sensibiliser le public sur les grandes difficultés que traverse actuellement le peuple kurde ».

M. Shewki, responsable de l'institut kurde de Paris, créé en 1983, était donc invité à présenter schématiquement la situation des kurdes. À l'aide de panneaux et de diapositives retraçant les condi-

tions de vie et l'actualité du combat que mène ce peuple, l'intervenant, qui s'exprimait parfaitement en français, a montré combien le problème était complexe en même temps qu'il nécessite une urgence absolue. Sur une population de plus de vingt-cinq millions d'individus, quatre millions de Kurdes vivent en Irak, six millions en Iran, douze millions en Turquie, un million trois cent mille en Syrie et sept cent mille en U.R.S.S. Le reste de la population est répartie entre le Liban (200.000) et divers pays occidentaux (600.000).

Les Kurdes, qui vivaient sous la tutelle de l'empire ottoman jusqu'au traité de Lausanne en 1923, qui a consigné l'éclatement de celui-ci, se sont trouvés ainsi écartelés entre tous ces pays. Le Kurdistan, qu'ils réclament comme leur patrie, est en fait une mosaïque de populations qui revendiquent leur identité et leur autonomie. Le ter-

ritoire en question est riche en terres fertiles et deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, y prennent leur source. En outre, le vaste territoire montagneux s'étend sur 500.000 km²; il regorge de ressources minières comme le pétrole (70% du pétrole irakien); l'agriculture et l'élevage y sont développés jusqu'au pied du mont Ararat. Si la situation réelle des Kurdes est en opposition directe avec la générosité des terres qu'ils habitent, celle-ci, au dire de M. Shewki, est moins horrible en U.R.S.S. qu'en Iran, Irak, Turquie et Syrie.

« On recense près de 800.000 Kurdes sans abri en Irak, par exemple... des dizaines de milliers de victimes chaque année, dont une majorité d'enfants », affirme M. Shewki. La guerre du Golfe a brutalement révélé et aggravé cette situation. La résistance kurde partout se déroule dans des condi-

Etats membres.

Le but de la conférence de Yerville était donc de mettre en place une action concrète d'aide aux populations mais aussi de mobiliser les Français sur l'avenir. Un avenir bien incertain car le responsable de l'institut kurde pense que si Saddam Hussein ne les attaque pas c'est principalement à cause de la présence des Occidentaux. Mais qu'en sera-t-il fin décembre, date de la fin de cette présence ?

En attendant, des associations comme l'A.C.A.T. veulent aider les réfugiés et les villageois à reconstruire leurs maisons. M. Grégoire, responsable de l'association, lance donc un appel aux Yervilleais et à leurs voisins dans ce sens.

Pour tous renseignements : tél. 35.32.31.23 et 35.32.34.85. On peut aussi s'adresser directement à l'institut kurde de Paris, mention « S.O.S. Kurdes ».

Zusammen mit andern Hilfswerken wollen die Schweizer Caritas und das Evangelische Hilfswerk der Schweiz kurdischen Familien zu einer neuen Heimstatt verhelfen

Und wieder einmal erwacht Kurdistan zu neuem Leben

Die Schweizer Caritas, das Hilfswerk der evangelischen Kirchen der Schweiz (Heks), der Deutsche Caritasverband und das Deutsche Diakonische Werk versuchen zurzeit so vielen heimatlosen Kurden wie möglich die Rückkehr in ihre zerstörten Dörfer zu ermöglichen. Die Zeit drängt, denn der Winter naht.

«Schauen Sie, das ist schon ein richtiges kurdisches Dörfchen», ruft Ihsan Yahia stolz aus. Der Blick des kurdischen Ingenieurs schweift über mehr als ein Dutzend eben fertiggestellter Steinhäuser. Spindar, in der reizvollen Landschaft des irakischen Nordens gelegen, ist zu neuem Leben erwacht. Es war eines von mehr als 4000 Dörfern, die der irakische Diktator Saddam Hussein im Laufe von 15 Jahren in die Luft sprengen, mit Bull-

Von unserer Korrespondentin Birgit Cerha, Nikosia

dozern einebnen und die Bewohner durch Giftgas umbringen oder verjagen liess.

Saddam Hussein verwandelte damit weite Gebiete des fruchtbaren Kurdistan in totes Land; unzählige Menschen wurden von den Schergen des Despoten ermordet, andere in den Städten oder in Zwangssiedlungen konzentriert. Doch die Sehnsucht nach Rückkehr in ihre Heimatdörfer, zu ihrer traditionellen bäuerlichen Existenz, ist in den Herzen der Menschen nie erloschen. Kurdistan erlebt in diesen vorwinterlichen Tagen höchst Ungewöhnliches: einen kleinen Bauboom selbst in jahrelang entvölkerten Regionen. Frauen mischen Erde mit Wasser zu Lehm und schmieren die feuchte Masse mit ihren Händen auf die Steinwände, selbst kleine Kinder schleppen begeistert Ziegel heran.

Ihsan Yahia und seine Kollegen von der Kurdischen Wiederaufbau-Organisation (KRO) stehen ihnen unermüdlich mit Rat und Tat zur Seite. Die KRO ist eine unparteiische Hilfsorganisation, die sich in der Stunde höchster Not nach der grossen Fluchtwelle im vergangenen Frühjahr spontan aus einer kleinen Gruppe von Technikern und Ingenieuren gebildet hatte und unterdessen in Kurdistan mit bescheidenen Beträgen grossartige Arbeit leistet.

Für die Kurden ist es eine Frage des «Jetzt oder Nie». Das hat auch die Caritas begriffen. «Wir müssen jetzt so viel wie möglich investieren, damit die Menschen den Winter überstehen und sich dann selber weiterhelfen können», sagt Alois Odermatt, Leiter der Caritas-Auslandhilfe. Deshalb bietet die Caritas auch ein «Komplettprogramm», eine «Überlebensgarantie» in den Bergen über die härteste Winterzeit für sechs Monate. «Wenn wir den in ihre alten, oft



Die einen schöpfen dank ausländischer Hilfe Hoffnung, andere sind bereits wieder in grosser Not

Nicht alle Kurden gelangen in den Genuss von Hilfe seitens der Hilfswerke: Diese 35jährige Frau flüchtete mit ihren acht Kindern vor wenigen

Tagen aus der Erdölstadt Kirkuk – aus Angst vor anrückenden irakischen Truppen und weil sie für die Familie nichts mehr zu essen hatte. Seit Wochen

schon hat die Regierung in Bagdad die meisten Städte und Dörfer in Kurdistan mit einer strikten Wirtschaftsblockade belegt. (ap)

entlegenen Dörfer zurückgekehrten Leuten nicht Nahrungsmittel geben, dann können sie dort nicht bleiben. Sie haben nicht die Transportmittel und nicht das Geld, um sich in den Städten und in den belebteren Tälern ihre (vielleicht) von der Regierung (und eventuell zu einem späteren Zeitpunkt auch vom Internationalen Roten Kreuz u. a.) ausgegebenen Lebensmittelrationen zu holen», sagt Peter Zihlmann, Projektleiter der Caritas.

Soweit wie möglich bauen die Kurden ihre winzigen Häuser von einem bis höchstens zwei Zimmern pro Familie mit lokalen Materialien selber. Sobald die Grundmauern stehen, werden dann vom Konsortium unter Leitung der Caritas finanzierte Fenster- und Türrahmen, die Holzpfiler und Strohmatten für die Dächer, schliesslich Glasscheiben und Türen geliefert. In zwei Wochen ist alles fertig – mit einem Kostenaufwand von höchstens 130 Dollar. Danach teilt die Caritas Zucker, Reis, Mehl, Speiseöl, andere Lebensmittel, kleine Kerosinöfen mit Brennstoff sowie ein paar warme Kleidungsstücke und Saatgut für die Frühjahrsernte aus.

Für Trinkwasser in den Dörfern wird gesorgt. Auch hat man mit dem Bau von Schulen und sechs Krankenstationen begonnen. Die ersten Erfolge beim Wiederaufbau hatten einen Schneeballeffekt zur Folge. Immer mehr Flüchtlinge kehrten an den Ort ihrer alten Heimat zurück, in der Hoffnung, auch ihnen werde geholfen. Auch nach Barzan, dem dreimal zerstörten Grossdorf des Barzan Clans, hoch oben in den kurdischen Bergen. Einige hundert Bewohner sind bereits – überwiegend aus Iran, wo viele schon seit Jahren in Lagern gelebt hatten – zurückgekommen. Der Wiederaufbau Barzans besitzt für die Kurden grosse symbolische Bedeutung, stammte von dort doch Mullah Mustapha Barzani, der bis heute hochverehrte legendäre Kurdenführer, dessen Sohn Massoud nun an der Spitze der grössten Kurdenpartei, der KDP, steht.

Mit Hilfe der Hilfswerke sind bereits jetzt in drei Regionen Kurdistans 99 Dörfer wieder besiedelt. Im hochgelegenen Stammesgebiet Bawari Zheri, wo die Strassen schon sehr bald unpassierbar sein werden, sind schon alle Familien mit Nahrungsmittelrationen für sechs Monate versorgt. Die erste Hilfsphase sichert insgesamt 2500 Familien das Überleben während der harten Wintermonate. Eine zweite Hilfsphase wird in diesen Tagen in Angriff genommen, um die Not der in immer grösserer Zahl aus Iran nach Ostkurdistan zurückkehrenden Flüchtlinge zu lindern.

Qala Disa und Halabja

Insbesondere in der 1989 in die Luft gesprengten Stadt Qala Disa und im wegen massiver irakischer Giftgasangriffe berühmtesten «Hiroshima der Kurden», Halabja, wird die KRO mit finanzieller Unterstützung der Caritas für 2200 Familien tätig werden. In Halabja wird eine Krankenstation gebaut und in Qala Disa eine Schule. Zudem wird die Caritas gemeinsam mit der KRO noch zusätzlich mehrere tausend Familien mit fünf- bis sechsmonatigen Lebensmittelrationen versorgen, da die internationalen Hilfsorganisationen ihre Nahrungsmittellieferungen vor Monaten eingestellt und bisher noch nicht wiederaufgenommen haben. Die Zeit in Kurdistan aber drängt. Wenn der Schnee fällt, sind viele Gebiete nicht mehr zu erreichen. Die Kosten für die Versorgung von 2500 Familien werden auf 1,5 Millionen Franken geschätzt.

Man hofft aus diesem Grund auf finanzielle Unterstützung durch Caritasorganisationen in andern Ländern und die «Glückskette», die bisher für rund 90 Prozent der Kosten aufgekomen ist.

Bis Ende Juni 1992

Die Caritas will die Kurden aber auch noch nach dem Winter nicht im Stich lassen. «Wir hoffen, bis Ende Juni 1992 bleiben zu können», sagt Odermatt, um den Menschen den Weg in die Zukunft zu ebnet. Sie brauchen noch dringend Hilfe zur Wiederbelebung ihrer Landwirtschaft. Neben der Lieferung von Saatgut erwägt man auch die Einführung von Schafen oder Kühen, die in Kurdistan Tradition hatten, bevor Saddam Hussein zuschlug. Denn je mehr Menschen in ihren Dörfern wieder eine Existenz aufbauen, desto schwieriger wird es für den Diktator in Bagdad, sie erneut zu verjagen.

TELERAMA 27 novembre 1991

13.25 A2 14.15



31 décembre : date d'expiration du mandat de l'Onu...

Résistances

Magazine de Noël Mamère.

Les Kurdes

Kurdistan : les oubliés (Dominique Torres et Claude Barnier). Dans quelques jours, l'hiver. La boue, le froid : le thermomètre, ici, descend jusqu'à moins 20 degrés. Sept cent mille Kurdes sont toujours sans abri. Alors, désespérément, ils construisent. Des abris de fortune faits de quelques parpaings et de bouts de ferraille. A Halaja, plus de cinquante mille personnes campent dans les ruines de la ville, au milieu des gravats. Les reporters ont suivi deux volontaires de l'association française Solidarités, venus dresser un état des besoins. Présentes

sur le terrain, les ONG distribuent soins et nourriture. De la farine, du riz, de l'huile, de quoi survivre. Mais le problème le plus grave reste posé : comment protéger les Kurdes revenus dans leurs villages ? Comment l'Onu pourra-t-elle éviter que se reproduisent les massacres lorsqu'elle aura abandonné le pays, après le 31 décembre prochain, date d'expiration de son mandat ? A Penjouine, Kirkouk, Souleymanieh, on vit dans l'angoisse, dans la terreur. Quelle solution politique permettra d'assurer au peuple kurde sa sécurité ? Autant de questions auxquelles il est plus qu'urgent de répondre. **N. d. R.**

Les yeux du souvenir (Dominique Torres et Claude Barnier). A onze ans, Dolovan est un petit «peshmerga» qui ne lâche pas sa Kalashnikov. Il a perdu ses parents et ses cinq frères et sœurs à Halaja, la ville martyre, qui fut gazée par les Irakiens en 1988. Adopté, il a aujourd'hui une autre vie. Avec Dominique Torres et Claude Barnier, il retourne sur les lieux où sa famille a disparu. Avec Jean-Christophe Rufin, auteur de «L'empire et les nouveaux barbares», et Patrice Franceschi, de l'association Solidarités pour l'opération d'aide aux populations kurdes d'Irak.

GENOCIDI II REPORTAGE DAL CURDISTAN

DOPO SADDAM I TURCHI. MA CHI RICORDA PIU' I CURDI?

LILIANA BUCCELLINI

«Che cosa ha visto nell'est dell'Anatolia, o preferisce chiamarlo Kurdistan?». Sedici ore di interrogatorio al posto di polizia turco, solo per aver visitato la terra dei Curdi. Un paese che le grandi potenze europee hanno semplicemente cancellato dalle carte geografiche. Ma chi li ricorda più, i Curdi? Dopo la guerra del Golfo tutto il mondo fu bombardato di immagini, perché allora, per qualche settimana, potevano essere utili alla propaganda di Bush. Sfuggiti all'Irak, oggi centinaia di migliaia di Curdi sono perseguitati in Turchia, e bombardati con il napalm. Ma la Turchia è un fedele membro della Nato...

Settimo piano di un moderno palazzo di Diyarbakir, capitale del Kurdistan. Ufficio antiterrorismo. L'agente turco cinquantenne parla dell'Italia; dice di esserne un grande ammiratore. Poi fa: «Che cosa ha visto nell'Est dell'Anatolia? O preferisce chiamarlo Kurdistan?» Sono ore che ripete le stesse domande. Una regione che è un terzo della Turchia e che i Curdi si ostinano a ricordare che è la loro terra, il Kurdistan. I loro abitanti sono chiamati ufficialmente Turchi di montagna, ma non c'è Curdo che non si ribelli a questa definizione. Hanno visi duri, sfiniti dalla lotta che dura ormai dal 1920, anno in cui sono stati cancellati, con il beneplacito delle potenze europee, tutti i loro diritti. Abbiamo viaggiato per centinaia e centinaia di chilometri attraversando Sivas ed Erzerun, poi oltre l'Eufrate e poi Kars, Dogubeyazit, ai confini con l'Iran, prima di arrivare qui, a Diyarbakir: autobus che arrancano, stracolmi di passeggeri sulle dorsali di monti aspri e polverosi, o lungo tratturi che si snodano in pianure bionde di grano.

A Kars, al confine con l'Urss, un gran fiume separa Ani dalla repubblica dell'Azerbaigian. Il tramonto inclina i suoi raggi su resti di stupendi palazzi, fortezze, minareti, dall'altra parte del fiume arriva il

suono di un flauto. Un gruppo di giovani Azeri ci saluta lanciandoci baci. La guida non vuole attraversare i confini: «Grande confusione di là. Ma anche il popolo curdo ha fame di libertà. Dobbiamo scacciare i milioni di turchi, non ne possiamo più». Poi parla della guerra contro l'Irak, che anche qui hanno dovuto subire. Molti Curdi irakeni, affamati, sono fuggiti, ancora oggi fuggono dal loro paese e raggiungono il Kurdistan turco. Salvo poi essere bom-

Una città che sembra uscita da un film

bombardati dai Turchi, anche con il napalm, come è accaduto ad agosto e settembre. Diyarbakir, ufficio antiterrorismo. Sono ore e ore che siamo interrogati da agenti che sembrano venuti fuori da un telefilm americano: jeans, barba lunga, modi sbrigativi e sciolti. In inglese scolastico spiegano che siamo stati fermati perché la polizia è nervosa, per colpa dei Curdi, che hanno ucciso alcuni poliziotti. Lui stesso pochi giorni prima era stato al funerale di due agenti. A giugno c'era stata una manifestazione popolare con più di cento, morti fra i Curdi e centinaia di feriti, duemila arresti. «È su questa mappa che lei ha basato il suo viaggio? Che ne pensa dei Curdi? Come mai

viaggia da sola? Quali città ha visitato?» Said la guida curda è tesa, gli ricordano che prima di essere un ricco commerciante, era un attivista curdo. Parlano in turco, ora. Si agitano. Said dice che appena avranno controllato tutte le generalità sue e del nipote ci consegneranno il passaporto e ci lasceranno andare: «È un normale fermo di polizia. Noi Curdi ci siamo abituati. Ma tu...Ti chiedo scusa». L'interrogatorio ormai dura da sedici ore.

Fuori più avanti c'è il monte Ararat (Agri Dagit) e ai suoi piedi Dogubayazit una cittadina che sembra uscita da un film sui cercatori d'oro. Fra carretti, macchine scassatissime, vecchi pulmini, io sono l'unica donna senza accompagnatore, osservata, chiaccherata, chiamata da tutti i maschi in età fra i dodici e i novant'anni. Dalle stradine costellate da grandi buche, affiancate da minuscoli mercati improvvisati ogni mattina, emergono centinaia di Iranian con le mogli nascoste in neri vestiti. I pochi ristoranti sono presi d'assalto da una massa scura ed eccitata. L'Iran non dista più di cinque chilometri e gli Iranian vengono a comprare tè, scarpe ma anche molti alcolici. Gli Iranian mi provocano ancora di più di tutti gli altri uomini, e anche i Curdi non si distinguono dagli altri. «Ma le vostre donne dove sono? È una storia lunga, non c'è tempo».

Sharita ci mostra i cinque figli abbandonati sui cuscini

TESTIMONIANZA

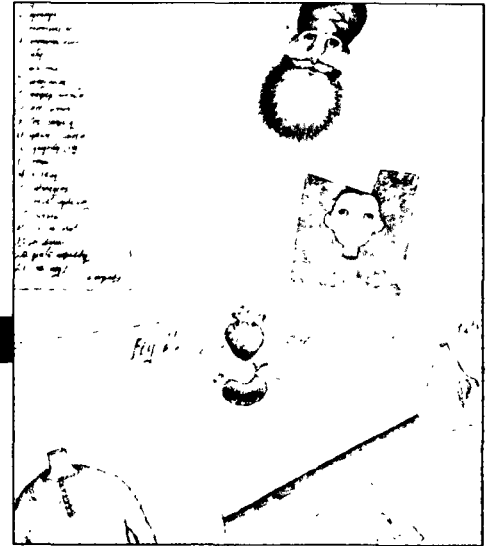
«QUEGLI AIUTI MAI ARRIVATI»

Mestre. Non appena avrà preso la sua laurea in architettura, Faraydun Kafroshi salirà di nuovo su un aereo per Ankara. Di là, ci sono ancora circa mille chilometri di strada per Zachi, la città tra Siria, Turchia e Irak che è la porta per il Kurdistan e per la zona-cuscinetto dell'Onu. L'ultima volta c'è stato in agosto, per conto del Fronte Nazionale per il Kurdistan iracheno, la coalizione politica di cui fa parte come membro della segreteria europea degli studenti. Là Faraydun ha potuto constatare molte cose sulle quali vale la pena ascoltarlo. Per esempio, quale fine abbiano fatto gli aiuti internazionali: «Moltissimo materiale non è mai arrivato a destinazione. Soprattutto degli aiuti alimentari c'è stato un grande spreco. Molto cibo è andato a male in attesa dei visti di frontiera che il governo di Ankara non rilasciava che con giorni e giorni di ritardo. E noi del Fronte abbiamo dovuto protestare ufficialmente anche con l'ospedale da campo del governo italiano a Zacho, perché tenevano gli alimenti in deposito, lasciandoli andare a male. Per di più, fax provenienti dai rappresentanti a Londra del Fronte (che sono costantemente in contatto con il Kurdistan iracheno), segnalano attualmente che dopo l'ondata di questa estate, gli aiuti stanno cessando. Eppure ce n'è ancora un grande bisogno. Tuttora, mezzo milione di profughi è accampato in montagna, in sistemazioni di fortuna, mentre

si avvicina l'inverno. Da noi nell'Irak del nord la temperatura scende fino a meno trenta». Quale situazione politica e militare hai trovato nel tuo viaggio? Ci sono alcuni aspetti di cui la stampa occidentale non ha parlato o ha parlato troppo poco?

«Si è scritto e detto pochissimo in Europa dei bombardamenti di agosto e settembre dell'esercito turco sui villaggi curdi, sia dentro i confini nazionali che al di fuori. Invece secondo le nostre informazioni, il governo di Ankara si è spinto a bombardare fino a 20 chilometri all'interno del territorio iracheno, usando ordigni al napalm, con lo scopo di sgominare le basi dei guerriglieri curdi. E non è escluso che i bombardamenti possano riprendere ancora. Ciò è perfettamente in linea con la politica di repressione nei confronti della minoranza curda adottata sempre dalla Turchia, dove fino a pochi mesi fa persino parlare in curdo era proibito dalla legge». Sai qualcosa di più preciso sui bombardamenti di quest'estate?

«Quello che so è quanto raccontano i fax che arrivano da laggiù: i bombardieri, nel tentativo di distruggere i rifugi dei peshmerga, hanno colpito indiscriminatamente la popolazione civile, con il tacito assenso di tutte le forze Onu presenti nella regione. I morti sarebbero centinaia, sia in territorio turco che iracheno. D'altra parte fra Turchia e Irak, due paesi i cui rapporti ufficiali sono molto tesi, esiste fin dal 1983 un incredibile accordo in base al quale la Turchia può bombardare nel territorio dell'Irak, se è per colpire la resisten-



za curda. Per questo le reazioni irachene, così come quelle di tutta la comunità internazionale, sono state molto deboli». E quali sono secondo te le ragioni per cui la stampa e i politici occidentali hanno osservato un silenzio quasi totale su questi episodi?

«È evidente che l'appartenenza alla Nato per il governo turco è una copertura. Ma proprio per questo legame gli Stati Uniti e l'Europa dovrebbero invece svolgere un'azione politica anche nei confronti della Turchia, per risolvere il problema curdo. Non può bastare la creazione di una zona-cuscinetto in Irak, per poi ritirare (come stanno facendo) le forze a difesa dei curdi non appena la Tv smette di mandare servizi con le immagini dei soldati che fanno da mangiare ai bambini. La zona-cuscinetto può essere un primo passo, non la soluzione del problema. Ora i curdi puntano a una democratizzazione dell'Irak, e avrebbero bisogno dell'appoggio di un governo di Ankara più democratico e più rispettoso dei diritti dei curdi all'interno stesso dei confini di quel paese. Eppure gli Stati Uniti tacciono sulla politica dei militari turchi, così come fecero quando, subito dopo la guerra, Saddam violò il blocco aereo per bombardare il Kurdistan».

FEDERICO FUBINI

Scuote il capo, poi dice che lì sulle montagne ci sono i combattenti curdi. Suo fratello è stato torturato e avrà bisogno di un intervento di Amnesty perché è in carcere da più di un mese, senza motivo. «Finita la guerra contro l'Irak ci hanno abbandonati, i giornalisti non si interessano più a noi».

A Dogubayzit sono tutti curdi i mille abitanti. E più di cento sono in carcere.

La città è presidiata dai militari Turchi e dai loro mezzi blindati. Tutti, ma proprio tutti, esprimono il loro odio per il governo turco: e in molti alzano la voce. Solo da poco possono parlare in pubblico nella loro lingua. Ascoltano musica curda e parlano, parlano degli intellettuali, dei musicisti, degli scrittori incarcerati per l'unica ragione di essere Curdi.

Ora è notte in casa di Said, festeggiamo

il rilascio. Sharita, sua moglie, mi mostra i cinque figli abbandonati sui cuscini. La figlia di tredici anni è la più grande. L'Ho conosciuta la notte precedente negli uffici dell'antiterrorismo e ricordo quegli occhi scuri, un miscuglio di dolcezza e serietà, che osservano colmi di domande. Ora la bambina sorride, con uno scialle addosso, «Ricordati del Kurdistan, non scordare anche tu».

**Non possono studiare,
lavorare,
possedere case**

LA DIASPORA CURDA

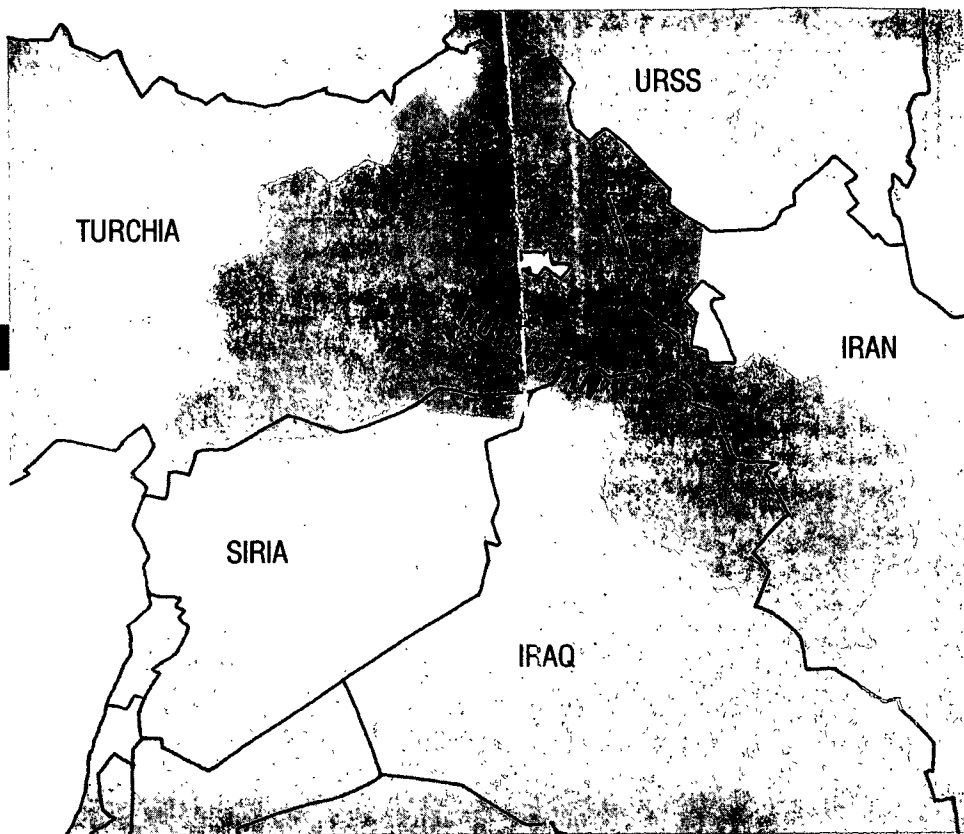
IRAK: DUE PARTITI PER IL CURDISTAN

Il Fronte Democratico del Kurdistan iracheno è la più importante formazione curda, essendo riuscita a comporre in armonia le organizzazioni contrastanti che storicamente avevano alimentato lotte intestine dentro lo stesso movimento curdo.

I due partiti più importanti del Fronte, l'Upk e il Pdk, sono nati dalla scissione del Pdk iracheno, fondato nel 1946 da Mustafà Barzani. Dapprima anticomunista, il partito nel '56 dichiarava il suo orientamento marxista-leninista e nel '62 era subordinato ideologicamente al partito comunista iracheno, favorevole alla autodeterminazione del popolo curdo. Nel 1964 la corrente del leader storico Barzani, restio a riforme politico-amministrative, si separava da quello di Jalal Talabani, l'attuale capo dell'Unione Patriottica del Kurdistan. Questi, con la scusa di eliminare la componente tribale del movimento, con le forniture delle armi degli iracheni, ha organizzato unità mercenarie anti-Barzani, iniziando così una lotta fraticida. Oggi l'attuale leader del PDK è Mas'ud Barzani.

IRAN: CONTRO LO SCIÀ E KHOMEINI

Il Partito Democratico del Kurdistan iraniano, il cui leader Abd Ar Rahman Ghassemlou è stato assassinato nel 1989 durante i negoziati con Tehran, è stato fondato nel 1945. Il suo primo programma era l'autogoverno, l'uso della lingua curda, l'elezione di un consiglio provinciale, il miglioramento delle condizioni economico-sociali. Il secondo manifesto (1956) parlava di lotta contro lo sciovismo iraniano e il suo governo monarchico-fascista per il raggiungimento della sovranità nazionale. Nel 1973 tale partito intreccia rapporti con Baghdad per abbattere il regime reazionario dello scià, mentre il PDK dell'Iraq era sostenuto da Tehran. Ma due anni dopo Saddam Hussein firma con lo «scià»



iraniano un trattato con il quale questi, in cambio dei diritti sullo Shatt el Arab, tagliava i rifornimenti dei guerriglieri curdi. Il 19 settembre 1979, l'ayatollah Khomeini proclamava la «guerra santa» contro i curdi. Da questa data fino alla fine del conflitto Iran-Iraq, le vittime della guerra civile e delle persecuzioni sono state 60 mila, in maggioranza civili, e i profughi 150mila.

SIRIA: PROIBITO LEGGERE E SCRIVERE

In Siria i curdi sono un milione trecentomila. Durante il mandato francese (1920-1945) la Siria fu parzialmente tollerante nei confronti dei Curdi e nella lotta di liberazione anticoloniale gli uni combatterono accanto agli altri. Ma le loro condizioni non migliorarono.

Anzi, quando Nur ad Din Az-Zaza ha fondato un partito di liberazione dei curdi, il Pdk, la Siria ha reagito con un programma di arabizzazione forzata, ha ritirato la cittadinanza siriana ai curdi, ha attuato una politica di analfabetizzazione nelle loro regioni, li ha privati di ogni possibilità di lavoro e ne ha espulsi migliaia in Turchia.

Ancora oggi, per problemi di politica mediorientale, è proibito studiare e pubblicare in lingua curda, e più di 100.000 curdi, non possedendo la cittadinanza, non possono studiare, lavorare, posse-

dere case. Le organizzazioni curde chiedono l'uguaglianza con gli arabi, la libertà di espressione culturale e l'adozione della lingua curda nelle scuole.

TURCHIA: STATO D'ASSEDIO

In Turchia esistono molte organizzazioni politiche curde. La più importante, il Partito dei lavoratori del Kurdistan (PKK), che lotta per il conseguimento dell'indipendenza del Kurdistan o per la trasformazione della Turchia in federazioni di stati uguali, è una derivazione del Pdk turco fondato da un avvocato, Faik Boujak, verso il 1960. La vita di questo partito, svolgendosi tra colpi di stato (1960, 1971 e 1980) e le conseguenti sistematiche repressioni, che soppresero ogni barlume di dialettica politica, non è stata semplice. Ancora oggi, con un regime pluri-partitico parlamentare, nelle 17 province curde vige lo stato d'assedio e tutte le costituzioni del paese (1924, 1961, 1982) hanno vietato ogni formazione politico-culturale che facesse riferimento ai curdi. L'articolo 140 del codice penale condanna ad un minimo di 5 anni di carcere chiunque partecipi ad attività culturali curde. Amnesty International sostiene che, negli anni 1980-1988 sono stati catturati 250.000 prigionieri politici ed eseguite migliaia di condanne a morte.

Télégramme de Brest 27 novembre 1991

Urgence au Kurdistan

« Mais quel crime avo- nous commis ? ». Au milieu des ruines de Barzan, près de dix fois détruites depuis 1920, le chef du village semble implorer le ciel. Au cours de notre mission d'évaluation pour Solidarités, les exem- ples de l'acharnement meurtrier de Saddam Hussein ne manqueront pas (le samedi 30 novembre, à 13 h 30 sur Antenne 2, l'émission « Résistance » présentera le reportage « Kurdistan, les oubliés » tourné lors de cette mission).

Guizé 1988. L'armée irakienne exécute tous les hommes et rase les maisons. Aujourd'hui, les familles de « ce village de veuves » vivent sous des tentes d'été. Il n'y a plus de ressources.

A Derek, l'église du VII^e siècle a été dynamitée comme tant de mosquées classées pour effacer la mémoire d'un peuple. Il n'y a plus de passé.

Sur la route, les villages col- lectifs se succèdent, entourés de barbelés arrachés. Le gouverne- ment y entassait les familles après avoir rasé leur village. Au- jourd'hui, des réfugiés s'instal- lent dans des maisons souvent sans porte ni fenêtre, parfois sans toit. Les enfants sont là, pieds nus sous la pluie, laissés à eux-mêmes. Il n'y a plus d'école.

Dans des carcasses de camion

Dans la vallée de Hero, près de la frontière iranienne, chaque maison reconstruite accueille trois à quatre familles. Les autres dorment sous des tentes, dans la montagne. Toutes reviennent d'Iran où elles s'étaient réfugiées comme des milliers d'autres lors du soulèvement kurde contre Saddam Hussein en mars 1991. Vingt habitants du village ont sauté sur des mines en allant

chercher du bois. Il n'y a plus d'agriculteurs aux champs.

A Dyana, des familles campent sur un vaste terrain vague, une ancienne caserne, ou dans des carcasses de camion pour avoir un abri « en dur ». Beau- coup viennent de Kirkouk, la ville pétrolière kurde interdite aux Kurdes. La population a été ex- pulsée pour être arabisée par des gens qui ne l'ont pas non plus choisi. Il n'y a plus de foyer.

Qalah Diza : hier 80.000 habi- tants, aujourd'hui 30.000, entiè- rement dynamitée. A l'aide de masses, des hommes arrachent des blocs de pierre aux ruines pour consolider hâtivement un abri avant l'hiver.

Partout la dévastation, la pré- carité, la peur. On pourrait multi- plier les exemples. 10 villes et 4.500 villages ont été rasés, les puits comblés, il n'y a plus d'in- frastructures publiques. Seules les routes sont restées intactes pour des raisons militaires.

L'agriculture, richesse au Kurdis- tan, a été systématiquement sa- botée : l'hiver s'annonce redou- table. Les ressources des familles, déjà maigres, s'épuisent.

Il n'y a pas de travail. L'objec- tif est de survivre jusqu'au prin- temps.

L'ONU, relayée par des asso- ciations humanitaires a lancé un programme de reconstruction de petits abris (60.000 en tout).

Les familles vivent l'hiver dans la promiscuité de ces abris (une pièce de 25 m² pour 6-8 personnes), qui seront agrandis au printemps ou trans- formés en étable pour les bêtes. L'ONU distribue également de la nourriture mais tout le monde n'est pas touché par ces pro- grammes. Les besoins vitaux ne sont que partiellement couverts.

Une part non négligeable de la population vit encore sous des tentes, parfois des bâches en plastique. Il est difficile de l'éva- luer car beaucoup de familles

passent encore d'une vallée à l'autre, à la recherche d'un lieu sûr, terrorisées à l'idée d'une at- taque.

La route de l'aide est coupée

La situation déjà très instable se complique. Saddam Hussein menace d'expulser l'ONU fin dé- cembre. Et surtout, l'armée ira- kienne a mis en place un blocus : la route de l'aide par Mossoul est coupée, obligeant à emprun- ter les pistes du nord, très diffici- les en hiver. Le pétrole n'arrive plus.

En quelques semaines, le Kur- distan peut mourir asphyxié.

Saddam Hussein veut aussi forcer les Kurdes à signer un ac- cord à leur désavantage. Le seul contre-poids en dehors des Peshmergas, les combattants kurdes, c'est l'action humani- taire.

Des chrétiens du Kurdistan (il existe une petite communauté) nous ont dit « Cette année nous passerons Noël sans Saddam Hussein » car certains Kurdes es- pèrent encore. Unis, ils osent en- core espérer malgré la maison familiale enfoncée à coup de bulldozer, le village dynamité, malgré les bombardements chimiques et l'entassement dans les blocs clôturés de barbelés, après l'exode terrible sur les rou- tes bordées de mourants, après les nuits froides dans la monta- gne, l'enfant mort au petit matin, la femme tombée d'épuisement, après la clameur des révoltes, le cri des massacres et la plainte étouffée des peuples opprimés dont le crime est d'exister, de vi- vre, de survivre.

Hervé HUTIN

Si vous souhaitez venir en aide aux Kurdes, voici l'adresse de l'or- ganisation : Solidarités, 19, rue Da- viel, 75013 Paris, CCP Paris 23 117 71 A, tél. 45.88.33.22.



Un enfant kurde sur les ruines de Qalah Diza, détruite mai- son par maison. (Photo Hervé Hutin)

GAMK 27 novembre 1991

LES KURDES D'IRAK ACCUSENT LE PKK

Les relations seraient à nouveau très tendues entre les militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, principale organisation de guérilla kurde contre les autorités d'Ankara) et les peshmergas kurdes irakiens, si l'on en croit l'agence turque Anatolie, qui fait état d'une «attaque conjointe récemment des militants du PKK et des troupes irakiennes en Irak du nord contre des peshmergas». Si cette information s'inscrit dans une propagande turque visant à briser la solidarité qui avait pu apparaître entre Kurdes irakiens et Kurdes de Turquie à la suite des raids répétés de l'aviation turque en Irak du nord, il reste qu'elle se donne pour caution des sources kurdes irakiennes, puisqu'elle a cité la «Voix du Kurdistan d'Irak», captée à Hakkari, dans le sud-est de la Turquie.

Selon cette radio du Parti Démocrate du Kurdistan irakien (PDKI) de Massoud Barzani, le président irakien Saddam Hussein aurait «fourni au PKK toutes sortes d'armes pour qu'il assassine des médecins américains et d'autres officiels» d'organisations caritatives présentes dans le nord de l'Irak. Le PKK avait à plusieurs reprises condamné les pourparlers entamés à la faveur de la guerre du Golfe entre les organisations autonomistes kurdes d'Irak et Ankara. Il avait même menacé de représailles les troupes occidentales stationnées sur le territoire kurde de Turquie pour «protéger» les Kurdes irakiens, ainsi que quiconque collaborerait avec ces troupes, y-compris les peshmergas kurdes.

Une fois terminée la guerre du Golfe et écrasée la rébellion kurde, Ankara avait quelque peu révisé ses engagements à soutenir une autonomie kurde dans le nord de l'Irak. Bien plus, l'aviation turque avait saisi le prétexte de l'enlèvement de gendarmes turcs par les rebelles du PKK pour lancer trois raids depuis le début du mois d'août au nord de l'Irak, contre des camps présumés du PKK. Ces bombardements aveugles avaient

surtout touché les camps de réfugiés kurdes irakiens, jetant le froid dans les relations entre Ankara et les Kurdes d'Irak. Si les informations d'une collusion entre forces armées irakiennes et militants du PKK se confirment, largement relayées par les services de propagande turque, les relations entre Kurdes de Turquie et d'Irak risquent de ne pas s'en remettre.

OUEST-FRANCE 28 novembre 1991

Reconstruction des villages kurdes 50 000 abris conçus à Alençon

50 000 maisons vont être reconstruites, sous l'égide de l'ONU, dans le Nord-Est irakien, pour reloger près de 600 000 réfugiés kurdes dont les villages ont été rasés par Saddam Hussein. Sans compter ceux qui furent, encore ces jours-ci, devant les attaques de Bagdad. La maison-type a été conçue par l'Alençonnais Claude Victor, 36 ans, technicien en urbanisme.

ALENÇON. — L'été dernier, Claude Victor avait choisi de passer ses vacances en Irak afin de prêter main-forte à l'organisation non-gouvernementale Architectes et ingénieurs du monde (AIM), chargée de la remise en état d'un hôpital kurde. A cette époque, aucun projet n'était encore retenu en matière de reconstruction des villages, pour des raisons à la fois diplomatiques et économiques. Pas simple, car il fallait trouver le bon projet qui obtienne à la fois l'agrément du haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies et du comité de reconstruction kurde. Ce fut le sien.

Claude Victor a conçu un habitat «temporaire et humanitaire» de 25 mètres carrés, comprenant une grande pièce commune et une chambre. Ses matériaux sont locaux (bois, pierres et végétaux). Un poêle assure un chauffage au bois. «L'idée de faire une maison avec deux pièces donnait satisfaction aux Kurdes, car cela convenait à leurs coutumes», explique Claude Victor. A court terme, face à l'urgence, cet ha-

bitat peut accueillir deux familles, mais il est prévu pour une seule.

Villages traditionnels

Début septembre 1991, l'ONU avait confié à AIM la prise en charge d'un village-type de 84 maisons à Chiffinarki, selon les plans de Claude Victor. L'expérience ayant réussi, l'AIM et d'autres ONG ont alors reçu mission d'assurer la construction des 50 000 maisons prévues au programme. L'ONU fournit la logistique. Les organisations assurent la répartition des matériaux et l'encadrement. Les familles kurdes font le reste.

Actuellement, 1 500 des 3 000 maisons à la charge d'AIM sont réalisées. Ces logements sont plutôt les bienvenus pour une population qui va devoir affronter les rigueurs de l'hiver avec des températures de moins vingt

degrés en moyenne. «Les maisons doivent non seulement les abriter du froid, ajoute Claude Victor, mais permettre une sédentarisation de cette population, qui, à cause de ses migrations entre la montagne et les camps, est devenue nomade. En reconstruisant des maisons à l'emplacement de leurs villages détruits, on peut espérer une reprise de leurs activités traditionnelles (élevage notamment).»

Même s'il reconnaît que «ce provisoire est appelé à être définitif», Claude Victor ne cache pas sa satisfaction d'avoir vu son projet retenu et développé par l'ONU. Modestement. «C'était bien de faire un truc», dit-il.

Éric CHOPIN.

Contact: association Architectes et ingénieurs du monde (AIM) 14, rue Berthelot, 69 007 Lyon.



Le sort des réfugiés kurdes sera l'objet de l'émission «Envoyé spécial» diffusée ce soir à 20 h 50 sur A 2

Stehen die Kurden vor einer neuen Katastrophe ?

Bern, Mittwoch, 27. November 1991

Der Bund

Obgleich die irakische Armee sporadisch nach wie vor die Kurden bekämpft, ist das Elend dieses Volkes schon fast vergessen. An die 200 000 Menschen, im Anschluss an den Golfkrieg vertrieben, haben noch keinen Schutz gefunden. Birgit Cerha hat Kurdistan kürzlich besucht und dort eine eigenartige Stimmung vorgefunden: Freiheitsrausch, wilde Entschlossenheit und zaghafte Hoffnung mischen sich mit Angst, totaler Erschöpfung und tiefer Verzweiflung.

Das Taxi hält am Grenzposten Harbur, auf der Hauptverbindungsstrasse, die von der Türkei nach Nordirak führt, einer der Lebensadern des Zweistromlandes. Junge, freundliche Männer in den Pumphosen der Peshmergas (wie sich die kurdischen Guerilleros nennen), ihre Kalaschnikows an der Seite, treten ans Fahrzeug heran. Passkontrolle? Der türkische Fahrer greift ins Handschuhfach, zieht einen kleinen Sack heraus, einen zweiten und einen dritten. Chips aus der Türkei – eine Rarität in Kurdistan. Er reicht sie den Männern am Grenzhaus. Die Kurden nicken billigend. Wir dürfen weiterfahren.

Das Wohlwollen der Grenzwächter ist für den Türken wichtig. Denn auf dem Rückweg nimmt er ein halbes Dutzend vollgefüllter Benzinkanister mit heim. Das Geschäft lief lange glänzend im Grenzgebiet. Von irakischen Beamten und Sicherheitskräften ist weit und breit keine Spur. Mit dem Schmuggel von Benzin aus Irak lassen sich in der Türkei stattliche Gewinne erzielen. Benzin kostet im Lande Atatürks sechsmal soviel, Diesel gar mehr als zehnmal soviel wie in Irak. Lastwagen rollen in steter Kolonne über die Grenze, vollbeladen mit Gütern für den seit 15 Monaten unter internationalem Boykott ächzenden Irak. (Nur

von der Uno zugelassene Waren? Wer kontrolliert dies schon?) Sie kehren zurück mit vollen Tanks und Reservetanks; was der Wagen nur fasst.

Hoffnung und Angst

Üoch unterdessen hat sich das Bild radikal gewandelt. Seit kurzem quält Iraks Diktator Saddam Hussein Kurdistan mit seinem eigenen Boykott. Benzin ist dort deshalb so knapp geworden, dass internationalen Hilfsorganisationen gar keine andere Wahl bleibt, als sich aus der Türkei zu versorgen.

In Kurdistan, diesem von der Natur so begnadeten, von tyrannischen Herrschern in Bagdad so misshandelten, Land in Nordirak, ist sieben Monate nach einer seiner grössten Tragödien – der Massenflucht von vielleicht zwei Millionen Menschen vor den gnadenlosen Attacken der Regierungssoldaten – eine ganz eigenartige Atmosphäre eingekehrt: eine Mischung von Freiheitsrausch und Glückseligkeit, von wilder Entschlossenheit und zaghafte Hoffnung, von Angst und Enttäuschung, totaler Erschöpfung, Resignation und tiefer Verzweiflung.



Die von irakischen Truppen zerstörte Stadt Katadisir: Schutzlos warten die Menschen auf den nahenden Winter. (exp)

Peshmergas bestimmen

Rund 2,2 Millionen Menschen, fast zwei Drittel der kurdischen Gesamtbevölkerung Iraks – viele darunter sind von hoch oben aus den Bergen, aus den Nachbarstaaten Türkei und Iran zurückgekehrt oder zurückgejagte Flüchtlinge – leben heute, teils dichtgedrängt, im «freien Kurdistan», einem Gebiet Nordiraks, das sich von der türkischen Grenze bis weit nach Süden, fast bis zur Ölstadt Kirkuk und nach Mosul im Westen erstreckt. Hier hat Saddam Husseins Faust ihre Kraft verloren. In Zakho und Dohuk, aber selbst in den bis vor wenigen Wochen von den Regierungstruppen kontrollierten Kurdenstädten Erbil und Suleymania bestimmen die Peshmergas. In immer wieder ausgebrochenen lokal begrenzten Gefechten haben die Kurden stets ein wenig mehr von ihrem Land erobert. Irakische Soldaten, aus Bagdad entsandte Beamte, regionale Gouverneure, ja selbst die so lange so gefürchtete Geheimpolizei müssen sich kurdischem Willen fügen oder wagen es zumindest nicht, vor den Augen der Peshmergas die Bevölkerung erneut zu quälen.

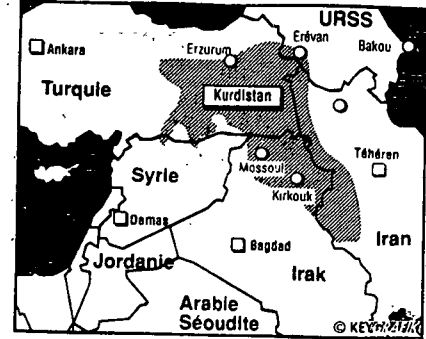
Offiziell, so heisst es, werden Städte wie Dohuk oder Erbil «gemeinsam verwaltet». Doch – vorläufig – hat sich in Kurdistan der Spiess umgedreht. An so manchem Ort lassen die Peshmergas Saddam Husseins verhasste Agenten lieber nicht aus ihrem Bürogebäude auf die Strasse treten. «Sie würden sonst von der Bevölkerung gelyncht», erläutert einer der Guerillaführer. Aufständische als Beschützer der Vollstrecker staatlicher Repression?

Bizarres und Schauriges

«No Photos» haben erzürnte Iraker auf das Tor zum riesigen Areal eines Prunkbaus mit schwarzer Farbe gemalt, bestimmt wohl für die wenigen Fremden, die sich eine andere Kuriosität im heutigen Kurdistan ungern entgehen lassen wollen. Hier, bei Aniskhi, nordöstlich von Dohuk, hat Saddam Hussein 1984 zwei Dörfer eibebnen lassen, um genau auf diesem – zugegeben, landschaftlich reizvollen – Platz einen von 150 Palästen zu errichten, die unterdessen für die Freuden des Despoten, der Seinen und arabischer Freunde in diesem Gebiet stehen. 60 Regierungssoldaten hielten hier Wache, als die Kurden die Region unter ihre Kontrolle nahmen. Die Alliierten, die im Juni aus Nordirak abzogen, hatten Saddam den Verbleib der Soldaten zugesagt. Die Männer aber wagen sich nicht aus dem Areal heraus, und die Peshmergas versorgen sie mit dem Lebensnotwendigsten.

Schaurige Szenen an anderem Ort. Im Schnecken tempo schiebt sich eine endlose Autokolonne dem fast ausgetrockneten Dukan-Stausee im Osten Kurdistans entlang. Auf die Dächer der ersten drei Fahrzeuge sind Särge gebunden. «Wieder haben sich Angehörige die Leichen von Männern geholt, die Saddams Schergen vor Jahren mit sich genommen hatten und von denen seither jede Spur fehlte», erklärt Dara, ein ortskundiger Kurde. «Das ganze Dorf der Familien geleitet die Opfer heim, wo man sie in höchsten Ehren als Helden bestattet.»

Kurdistan



Im Zuge ihrer «Intifada», ihres Aufstands gegen Bagdad im vergangenen März, hatten kurdische Freiheitskämpfer aus den gestürzten Geheimdienstzentralen Stöße von Dokumenten mitgenommen und unterdessen mühselig ausgewertet. Unter anderem fanden sich darin unzählige, meist nur äusserst vage Hinweise auf Gräber, oft Massengräber, in die das Regime unliebsame Kurden verscharrt hatte. Verzweifelt müssen die Hinterbliebenen oft wochenlang suchen und graben, bis sie die richtige Stelle gefunden haben.

Nordirak: Machtvakuum

«Die Schleusen des Dukan-Damms hatte Bagdad im Frühling geöffnet», erzählt Dara bitter. «Saddam will den Menschen hier, in der fruchtbaren Shahzorebene, jede Chance auf die Zukunft verwehren.» Denn das Wasser aus dem See ist für die Landwirtschaft in diesem Gebiet lebenswichtig.

Nach dem Abzug der alliierten Bodentruppen im Juni hat sich in Nordirak ein



Die Bilder vom Flüchtlingselend sind schon fast vergessen, doch die Not vieler Kurden ist geblieben. (Archivbild afp)

Machtvakuum geöffnet. Offiziell «regiert» hier die aus acht Parteien formierte «Kurdistan Front» unter der gemeinsamen Führung Massoud Barzanis und Jalal Talabanis. Schulen und Banken haben wieder geöffnet, selbst kurdische «Gerichte» tagen und fällen harte Urteile auf der Basis einer Mischung von römischem und islamischem Recht, kurdischer Tradition und irakischer Praxis. Diverse Sorten irakischer Dinar sind im Umlauf: frisch in Bagdad von Laserprintern gedruckte zum hohen offiziellen Kurs, Vorkriegs-Dinar ebenso wie gefälschte, in Iran oder in der Türkei gedruckte Noten, die alle zu unterschiedlichen Preisen gehandelt werden.

Ein Volk ohne Freunde

Auch wenn die Kontakte mit der Zentralregierung fast abgebrochen sind, so fließen doch immer noch Dinar nach Kurdistan; Bagdad bezahlt die im Norden offiziell weiterhin «arbeitenden» Beamten etwa. Die militärische Attacke gegen die unliebsame Minderheit wagt der Diktator wegen der allzunahen Präsenz der US-Luftmacht – amerikanische Jets steigen täglich vom Stützpunkt Incirlik in der Südost-Türkei auf und kreisen über Irak, bereit zur Aktion, sollte Saddam den Kurden erneut gewaltsam zu Leibe rücken. Deshalb versucht er, die Peshmergas auf andere Weise zu schwächen: durch den Kauf von Kalaschnikows etwa, die das irakische Regime den Kurden für 150 Dollar abzuhandeln sucht. Doch Waffen sind in Kurdistan heute fast die einzige Ware, die in reicher Fülle vorhanden ist.

Die Kurden haben die vergangenen Monate der Atempause genützt, um ihre Peshmerga-Einheiten neu auszustatten, besser zu trainieren und zu disziplinieren. Denn allzu bald könnte ihre Kampfkraft für Tausende von Menschen wieder zur Überlebensfrage werden. Freunde hat dieses gequälte Bergvolk heute weniger denn je. Die Iraker jagen die Flüchtlinge, die auf ihrem Territorium Zuflucht fanden, immer heimungsloser wieder zurück und haben die Grenze fast vollständig geschlossen. Und die Türken flogen schon mehrere militärische Grosseinsätze gegen Ziele im irakischen Kurdistan.

Türkische Attacken

Offiziell richten sich diese Attacken gegen die türkischen Kurdenguerillas der PKK, die in Nordirak Unterschlupf fanden und von dort aus Anschläge gegen türkische Militäreinheiten inszenierten. Doch in Wahrheit schlugen mehrere Bomben in irakischen Kurden-dörfern ein, töteten und verletzten unzählige Zivilisten. «Besonders schlimm ist es», erzählt der Vertreter einer westlichen Hilfsorganisation, «wenn die Türken mit ihren Kampfhubschraubern aus amerikanischer Produktion anfliegen. Die Kurden können sie nicht von den USA-Maschinen unterscheiden, die ihnen seit Monaten immer und immer wieder Hilfsgüter bringen. So liefen selbst Kinder bei den ersten türkischen Attacken freudig den Hubschraubern entgegen, und dann fielen die Bomben.» Massoud Barzani weiss, dass die Türken vor allem auch ihn unter Druck setzen sollen, damit er die PKK aus Irak verjagt. Trotz der geringen Sympathie, die der Kurdenführer wegen deren brutalen Terrormethoden für die Rebellen aus dem Nachbarstaat hegt, bekräftigt Barzani seine Entschlossenheit, «gegen die PKK keinen Krieg zu führen. Doch wir werden auch kein PKK-Lager in Nordirak dulden.»

Pakt mit dem Teufel?

Während die Kurden, soweit sie die nur äusserst zögernd fliessende Hilfe des Westens erreicht, voll Eifer begannen, so manche ihrer insgesamt 4000 von Saddams Schergen zerstörten Dörfer wieder aufzubauen, steigert sich in Kurdistan die düstere Vorahnung neuer Katastrophen. Unter den Peshmerga-Führern wachsen Rivalitäten und Uneinigkeit über den künftigen Kurs gegenüber Bagdad bedrohlich an. Barzani will unter allen Umständen weiterverhandeln, um Saddam Husseins Zustimmung zu einem neuen Autonomieabkommen zu gewinnen, primär wohl auch, um eines vielleicht nicht mehr so fernen Tages ein neues Regime in Bagdad an für die Kur-

den günstige Versprechungen zu binden. Doch entscheidende Fragen stehen noch offen, zum Beispiel: Wer kontrolliert die einst mehrheitlich von Kurden bewohnte Öststadt Kirkuk?

Barzani ist einem Kompromiss durchaus gewogen. Er glaubt auch, Saddam Hussein sei heute so schwach, dass er – vorerst – sein Wort halten wird. «Wir besitzen eine drei Jahrzehnte alte Erfahrung im Umgang mit Bagdad», versucht er die Sektierer zu beschwichtigen. Die Kurden seien des Kriegs nach dreissig Jahren müde geworden, und tatsächlich spricht vieles dafür, dass diese gequälten Menschen erneute physische Strapazen oder gar eine erneute Flucht wie jene im vergangenen Frühjahr in Massen nicht mehr überleben. Da die internationale Gemeinschaft aber den Kurden keine Überlebensgarantie gibt – und die Erkundungsreise einer kurdischen Delegation durch die USA und europäische Hauptstädte bestätigte nur diese These – sieht Barzani keine andere Wahl. Talabani aber will auch in dieser Stunde der Not keinen «Pakt mit dem Teufel».

200 000 ohne Schutz

Mit der erneuten Blockade Kurdistans setzt Saddam Hussein nun die Minderheit wieder massiv unter Druck, damit sie sich seinen Autonomievorschlägen füge. Die Blockade erschwert aber auch drastisch die Arbeit internationaler Hilfsorganisationen, die die Rückkehr vieler Flüchtlinge in ihre zerstörten Dörfer und damit eine Umkehr von anderthalb Jahrzehnten Bagdader Strategie zur Vernichtung des kurdischen «Widerstandsgeistes» ermöglichen.

Während die ersten heftigen Winterregen einsetzten, vermochten die angesichts der beträchtlichen logistischen und politischen Hürden oft kläglich versagenden internationalen Hilfsorganisationen bisher etwa 200 000 Flüchtlingen keinen Schutz gegen die Winterkälte und den bald reichlich fallenden Schnee zu bieten. Doch, so scheint es, den Westen bewegt das Leid dieses Volkes nicht mehr.

Birgit Cerha

L'Humanité 28 novembre 1991

EXODE KURDE

Plus de dix mille Kurdes d'Irak ont, à nouveau, quitté leurs foyers dans la région d'Irbil, de crainte d'une nouvelle offensive de l'armée de Saddam Hussein, qui a massé des troupes aux alentours de cette ville, selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani. Par ailleurs, le Comité d'action commune contre Saddam Hussein, créé pendant la guerre du Golfe par les partis et mouvements d'opposition, a annoncé qu'il se réunirait prochainement en Irak. Le comité accuse Washington d'avoir aidé le président irakien à rester au pouvoir en mars dernier en le laissant écraser dans le sang les révoltes kurde au nord et chiite au sud.

Nouvel exode kurde

PLUS de dix mille Kurdes d'Irak ont à nouveau quitté leurs foyers dans la région d'Irbil de crainte d'une nouvelle offensive de l'armée de Saddam Hussein qui a massé des troupes aux alentours de cette ville, selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani. Par ailleurs, le Comité d'action commune contre Saddam Hussein, créé pendant la guerre du Golfe par les partis et mouvements d'opposition, a annoncé qu'il se réunirait prochainement en Irak. Le comité accuse Washington d'avoir aidé le président irakien à rester au pouvoir en mars dernier en le laissant écraser dans le sang les révoltes kurde au nord et chiite au sud.

ECHO DU CENTRE 28 novembre 1991

Turcs-Kurdes : le Comité rencontre le préfet

Hier, le Comité de soutien aux Turcs et Kurdes de Bourges a à nouveau plaidé les dossiers des demandeurs d'asile et réclamé une rencontre avec Laurent Fabius.

□ Le Comité de soutien et de vigilance constitué autour des 25 Turcs et Kurdes de Turquie de St-Pierre-le-Guillard, a été reçu mercredi par le préfet du Cher, Roland Hodel, et le secrétaire général Jean-Claude Allard.

La délégation était composée de Mmes Yvonne Denizet, Maryvonne Goudinoux, Annick Lemée, Joëlle Peaudecerf, et de MM. Pierre Bodin, Joseph Léger, Philippe Bradel et Jean-Pierre Planson.

L'inquiétude grandissante des grévistes de la faim a été évoquée, ainsi que leur solidarité intacte et leur volonté farouche de voir reconnaître le danger auquel ils seront exposés en cas de retour obligé en Turquie.

A ce jour, neuf grévistes de la faim sont admis à rester sur notre territoire « exceptionnellement et conditionnellement », trois grévistes ont reçu un refus, les autres dossiers ne sont pas encore étudiés complètement.

Le préfet a cependant informé le Comité que d'autres réponses positives seraient communiquées au cours de la semaine prochaine. Il a insisté sur le fait « que s'il avait des doutes sur la possibilité d'in-

sertion des refusés dans leur pays, il reviendrait sur cette décision de refus », selon le Comité.

Cette déclaration a été appréciée comme très positive par le Comité de soutien.

Le Comité de soutien a insisté sur la connaissance de plus en plus fine qu'il a acquise de la situation en Turquie qui lui fait trouver inacceptable l'hypothèse d'un renvoi d'un de ces vingt-cinq hommes qui se sont élevés publiquement contre le régime turc.

Le Comité de soutien a demandé à M. le Préfet d'intervenir dans le cadre des habitudes protocolaires auprès du cabinet de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, afin qu'une rencontre soit possible dans la journée du lundi 2 décembre. M. le Préfet a bien noté la demande et transmettra au chef de cabinet de M. Laurent Fabius, son interlocuteur. Ce jour-là, Laurent Fabius doit venir à Bourges inaugurer l'expo : « Député, Députés ».

Le Comité de soutien et de vigilance participera au rassemblement parisien le samedi 30 novembre concernant le droit d'asile dans notre pays.

Le Berry Républicain 28 novembre 1991

The Kurds in Iraq Face 'Disaster' As Winter Nears

Washington Post Service

WASHINGTON — Iraqi Kurds, who fled into the mountains last spring after a failed uprising against the government of President Saddam Hussein, have largely returned to their devastated villages, but at least 600,000 lack shelter and food as winter approaches, according to a Senate Foreign Relations Committee staff report.

The report, based on a nine-day visit to Kurdistan in September by Peter W. Galbraith, a staff member, also asserted that Iraq was violating United Nations sanctions by exporting huge amounts of Iraqi construction equipment, road-building vehicles and factory machinery to Iran.

According to Mr. Galbraith, the equipment is being sold to Iran at "fire-sale prices" to earn money at a time when the United Nations sanctions are supposed to be blocking most Iraqi exports.

Although the "immediate humanitarian crisis" of last April is over, Mr. Galbraith said, thousands of Kurds have returned home to nothing more than rubble. "Iraqi Kurdistan is a land where life today is lived on the edge," he said.

International Herald Tribune November 29, 1991

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRA0372 4 AI 0286 FRA /AFF-II49

Télévision-Kurdes

A2: Les oubliés du Kurdistan à "Résistances" 30 novembre 13h30

PARIS, 28 nov (AFP) — Les Kurdes oubliés des médias depuis la guerre du Golfe n'en continuent pas moins d'être réfugiés sous des tentes et de souffrir mille morts: "Résistances", le magazine des Droits de l'Homme de Noël Namère leur consacre son numéro de samedi 30 novembre à 13h30.

Deux reportages étayent l'émission. L'un avec Bolovan, 11 ans, qui revient à Halaja, ville martyre, passée au napalm par les Irakiens en 1988 et où il a perdu toute sa famille, "Les yeux du souvenir". L'autre, "Kurdistan les oubliés", portant sur les réfugiés que l'on tente d'installer dans le dur avant l'hiver, montre à quel point ces populations sont abandonnées de tous et oubliées de l'opinion publique.

Bien sûr, il y a l'ONU, dont le mandat humanitaire a été prolongé jusqu'en mars 1992, les associations humanitaires MSF, Solidarités etc. Ils font un maximum mais il n'y a pas où installer les gens.

Les villages ont été rasés, il n'y a aucune sécurité pour eux et surtout pas de travail, de moyen de travailler la terre. Quelques uns tentent par eux-mêmes de se construire une maison à l'aide de parpaings rassemblés par un torchis appliqué à la main faute d'instrument. D'autres rentrent dans ces "villages collectifs" inventés par Saddam Hussein et qui devraient être provisoires mais pour combien de temps?

Une situation humanitaire et politique inextricable, qu'explique bien Michel Foucher, spécialiste de géopolitique. Les Kurdes sont 20 millions répartis sur cinq pays où ils sont des citoyens de seconde zone et surtout en Irak. Autre raison de leurs malheurs 70% du pétrole irakien provient de la zone kurde.

Wochenzeitung "Woz"

29 November 1991

Leyla Zana, kurdische Abgeordnete im türkischen Parlament

Die Hexe und Heldin von Diyarbakır

Innerhalb weniger Minuten wurde sie zu einer der meistgehassten Frauen in der Türkei. Dabei hatte sie nur eine Kordel getragen, diese jedoch in der falschen Farbe und auf der ersten Sitzung des neuen Parlaments in Ankara, und sie hatte einen Satz gesagt, den allerdings auf Kurdisch. Die Geschichte der Leyla Zana ist auch ein Stück Geschichte des heutigen Kurdistans in der Türkei.

Von Ömer Erzeren, Diyarbakır

Sie ist die Inkarnation des Bösen. Eine Frau, die Schmach und Schande über das Vaterland bringt. Eine Hexe, die auf das Schafott gehört: Leyla Zana, Kurdin, 30 Jahre alt, bei den jüngsten türkischen Nationalwahlen im Oktober in der heimlichen Hauptstadt Kurdistans zur Abgeordneten der «Grossen Türkischen Nationalversammlung» gewählt. Der Oberstaatsanwalt beim Staatssicherheitsgericht Ankara, Nusret Demiral, der unermüdlich «Verbrechen gegen den Staat» verfolgt, hat sie nun auf seine Liste gesetzt. Aufgrund des Paragraphen 125 des türkischen Strafgesetzbuchs fordert er für Zana die Todesstrafe – wegen «separatistischer Aktivitäten während des Wahlkampfes». Die Immunität der neugewählten Abgeordneten versperrt dem Oberstaatsanwalt aber vorläufig den Weg zur Anklage. Er hat deshalb dem türkischen Parlament die Akten zugesandt und beantragt die Aufhebung von Zanas Immunität, um sie an den Galgen zu bringen.

Die türkischen Politiker, JournalistInnen und Staatsanwälte entdeckten das Monstrum auf der konstituierenden Sitzung des türkischen Parlamentes, bei der die Abgeordneten öffentlich den Verfassungseid leisteten. Das türkische Fernsehen sendete live, und so verfolgte das ganze Land den Eklat, der tagelang die Gemüter in der türkischen Politik bewegen sollte.

Dabei hatte sich Zana für diese erste Sitzung des türkischen Parlaments nach den Wahlen extra fein gemacht und wirkte in ihrem schwarzen Kostüm sehr elegant. Den Blick starr auf das Papier gerichtet, trug sie in einem Türkisch, dem man den kurdischen Akzent anmerkte, den vorgeschriebenen Text vor – den Schwur auf die Verfassung der Putschisten des Jahres 1980, den Schwur auf die «unteilbare Einheit von Nation und Vaterland», auf «die Prinzipien Atatürks». «Ich schwöre vor der hohen türkischen Nation auf meine Ehre», endet die Eidesformel. Doch längst hatte ihr der Parlamentspräsident das Mikrophon abgestellt. «Holt sie runter», schrien empört die gewählten Herren der «Grossen Türkischen Nationalversamm-



«Soll ich die Brüderlichkeit zurücknehmen?» fragte Leyla Zana. Die «Sozialdemokratische Volkspartei» will sie mit Parteiausschluss, der Staatsanwalt mit dem Tod bestrafen.

Fotos: Ak Öz

lung». Man drohte ihr. Man schlug auf die Bänke. Der Grund für die Aufregung: Leyla Zana trug in ihrem Haar eine Kordel in den Farben rot-gelb-grün, den Farben der kurdischen Nationalbewegung. Nur unter dem Druck ihrer FraktionskollegInnen von der «Sozialdemokratischen Volkspartei» war Zana dazu gebracht worden, den Verfassungseid auf Türkisch zu leisten. Doch die Herren in grau und dunkelblau ertrugen auch ihre Kordel nicht. Als sie dann plötzlich noch Kurdisch sprach, gerieten die ParlamentarierInnen ganz ausser Rand und Band. «Ich habe diesen Eid für die Brüderlichkeit des türkischen und kurdischen Volkes geleistet», fügte sie auf Kurdisch dem Verfassungseid hinzu.

Blutende Herzen

«Mädchen, schau her», stammelte der Sitzungspräsident. Welch ein Verbrechen, in der «Grossen Nationalversammlung» Kurdisch zu sprechen. Die Tumulte waren nicht aufzuhalten, die Sitzung wurde unterbrochen. Der Alterspräsident, der die Sitzung leitete, ist selbst ein assimiliertes Kurde und des Türki-

schen nicht ganz mächtig. Es fällt ihm ebenfalls schwer, ganze und vor allem logische türkische Sätze auszusprechen ... «Die Türkei ist ein Rechtsstaat. Man macht den Rechtsstaat in der Form, wie die Gesetze es vorschreiben. Wenn andere Formen sind, gilt der Schwur als nicht geleistet, und das Mitglied kann kein Mitglied sein.» Noch einmal wurde Zana zum Rednerpult gerufen. Noch einmal sprach sie den Verfassungseid. Doch wieder beendete sie die Formel mit dem Satz auf Kurdisch. Erneut Tumulte, fassungslose Fragen: «Was hat sie gesagt, was hat sie gesagt?» Erst nach dem dritten Auftritt wurde ihr Verfassungseid anerkannt. «Nimm es zurück, Mädchen», sagte der Sitzungspräsident. «Soll ich die Brüderlichkeit zurücknehmen?» fragte sie.

Nach Zanas Auftritt im Parlament war der Konsens der Betonköpfe schnell hergestellt. Der neue Ministerpräsident Süleyman Demirel sprach von einer «Provokation». Der türkische Staatspräsident Turgut Özal liess mitteilen, dass «dieses Verhalten nicht im Interesse ihrer Wähler, sondern im Interesse einer Terrororganisation» sei. Der Vorsitzende der «Sozialdemokratischen Volkspartei», Erdal İnönü, erklärte, dass eine solche Frau nicht Mitglied der Sozialdemokratie sein könne: «Ich gehe davon aus, dass sie aus der Partei ausgetreten ist.» Der frühere sozialdemokratische Premier Bülent Ecevit verlor für einen Augenblick seine staatsmännische Contenance: «Mein Herz blutete während ihres Auftritts im Parlament», gab er von sich. Der türkische Frauenverband machte in einer Presseerklärung Leyla Zana als Feindin aus: «Die Show, die diese Dame veranstaltete, wird Frauen den Einzug ins Parlament erschweren. Leyla Zana hat die Frauen missbraucht.»

Wo selbst der Frauenverband protestiert, wollten auch die Kapitalisten nicht schweigen. «Ein unverzeihliches Verbrechen gegen die Nation, fernab von Demokratie und Zivilisation», erklärte der Präsident des türkischen Arbeitgeberverbandes. Die Medien beteiligten sich ebenfalls an der Hexenjagd. «Empörung im Vaterland» lautete die Schlagzeile der Tageszeitung «Hürriyet». Und die Zeitung «Sabah» berichtete von Telefonaten empörter LeserInnen: «Der Staat soll die PKK nicht in den Bergen suchen, sie ist längst im Parlament.» Eine Frau soll angeblich am Telefon geweint haben: «Mit unseren Stimmen sind die Kurden ins Parlament gekommen.» Parlamentspräsident Hüsamettin Cindoruk bringt es auf den Punkt: Zana sei «die Sprecherin einer Mörderbande im Parlament». Mit Mörderbande ist die PKK gemeint, die «Arbeiterpartei Kurdistans», die seit 1984 einen bewaffneten Kampf für ein unabhängiges Kurdistan führt.

Wandlung einer Bierflasche

In den kurdischen Provinzen der Türkei wird Zana spätestens seit ihrem Parlamentsauftritt abgöttisch verehrt. Die Strassen der kurdischen Millionenstadt Diyarbakir waren während der Liveübertragung der Parlamentseröffnung wie leergefegt. «Meine 80jährige Grossmutter hat aus Freude vor dem Fernseher geweint», erzählt ein kurdischer Freund. «Geopfert seien alle kurdischen Abgeordneten für die eine, für Leyla», sagt ein Kioskbesitzer in Diyarbakir, bei dem ich Zigaretten kaufe. Im kurdischen Cizre schossen EinwohnerInnen während der Parlamentsitzung in die Luft, um Leyla Zana zu feiern. Sondereinsatztruppen der Armee liessen nicht lange auf sich warten. Häuser und Büros bekannter Oppositioneller wurden mit Maschinengewehren unter Beschuss genommen. Das Haus der oppositionellen kurdischen Zeitung «Yeni Ülke» in Cizre – Zana war kurze Zeit Mitarbeiterin der Zeitschrift – ist von Dutzenden neuen Kugelschlägen übersät. Ein stadtbekannter Alkoholiker fiel mit einer Bierflasche in der Hand einer verirrten Armeekugel

zum Opfer. «Ein Terrorist in Cizre tot gefangenengenommen» verbreitete die Militärverwaltung später und machte aus der Bierflasche des Vagabunden eine Bombe.

Leyla Zana ist eine zierliche Frau. In ihrer kleinen Wohnung in Diyarbakir empfängt sie uns gegen Mitternacht. Über ein Dutzend kurdischer Männer sitzt im Wohnzimmer. Sie serviert den Gästen Tee und Kaffee. Noch Tage nach den Ereignissen im Parlament will die Flut der BesucherInnen, die ihr gratulieren, nicht abreißen. Leyla Zana hört ihnen konzentriert zu: manchmal zieht sie dabei den Halsausschnitt ihres Pullovers zu den Lippen hoch. Dann wirkt sie wie ein kleines Mädchen. Doch ihre Stimme ist bestimmt und klar, wenn sie Antworten auf die Fragen gibt. «Ich war voller Selbstachtung, als ich vor die Rednerbühne trat. Weil ich das Versprechen gegenüber dem Volk eingehalten habe. Weil ich nicht zur Lügnerin geworden bin. Sie reden von Brüderlichkeit mit den Kurden. Doch was für eine Brüderlichkeit meinen sie? Doch nur eine Brüderlichkeit mit dem Kurden, der sich verleugnet. Sie wollen nur Kurden ohne Identität.» Zana hatte sich während ihres Auftritts auf alle Eventualitäten eingestellt. «Sie hätten mit ihren Schuhen auf mich werfen können, einige waren so durchgedreht, dass sie selbst auf mich hätten schiessen können.» Sie nimmt kein Blatt vor den Mund. «Teilen, Herrschen, Vernichten – das ist die Politik des türkischen Staates gegenüber den Kurden. Doch dieses Volk begehrt nun auf. Die Menschen haben keine Angst mehr vor dem Tod. Dieses Volk hat nichts mehr zu verlieren.» Zana macht keinen Hehl daraus, dass der bewaffnete Kampf der PKK eine identitätsstiftende Rolle für die KurdInnen in der Türkei gespielt hat.

Kollaboration mit Terroristen

Zusammen mit Leyla Zana zogen zwanzig kurdische Oppositionelle auf den Listen der «Sozialdemokratischen Volkspartei» (SHP) in das türkische Parlament ein. Die oppositionellen KurdInnen waren Mitglieder der «Arbeitspartei des Volkes» (HEP), die über starken Einfluss in den kurdischen Gebieten verfügt, allerdings aus formalen Gründen nicht zu den Wahlen zugelassen wurde. Die SozialdemokratInnen, die gewaltige Stimmenverluste in den kurdischen Provinzen befürchteten, einigten sich darauf, führende HEP-Persönlichkeiten in ihre Partei aufzunehmen und auf ihren Listen zu platzieren. Die Zusammenarbeit der SozialdemokratInnen mit der HEP wurde während des Wahlkampfes von den übrigen Parteien gezeisselt: Bülent Ecevit von der sozialdemokratischen Konkurrenzorganisation «Partei der demokratischen Linken» (DSP) warf der SHP «Kollaboration mit Terroristen» vor.

Die Primitive aus den Bergen

Wer ist diese aussergewöhnliche Frau, die von den einen so gehasst und von den anderen so verehrt wird? Eine legitime Vertreterin des kurdischen Volkes? Ein U-Boot der PKK im türkischen Parlament? Ideologin einer Mörderbande oder Agentin ihres populären Ehemannes Mehdi Zana, der vor dem Militärputsch 1980 Bürgermeister von Diyarbakir war und elf Jahre hinter Gitter verbrachte?

Leyla Zana wird 1961 in dem Dorf Bahceköy nahe der Stadt Silvan geboren. Wie viele kurdische Mädchen ist sie als Kind ein Opfer der Rückständigkeit der kurdischen Gesellschaft. «Mädchen besuchen nicht die Schule», heisst es. Während die Jungen die Schulbank drücken, klettert Leyla auf die Obstbäume des Dorfes. Mit vierzehn wird sie verheiratet. Ihr Ehemann Mehdi Zana ist ein Cousin ihres Vaters; er ist 21 Jahre älter als sie. Sie erinnert sich, wie Mehdis Familie kam, um sie als Frau für ihren Sohn zu fordern: «Ich servierte Tee. Mehdis Mutter war zu Gast. Mein Vater wandte sich zu mir: 'Sie wollen dich haben'. Ich stellte das Tablett ab und begann, mit meinen Fäusten auf meinen Vater einzuschlagen. Meine spätere Schwiegermutter hat sich damals bei ihrem Mann beschwert. 'Welch ein Mädchen, das ihren Vater schlägt'. Doch die Heirat stand fest. Nachdem die Familie die Heirat beschlossen hat, hast du kein Mitspracherecht. 'Er ist der Sohn meiner Tante, ich gebe dich ihm zur Frau', sagte mein Vater. Damit war die Sache erledigt.»

Ein Jahr nach der Heirat wird Leyla mit fünfzehn Jahren Mutter eines Sohnes. Selbst noch fast ein Kind, muss sie ein Kind aufziehen. «Die Mutterschaft quälte mich. Wie soll jemand, der noch nicht auf eigenen Füßen steht, einem anderen Menschen helfen? Mein Sohn weinte, ich weinte mit ihm.»

Während ihr Ehemann Mehdi in der grossen Politik mitmischte und für die kurdische Sache Partei ergreift, zieht sie, die von all dem nichts versteht, ihren Sohn Ronay auf. Mehdi Zana wird zum Bürgermeister der Stadt Diyarbakir gewählt. «Sie hat sich schnell dem städtischen Leben angepasst. Schnell legte sie das Kopftuch ab», weiss Mehdi Zana zu berichten. Doch die kurdische Analphabetin ist stets das Gespött bei offiziellen Empfängen. Eine 17jährige, die kein Türkisch spricht, nicht lesen und schreiben kann und mit der man keinen Smalltalk über Politik oder Boutiquen pflegen kann. Eine Primitive aus den kurdischen Bergen als Ehefrau des Bürgermeisters.

«Universität» Diyarbakir

Doch dann putscht im September 1980 das Militär, und alles wird anders. Leyla Zana ist im ersten Monat schwanger, als ihr Ehemann verhaftet wird. Ihre Tochter Ruken wird geboren, während Mehdi im Militärgefängnis, der «Hölle von Diyarbakir», einsitzt. In den Jahren nach dem Militärputsch werden dort Dutzende Menschen zu Tode gefoltert und Hunderte zu Krüppeln geschlagen.

Leyla muss ihre zwei Kinder alleine grossziehen. Ihr Vermieter wirft sie auf die Strasse, sie kann für den Unterhalt ihrer Familie nicht aufkommen. Schliesslich kommt sie im Haus ihres Schwiegervaters unter. Vor den Gefängnistoren in Diyarbakir wird sie zum ersten Mal politisch aktiv, als sie sich an den Hungerstreiks der Angehörigen der politischen Gefangenen und am Kleinkrieg gegen Militärs und Gefängnisverwaltung beteiligt. Leyla Zana erinnert sich noch genau an den 25. August 1988. Mit dem Kind auf ihren Armen wartet sie in der glühenden Sonnenhitze darauf, dass sie ihren Ehemann besuchen kann. Doch dann versucht das Militär, die vielen Familienangehörigen, zumeist Frauen, auseinanderzutreiben. Es kommt zu Übergriffen, Knüppelinsätzen und Steinwürfen. Leyla kann ihr Kind gerade noch einem Freund übergeben, bevor sie von Polizisten weggezerrt wird. «Auf der Polizeiwache schlug man mich nieder. Sie warfen sich auf mich und zogen mich nackt aus. Ich fiel ihn Ohnmacht. Als ich erwachte, war ich in einem Becken mit eiskaltem Wasser. Ich wurde herausgeholt und geschlagen. Schliesslich warfen sie mich in eine Zelle. Gerade ein Meter hoch und vielleicht 30 Zentimeter breit. Von Zeit zu Zeit wirst du rausgeholt. Sie drohen, dich zu vergewaltigen. Die ersten 48 Stunden geben sie dir keinen Tropfen Wasser. Von Zeit zu Zeit holen sie dich und beginnen die Elektroschocks.

Sieben Tage dauerten die Folterungen.» Danach wird Leyla Zana für weitere fünfzig Tage ins Gefängnis eingeliefert. Schliesslich wird das Verfahren gegen sie eingestellt.

«Die Gefängnisjahre Mehdis waren meine Universität», sagt Leyla. Bis 1988 war es während den Besuchszeiten im Gefängnis verboten, Kurdisch zu sprechen. «Wie willst du dich ausdrücken? Kurdisch liessen sie dich überhaupt nicht reden. Ich begann Türkisch zu lernen. Ich kaufte türkische Tageszeitungen, um lesen zu lernen, schaute die Fotos an und verstand nichts. Ich bemühte mich, die Silben zu lesen. Aber wo ein Wille ist, ist auch ein Weg. Du bist vor den Gefängnistoren stets mit Ungerechtigkeiten konfrontiert. Sie ziehen dich an deinen Haaren, sie knüppeln auf dich ein, sie verfluchen dich. Dagegen musst du Widerstand leisten. Doch das erfordert Wissen.»

Eine Frau in Männercafés

Die Mittzwanzigerin Leyla eignet sich dieses Wissen an. Sie lernt Lesen und Schreiben. Sie liest Maxim Gorkis «Mutter» – in der erlernten Fremdsprache Türkisch. Sie organisiert Hungerstreiks und Protestaktionen. Sie ist eine der ersten, die dem «Verein für Menschenrechte» in Diyarbakir beitrifft. Heute hält sie in den Männercafés politische Vorträge. Sie engagiert

sich für die Bildung eines kurdischen Frauenverbandes, der demnächst gegründet wird. Denn «die kurdische Frau wird sowohl vom Staat als auch vom Vater und vom Ehemann unterdrückt». «Ich werde wohl eine zweite Frau heiraten müssen, nachdem Leyla nun Abgeordnete ist», scherzt Mehdi Zana, nicht ganz frei von patriarchalen Untertönen. Doch er hat sich mit den veränderten Bedingungen nach seinem elfjährigen Gefängnisaufenthalt abgefunden: «Ich bin jetzt wohl pensioniert und werde mich mehr um die Hausarbeit kümmern.» Die extremen politischen Konflikte in Kurdistan haben auch die Rollenbilder ins Wanken gebracht, zumal viele Frauen zu den Partisanen der PKK gegangen sind. Zana hat das bei ihrem Vater, einem religiösen Menschen erfahren: «Mein Vater sagte früher zu mir: 'Lauf nicht neben, sondern hinter mir'. Heute sehe ich, wie er sich neben mich setzt, wenn ich in Kaffeehäusern politische Veranstaltungen abhalte.»

Zana ist trotz ihrer Freundlichkeit eine Frau mit harten Zügen. Über die ganzen Jahre hinweg habe ich sie noch nie lachen sehen. Nur manchmal lächelt sie ganz vage und unverbindlich. So zum Beispiel, als sie auf den Prozess angesprochen wird, den ihr Staatsanwalt Demirel machen will, um gegen sie die Todesstrafe zu beantragen.

Midi Libre 30 novembre 1991

IRAK

Bagdad et Kurdes dialoguent

■ Le chef kurde Massoud Barzani est revenu hier pour la première fois depuis quatre mois à Bagdad, pour renouer le dialogue avec le pouvoir sur le statut d'autonomie du Kurdistan d'Irak. M. Barzani s'est entretenu avec le vice-président du Conseil de commandement de la révolution Ezzat Ibrahim, le vice-premier ministre Tarek Aziz et le ministre de la Défense Ali Hassan Al-Majid. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) négocie depuis le 6 mai avec Bagdad un accord devant mettre fin à plus de 20 ans de combats sanglants entre les Peshmergas (combattants kurdes) et le régime baassiste irakien.

LIBÉRATION 30 novembre 1991

Kurdes : Barzani à Bagdad

Les négociations sur un statut d'autonomie du Kurdistan reprennent entre le PDK et les autorités irakiennes.

Kurdes et Irakiens viennent d'entamer un dialogue de la dernière chance. Le chef des Peshmergas, Massoud Barzani, est revenu vendredi à Bagdad pour la première fois depuis quatre mois, afin de poursuivre les négociations sur le statut d'autonomie du Kurdistan.

Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique kurde (PDK), a eu un premier entretien avec le vice-président du Conseil de commandement de la révolution, Ezzat Ibrahim, le vice-Premier ministre, Tarek Aziz, et le ministre de la Défense, Ali Hassan al-Majid. On ne connaît pas le résultat de ces premiers pourparlers.

Cette visite surprise intervient alors que la situation paraît plus que jamais bloquée, tant sur le terrain qu'au sommet. Des combats ont opposé la

semaine dernière les troupes gouvernementales aux Peshmergas autour de Sulaymaniah et Irbil. Bagdad empêche également le passage des camions acheminant l'aide internationale aux populations kurdes du nord de l'Irak. Deux dossiers qui ne manqueront pas de figurer sur la table des négociations.

Un débat intense divise les deux grandes figures de la résistance kurde, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani. Ce dernier, insistant sur les « progrès » enregistrés à Bagdad, est favorable à la signature d'un accord avec le pouvoir central. Jalal Talabani propose de soumettre le projet de compromis à un référendum.

D'après AFP

KURDISTAN

**Toiles de tente, toits de branchages :
l'hiver à moins 30 des Kurdes d'Irak**

Le Kurdistan irakien est un champ de ruines: après avoir enterré leurs morts, les Kurdes se préparent à un hiver glacial, insuffisamment nourris, ils vivent parfois même dans les champs.

Je les ai vus: ils «vivent» en pleine nature, dans les ruines de leurs maisons, sous des arbres ou sous des toits de feuillages. Et sous la tente. Qu'ils soient huit cent mille, comme l'indique l'Institut kurde de Paris, ou

Par Gilberte Favre

cinq cent mille, selon d'autres sources, si nous ne les aidons pas, d'ici un mois, ils mourront de froid.

Ce calvaire, d'autres Kurdes ne seront peut-être pas condamnés à le revivre. La guerre du printemps 1991 aurait fait 20 000 morts et blessés au moins, un million de réfugiés (répartis entre l'Irak et la Turquie) et 180 000 disparus.

Il ne sera question, dans ce reportage, que des Kurdes restés ou revenus en Irak. C'est-à-dire des Kurdes survivants. Et en sursis.

De Zakhko à Halabja, via Suleimanieh, le Kurdistan d'Irak est un vaste champ de ruines, vestiges récents d'une guerre déjà oubliée et qui a jeté sur la route plusieurs millions de Kurdes. Un peu avant, entre 1988 et 1989, Saddam Hussein avait fait raser et brûler 4000 villes et villages kurdes, forçant à l'exode plusieurs millions d'enfants, de femmes et d'hommes. après avoir trouvé, en Iran et en Turquie, un refuge souvent aléatoire, certains d'entre eux avaient choisi de revenir dans leur ville et village. Ils étaient en train de reconstruire leur logis quand a éclaté la guerre du Golfe, bientôt suivie, au printemps 1991, de l'attaque irakienne. Leur maison est donc retournée à l'état de ruines. Zakhko, Dohouk, Daoudia, Amadiya, Barzan, Rezan, Dyana, Rawandouz, Chaklawa, Kalifan, Quladisia, Rania, Dokan, Suleymania, Halabja.

J'ai vu le cortège funèbre des villages rasés. De loin des taches noirâtres éclatent dans le vert des chênaies. De près, des amas de pierres muettes. Ces pierres ont gardé la mémoire de l'instant où elles s'effondrèrent sous les bombes.

**Hussein
avait fait raser
4000 localités**

Mars 1991. Les Irakiens ont décidé de célébrer à leur manière le «Printemps kurde». Des quartiers entiers de cette cité de 250 000 habitants sont rasés. Sept mois plus tard, à Varoch, un rescapé nous raconte: «Les soldats irakiens ont déposé dans chaque maison une bombe de dynamite, parfois deux. Beaucoup de vieillards et d'enfants ne sont pas parvenus à s'échapper à temps. Ils sont morts enterrés sous les ruines de leurs propres maisons.» Plus de sept mois après, le quartier visé n'a toujours pas été déblayé. D'autres Kurdes ont eu plus de chance: ils vivent dans les ruines de leur quartier. Munis de pioches dérisoires, ils tentent de déblayer, pierre après pierre, le chantier de leur maison. En attendant mieux, et de l'argent, le toit sera de feuillage. Ou de tôle ondulée que l'on recouvrira de quelques branchages, pour avoir moins froid.

Dans un autre quartier de la ville, des réfugiés, retour d'Irak et de Turquie et attirés par l'espoir d'un Kurdistan «libéré», ont trouvé un toit provisoire dans l'ancien siège du parti Baas local ainsi que dans les ex-centres de détention des Forces spéciales de Saddam Hussein. Si les cellules et autres chambres de torture ne sont pas habitées par les réfugiés, mais régulièrement visitées par les curieux - Kurdes, journalistes et fonctionnaires internationaux - du moins ces lieux sinistres offrent un toit étanche. Mais ces abris en dur restent, et les lendemains sont bien incertains pour leurs squatters: «A vrai dire, nous sommes prêts à endurer encore beaucoup, lance un vieux réfugié. Et tant pis si nous n'avons pas grand-chose à manger. Tout ce que nous vous demandons;

ce n'est pas des secours humanitaires, mais que vous fassiez tomber Saddam Hussein. Alors, les Kurdes ne seront pas morts, ils n'auront pas souffert en vain». Le vieil homme, qui a enduré toutes les vicissitudes du peuple kurde en Irak, et le combat, treize ans durant, aux côtés du Général Barzani, ajoutera encore: «Vous qui retournerez en Europe, dites-leur bien que nous savons tout ce que vous avez fait pour nous. Dites-leur merci de notre part. Sans vous, il n'y aurait plus un seul Kurde en Irak! Nous avons encore besoin de vous. Ne nous abandonnez pas!»

Sur la route menant à Rawandouz, rencontre, dans un camp du Haut Commissariat aux Réfugiés, avec des Kurdes chrétiens et musulmans. A l'approche de l'hiver, les réfugiés désertent chaque jour le camp, en quête de logis moins inhospitaliers. A Daoudia, les privilégiés habitent sous la tente, se partageant à trois familles, la pièce unique de leur maison de toile. Les autres se contentent de la vie en plein air. De leur camp, ils peuvent contempler, à quelques centaines de mètres de là, les ruines de leur village. «C'est fini! Il n'y a même plus de vergers. Plus rien... Regardez! Saddam ne respecte rien. Il a même fait détruire l'église et la mosquée...» Une femme ajoute: «Depuis le printemps dernier, lors de l'offensive irakienne, une trentaine de personnes de notre village sont portées disparues. Personne ne sait ce qu'elles sont devenues.»

**«Saddam
ne respecte rien :
ni l'église,
ni la mosquée...»**

L'histoire récente du village de Daoudia, la voici racontée par un de ses plus anciens ex-habitants: «Trois fois, l'armée irakienne a détruit Daoudia. Trois fois, nous l'avons reconstruit. La première fois, c'était en 1988, les soldats vinrent dans ma maison. Ils y ont déposé des bombes. Ils ont aussi utilisé des mitrailleuses, des canons, des avions. J'ai réussi à m'échapper avec ma femme et mes enfants. Certains de nos voisins se sont réfugiés en Turquie, d'autres en Iran et en France. Ici, nous vivons sans espoir. Voilà sept ans que nous n'avons pas mangé de viande. Que personne ne nous aide, ou presque. Franchement, croyez-vous qu'une famille de sept personnes puisse vivre avec deux litres d'huile par mois? C'est ce que le HCR nous donne). Quant à la farine, regardez-la: une farine avariée, pleine de moisissures...

- Comment pouvons-nous continuer à vivre ainsi, lance un père de sept enfants. Nous n'avons même pas d'eau: l'armée irakienne a fait sauter les conduites. Je crois que le monde a dû nous oublier, que nous ferions mieux de nous suicider. On n'en peut plus. D'avoir

faim, d'avoir froid. D'être transbahute de la Turquie à l'Iran, indésirables partout. De trembler à l'idée que Saddam récidive.

Le jour baisse et la pluie se met à tomber quand une femme m'entraîne pas le bras: «Nous sommes dix-sept à nous entasser chaque nuit dans cette tente.» La pluie tambourine sur la toile. «Nous avons de la peine à dormir. Le matin, nos enfants toussent. Comment ferons-nous quand l'hiver sera là, dans quelques semaines, avec trois mètres de neige? Quand nos enfants cesseront-ils de tousser?»

Qualadisia - la fantomatique. Une ville de 100 000 habitants qui a été rasée, en 1989, après un siège de vingt jours. La population a tenté de résister aux assauts de l'armée irakienne et ne s'est décidée à partir que sous la menace des armes chimiques. Durant vingt jours, à raison de 3 bombes par maison, les Irakiens ont pilonné. Aujourd'hui n'y vivent plus que 20 000 personnes. Dans des maisons que les hommes, jeunes et vieux s'acharnent à reconstruire. Mais jusqu'à quand celles-ci tiendront-elles debout? Les Kurdes savent que l'armée irakienne peut recommencer,

qu'elle recommencera probablement, une fois les Alliés partis. En attendant, ils ont décidé de parer au plus pressé.

Beaucoup plus loin, entre Rawandouz et Rania, dans la périphérie de Divana, il y a foule devant le bureau de l'ONU «section Zadik». Celui-ci est situé juste en face du camp de réfugiés où gronde l'amertume et la colère. «Chaque jour, nous allons dire aux fonctionnaires internationaux que nous manquons de tout. On nous fait attendre, on remplit des papiers. On nous fait des promesses. Mais rien ne se fait... Dites, comment passerons-nous l'hiver en plein air avec nos enfants?»

- On nous laisse tomber, crie un vieillard. Cette tente (qui porte l'emblème du HCR), on a même dû la payer! Où ont passé les secours internationaux dont on a tant parlé? Nous n'en avons pas vu la couleur.

Lorsque je demanderai à cet homme désespéré, ce qu'il attend de l'Occident, la réponse se fera claire, et cinglante: «Chassez Saddam. Tant qu'il sera là, nous mangerons de la terre. Dès qu'il sera parti, nous aurons la paix. Et nous pourrions vivre comme des êtres humains».

Massoud Barzani: «Négociateur avec le Baas? Je n'ai pas le choix».

Fils du célèbre Mustapha Barzani, le leader du Parti démocratique kurde dit ses espoirs dans une solution négociée avec Bagdad.

On vous dit déçu de l'attitude des Alliés, ce printemps 1991, au moment où l'armée irakienne bombardait le Kurdistan? Vous sentez-vous abandonnés par l'Occident?

- Nous sommes surtout reconnaissants de l'aide que l'Occident nous a apportée... même si celle-ci fut un peu tardive. Car ce printemps dernier, nous avons eu 20 000 victimes, dont beaucoup d'enfants, qui ont été blessés ou sont morts de faim, de froid et d'épuisement.

- Plus personne n'ignore qui est Saddam Hussein. Cet homme est aussi responsable de plusieurs tentatives d'assassinat sur la personne de votre père, le général Barzani, il y a vingt ans. C'est avec ce même homme que vous êtes en pourparlers depuis six mois. Pouvez-vous décemment avoir confiance en lui?

- Il ne s'agit pas, ici, de mes préférences, ni des mes opinions personnelles. C'est pour mon peuple que je vais à Bagdad et non pas pour moi. Il se trouve que notre peuple souffre. S'il le faut, j'accepte d'avance d'en être la victime.

- Le parti que vous dirigez, le Parti démocratique kurde, est membre du Front du Kurdistan. Vous-même, et Jalal Talabani, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ne partagez pas toujours les mêmes opinions. Comment joue l'entente entre vous?

- Si nous sommes tous deux en

négociations avec Bagdad, c'est en tant que représentants du Front et non pas pour nos partis. Je dirais que, pour l'essentiel, nos idées convergent. Est-il possible de parvenir à un résultat, de faire avancer les choses si l'on ne prend pas le risque de négocier?

- Pourquoi piétinent-elles depuis six mois?

- La question kurde en Irak ne date pas d'aujourd'hui. Voilà trente ans que nous connaissons des problèmes. Ceux-ci ne se résolvent pas facilement. Pour ma part, je tiens à un accord clair et définitif. Si nous n'avons pas encore signé d'accord, jusqu'à maintenant, c'est qu'il existe des points litigieux, qui portent surtout sur les limites territoriales du Kurdistan, en particulier en ce qui concerne Kirkouk (*ndlr*: ville pétrolière à majorité kurde que le régime irakien s'efforce d'arabiser depuis une vingtaine d'années).

- Certains membres de l'opposition irakienne et des observateurs étrangers vous reprochent d'avoir fait cavalier seul dans ces négociations que vous menez avec Bagdad. Ils auraient préféré que vous demeuriez solidaires de leur mouvement. Vous arrive-t-il de regretter votre décision?

- Il y a quatre millions de Kurdes en Irak et un million de réfugiés entre l'Iran et la Turquie, et le reste du monde. Il est normal que ma priorité porte sur le destin des Kurdes de ce pays. Si

nous, Kurdes, ne le faisons pas, qui le fera? Jusqu'à ce jour, on ne peut pas dire que l'opposition irakienne se soit, au demeurant, beaucoup préoccupée des Kurdes de ce pays...

- Et l'avenir des Kurdes d'Irak?

- Je suis optimiste, parce que notre cause est juste. Plus le temps passe, plus notre problème est connu. Voilà pourquoi j'ai confiance.

- Votre père, qui a tenu tête au régime de Bagdad pendant quatorze ans, a-t-il gardé espoir jusqu'à la fin de sa vie, dans son exil américain, pour le peuple kurde?

- Il n'a jamais désespéré.

- Croyez-vous, à moyen terme, à un Kurdistan indépendant qui regrouperait les 27 à 30 millions de personnes que compte la nation kurde?

- Pour moi, il n'y a pas de différence entre les Kurdes qu'ils soient d'Irak, d'Iran, de Turquie ou de Syrie. Ceux-ci ont été séparés par des frontières artificielles lors du Traité de Lausanne en 1923. Tous appartiennent au même peuple. Mais pour moi, aujourd'hui, il s'agit de veiller plus particulièrement au sort des Kurdes d'Irak.

- Qu'attendez-vous de l'Occident?

- Qu'il continue de nous aider sur le plan humanitaire, mais qu'il le fasse sur le plan politique aussi. Car si notre problème politique est résolu, il n'y aura plus de problème humanitaire.

Rencontre

Une mission humanitaire au Kurdistan

UN Blésois, Patrick Delhuvienne, employé de la Compagnie des eaux et de l'ozone, vient de rentrer du Kurdistan irakien où il participait à une mission de l'association « France-Liberté » présidée par Danielle Mitterrand. Une expérience particulièrement riche pour ce technicien qui ne connaissait pas du tout ce pays et qui a mis ses connaissances dans le domaine de l'adduction d'eau au service de cette région en compagnie d'autres spécialistes français.

Le groupe était composé d'un Kurde venant de Paris (il a largement facilité l'entrée de l'équipe dans le pays), de trois logisticiens chargés de la distribution des vivres et vêtements, et de deux techniciens, Patrick Delhuvienne, le Blésois et un architecte lillois. L'équipe s'était fixée plusieurs sortes de missions très précises : la distribution de vêtements pour enfants, de chaussures, de nourriture, la répartition de divers matériels destinés à la confection d'abris ou la reconstruction de maisons, la réhabilitation d'écoles sur le site de Halabja, une ville de 100 000 habitants proche de la frontière iranienne qui fut parmi les premières à être rasée par le dictateur irakien, et

enfin l'étude de l'alimentation en eau de nombreux villages.

4 000 villages détruits

Il faut savoir que depuis dix ans plus de 4 000 villages ont été détruits par les troupes de Saddam Hussein dans cette région kurde où le gouvernement tente de les concentrer dans de véritables ghettos pour mieux les contrôler.

« Tout est détruit, maisons, ponts, lignes haute tension, routes et même les arbres fruitiers qui ont été pulvérisés avec de l'acide nitrique. Nous avons travaillé sur place avec un organisme K.U.R.D.S. qui regroupe des ingénieurs de toutes spécialités et qui se sont donné pour mission de reconstruire leur pays en relation avec les organismes internationaux. Sur les trois semaines de déplacement, nous n'avons

été en réalité que dix jours sur le terrain à cause des difficultés d'accès sur les lieux.

« Mais j'ai tout de même pu mettre sur pied cinq projets de redistribution d'eau. Les demandes étaient de deux tonnes : soit de l'infrastructure lourde, soit des besoins plus précis et instantanés, mais qui pouvaient être mis en place rapidement. Ces gens disposent de la main-d'œuvre et de la logistique, mais manquent surtout de fonds. C'est ainsi que nous sommes allés dans un village de mille habitants, Baira, oublié par tous les organismes dans une région montagneuse. Les habitants font un kilomètre et demi pour aller chercher l'eau à la source parce que l'armée iranienne a détruit le réseau d'eau potable du village qui a été rasé en grande partie. Le projet consistait à ramener l'eau par gravité en l'absence d'électricité : 1 200 m de canalisations à établir ; nous avons

Les photographies rapportées par Patrick Delhuvienne parlent d'elles-mêmes sur le désastre causé par les troupes du dictateur irakien. De certains villages, on parvient à peine à distinguer les traces des routes ou des maisons, ou du moins ce qu'il en reste.

Mais c'est aussi le souvenir d'un formidable accueil que le technicien blésois rapporte de ce séjour : « Le simple fait de prononcer le nom de Mme Mitterrand ouvre beaucoup de portes. Nous étions d'ailleurs hébergés chez l'habitant car la tendance de l'association est de réduire au maximum les frais de logistique et d'établir des contacts directs avec la population. Ces gens vivent d'expédients, de petits commerces et de petits cultures. Là-bas, un kilo de viande coûte le tiers d'un salaire mensuel moyen qui s'élève à quinze dollars et vingt litres d'essence coûtent 7,5 dollars. »

On ne saurait terminer sur cette aventure sans rappeler que l'employeur de ce Blésois, la Compagnie des eaux et de l'ozone, a continué à lui verser son salaire durant son déplacement et même pris à sa charge quelques frais annexes.

Claude CHOPLIN.

défini la faisabilité, les besoins en matériel et la confirmation du devis. La réalisation sera assurée par un organisme local dont la main-d'œuvre sera payée par les organismes internationaux. »

Des projets

Quatre autres projets ont été menés à bien par l'équipe qui avait rejoint cette région à bord d'un véhicule 4x4, après être entrée dans le pays, un projet similaire dans un autre village de 1 200 habitants, Ahimed Awo. La réhabilitation d'un puits dans un village vicime d'un véritable génocide, Goptapta. La réhabilitation d'un réservoir d'eau potable dans une ville de 40 000 habitants, Tawila, avec l'installation d'un groupe électrogène. Et enfin l'aménagement d'un réservoir à Halabja où trois autres réservoirs avaient déjà été reconstruits.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN, LAUSANNE 21 novembre 1991

Visite dans les centres de torture irakiens que dénonce l'ONU

Un rapport des Nations Unies contient les preuves illustrées des sévices infligés aux prisonniers politiques. Une journaliste suisse, qui revient d'Irak, a vu les mêmes documents et les lieux de torture.

L'Irak est une nouvelle fois accusé de tortures dans un rapport de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme. Le texte est étayé par «des preuves photographiques qui montrent des femmes et des enfants ligotés à des chars pendant le soulèvement (kurde et chiite) de mars dernier, pour empêcher les forces insurgées d'attaquer». Brûlures, ongles arrachés, violences sexuelles, chocs électriques, bains d'acide et même mutilations sont cités parmi les tortures infligées aux prisonniers politiques. La journaliste lausannoise Gilberte Favre rentre des régions kurdes au nord de l'Irak. Elle y a visité des centres de torture. Elle livre ici son témoignage.

GILBERTE FAVRE

Kamel, jeune peshmerga au regard triste, m'accompagne au centre de détention de l'armée irakienne à Dohouk. Il connaît bien les lieux pour y avoir été emprisonné et torturé durant quatre mois. «J'étais sans espoir. Ma famille dut donner beaucoup d'argent pour me faire sortir», dit-il sobrement. D'autres que lui n'ont pas eu ce privilège. Aujourd'hui encore, pour Kamel, la bâtisse résonne des cris des prisonniers. «Il n'y avait aucune chance de s'évader: regardez l'épaisseur de ces doubles murs! Ici, j'ai vu des compagnons mourir de faim sous mes yeux. On ne nous donnait qu'un morceau de pain et un peu d'eau. Là, un de mes compagnons est mort sous les coups.»

Nous avançons dans les dédales des sous-sols. «C'est ici qu'on nous rasait. Les femmes aussi. Il n'y avait rien de plus humiliant que cela: se faire déshabiller et raser la chevelure devant les autres.» A la lueur d'une lampe à pétrole, il m'invite à le suivre dans les chambres où les prisonniers – hommes, femmes et enfants – étaient torturés. «Rien qu'à Dohouk, il y avait 24 centres de torture. Moi j'ai connu la falaka, les chocs électriques, un peu partout sur le corps, sur les parties les plus sensibles. Mais j'en ai réchappé, je ne sais comment.» Kamel parle d'autres sévices encore. L'un consistait à éteindre une cigarette dans les yeux d'un prisonnier enchaîné. Ou celui du «serpent» fréquemment utilisé par les services spéciaux de Saddam. «Ils jettent

un serpent dans une cellule et l'y maintiennent jusqu'à ce que le prisonnier avoue. S'il ne parle pas, ils abandonnent le serpent.» Kamel ne veut plus, il ne peut plus entrer dans les détails. Il pleure. Aujourd'hui, ce sont des réfugiés kurdes, de retour d'Irak, qui habitent, faute de mieux, dans ces lieux sinistres. Ils se sont réservés les pièces du rez-de-chaussée et des étages, et ne descendent pas volontiers dans les caves, là où tant d'hommes, de femmes et d'enfants trouvèrent la mort. Mais ils y croisent souvent des visiteurs: journalistes, fonctionnaires internationaux venus voir, de leurs yeux, les prisons de Saddam.

Plus tard, chez lui, Kamel me montre des photos de Kurdes sous la torture. Il me passe une photo après l'autre sans commenter les scènes d'humiliation et d'horreur. Tout au plus saurais-je que ces photos furent prises par les geôliers irakiens afin de prouver, à qui de droit, que le «travail» avait bien été fait. Si Kamel les a aujourd'hui entre les mains, avec le registre de la prison contenant la liste des «suspects de sympathie kurde», c'est simplement parce qu'il était parmi les peshmergas qui libérèrent ce lieu de détention de l'armée irakienne, au prin-

temps 1991. Images insoutenables d'hommes enchaînés, couchés, assommés, évanouis, visage tuméfié, membres disloqués. A Suleimaniah, visite du centre de détention d'Amn (les célèbres et redoutables services secrets de Saddam), en compagnie d'Azad. Un charnier a été découvert la semaine dernière juste derrière le bâtiment. Azad, ingénieur géologue devenu peshmerga, a perdu plusieurs de ses amis dans ces bâtiments qui frappent, d'abord, par leurs dimensions. Toutes les pièces étaient munies de doubles murs. «Pour isoler le plus efficacement possible, m'explique Azad, des cris, des coups. La torture était naturellement quotidienne.»

Secteur des femmes. Ici, on les tuait après les avoir violées et torturées, non sans avoir d'abord immortalisé les différentes séquences sur une vidéo. Au plafond sont fixés les crochets qui étaient en fonction il y a sept mois encore. Au bout de l'un d'eux pend toujours un bout de corde. «Souvent, m'explique 'za', les femmes préféraient se suicider car elles savaient ce qui les attendait.» Sur le sol traînent quelques vêtements et chaussures. «Jusqu'à présent, personne n'a eu le courage de les enlever.» □



Thomas Hartwell for The New York Times

Kurdish fighters standing guard against Iraqi incursions last week at a checkpoint near Mosul.

Kurdish Talks Frozen, Iraqis Advance Anew

By CHRIS HEDGES

Special to The New York Times

ERBIL, Iraq, Nov. 23 — Kasim Rashid, a Kurdish rebel swathed in bandoliers and carrying a Kalashnikov automatic rifle, stood at one end of a four-lane bridge spanning the Zab River.

A driver who had just passed through the Iraqi Army roadblock on the other side of the bridge, just outside this northern Iraqi city, pulled to a stop and told the guerrilla commander, "The soldiers say you must leave or they will attack."

The rebel commander, flanked by two anti-aircraft guns mounted on small Toyota pickup trucks, and his group of a dozen fighters made no response to the soldiers. For Mr. Rashid, who said his checkpoint had come under mortar fire twice in the last week, the message was already clear. "They mean to fight," he said, "and we mean to fight back. When it all begins, we can only trust in God."

It has been eight and a half months since Kurds in northern Iraq rose up against the Government of President Saddam Hussein in the aftermath of the Persian Gulf war.

After Iraqi forces left the area the early part of April, the allies established a buffer zone where the Kurds might feel safe. It included everything above the 36th parallel and was subject to sketchy monitoring by allied officers. But in southern parts of the zone and in areas below the 36th parallel, Kurds say Iraqi forces have attacked numerous Kurdish villages, as negotiations on autonomy have faltered.

Kurdish leaders say the Iraqis have been steadily moving north in the last three weeks and have overrun 52 villages and towns. They have used artillery to dislodge Kurdish guerrillas and shelled civilian areas, chasing streams of Kurdish families farther north.

But few are certain about exactly what the Baghdad Government wants.

Kurdish leaders say Mr. Hussein may hope to put pressure on the three and a half million Iraqi Kurds by tightening his economic embargo. There are already growing shortages of food and fuel, and a harsh winter with extensive shortages could undermine the authority of the Kurdistan Front, the confederation of eight Kurdish groups that acts as a nominal government.

But the Kurds also note that there is nothing to stop Iraqi troops from retaking areas below the buffer zone, including the city of Sulaimaniya. The allied forces have no basis to intervene in Iraqi movements below the 36th parallel, and Baghdad may be gearing up to reassert its control in Kurdish-held areas not under allied protection.

A ridge line above the ochre-colored hills here is awash in soldiers. Iraqi troops, whose faces could be seen through the cross-sights of the rebels' single pair of Soviet field glasses, have been busily sandbagging heavy guns and unloading green wooden crates of ammunition for three days.

Mr. Hussein's officials have reneged on an agreement with Kurdish political leaders to end a monthlong economic blockade imposed on the north, instead closing roads and confiscating food and fuel from the few cars they let through.

As part of the deal to end the blockade, the Kurdish guerrillas pulled their forces back three miles. But they say they have seen Iraqi soldiers move forward to fill the gap and begin to hammer their new positions outside Erbil, positions that are in the buffer zone.

'They Break All Agreements'

"The Iraqis broke their agreement,"

With Talks Frozen, Kurds Fear Menacing Iraqis

as they break all agreements," Mr. Rashid, the checkpoint commander, said bitterly. "I don't know why anyone is surprised or why we even believed them."

Kurdish representatives have not spoken to the Iraqis since September, and even Massoud Barzani, the leader of the Kurdish Democratic Party and the main force in the quest for an autonomy agreement, sees little chance of a settlement in the near future.

He described the Iraqi troop movements, the shelling and the embargo as "very serious developments."

"These things will destroy the spirit of the dialogue," he said at his headquarters in an abandoned tourist hotel near Shaqlawa, within the buffer zone.

The fighting is not the only worry plaguing Kurdish families in the north. Cars and trucks, snaking in lines for blocks, now wait for two or three days outside gas stations, with drivers sleeping in their vehicles, to get a few quarts of fuel. Civil servants are no longer paid their salaries, and travel is severely restricted.

Refugees Once Again

Food is running out, vehicles and machinery are breaking down because of a lack of spare parts, medicine is

The unanswered question: Just what does Hussein want?

almost nonexistent, prices are spiraling beyond the reach of most households, and the overcrowded camps for 400,000 displaced Kurds are swelling with new arrivals who have left dwellings to which they had only recently returned.

"For now the Iraqis will mount a slow, gradual advance," said Jalal Talabani, the head of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main guerrilla groups, near his headquarters in the mountains overlooking Sulaimaniya, which is outside the allied zone.

"They will take these small villages and overrun our checkpoints," he said. "They will try to take the cities of Erbil and Sulaimaniya, but they will not make a full-scale assault until the United Nations is gone and the allies look like they won't hit back."

A June agreement authorizing the United Nations High Commissioner for

Refugees to give aid to the Kurds of northern Iraq, a product of the great dislocations that followed the Kurdish uprising at the end of the war, was to expire at the end of next month, but has been extended six months.

The mandate for the allied presence in the security zone, which sees a skeletal team of military observers and daily reconnaissance flights, is also up at the end of the year, but it is expected that it, too, will be extended.

Scene in Border Town

A Military Coordination Center, based in the border town of Zakho, is all that remains of the 15,000-strong allied force sent into northern Iraq to help repatriate about a million and a half of the Kurds, who fled into Iran and Turkey after Iraqi forces crushed the Kurdish revolt. Most have returned to Iraq, but the increasing shortages and Iraqi troop advances have set off a new exodus from several towns and frightened those who remain.

Kurdish leaders privately admit that they are little match for the heavy armor, artillery and air power of Mr. Hussein's forces, despite the fervor of their 30,000 fighters.

The cities of Erbil, in the buffer zone, and Sulaimaniya, outside the zone, each have about 800,000 residents. The,



Thomas Hartwell for The New York Times

"We must move slowly with her," said Kafi Hussein, left, of her 16-year-old daughter, Zachia, who was severely maimed by a mortar blast when Iraqi

forces shelled their village of Safiyah in 1987. "But if we were to stay," added Mrs. Hussein, "the Iraqis would kill us."

areas around them are also home to large Kurdish populations. The Iraqis shelled the cities in October, despite the presence of United Nations officials.

Kurdish rebels briefly took Erbil during the March uprising, but Government forces recaptured the city on March 31 after just a day of fighting. The recapture helped spur the exodus of Kurdish civilians in April.

Iraqi soldiers voluntarily withdrew their forces from the two cities in October after some of the worst clashes since the spring revolt.

Sound of Guns, Fear of Refugees

Now the Kurdish rebels, positioned behind dirt embankments with rocket-propelled grenades, light mortars and machine guns, are staring down 17,000 Iraqi soldiers less than 10 miles outside Erbil. The sporadic drill of machine-gun fire punctuated by mortar blasts defines the front lines.

Most Kurds say they will flee if the Iraqis come back, citing Baghdad's treatment of Kurds over the last decade and a half.

Since 1976, 4,000 Kurdish villages have been evacuated and then leveled by Iraqi troops. The people have been attacked with chemical weapons by Iraqi planes, and thousands have disappeared at the hands of the secret police.

Fear, therefore, may be the most potent weapon Baghdad holds.

"If they begin to attack in earnest, there would be little we can do," Mr. Barzani said. "The people will panic and another mass exodus will take place."

Families, piled into the back of old trucks with their children and a few burlap bags of possessions, travel north in slow-moving convoys each day toward the allied zone or to areas along the Iranian frontier. They tell the same stories. For many this is the second or third flight from their homes this year.

A Family in Flight

"The soldiers came and told us we must leave," said Karim Ali, who fled with his three wives and eight children last Thursday from Chamchamal, outside the allied buffer zone. "When we did not go, they began to shell the town. Now everyone has left."

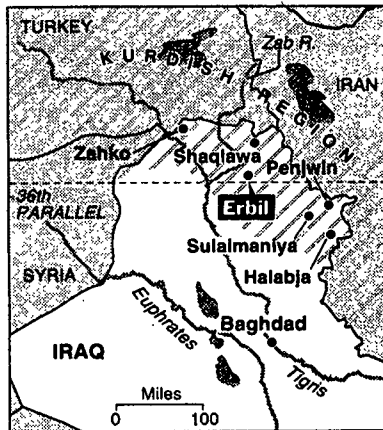
Sefiya, an impoverished collection of mud-and-wattle huts, lies right near

the border of the allied zone, half a mile from the Iraqi forces along the Zab, 15 miles southwest of Erbil.

Like many small places, its people are preparing for an onslaught. Iraqi forces fire on rebels who come too close to their positions. Shells blasted into the fields send farmers scattering for cover. On a recent morning, rebels and Iraqi troops battled for several hours at the edge of the village.

Kafi Hussein, a 60-year-old widow dressed in black, sat outside her one-room hut trying to swish flies away from the face of her crippled daughter. She and her son cart the 16-year-old Zakhia, who was maimed by a mortar blast when Iraqi forces shelled the village in 1987, around in a wooden box.

"We must move slowly with her," said Mrs. Hussein, whose face and arms are covered with sores she said were the result of a yellow gas the Iraqis dropped on the village four years ago. "But if we were to stay the Iraqis would kill us."



Iraqi forces have attacked Kurdish positions around Erbil.

Refugees of a few months ago are refugees again.

Mrs. Hussein and her son will soon carry the girl to the roadside and beg someone to take them north.

Cold, Rain and Snow

Like many, they have no idea where they will go to find shelter and food, although the cold winter rain has begun and snow will soon blanket the countryside.

Penjwin, home to about 50,000 displaced Kurds, lies outside the allied zone, tucked below the snow-tipped Zagros Mountains along the Iranian frontier. Most Kurds come to find help from the United Nations, comforted by the notion that if the Iraqis roll northward they can flee into Iran for safety.

The shattered rubble of houses, blown to bits by Iraqi troops, now harbor families who live like cave dwellers in the crevices of destruction.

Some families have collected stones, piled them into crude huts, covered them with tarpaulins or branches, and plastered the walls with mud in preparation for winter. Thousands still live under the flimsy blue tarps handed out by the United Nations relief agency.

Many relief workers now predict that the snow will bring death.

"We have no winter tents, no heavy clothing and few blankets," said Dr. Kamari Amin, who works in the clinic in Penjwin. "Most people have no heating source. Many people, especially children under 5, already have chest infections. When the winter comes, many will die."

Tent Is Now Home

Zarali Ali Mohammed, his wife and eight children, fled from Chamchamal after Iraqi shelling a week ago.

They have already exhausted their money to buy food. Now they sit in a tent, loaned by a relative, in the ruins of Saysad, a small village leveled by Iraqi soldiers on the road between Penjwin, half an hour from the Iranian border, and Sulaimaniya.

"We hope the United Nations will bring us food," Mr. Mohammed said.

A cold drizzle was beginning to fall over the mass of scattered stones, broken slabs of concrete, blue tarpaulins and crude huts. Smoke curled upward from a few fires in rusted oil drums.

Mr. Mohammed's children, clustered in a group outside their new home, stared vacantly at the strange world around them.

"We just came," Mrs. Mohammed explained. "They are not used to it yet."

Die Kurden drohen in ihrem eigenen Land zu erfrieren

Sie sind längst aus den Schlagzeilen der Weltpresse verschwunden, aber noch immer hausen rund 800 000 irakische Kurden in provisorischen Lagern in den Bergen Kurdistans. Viele wagen es nicht, in ihre – oft weitgehend zerstörten – Dörfer und Städte zurückzukehren, da der Nordirak nach einer kurzen Feuerpause wieder Kriegsgebiet zu sein scheint. Die Angst vor dem irakischen Despoten Saddam Hussein ist immer noch grösser als die vor dem ebenso erbarmungslosen kurdischen Winter.

Das Schreckgespenst, das gegenwärtig durch die deutschsprachige Presse geistert, heisst Rechtsradikalismus und Ausländerfeindlichkeit. Keineswegs als Schimäre, sondern beängstigend real und fleischlich ist es aus seinem Mediengrab gestiegen, um erneut auf sein Unwesen aufmerksam zu machen, das es nie aufgegeben hat zu treiben; es ist nur vergessen worden. Erschrocken, und peinlich berührt nehmen Parteien und Presse Stellung zu einem Problem, das sie lange Zeit verdrängen konnten, das sich nun aber in zunehmender Schärfe stellt. Mögen sich die «Nachrichten» mit ihren Modethemen auch wandeln – die Missstände bleiben und mit ihnen die Not und Angst der jeweils Betroffenen.

Von Namo Aziz*

Vor wenigen Monaten noch herrschte ein anderes Thema die Schlagzeilen der Weltpresse: die Nachwehen des letzten Golfkrieges und der Exodus der Kurden. An Sympathiebekundungen für das Volk auf der Flucht, an Spendenaufrufen und -aktionen fehlte es nicht, allüberall in den reichen Industrieländern dokumentierte sich eine grosse spontane Hilfsbereitschaft, und innerhalb kürzester Zeit floss ein grosser Strom an Geldern und Hilfsgütern Richtung Kurdistan. Mittlerweile scheint das Interesse am Schicksal der Kurden allerdings weitgehend erloschen zu sein. Anderes ist vordringlicher, und ausserdem: Ist die Lage in Kurdistan nicht entschärft? Sind die Flüchtlinge nicht zurückgekehrt, haben die Führer der Kurden nicht erfolgreich mit Saddam verhandeln können?

Tatsächlich kampieren immer noch 800 000 Kurden in provisorischen Lagern im türkisch-irakischen Grenzgebiet. Mögen sie Saddam auch entronnen sein, nun droht ihnen ein neuer, natürlicher Feind mit Vernichtung: der Winter, dessen erste Vorboten sich schon angekündigt haben. Viele wagen es nicht, in ihre Dörfer und Städte – falls sie denn noch existieren – zurückzukehren, da der Nordirak nach einer kurzen Feuerpause wieder Kriegsgebiet zu sein scheint. Nach UNO-Angaben sind in den letzten zwei Jahren 4200 Dörfer dem Erdboden gleichgemacht worden, darunter Qala Dize, Sangasar, Pemalik, Tuwasura und Girbidagh. Die Angst vor dem irakischen Despoten ist immer noch grösser als die vor dem ebenso erbarmungslosen kurdischen Winter, der bis zu 20 Minusgraden erreicht. Und fin-

* Der Autor ist gebürtiger Kurde aus dem Irak, lebt seit zehn Jahren in der BRD und hat im Bereich Islamwissenschaft/Orientalistik an der Bonner Universität promoviert.

det sich nicht bald eine Lösung für das kurdische Problem, so werden Schnee und Eis auch jene Kurden hinwegraffen, die die Giftgasbomben bisher nicht erreicht haben.

Der Abzug der Schutzmächte

Ganz untätig ist die Weltöffentlichkeit nicht geblieben: Das UNO-Hochkommissariat für Flüchtlinge in Genf hat ein Winterhilfsprogramm gestartet, das den in den Lagern Verbliebenen das Überwintern erleichtern soll. Zur Abwendung des bevorstehenden Hungers wurde präventiv eine Hungerhilfe in Höhe von 5 Millionen Dollar gewährt. Baumaterial soll auf Lastwagen von der Türkei in den Irak transportiert werden, um die Errichtung fester Behausungen für die zurzeit in Zelten untergebrachten Familien zu ermöglichen. Aber selbst wenn die Materialien nicht wie schon so oft zuvor von irakischen Soldaten beschlagnahmt und damit zweckentfremdet werden, wird die Hilfe nicht ausreichen, um allen Familien das Überleben zu garantieren.

Dass sich Not und Angst wieder so stark unter den Kurden hat ausbreiten können, liegt nicht zuletzt daran, dass die militärische Unterstützung durch die Alliierten beziehungsweise UNO-Truppen zunehmend ausgesetzt worden ist. Im Juli zogen die alliierten Streitkräfte ab und liessen nur eine Schnelleingreiftruppe zum Schutz der irakischen Kurden auf türkischem Boden zurück. Schon damals protestierten Tausende in den Lagern gegen den Abzug der Schutzmächte, ohne deren Hilfe sie sich ohnmächtig der gefürchteten Rache Saddams ausgeliefert sahen. Als die Zeit für die Präsenz der Eingreiftruppe nun gegen Ende September ebenfalls auslaufen sollte, sind Kurdenführer in die Türkei gereist, um eine Mandatsverlängerung zu erwirken. Sie hatten Erfolg: Ankara willigte ein, dass die 4600 Mann noch drei weitere Monate unter der Führung der USA in der Türkei verbleiben dürfen. Angesichts dieses Aufschubs atmeten viele Kurden auf; doch gelöst ist das Problem mit der Gewährung einer Galgenfrist bei weitem nicht.

Die Angst der Zivilbevölkerung

Im Irak herrscht wieder Bürgerkrieg. Saddam mag aussenpolitisch geschwächt sein, innenpolitisch ist er stark wie selten zuvor. Während er mit den Westmächten ein Versteck- und Vexierspiel um seine Waffenarsenale treibt, Geiseln nimmt und wieder freilässt, Bedingungen stellt und wieder fallenlässt, fährt er im Hinterland beinahe unbehelligt schwere Geschütze gegen die Kurden auf. Um Arbil und Kirkuk sind neue Kämpfe

zwischen den Peshmergas (kurdische Widerstandskämpfer) und irakischen Soldaten entbrannt; und eine Reihe von Terroranschlägen setzt auch die Zivilbevölkerung in Angst und Schrecken.

Diese Zivilbevölkerung ist in einer verzwickten Lage: Ohne jegliche Sicherheitsgarantien fällt es ihr sehr schwer, die Trümmerlandschaft in den kurdischen Dörfern zu beseitigen und die zerstörten Häuser wiederaufzubauen. Denn schon morgen kann wieder alles zerstört werden. Doch die windigen Zeltplanen, unter denen die Mehrzahl der Kurden momentan noch leben, werden sie lange nicht mehr schützen können. Die Gesellschaft für bedrohte Völker (GfbV) appellierte daher vor kurzem an den deutschen Bundestag, ein Wiederaufbauprogramm im irakischen Kurdistan zu finanzieren. Mit nur 150 Millionen DM könnten nach einem von der GfbV entwickelten Programm 500 bis 700 der zerstörten Dörfer wieder aufgebaut werden und dadurch Obdach für rund 300 000 Menschen geschaffen werden.

Die möglichen Folgen

Die Rolle der Türkei und des Iran im gegenwärtigen Flüchtlingsdrama ist zwiespältig. Zwar haben beide Länder zahlreiche Familien aufgenommen und der Errichtung von Lagern zugestimmt, doch ihre ablehnende Haltung zu den Kurden im eigenen Land ist allgemein bekannt. Im Iran haben die Hinrichtungen seit Khomeinis Tod nur noch zugenommen, und auch Kurden sind von den politischen Verfolgungen betroffen. In der Türkei haben die Guerilla-Aktivitäten der PKK, der separatistischen Arbeiterpartei Kurdistan, die Regierung in Ankara dazu veranlasst, selbst militärisch gegen die «Bergtürken» genannten Kurden in Ostanatolien vorzugehen und bei ihren Aktionen gar mit der Regierung in Bagdad zusammenzuarbeiten.

Bei derartigen Verhältnissen erstaunt es nicht, wenn immer noch Tausende kurdischer Familien sich weigern, die Berge zu verlassen, auch wenn der Winter droht und die Lebensmittel immer knapper werden. Ohne baldige massive Unterstützung

werden die vergessenen Kurden in ihrem eigenen Land erfrieren, und wenn die westliche Presse nicht wieder als Verstärker fungieren mag, werden ihre schwachen Hilferufe die Schnee- und Eisdecken kaum mehr durchdringen. Ist der Völkermord dann vollbracht, werden die Kurden nicht einmal mehr als Schreckgespenst wiederkehren können, sondern nur noch als Geisterstimme, die vergangenen Zeiten angehört.



Den rund 800 000 kurdischen Flüchtlingen im irakisch-türkischen Grenzgebiet droht ein neuer, natürlicher Feind mit Vernichtung: der Winter.



Verzweifelter Appell an die Weltöffentlichkeit: «Lasst uns nicht in der Gefahr zurück», heisst es auf dem Plakat einer Kurdenfamilie im Lager von Daoudi.

Foto Ex-Press

Den Bruderkuss hat Saddam Hussein nicht honoriert



Trügerische Eintracht: Die Kurdenführer Jalal Talabani (Mitte) und Massoud Barzani (rechts) nehmen gegenüber dem Bagdader Regime unterschiedliche Positionen ein. Foto AP

N. A. Die Kurdenführer Barzani und Talabani sind sich noch nicht vollständig über ihre Ziele bei den immer noch währenden Autonomieverhandlungen in Bagdad einig. Uneinigkeit herrscht vor allem in Hinsicht auf die Verhandlungsposition gegenüber Saddam Hussein. Während die einen Entgegenkommen predigen, setzen die anderen auf Unnachgiebigkeit und politischen Druck. Vor zwei Monaten hielt Massoud Barzani in Suleimaniya eine Rede vor etwa 50 000 Kurden, in der er forderte, Saddams Angebote zu akzeptieren. Am 30. November wurde er von Saddam Hussein empfangen, wodurch der Dialog mit der irakischen Regierung über ein Autonomiestatut nach viermonatiger Verhandlungspause wieder aufgenommen wurde. Von Barzani selbst wurde anschliessend keine Stellungnahme abgegeben, doch Radio Bagdad meldete selbstbewusst: «Die Vereinbarung eines Autonomieabkommens mit den Kurden wäre eine gewaltige Ohrfeige für die Feinde des Irak.»

Selbstverständlich kam es zu keinem Abschluss der Verhandlungen. Doch sollen die Kurdenführer durch langes Hinhalten und die drohende Not der Zivilbevölkerung schneller zur Akzeptanz der Autonomievorschl

von Bagdad gezwungen werden. Und diese sind denkbar ungünstig, da Bagdad die Erdölstadt Kirkuk, die historische Hauptstadt Kurdistans, gerade wegen ihrer wirtschaftlichen Bedeutung für den Irak aus dem «Autonomiegebiet» aussparen will. Was dann letztendlich übrigbliebe, wäre der ökonomisch ohnehin wenig interessante Teil des Landes um Arbil, Suleimaniya und Dohuk.

Differenzen unter den Kurden

Talabani, Vorsitzender der Patriotischen Union Kurdistans, hat sich denn auch entschieden gegen eine Annahme von Saddams Vorschlägen ausgesprochen, da dies nur eine Wiederholung des Fehlers von 1970 bedeutete. Damals wurden den Kurden im sogenannten Märzvertrag weitgehende kulturelle Rechte eingeräumt, während Artikel 14 des Abkommens die Ausbeutung der natürlichen Reichtümer Kurdistans (spricht: des Erdöls) der Republik vorbehalten. Das Abkommen wurde seinerzeit unterzeichnet und begeistert gefeiert. In der Folge zeigte sich jedoch, dass nicht einmal die kulturellen und politischen Rechte, die sich die Kurden mit dem Verzicht auf die Ölquellen erkauften, gewährleistet wurden.

Versprechen zurückgenommen

Die Differenzen zwischen Barzani und Talabani Haltung werden von der irakischen Regierung hochgespielt und ideologisiert, um die Position der Kurden insgesamt zu schwächen. So versucht Ali Hasan Majid, Iraks ehemaliger Innenminister und jetziger Verteidigungsminister, der sich als Verantwortlicher für den Giftgasangriff auf Halabja 1988 den Namen «Hitler von Kurdistan» eingehandelt hat, Barzani als konstruktiven, loyalen Bruder darzustellen, der am Aufbau des Iraks interessiert sei, während er Talabani als Marionette des westlichen Imperialismus diffamiert. Wörtlich sagte er: «Massoud Barzani ist bemüht um die Zukunft des Irak und seinen Wiederaufbau, ohne jede Einmischung des (westlichen) Auslandes.»

Wen wundert es noch, dass bisher alle Verhandlungen um ein neues Autonomieabkommen gescheitert sind? Als die Kurdenführer im Sommer nach Bagdad zogen und ihrem Todfeind Saddam den Bruderkuss auf die Wangen drückten, reagierte die Weltöffentlichkeit mit Unverständnis, und auch das kurdische Volk bezeugte sein Misstrauen durch die schlichte Weigerung, ohne Schutz durch die Alliierten in seine Heimat zurückzukehren. Mittlerweile glaubt niemand mehr an einen diplomatischen Erfolg. Autonomie für Kurdistan wird es nicht geben, jedenfalls nicht unter akzeptablen Bedingungen; und auch alle sonstigen Versprechen, die Saddam nach seiner Niederlage gezwungen war zu machen, werden langsam, aber sicher zurückgenommen. Hatte er vor wenigen Monaten noch eine neue Verfassung, ein Mehrparteiensystem und Pressefreiheit versprochen, heisst es nun klar und deutlich, dass es im Irak keine westlichen Reformen geben werde.

Anstatt auf die Belange der Kurden einzugehen, verspottet Saddam sie durch seine Arabisierungspolitik, gegen die die Kurden um Kirkuk vor wenigen Wochen mit Waffengewalt protestierten. Gegen eine Geldentschädigung werden arabische Familien in den überwiegend kurdischen Ölstädten angesiedelt, um das Verhältnis der Volksgruppen zueinander umzukehren und damit ein Recht auf die Bodenschätze zu gewinnen.

L'ALSACE 1er décembre 1991

Le point

Cet hiver en Irak...

par François BÉCET

SADDAM Hussein, que la coalition internationale menée par les Etats-Unis voulait chasser du pouvoir, est toujours en place et a même renforcé son autorité. Il nargue encore les alliés, refuse de se plier à toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et menace toujours les Kurdes. Pas question donc d'accorder la moindre confiance au leader irakien. Mais s'il est logique de maintenir la pression, de vouloir éliminer tout danger nucléaire et de rester vigilant, est-il légitime de faire payer à la population des fautes de son chef, de l'affamer, de la priver de soins dans l'espoir qu'elle se révoltera ou que les dirigeants céderont ? Le nouvel ordre que l'on veut instaurer ne fait-il pas une place trop grande à la mort ? Jusqu'à présent, on assiste en Irak à un sursaut nationaliste et les rangs se resserrent autour de Saddam Hussein.

Des dizaines de milliers d'enfants et d'adultes sont morts — à cause de l'embargo — de diarrhées, de malnutrition, de maladies. La poliomyélite revient et les cas de typhoïde ou de paratyphoïde se multiplient. Le « pire » est en vue, affirme Abdessalam Mohamed Saïd, le ministre irakien de la Santé. L'UNICEF, organisation dépendant de l'ONU, cherche à mettre au point des programmes pour combattre les effets des sanctions prises par le Conseil de sécurité

de l'ONU... Un demi-million d'enfants de moins de cinq ans est victime de malnutrition et la mortalité de ces enfants de moins de cinq ans a plus que doublé, selon tous les experts.

Avoirs bloqués

Saddam Hussein est en partie responsable de cette situation car il refuse les résolutions 706 et 712 qui autorisent les ventes de pétrole sous strict contrôle de l'ONU pour couvrir les besoins les plus urgents de la population. Mais, de son côté, l'Occident en fait le minimum en matière d'aide humanitaire.

En mai dernier, le comité des sanctions de l'ONU a autorisé l'Irak à utiliser ses 3,7 milliards d'avares gelés dans dix-neuf pays pour acheter des médicaments et de la nourriture. Deux pays seulement — la Suisse et la Grande-Bretagne, il y a quelques jours à l'occasion de la libération de Ian Richter, un ingénieur emprisonné en Irak — ont procédé à des dégelés limités. Et Londres a bien prévenu qu'il n'y aura aucun autre « assouplissement » tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Abdessalam Mohamed Saïd accuse la France de bloquer une commande de 41 millions de francs de médicaments.

La population irakienne ne connaît pas encore de véritable famine mais les plus

pauvres ont faim et le nombre des produits rationnés augmente. Après la farine, le riz, l'huile, le thé, les féculents, le sucre, le lait pour enfant, le savon et la lessive, c'est la vente de poulet qui a été limitée à 3 kg par famille à la mi-octobre. Le kilo coûte plus de 65 F (il était auparavant à 250 F!).

Les Kurdes ont peur

Les Kurdes ont aussi faim que les autres Irakiens mais en plus ils ont froid et sont menacés par les soldats de Saddam Hussein. Début novembre, Bagdad a isolé le Kurdistan du reste du pays et, ces derniers jours, plus de 10 000 Kurdes ont quitté leur foyer de peur d'une attaque des troupes irakiennes. Jalal Talabani accuse Saddam Hussein d'imposer un embargo économique à la population kurde.

De 500 000 à 1 million de Kurdes vivent sous la tente car l'armée a détruit les villages. Ils n'ont pas grand-chose à manger et redoutent le froid. Dans la montagne, il fera bientôt jusqu'à moins 20 degrés. La Turquie et l'Iran ne veulent plus de réfugiés irakiens.

Pour les Kurdes, l'hiver risque d'être terrible, beaucoup plus dur que pour l'ensemble des Irakiens... A moins que les négociations reprises vendredi par Barzani avec le pouvoir n'aboutissent à un accord.

Kurdistan : des camps de toile pour les nouveaux déplacés

Les 200 000 Kurdes récemment déplacés dans le nord de l'Irak seront abrités dans des camps de toile mis en place par les Nations unies au sud-est de la ville kurde de Souleimanieh. Ces Kurdes ont fui à la mi-novembre leurs villages dans les environs d'Erbil et de Souleimanieh, sous la pression de l'armée irakienne qui s'est rapprochée de ces deux importantes localités du Kurdistan contrôlées par les peshmerga, les combattants de l'opposition kurde. Un officiel irakien dément toutefois les affirmations émises sur ce déplacement des Kurdes, estimant qu'il s'agit d'une campagne de désinformation servant de prélude à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité prorogeant l'embargo, frappant l'Irak depuis août 1990.

"L'armée (irakienne) a procédé à des tirs d'intimidation, un hameau a été touché, mais aucun village n'a été détruit", a ajouté un

membre de l'ONU qui s'est rendu récemment dans le Kurdistan irakien.

Au terme d'un accord passé il y a un mois entre le Front du Kurdistan - qui regroupe huit partis d'opposition - et le gouvernement de Bagdad, les peshmerga devaient quitter des localités qu'ils contrôlent dans cette région. Mais ils ne l'ont pas fait. Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), est venu à Bagdad pour tenter d'apaiser la tension croissante au Kurdistan. Il en est reparti jeudi en s'engageant à faire respecter cet accord.

D'après l'ONU, le programme de fourniture d'abris pour l'hiver du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) est presque achevé au Kurdistan. Il intéresse quelque 45 000 familles, soit entre 300 et 400 000 personnes, représentant le tiers des kurdes qui avaient fui dans des conditions dramatiques vers la Turquie et l'Iran les combats en Irak après la guerre du Golfe.

The Globe and Mail, Saturday, December 7, 1991

INTERNATIONAL NEWS

Winter closing in on Kurdish refugees

Tens of thousands flee shelling as Iraqi troops press forward in north

Reuters News Agency

NICOSIA — Iraq's Kurds are caught between President Saddam Hussein's troops and winter snow in a replay of the refugee crisis that caught the world's attention a few months ago.

United Nations officials say that 200,000 Kurds have fled from the Iraqi army, and that their plight is close to an emergency.

Sanctions-battered Iraq is again trying to subdue the Kurdish north, this time with a six-week-old economic blockade.

Baghdad, which frequently has deployed troops against *pesh merga* ("soldiers of death") guerrillas, has denied attacking civilian Kurds.

Secrecy surrounded talks in Baghdad last week between the Iraqi government and Kurdish leaders on an autonomy pact for the oil-producing northern region.

Winter is coming to Kurdistan, recalling the scenes last March and April after Mr. Hussein crushed a Kurdish revolt in the aftermath of Iraq's defeat by a U.S.-led alliance in the Persian Gulf.

Fleeing Kurds are back on the trails to snow-capped peaks where hundreds froze to death just months ago.

In the northern town of Kifri, visiting Reuter correspondent Kurt Schork saw Iraqi troops, backed by tanks, lacing the surrounding hillsides with mines and barbed wire.

The UN refugee agency says tens of thousands of Kurds have fled from Sulaimaniya and Irbil provinces to escape shelling by the slowly advancing Iraqi army.

Men, women and children are living under plastic sheets in snow, sleet and bone-numbing cold.

Refugees in northern Iraq said on Thursday night that six days of snow and freezing temperatures had turned life under flimsy tents and plastic sheeting into a nightmare.

"My children were so cold we had to leave," said Karwan Ahmed Khaddar, shivering in a darkened side street on the outskirts of Sulaimaniya.

Iraq describes reports of attacks on the Kurds as untrue. It said yesterday that the UN refugee agency was being manipulated by the

United States in a bid to retain the punitive sanctions imposed on Iraq after its invasion of Kuwait 16 months ago.

"That spokesman is lying. The U.S. government has ordered him to make such a statement to . . . pave the way for a new Security Council resolution to maintain the economic blockade imposed on Iraq," an announcement in Baghdad said.

The British Foreign Office said yesterday it had no independent confirmation of the latest refugee reports, but "our commitment to the welfare of the Kurds remains unchanged and we continue to watch the situation closely."

A spokesman said Iraq should be in no doubt about the seriousness of Britain's concern for the civilian population throughout Iraq.

Air forces of the U.S.-led coalition are based in Turkey, just across Iraq's northern border, but there is no sign of military action to halt the latest Iraqi advances.

The West wants to avoid another mass movement of refugees. The allies set up havens for Kurds in northern Iraq after the world was

moved to act by television pictures of starving Kurds in disease-ridden camps.

Carrol Faubert, co-ordinator of the UN refugee agency's emergency operations in the gulf region, told a news conference on Thursday that about half the new flood of Kurds were living in the open.

"We are extremely worried about the situation. We see the possibility of hundreds of thousands of newly displaced persons living in the snow."

The UN agency last month completed efforts to provide winter shelter for 500,000 Kurds whose homes had been destroyed in fighting or who were afraid to return to them.

Baghdad said yesterday that if people were suffering in Iraq it was the fault of the UN trade ban.

The UN Security Council called informal talks yesterday to review the economic sanctions, but diplomats said there was virtually no chance of modifying them.

"Nothing warrants change," said Soviet Ambassador Yuli Vorontsov, in this month's president of the council.

Kurds Unearthing New Evidence of Iraqi Killing

Ex-Prisoners' Accounts Describe Torture by the Secret Police

By CHRIS HEDGES
Special to The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq — Across northern Iraq, Kurds, freed for now from the harshness of President Saddam Hussein's grip, have been uncovering mass graves, torture chambers, elaborate prison systems and documents from secret police files that attest to the inner workings of one of the region's harshest dictatorships.

In the city of Sulaimaniya alone, local officials say they have unearthed more than 200 bodies in the last two months, and new sites to be excavated are being discovered every week.

Kurds have long charged the Hussein Government with human rights abuses. Some especially severe cases have been independently substantiated and widely publicized, including attacks with chemical weapons on Kurdish villagers at Halabja during the war between Iran and Iraq.

Relative Freedom

But the graves and other recent discoveries offer evidence of the wide extent of Baghdad's repression. They are coming to light now that the Kurds have been left relatively free to run their affairs and rebuild their lives in the aftermath of the American-led military effort to protect them from Mr. Hussein's forces.

Baghdad crushed a Kurdish uprising in the aftermath of its defeat in the Persian Gulf war, forcing hundreds of thousands of Kurds to flee for months into Iran and Turkey.

"When we first complained about these human rights violations, the world did not listen," said Jalal Taftabani, one of two top Kurdish guerrilla leaders. "Now that we come forward with the evidence, this information is harder to ignore."

Indiscriminate Killing Charged

Kurdish leaders contend that more than 180,000 people have disappeared in the last decade at the hands of the Iraqi secret police. They say the Iraqis killed anyone, including young children, who they believe supported the outlawed Kurdish guerrilla movement or who belonged to a family that had ties with the Kurdish rebels.

[Diplomats at Iraq's mission to the United Nations, its highest-level diplomatic presence in the United States, could not be reached for comment on the new evidence of abuses. Middle East Watch, a New York-based human rights group, said it



Thomas Hartwell for The New York Times

Bahia Khader, center, holding a picture of her son, Sirwan, next to his bones and bits of clothing found in a mass grave in Sulaimaniya, Iraq.

was planning to send investigators to northern Iraq to look into the Kurds' accusations.]

When confronted in the past with charges of mass killings or abuses of Kurds, Iraqi officials have in general denied wrongdoing, saying that any actions in the region would have been carried out against infiltrators from Iran or against traitors.

Iraqi officials have also pointed to at least one mass killing by Kurdish guerrillas in October, when 60 Iraqi soldiers who surrendered during skirmishes in the Sulaimaniya area were slain by their Kurdish captors, according to the account of a Reuters reporter. Kurdish leaders promised to investigate the killings and bring those guilty to justice, but the investigation has yet to

produce any results.

Of graves being uncovered in northern Iraq, some reflect villagers' return only now to the ruins of communities destroyed under an Iraqi policy of forced mass relocation begun in 1976.

More than 4,000 villages — primarily those near the Turkish or Iranian borders that were regarded as sanctuaries for Kurdish rebels — are believed to have been demolished under the program, which reached its peak of intensity in 1987 and 1988, toward the end of the Iran-Iraq war.

Other mass graves are thought to be more recent. At one, on Kalowa Hill here in Sulaimaniya, Pershan Hassan clambered quickly up the dirt track leading to the site.

As she hurried forward, she clutched to her chest a framed black and white picture of a young boy. At the top of the

Kurds Unearthing New Evidence of Iraqi Killing

rise, a crowd that had gathered parted silently as she stumbled forward.

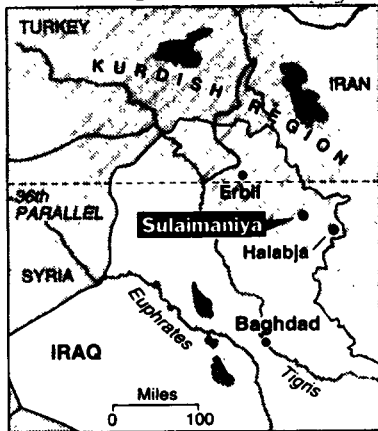
'By His Clothes'

The 53-year-old woman suddenly stopped and let out a gasp of pain and recognition. Before her, nine years after he disappeared from a schoolyard, lay the skeletal remains of her 13-year-old son, Shafiq.

A faded blue blindfold was tightly wrapped around his skull and spent bullets were scattered among his now dark brown bones.

"I know him by his clothes," she whispered, her voice breaking as she lifted the garments and kissed them. "I raised him without a father."

The mass grave on Kalowa Hill is



Kurds have uncovered mass graves in Sulaimaniya.

believed to hold the remains of dozens of people.

"Prisoners and collaborators who dug the mass graves tell us where they are located," said Aras Mohammed Garib, who is in charge of the digging around the city, "but many have fled or are dead. It will be a long time before we really know the extent of all this."

Kurdish Zones

The Kurdistan Front, umbrella group for eight Kurdish groups in northern Iraq, has domain over most of the area above the 36th parallel. The region, home to about three and a half million, is part of a security zone established in April by American forces.

The Kurds also control territory below the zone, including the city of Sulaimaniya, although the Iraqis appear to be positioning themselves to take back

it and other cities as autonomy talks with the Kurds have bogged down.

In gathering evidence, Kurdish officials here each morning pore through stacks of documents that they said were seized from police files, including photographs and videotapes of torture and death.

The long, typewritten lists chronicle killing after killing, sometimes for what seem to be trivial offenses. One man was sentenced to death because he had a picture of a rebel Kurdish leader in his wallet.

Remnants of Death

The killing sites are often found a few feet from the mass graves, Kurds say. On Kalowa Hill, five tires filled with cement are all that remain of the spot where apparently many people were shot to death. Earthen embankments border the back and either side of the site.

Prisoners, apparently blindfolded with their hands tied behind 10-foot metal poles, were planted in the cement and then shot.

A picture taken from police files shows what appear to be three Iraqi officials squatting like big game hunters next to the slumped body of a man who was recently killed. One of the Iraqis, wearing a beret, is grins while holding a knife to the corpse's neck.

Those who lived in the vicinity of Kalowa Hill said they often heard screams and volleys of shots, but were threatened with death if they tried to peer into the high-walled compound.

"The dogs used to come back with human bones, after getting inside the compound," said Yasin Khader Hassan, 25. "Then the guards began to shoot even the dogs."

A Woman's Agony

The hill now draws women looking for lost children or husbands. The plaintive cries of those who recover the remains of their loved ones rise above the murmur of the crowd.

One woman, Bahja Khader, kneeled over the bones of her son Sirwan, who disappeared in 1982 when he was 15.

"Sirwan, Sirwan," she cried, swaying over the bones and bits of clothing of her child. "By the hands of these criminals, you have been taken from me."

Those who survived life inside Iraqi detention centers describe torture, beatings, hunger and the severance of all contact with the outside world.

Jamal Aziz Amin, a courtly 45-year-

old headmaster, stood in a soundproof room in the darkened remains of Sulaimaniya's central security prison, where he spent a year in detention.

Revenge Taken

Large hooks hang from the ceiling where Mr. Amin was suspended during torture. He was handcuffed behind his back, he said, and hoisted onto the hooks at the wrist. He said he was stripped, questioned about his ties to Kurdish guerrilla groups, and given electric shocks until he fell unconscious.

"You would scream," he said, "and it would sound as if you were yelling from the bottom of a deep, deep well."

The huge prison, its tiers of cells piled one on top of the other, stands bleak and deserted in the Baghdad suburb of Shorish. When it was attacked in March by Kurdish fighters and enraged civilians, 300 security policemen and guards, including the warden, held out for three days. None of the defenders survived, Kurds say.

Mr. Amin and his fellow prisoners, after the attack, had the rare experience of standing over the bodies of many of their torturers.

"We wanted them to all come back to life," he said, "so we could kill them again."

At the prison, inmates subsisted on thin soup, bread and weak tea. Mr. Amin said that when he was released, he had lost 60 pounds.

Prison Graffiti

The walls of the cells, many marked with crudely drawn calendars, carry the messages of those who tried to leave some testament of their humanity, some record of their suffering.

"These were my friends, arrested with me," Ahmed Mohammed wrote, listing five names. "All were executed."

Another prisoner had written a message to his mother: "Oh, mother," in this dark room my dreams trouble me and I shake. Then comes the kicking against my door and a voice telling me to get up. It is time for my interrogation. I awake to the unconscious."

Mr. Amin wound his way to the crude latrine, a hole in the cement, at the end of a corridor of cells.

"I wanted to show you this," he said, a small shaft of light streaming in from a tiny, barred window 14 feet above him. "Here is where we would come at night so we could pull ourselves up the walls to hear the sound of the dogs barking in the distance. To hear the dogs, this was everything for us."

Opération « Kurdistan d'urgence »

« Mais quel crime avons-nous commis ? » Au milieu des ruines de Barzan, près de dix fois détruite depuis 1920, le chef du village semble implorer le ciel. Au cours de notre mission d'évaluation pour Solidarités, les exemples de l'acharnement meurtrier de Saddam Hussein ne manqueront pas.

Guizé 1988. L'armée irakienne exécute tous les hommes et rase les maisons. Aujourd'hui, les familles de ce « villages de veuves » vivent sous des tentes d'été. Il n'y a plus de ressources.

A Derek, l'église du VII^e siècle, a été dynamitée comme tant de mosquées classées pour effacer la mémoire d'un peuple. Il n'y a plus de passé.

Sur la route, les villages collectifs se succèdent, entourés de barbelés arrachés. Le gouvernement y entassait les familles après avoir rasé leur village. Aujourd'hui, des réfugiés s'installent dans des maisons souvent sans porte ni fenêtre, parfois sans toit. Les enfants sont là, pieds nus sous la pluie, laissés à eux-mêmes. Il n'y a plus d'école.

Dans la vallée de Hero, près de la frontière iranienne, chaque maison reconstruite accueille trois à quatre familles. Les autres dorment sous des tentes, dans la montagne. Toutes reviennent d'Iran où elles s'étaient réfugiées comme des milliers d'autres lors du soulèvement kurde contre Saddam Hussein en mars 1991. Vingt habitants du village ont sauté sur des mines en allant chercher du bois. Il n'y a plus d'agriculteurs aux champs.

A Dyana, des familles campent sur un vaste terrain vague, une ancienne caserne ou dans des carcasses de camions pour avoir un abri en « dur ». Beaucoup viennent de Kirkouk, la ville pétrolière kurde interdite aux Kurdes. La population a été expulsée pour être arabisée par des gens qui ne l'ont pas non plus choisi. Il n'y a plus de foyer.

Qalah Diza : hier, 80.000 habitants, aujourd'hui 30.000, entièrement dynamitée. A l'aide de masses, des hommes arrachent des blocs de pierre aux ruines pour consolider hâtivement un abri avant l'hiver.

Partout la dévastation, la précarité, la peur. On pourrait multiplier les exemples. Dix villes et 4.500 villages ont été rasés, les puits comblés, il n'y a plus d'infrastructures publiques. Seules les routes sont restées intactes pour des raisons militaires. L'agriculture, richesse au Kurdistan, a été systématiquement sabotée ; l'hiver s'annonce redoutable. Les ressources des familles, déjà maigres, s'épuisent.

Il n'y a pas de travail. L'objectif est de survivre jusqu'au printemps.

L'O.N.U., relayée par des associations humanitaires, a lancé un programme de reconstruction de petits abris (60.000 en tout).

Les familles vivent l'hiver dans la promiscuité de ces abris (une pièce de 25 m² pour 6-8 personnes) qui seront agrandis au printemps ou transformés en étable pour les bêtes. L'O.N.U. distribue également de la nourriture mais tout le monde n'est pas touché par ces programmes. Les besoins vitaux ne sont que partiellement couverts.

Une part non négligeable de la population vit encore sous des tentes, parfois des bâches en plastique. Il est difficile de l'évaluer car beaucoup de familles passent encore d'une vallée à l'autre, à la recherche d'un lieu sûr, terrorisés à l'idée d'une attaque.

La situation déjà très instable se corrompt. Saddam Hussein menace d'expulser l'O.N.U. fin décembre. Et surtout, l'armée irakienne a mis en place un blocus : la route de l'aide par Mossoul est coupée, obligeant à emprunter les pistes du nord, très difficiles en hiver. Le pétrole n'arrive plus.

En quelques semaines, le Kurdistan peut mourir asphyxié. Saddam Hussein veut aussi forcer les Kurdes à signer un accord à leur désavantage. Le seul contre-poids en dehors des Peshmergas, les combattants kurdes, c'est l'action humanitaire.

Des chrétiens du Kurdistan (il existe une petite communauté) nous ont dit : « Cette année, nous passerons Noël sans Saddam Hussein » car certains Kurdes espèrent encore. Unis, ils osent encore espérer malgré la maison familiale enfoncée à coup de bulldozer, le village dynamité, malgré les bombardements chimiques et l'entassement dans les blocs clôturés de barbelés, après l'exode terrible sur les routes bordées de mourants, après les nuits froides dans la montagne, l'enfant mort au petit matin, la femme tombée d'épuisement, après la clameur des révoltes, le cri des massacres et la plainte étouffée des peuples opprimés dont le crime est d'exister, de vivre, de survivre.

■ Pour secourir les Kurdes : Solidarités, 19, rue Daviel, 75013 Paris. C.C.P. Paris 23.117.71 A, tél. 45.88.33.22.

Enfants kurdes en « Equilibre »

L'association humanitaire « Equilibre » n'a pas oublié le peuple kurde, alors qu'il semble être passé au second plan des préoccupations internationales. Pourtant, près de 500 000 Kurdes restent sans abri en Irak et attendent l'hiver dans l'angoisse. Certains ont réinvesti les ruines de villes bombardées, d'autres vivent sous la tente ou dans des abris précaires. Parmi eux, des enfants. Pour leur venir en aide, « Equilibre » lance une nouvelle campagne intitulée « SOS 25 000 enfants Kurdes ». Elle a pour but de répondre aux besoins essentiels de l'enfant : sa survie, son bien-être minimum et son éducation. Ainsi, du 15 décembre 91 au 30 juin 92, l'association humanitaire va distribuer un repas chaud et complet à ces enfants de 1 à 16 ans qui vivent dans ces villes. « Equilibre » sera présent depuis l'acheminement de la marchandise jusqu'à sa distribution. Parallèlement à la collecte d'argent, indispensable à la bonne marche du programme, « Equilibre » lance une collecte de vêtements chauds, et chaussures pour les enfants de 2 à 6 ans. Les dons individuels seront les bienvenus. D'autre part, l'association va s'adresser aux écoles françaises, afin que les enfants participent à l'opération « un colis d'un enfant pour un autre enfant ». Il s'agira, pour eux, de préparer un paquet contenant un cahier, un crayon, un goûter non périssable, un vêtement et un dessin. Ces colis seront distribués aux petits Kurdes dans les écoles. (Pour les dons en argent ou en nature, vous pouvez vous adresser à l'antenne locale de l'association « Equilibre », rue de la Parerie)

LE FIGARO 10 décembre 1991

Mise en garde d'Ankara à Saddam Hussein

Des milliers de réfugiés irakiens fuient à nouveau vers la frontière turque pour échapper aux troupes du raïs irakien.

Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, a lancé hier une mise en garde au président irakien Saddam Hussein contre toute pression sur les Kurdes du Nord irakien, en annonçant que la « *Turquie ne pourra pas rester indifférente à une éventuelle « sauvagerie » en Irak du Nord, car les Kurdes de l'Irak sont les frères des Kurdes de notre pays* ». Suleyman Demirel venait d'annoncer, à Diyarbakir, dans le Sud-Est anatolien, un changement radical de la politique officielle à l'égard de la minorité kurde. « *La Turquie a reconnu la réalité kurde et cette reconnaissance ne constitue pas un obstacle pour maintenir l'union de la Turquie* », a affirmé le nouveau premier ministre. Ce tournant dans l'attitude d'Ankara vis-à-vis des Kurdes expliquerait, selon le quotidien *Milliyet*, que M. Demirel ait laissé entendre qu'Ankara prolongerait l'autorisation de séjour qui vient à expiration le 31 décembre sur le territoire turc de la force multinationale de l'opération « *provide Confort II* », destinée à protéger les Kurdes d'Irak contre toute attaque irakienne. Près d'un demi-million de Kurdes irakiens, redoutant de nouvelles attaques des troupes de Saddam Hussein, s'apprêtent à passer un nouvel hiver dans les camps et les montagnes. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 200 000 Kurdes ont fui Erbil et Suleimanyia ces derniers jours à la suite de bombardements irakiens. « *Nous sommes extrêmement inquiets de la situation. Nous redoutons que des centaines de milliers de personnes déplacées soient obligées de vivre dans la neige.* »

Suleyman Demirel a déclaré qu'il craignait que la répression de Bagdad contre les Kurdes d'Irak ne connaisse pas de fin. Le gouvernement irakien a vivement critiqué, dimanche, les résolutions prises par le Parlement européen demandant à la CEE d'œuvrer en vue du maintien d'une présence de l'ONU dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence officielle INA, qui cite un communiqué du Conseil national irakien. Ce texte qui invite l'Europe à éviter toute conduite hostile à l'Irak et toute ingérence dans ses affaires et l'invite à œuvrer plutôt à la levée de l'embargo imposé à l'Irak depuis seize mois. « *La situation est critique* », a reconnu dimanche le ministre irakien du Commerce, Mohamed Saleh. Mais « *nous résisterons tant qu'il le faudra* », a-t-il ajouté. L'Irak a demandé le dégel de ses avoirs bloqués dans les banques occidentales depuis son invasion du Koweït, afin de compenser les destructions de ses stocks de biens alimentaires pendant la guerre du Golfe. Le Conseil de sécurité des Nations unies devait examiner hier les conditions d'applications des sanctions qui privent l'Irak de ses revenus pétroliers et limitent drastiquement sa capacité d'importation.

Les administrations, les entreprises d'Etat et les établissements scolaires ont observé hier sur le territoire irakien, un arrêt d'activité pour protester contre le maintien de l'embargo.

Les super-canon à la casse

L'Irak a achevé la destruction de son potentiel balistique, a déclaré hier à Bagdad le chef de la sixième mission balistique envoyée par l'ONU dans le cadre de la résolution 687 du 3 avril, qui fait obligation à l'Irak de déclarer et détruire ses moyens nucléaires, chimiques, biologiques et balistiques de destruction de masse. « *Nous avons vérifié cette semaine la destruction des éléments du super-canon de 1 000 millimètres* », a affirmé le chef de la mission, Patrice Palanque. L'Irak avait, au mois d'octobre, détruit un super-canon déjà assemblé de 350 mm dans le camp militaire de Jabal Hamrayn, à 170 km au nord de la capitale. Le gouvernement de Saddam Hussein avait reconnu en juillet l'existence d'un programme de mise au point de super-canon d'une portée de 800 km, après avoir tenté de le dissimuler. Au cours de cette mission, les experts de l'ONU ont également vérifié la destruction de 32 sites fixes de lancement de missiles dans l'ouest de l'Irak ainsi que 288 plate-formes de lancement non encore équipées de lanceurs.

Patrice Palanque, détaché du ministère français de la Défense, a fait état d'une « *bonne coopération avec les Irakiens* ». Cet été, les 61 missiles déclarés par l'Irak - en majorité des Scud soviétiques modifiés - ont été détruits. M. Palanque s'est refusé à tout commentaire sur l'éventuelle existence de missiles cachés par l'Irak. Une nouvelle mission d'inspection balistique devait toutefois arriver hier à Bagdad, a-t-on appris auprès de l'ONU. (AFP)

COURRIER PICARD 11 décembre 1991

Inquiétudes pour les kurdes

Les Etats-Unis ont convoqué le chef de la section d'intérêts irakiens à Washington pour lui exprimer leur préoccupation après la nouvelle répression militaire et économique exercée par Bagdad contre les Kurdes et d'autres minorités de ce pays, a indiqué le département d'Etat.

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint, M. David Mack, a exprimé à M. Khalid Chewayish les préoccupations de l'administra-

tion américaine après les opérations militaires conduites contre des centres civils au sud du pays, et le retard apporté à la levée de restrictions économiques au nord, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler. Selon elle, cette nouvelle vague de répression a entraîné le déplacement de 100 000 à 200 000 Kurdes.

« *Les politiques de répression militaire et économique mises en œuvre au nord et au sud (de l'Irak) par Bagdad violent clairement la résolu-*

tion 688 des Nations unies », a-t-elle estimé. « *Cette résolution fait obligation à l'Irak de faciliter l'accès de toutes les régions du pays aux agences caritatives internationales.* »

« *En outre, l'Irak n'a jamais accepté de se plier aux résolutions 706 et 712 qui établissent un mécanisme pour la distribution, sous contrôle des Nations unies, de l'aide humanitaire achetée avec les fonds provenant de la vente du pétrole irakien* », a encore déclaré Mme Tutwiler.

Zakho Journal

In the Kurdish Zone, It's the Time of the Vulture

By CHRIS HEDGES
Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq — In every conflict, it seems, there comes a time when the refuse of war is for sale, larceny and intrigue are in the air and it is good business to traffic in human misery.

Northern Iraq, much of it largely devoid of Iraqi troops and ruled by a collection of cantankerous Kurdish guerrilla groups, has seen the sleepy frontier town of Zakho evolve into a smuggler's paradise.

Automatic weapons are sold in back alleys, piles of pilfered United States Army rations are stacked in the local market and thousands of gallons of cheap Iraqi diesel fuel are sold to Turkish truck drivers while cars wait days outside gas stations for a few gallons of gasoline.

The collapse of the local economy has seen unemployment skyrocket. Young men engage in the clandestine trade or arm themselves to the teeth, donning the garb of the traditional guerrillas, although in Zakho being a rebel seems to consist of riding around town in hot-wired Iraqi Army jeeps, playing video games downtown or examining each other's weapons, rather than battling Iraqi soldiers.

Against this backdrop move an array of strange expatriates, Iraqi secret police agents and rival Kurdish groups, some of whom are barely on speaking terms.

No Work Besides Smuggling

"Outside of smuggling there really isn't any work in Kurdistan," said Asad Gozen, a leader in the Patriotic Union of Kurdistan.

The northern part of Iraq, above the 36th parallel, was designated a security zone by the allied forces in April, following the abortive Kurdish uprising after the Persian Gulf war.

A small military observer mission is all that remains of the 15,000 allied troops who secured the area to convince the 1.5 million Kurdish refugees in Iran and Turkey that it was safe to go home. Most Kurds have returned, and the rebels even control areas below the zone, including the city of Suleimaniya.

But the Iraqi Government has imposed a crippling economic embargo on the Kurdish-held areas, blocking the delivery of food and fuel to the north. It has recaptured several small villages in clashes with Kurdish rebels and failed to reach an autonomy agreement with Kurdish leaders.

The uncertainty has only added to the frenzy that has gripped the city.

In Zakho, a city of 125,000, life revolves for most men around weapons, which even young boys lug down the street. About 15 people a month are wounded in shooting accidents.



Thomas Hartwell for The New York Times

In Zakho, a Kurdish city of 125,000 in northern Iraq, life revolves for most men around weapons, which even young boys lug down the street.

In a muddy alley known as Reisi market, Zakho's central gun market, scores of men dressed in the rebels' traditional baggy trousered suits, cummerbunds and turbans eyed each others' pistols and Kalashnikov assault rifles. Snub-nosed .357 Magnum handguns sell for \$300 and Kalashnikovs for \$150.

"Take a look at this," an elderly man said, slowly folding back his cummerbund to expose the handle of a silver-plated pistol.

Discreet buyers retire to the shops, many of which now sell either United States Army rations or weapons, although the guns are usually not displayed.

In a women's clothing store, four

rebels pored through the undergarments. One lifted up a stack of red synthetic bras to uncover two 9-millimeter Bereta pistols. Another burrowed through a box of white nylon slips to inspect rounds of ammunition.

But none of this bravado fools any of the rebel leaders.

"There are only about 30,000 real guerrillas," said Siamand Banaa, an official of the Kurdistan Democratic Party, one of the two main rebel groups. "If there was a fight most of these new ones would run away."

But the only fight in Zakho seems to be the ideological battles between the rebels themselves.

There are eight groups that make

the Kurdistan Front, which acts as the nominal government, although many civil offices have ceased to function. The groups all have offices in Zakho, where members lounge away the day drinking tea, an array of weapons stacked against the walls.

The two main groups have gone all out, setting up competing visiting centers for the press and dignitaries and sending groups down to the Habur bridge, the only link to Turkey, to guide relief groups to their constituencies and projects.

The bridge is awash in black ooze, the overflow of the 200 Turkish trucks that come to buy the cheap fuel each day. The trucks, which pay a tax to the rebels, return to Turkey to sell the fuel at markups that can often mean a profit of several thousand dollars.

"No one likes Saddam," said Hassan Haji, standing next to three barrels of diesel he was selling, "but his fuel sells very well."

But even more damaging than the sale of fuel is that of donated food, especially since many of the 3.5 million Kurds are having trouble affording basic foods, which have increased in price by 100 percent in the last few weeks.

In one shop carefully stacked piles of donated United States Army food, including tins of pork sausage in brine, bread pudding with imitation maple flavor and ham and something called "blueberry dessert" were all for sale.

"Our best seller is chicken breasts in gravy," said Saban Abdullah, the 25-year-old owner. "But no one can understand why you Americans would put pieces of ham in sweet bread and eat it."

A Deadly Game

Despite the carnival mood, a deadly game is being played out in the back streets.

Nazar Barzinge stood next to a gray Mazda, its windows blown out, its panels riddled with bullet holes and pools of blood covering the upholstery. A corpse, covered with a blanket, lay sprawled across the back seat.

Moments before unknown gunmen had opened fire on the car, which was carrying Youssef Nazir, a former Iraqi secret police official, who had defected to the Kurds. He was wounded and three of his four bodyguards were killed.

"It was either a revenge killing," Mr. Barzinge said, "or it was the Iraqi secret police. We know they are here."

Le témoignage de Jikikan Kamuran

Ouest-France 11 décembre 1991

Des « oubliés de l'histoire » à l'hôtel de ville

Jikikan Kamuran, 33 ans, est Kurde. Exilé politique depuis onze ans, ce jeune juriste, spécialiste des droits de l'homme, consacre ses temps libres à la défense de son peuple opprimé, massacré, en péril, au travers de l'Institut kurde, « pour la défense d'une culture millénaire ». Reçu à l'hôtel de ville, il témoigne.



« A l'issue de la Première Guerre mondiale, le traité de Sévres (1920) a dispersé vingt-cinq millions d'entre nous en Turquie, en Iran, en Irak, en Syrie, en URSS. Où tous les dominants nous interdisent la pratique de notre langue, méconnaissent notre culture, notre littérature, notre science, à l'aube de l'an 2000, Iraniens, Irakiens, Syriens veulent effacer au prix du sang, des larmes. »

« Nul ne bouge, alors on fuit, momentanément, avec une espérance au cœur, trouver, un jour, un Kurdistan reconnu dans le monde entier, un pays libre au nom des droits de l'homme, tout simplement. »

Réfugié

Ainsi, Ali Abd Ulghafour, peshmerga d'Irak, est-il arrivé cet été, avec sa famille, grâce à France-Liberté, à Danielle Miter-

rand, à la Croix-Rouge, à la municipalité. Un peu plus Ploufraganais, aujourd'hui, malgré l'obstacle de la langue, il souhaiterait une intégration discrète plus rapide.

Une Association de solidarité aux réfugiés kurdes a fait les premières démarches; un Comité de soutien briochin au peuple kurde, en contact avec l'Institut parisien s'active après des « oubliés de l'histoire du

XX^e siècle ». Mais là-bas, sur les hauteurs, un million de réfugiés survivent dans des conditions inhumaines, dont quatre cent mille dans les ruines de leurs villages.

◆ **Contact:** Comité de soutien au peuple kurde, 34, rue de Gouët, Saint-Brieuc, tél. 96 33 39 34; ou Institut kurde, 106, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. 16 1 48 24 64 64.

● Aujourd'hui

Elus: Claude Rimbault et Patrick Le Hô, sur rendez-vous; Mme Tardivel, de 14 h à 16 h. Centre culturel: de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h.

Case départ: rue de Fréhel, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, tél. 96 94 55 66.

Bibliothèque municipale: de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRAD270 4 I 0240 FRA \AFP-NA75

ONU-Irak

Démarche française au nom des cinq membres permanents du Conseil de sécurité

PARIS, 13 déc (AFP) - La France a effectué jeudi, au nom des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, une démarche auprès de l'ambassadeur d'Irak pour exprimer leur "préoccupation sur les mesures des autorités irakiennes qui se traduisent par une détérioration des conditions de vie des populations civiles, au nord comme au sud du pays", a indiqué vendredi à Paris le porte-parole-adjoint du ministère des Affaires étrangères, M. Maurice Gourdaul-Montagne.

"Cette démarche, a-t-il ajouté, visait également à demander aux autorités irakiennes de faciliter l'accès du territoire irakien aux agences internationales, conformément aux accords signés en avril dernier par le représentant spécial de l'ONU Saïrudin Agha Khan et l'Irak", a-t-il ajouté.

Des dizaines de milliers de Kurdes ont manifesté à la fin de la semaine dernière devant le bureau du HCR (Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) à Souleïmanieh (nord de l'Irak) contre le blocus du Kurdistan irakien imposé par les autorités irakiennes, et contre le manque de sécurité, selon des sources humanitaires à Genève.

De nombreux Kurdes déplacés dans le nord de l'Irak vivent sous la tente, dans le sud-est du Kurdistan, alors que le froid et la neige commencent à chasser des populations des villages proches de la frontière avec l'Iran.

lma-mj/bn

AFP 131326 DEC 91

Irak Neuf mois après l'exode de 2,3 millions de Kurdes irakiens, 700 000 d'entre eux abordent l'hiver sous des abris dérisoires. Les responsabilités sont partagées

NOUVELLE ÉPREUVE POUR LES KURDES

Par une température proche de 0°C, sous une pluie lourde comme de la neige fondue, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se rassemblent depuis le 7 décembre devant le bureau du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (HCR), à Sulaimaniya, l'une des principales villes du Kurdistan irakien. Parfois nus jusqu'à la taille, ils montrent leur soutien à 25 des leurs qui observent une grève de la faim depuis le 4 décembre devant les mêmes locaux.

Environ 100 000 le premier jour, deux fois moins nombreux mercredi, ils protestent contre le blocus économique du nord-est de l'Irak imposé par les autorités de Bagdad et contre le manque de sécurité. Depuis le début du mois de novembre, des escarmouches éclatent fréquemment dans les environs de Kirkouk, Sulaimaniya, Arbil, entre l'armée de Saddam Hussein et les peshmergas kurdes.

Le bombardement de Sulaimaniya à la mi-novembre, par l'armée, a provoqué 900 morts ou blessés. Les populations fuient les combats. En deux mois, 200 000 personnes sont venues s'ajouter aux 500 000 autres déjà prises en charge par les Nations Unies. La plupart sont installées sous des tentes montées de bric et de broc.



L'hiver frappe une population proche de l'épuisement moral. (À la frontière irako-turque : photo Boyle/Réa.)

La tension provoquée par la situation militaire instable est aggravée par le blocus économique. Le gouvernement de Bagdad a coupé environ 75 % des approvisionnements pétroliers de la région. Les salaires de 225 000 fonctionnaires employés dans la « zone libérée » (sous contrôle des peshmergas) ont été supprimés et les comptes bancaires gelés.

Se profile ainsi, neuf mois après l'opération « Provide Comfort », l'ombre d'un nouveau drame dans les montagnes du Kurdistan. Nul ne s'attend toutefois à une offensive majeure de l'armée irakienne du

Kurdistan, a appelé les pays occidentaux à une nouvelle intervention au nord de l'Irak pour permettre le retour des populations chez elles. Washington a fait part de sa « préoccupation » et le président Bush a téléphoné, jeudi, au premier ministre turc Suleyman Demirel, pour lui demander d'autoriser la prolongation du stationnement du petit contingent international, stationné sur la base d'Incirlik, et prêt à intervenir pour parer à toute incursion irakienne, au nord du 36° parallèle. Le mandat expire le 31 décembre. Ankara réserve sa réponse.

J.-C. P.

PERSPECTIVES

La résistance contestée

■ 700 000 personnes sans abri ou sous des tentes de fortune. S'ils ne peuvent être tenus pour responsables, les partis traditionnels de la résistance kurde risquent de subir le contrecoup de cette situation critique au nord-est de l'Irak. Depuis plusieurs semaines, une frange de la population met en effet en cause leur capacité à assurer la sécurité du peuple dont ils prétendent assumer la charge, affirme Elizabeth Picard, chercheur au Ceri, qui vient de mener à bien la rédaction d'un ouvrage collectif, *La Question kurde* (1).

La montée des griets a suivi l'échec des négociations menées avec Bagdad sur l'octroi d'un statut d'autonomie pour le Kurdistan irakien. Les contacts avec le régime de Saddam ne sont pas rompus, mais la résistance s'est divisée sur l'opportunité de signer à présent un accord qui comporterait des concessions territoriales importantes.

La population, qui se sent abandonnée, reproche aussi aux formations kurdes de n'avoir pas su ou pas pu entretenir la mobilisation occidentale

en faveur de leur cause. Fractionnée par le tribalisme, la société kurde est traditionnellement prompte aux divisions. L'unité des Kurdes irakiens n'a vraiment pu être atteinte qu'en 1970-1975, sous le général Barzani, et durant la dernière période.

Mais la contestation se nourrit cette fois d'un nouveau ferment, estime Elizabeth Picard : la revendication islamiste. Sous l'influence de l'Iran voisin, de nouvelles générations fondent sur une interprétation radicale de l'Islam leur rejet des chérifs et des chefs de tribus traditionnels.

Alors que la société kurde est l'une des rares, dans la région, à être restée hermétique à la vague islamiste, les multiples épreuves de ces dernières années, la misère et les impasses de l'avenir pourraient contribuer à l'exacerbation des rivalités et des tensions internes. Pour dépasser leurs divisions et consolider la base, les partis traditionnels envisagent d'organiser des élections ou un référendum, dans la « zone libérée ».

Jean-Christophe PLOQUIN

(1) *Éditions Complexe*, 57 F.

Rony Braumann :

« Provide comfort, le pompier pyromane »

Vous avez récemment mis en garde contre les risques de dérapage auxquels s'expose le « droit d'ingérence » et contre les dangers de mettre l'humanitaire au service du politique (1). Médecins sans frontières a été la première organisation non gouvernementale (ONG) à intervenir au Kurdistan irakien, dès mars 1991, indépendamment de l'intervention alliée. Quel bilan tirez-vous de l'opération « Provide comfort » ?



Rony Braumann (2) :
« Provide comfort » avait uniquement pour objectif de fournir des secours

vitaux à des gens qui sans cela seraient morts, et d'assurer leur retour dans leur pays d'origine. Effectivement, l'opération a sauvé des gens. Elle a fourni en quantité nourriture, médicaments, abris... Mais l'historique des événements rend ce succès ambigu. On ne peut oublier ce qui a précédé cette intervention militaire-humanitaire massive : la guerre du Golfe. Des lors, le pompier pyromane doit-il être

félicité pour avoir éteint l'incendie ou sanctionné pour l'avoir allumé ?

- Neuf mois après le début de l'opération, 700 000 personnes sont encore dans une situation de totale précarité pour affronter l'hiver. Comment expliquer cette faillite ?

- Il n'existe pas d'instruments juridiques internationaux ni de mécanismes politiques qui permettent de porter secours à des populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ce que l'on constate en Irak, avec plus de sensibilité du fait de notre engagement, nous l'avons vu pendant des années au Cambodge ou au Zimbabwe, et la même question se pose encore au Mozambique et d'une certaine manière en Angola, au Soudan...

- Face à des situations d'urgence, la communauté internationale se heurte presque toujours au refus des Etats concernés de la laisser intervenir à l'intérieur de leurs frontières. Faut-il nécessairement attendre leur feu vert ?

- On bute là contre une contradiction de fond. Je ne vois pas comment la communauté internationale peut s'arroger le droit de prendre en charge des

garantissant la protection des personnes déplacées.

- Il n'est donc pas possible d'outrepasser l'autorité d'un Etat sur son territoire ?

- A petite échelle, si, mais en dehors des relations entre Etats. Ce sont des actions qui se condamnent à rester limitées, car on ne peut pas, dans la clandestinité, mener des opérations de grande envergure.

- Jalal Talabani, l'un des leaders kurdes, a demandé au début de la semaine une nouvelle intervention des forces alliées au Kurdistan irakien. Que faut-il lui répondre ?

- Cette question échappe complètement à ma compétence. Mais si une telle intervention était menée, elle serait éminemment politique. Qu'elle ait des retombées humanitaires positives, très bien. Mais l'objectif de Talabani est d'abord de tirer la sonnette d'alarme pour que les Occidentaux n'oublient pas son principal souci : le règlement politique de la question kurde.

**Recueilli par
Jean-Christophe
PLOQUIN**

(1) « Contre l'humanitarisme », *Esprit*, décembre 1991
(2) Président de Médecins sans frontières (MSF).

REPÈRES

« Provide comfort »

● **L'ALARME.** Environ 2,3 millions de Kurdes ont fui les troupes irakiennes en mars 1991, selon les chiffres de l'Institut kurde de Paris. 500 000 vers la frontière turque, les autres vers l'Iran.

● **L'OPÉRATION.** Provide comfort a été déclenchée à la mi-avril, après le vote, le 6 avril, de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant que Bagdad permette l'accès immédiat des organisations humanitaires au Kurdistan. Trois semaines plus tard, 27 000 tonnes de vivres et de médicaments avaient été distribuées par les alliés et par le Croissant-Rouge turc. Aux premiers jours, près de 9 000 soldats occidentaux, dont 8 300 américains, ont été impliqués dans l'opération, concentrée sur les réfugiés proches de la Turquie. Ceux-ci sont depuis rentrés chez eux (régions de Zakhô, Dohouk, Amadiyah) grâce à la protection offerte par l'interdiction faite aux troupes irakiennes de pénétrer au nord du 36° parallèle sous peine de représailles. Ce dispositif est toujours en place.

● **LES FAILLES.** Provide comfort a très peu bénéficié aux quelque 1,8 million de réfugiés massés à la frontière iranienne. Ceux-ci sont retournés tardivement en Irak. Environ 250 000 réfugiés du dernier exode restent encore aujourd'hui de l'autre côté de la frontière.

Beaucoup de ceux qui sont rentrés n'ont pas retrouvé leur habitation. Certains parce qu'ils habitent dans des zones sous contrôle irakien : Kirkouk ou la vallée de Sinjar, près de la frontière syrienne. D'autres parce qu'ils habitaient dans des villages ou des villes. Asés depuis cinq ans par les troupes de Saddam Hussein pour des impératifs de « défense » : Qaladizah (100 000 hab.), Halabja, Panjwin, Sayid Sadiq (30 000 hab.). Ces réfugiés vivent dans des abris précaires, à proximité des ruines.

● **LES VICTIMES.** Les estimations kurdes comptabilisent pour l'instant 182 000 disparus durant l'exode.

Internal Split Is Hobbling Kurdish Guerrillas

By CHRIS HEDGES

Special to The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq — Deepening tensions between the two leading Kurdish guerrilla organizations in northern Iraq have made it impossible for the Kurds to present a united front to the outside world and develop a coordinated strategy in the face of increasing pressure from Baghdad.

The rancor has often paralyzed the Kurdistan Front, the collection of eight Kurdish groups that acts as a nominal government. And it has left international relief agencies confused about whom they should deal with.

The two groups have allotted scarce resources and energy to the internal conflict, each manning competing newspapers along with television and radio stations in northern Iraq.

"This is the worst time for them to engage in this kind of dispute," said a high-ranking Turkish official in Ankara who deals with the Kurdish leadership. "It has crippled their movement, made it difficult for those of us on the outside to help and almost impossible for them to act."

The 3.5 million Kurds in northern Iraq, who mounted an abortive uprising in March after Iraq's defeat in the Persian Gulf war, live in a security zone set up by allied forces or just south of the zone in areas controlled by Kurdish rebels.

The security zone, including all of Iraq north of the 36th parallel, was

created by the allies in April to convince the 1.5 million Kurds who had fled into Turkey and Iran that it would be safe to return home.

The split between the two principal Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, ostensibly revolves around the faltering autonomy agreement with Baghdad.

But several Kurdish leaders said the dispute, which began when Mr. Talabani formed his rival Kurdish group in 1974, is primarily personal. They expressed fears that President Saddam Hussein may be able to use the animosity between the two Kurdish leaders to his advantage.

"There is no real difference between them," said an official in the Patriotic Union of Kurdistan led by Mr. Talabani. "This is just a power struggle."

Mr. Barzani, who heads the Kurdistan Democratic Party, argues that without an agreement with Baghdad, the Kurds will never have security, since the 30,000 rebels are unable to protect the Kurds against the Iraqi Army.

"If there is no political solution, our problems will continue," he said in an interview in his headquarters outside Shaqlawa.

Mr. Talabani says any agreement with Iraqi is useless, because Mr. Hussein cannot be trusted.

"Iraq has never respected any agreement," Mr. Talabani said, in his rival headquarters outside Sulaimaniya. "They only do what is necessary to

keep Saddam in power."

But underneath the bluster the two men have similar positions.

They both demand that Iraqi security forces be kept out of the north, that the oil-rich area of Kirkuk be included in any autonomous zone and that the Kurdish rebels be allowed to remain as a standing military force.

Baghdad has shown little interest in complying with the Kurdish conditions, despite new talks with Mr. Barzani in Baghdad.

Iraqi troops have stepped up the shelling of rebel-held villages in the south and tightened the blockade of fuel and food headed north, creating severe shortages. The continuation of the blockade defies a recent agreement the Iraqis made with the Kurds to lift the embargo.

Mr. Barzani and Mr. Talabani agreed this summer to sign an autonomy agreement if Baghdad met their demands, but both now seem to realize that the likelihood of any deal is remote.

Mr. Barzani, quiet and unassuming, has opted for a low-key approach to the impasse, choosing his words carefully and rarely lashing out at the Iraqi Government.

Mr. Talabani, heavy-set and flamboyant, has the ease and style of a good-old-boy politician. He is full of stories about secret Iraqi plans for an assault on the Kurds, and he often denounces Mr. Hussein in colorful terms.

"For Saddam," he said, "I am enemy No. 1."

Le Pli 16 décembre 1991

Ankara recherche une entente avec les Kurdes modérés

Sous la pression de Washington, le gouvernement turc paraît décidé à réévaluer ses positions sur la question kurde, sachant que toute avancée significative affaiblira un peu plus le régime de Saddam Hussein. Les récentes déclarations de Suleyman Demirel reconnaissant une "réalité kurde" devraient donc très vite être suivies par l'ouverture d'un débat avec tous les députés d'origine kurde pour débattre de la question des irrédentistes du PKK dans le Kurdistan turc. Le nouveau Premier ministre turc est aidé en cela par les deux partis kurdes irakiens, qui depuis quelques mois font pression sur ce mouvement, et sur son chef (A. Ocalan) dans l'espoir un peu utopique d'une suspension de ses activités terroristes. La

marge de manœuvre des militaires d'Ankara hostiles à toute politique d'ouverture s'en trouve réduite d'autant, alors qu'en octobre, ils multipliaient encore les opérations militaires contre les populations kurdes, envoyant même un émissaire à Bagdad... Par ses déclarations, le chef du gouvernement turc renforce la position du PDKI de Massoud Barzani dans ses pourparlers sur le statut d'autonomie du Kurdistan irakien et favorise les projets américains dans la région... *Peu à peu, le règlement des antagonismes devient possible. Mais l'aide occidentale et le maintien des forces de la coalition sous les auspices de l'ONU restent les conditions nécessaires à ces évolutions positives au Kurdistan.*

TÉLÉGRAMME DE BREST 16 décembre 1991

Pour lutter contre l'oubli Une conférence témoignage sur le peuple kurde



Une assemblée nombreuse était venue écouter l'histoire tragique du peuple kurde.

Samedi dernier, à l'hôtel de ville avait lieu une conférence sur le peuple kurde, en présence du maire Jean Derian et de Anne-Marie Caradec, adjoint aux affaires sociales.

Jikikan Kamuran, membre de l'Institut kurde de Paris, 33 ans, en France depuis 11 ans, jeune juriste, spécialiste des droits de l'homme, consacre son temps libre à la défense de son peuple opprimé. Chaque jour il se bat « pour la défense d'une culture millénaire ».

Ploufragan a accueilli une famille kurde depuis juillet dernier. Ali Abo Ulmagour et Hamoya son épouse sont à Ploufragan avec leurs enfants dont un bébé qui

vient de naître il y a quelques jours et qui se prénomme Alan. Les frère et sœur Narin et Dejin sont scolarisés à Ploufragan. Aliabo était un peshmerga, combattant dans la montagne, il a dû s'exiler.

Un peuple qui souffre toujours

Jikikan Kamuran a commencé par un exposé historique sur son pays. Le peuple kurde est opprimé depuis des siècles par l'Irak, l'Irak et les Turcs. Personne ne voulant reconnaître officiellement son identité. Plus de 25 millions de Kurdes vivent dispersés sans terre, réfugiés dans d'autres pays, jamais reconnus. Beaucoup sont

encore dans des camps de réfugiés en Irak. La famine, la maladie et la misère sont toujours là. Des associations, tels le comité de soutien aux Kurdes ou l'association de solidarité pour le peuple kurde agissent pour apporter une aide humanitaire aux familles réfugiées en France. Elles ont besoin d'être alphabétisées, de se loger et surtout de s'intégrer dans un lieu de vie, de trouver un travail.

Contacts : Comité de soutien aux Kurdes, 34, rue du Goué, Saint-Brieuc, tél. 96.33.39.34; Institut Kurde, 106, rue de La Fayette, 75010 Paris, tél. 16.1.48.24.64.64; Association de solidarité pour le peuple kurde, 3 escalier Alfred-de-Musset, Saint-Brieuc, tél. 96.61.65.57.

L'Humanité
16 décembre 1991

DES KURDES MEURENT DE FROID EN IRAK

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a fait état, vendredi, des premiers décès dus au froid dans le Kurdistan d'Irak, où plusieurs centaines de milliers de réfugiés - 560.000 selon les estimations de l'ONU - vivent encore dans des conditions précaires quand ils ne sont pas tout simplement sans abri.

Le responsable belge de MSF, Jean-Pierre Luken, a indiqué, dimanche, que le blocus instauré par le gouvernement de Saddam Hussein contre le nord de l'Irak le mois dernier s'est encore renforcé. Selon lui, la situation se dégrade rapidement et de nouveaux réfugiés sont arrivés dans les camps, notamment à Sayed Saddik, ville de bâches et de tentes dont la

population est passée de 40.000 à 140.000 personnes. Plusieurs centaines de Kurdes des villes du nord de l'Irak sont d'ailleurs en grève de la faim depuis une semaine pour protester contre le blocus économique de l'Irak et la répression exercée par Bagdad.

Pendant ce temps, dans la capitale irakienne, Saddam Hussein fait de l'humour. Au cours d'une cérémonie télévisée de remise de médailles à des officiers irakiens qui se sont distingués pendant la guerre du Golfe, il a suggéré, entre deux éclats de rire, d'organiser lui-même un coup d'Etat militaire contre son propre régime « pour faire plaisir à l'Occident ».

Le Quotidien de la Réunion 16 décembre 1991

IRAK

Les Kurdes commencent à retourner chez eux

Des milliers de Kurdes, qui avaient récemment trouvé refuge dans des régions montagneuses du nord de l'Irak, ont regagné leurs foyers au cours de la semaine écoulée. Ce retour intervient alors que se multiplient les indices sur un éventuel accord mettant fin à deux mois de tension entre combattants kurdes et soldats irakiens.

« Normalement, il suffit qu'un accord se faufile à l'horizon pour déclencher un mouvement de population », a déclaré le directeur-adjoint de la mission du HCR, Pierre-François Pirlot. 2.250 des quelque 70.000 Kurdes ayant fui vers la vallée de la région de Saïd Sadek et des autres villes environnantes du nord de l'Irak, sont retournés chez eux, à Kilar, Chamchamal et à Halabja entre

le 5 décembre et jeudi dernier, a ajouté M. Pirlot.

Des officiels de l'ONU ont indiqué que près de 70.000 personnes avaient été hébergées dans des tentes dans la région de Saïd Sadek, où les pluies avaient rendu le terrain boueux.

Aucun chiffre exact

Selon différentes informations, le mouvement de retour des Kurdes s'est poursuivi au cours des derniers jours. Toutefois, aucun chiffre exact n'était disponible. Près de 200.000 Kurdes avaient fui récemment leurs foyers en raison de la tension survenue en octobre entre pes-

hmerga (combattants kurdes) et soldats gouvernementaux. Nombre d'entre eux avaient été abrités dans des camps de toile ou des tentes dans les régions montagneuses.

Kilar, qui présentait l'image d'une ville-fantôme il y a une semaine, est retournée à la vie. « C'était une ville morte. Elle est ressuscitée », a déclaré M. Pirlot, qui s'était rendu dans les régions kurdes. « Les magasins sont ouverts. Vous pouvez trouver des choses à acheter. Ce n'était pas le cas il y a une semaine », a-t-il ajouté.

Plusieurs autres Kurdes, qui avaient fui en direction des montagnes enneigées de Penjoun, région proche de la frontière avec l'Iran, se sont rendus au cours de cette semaine des camps de toile proches de Saïd

Sadek, où ils peuvent cultiver la terre.

Le gouvernement irakien, qui a démenti avoir imposé un embargo aux régions du Kurdistan et affirmé qu'il y avait suffisamment de nourriture, a indiqué qu'il empêchait seulement le passage des camions vers le nord pour assurer la protection des chauffeurs. Les responsables du HCR se sont refusés à indiquer si cet embargo était effectif.

Le Quotidien du Médecin 17 décembre 1991

Kurdistan : premiers morts de froid

LES conditions des personnes déplacées — quelque cinq cent mille — dans le Nord irakien s'aggravent avec l'hiver et le blocus sur la nourriture et le combustible, témoigne « Médecins sans Frontières », et déjà on enregistre des décès dus au froid.

Selon le Dr Jean-Pierre Luxen, responsable de la section belge de « MSF », qui revient du Kurdistan irakien et de la région de Basorah, « les tensions politiques et militaires, le blocus du Kurdistan qui s'est récemment renforcé ne laissent malheureusement pas espérer d'amélioration » et les mouvements de population se poursuivent. Pour faire face, l'organisation a décidé de renforcer ses missions dans le Nord irakien, en augmentant ses équipes à Suleymanieh et Sayed Saddiq (ville de bâches et de tentes,



500 000 personnes déplacées, dont les conditions de vie s'aggravent.

où le nombre de réfugiés est passé de 40 000 à 140 000 en deux mois), et en implantant de nouvelles équipes à Ranyah.

L'INDEPENDANT 18 décembre 1991

Habillons les petits Kurdes

L'association humanitaire « Equilibre » n'a pas oublié le peuple kurde, alors qu'il semble être passé au second plan des préoccupations internationales. Pourtant, près de 500.000 Kurdes restent sans abri en Irak et attendent l'hiver dans l'angoisse. Certains ont réinvesti les ruines de villes bombardées, d'autres vivent sous la tente ou dans des abris précaires. Parmi eux, des enfants. Pour leur venir en aide, « Equilibre » lance une nouvelle campagne intitulée « SOS 25.000 enfants Kurdes ». Elle a pour but de répondre aux besoins essentiels de l'enfant : sa survie, son bien-être minimum et son éducation. Ainsi, du 15 décembre 91 au 30 juin 92, l'association humanitaire va distribuer un repas chaud et complet à ces enfants de 1 à 16 ans qui vivent dans ces villes. « Equilibre » sera présent depuis l'acheminement de la marchandise jusqu'à sa distribution. Parallèlement à la collecte d'argent, indispensable à la bonne marche du programme, « Equilibre » lance une collecte de vêtements chauds et chaussures pour les enfants de 2 à 6 ans. Les dons individuels seront les bienvenus. D'autre part, l'association va s'adresser aux écoles françaises, afin que les enfants participent à l'opération « un colis d'un enfant pour un autre enfant ». Il s'agira, pour eux, de préparer un paquet contenant un cahier, un crayon, un goûter non périssable, un vêtement et un dessin. Ces colis seront distribués aux petits Kurdes dans les écoles.

L'action d'Equilibre ne se limite pas au drame Kurde. Les Roumains bénéficient aussi du soutien de l'association. Ainsi l'antenne Narbonnaise d'Equilibre vient de recevoir de nombreux objets d'artisanat roumain pour les fêtes. De plus, pour bien connaître l'action de l'association, une cassette vidéo de ses missions est disponible, ainsi qu'un Pin's vendu au bénéfice des Kurdes et des Roumains.

(Pour les dons en argent ou en nature, vous pouvez vous adresser à l'antenne locale de l'association « Equilibre », rue de la Parerie à Narbonne)

Le blocus irakien fait passer un rude hiver aux Kurdes

LE BIEN PUBLIC 19 décembre 1991



« Les nuits sont glaciales et nous n'avons pas de poêles à mazout »

(photo AFP)

Les hivers dans les montagnes irakiennes n'ont certes jamais été cléments pour les centaines de milliers de Kurdes qui y vivent. Mais cette année, la saison s'annonce plus rude encore en raison des mesures de rétorsion économiques prises par Saddam Hussein.

C'est grâce aux approvisionnements des organisations dépendant de l'ONU que les Kurdes irakiens ont pu jusqu'à présent surmonter la disette alimentaire résultant des restrictions imposées à Bagdad depuis le mois d'octobre.

Mais le manque de carburant — le prix de l'essence a été multiplié par 30 depuis le blocus et les stocks de kérosène s'épuisent — entrave le déroulement des opérations de secours et rend la vie extrêmement dure pour les Kurdes qui refusent d'abandonner leurs maisons des montagnes pour aller trouver refuge dans les camps de la plaine. Beaucoup n'ont pourtant déjà plus le choix.

Ils ont été ainsi quelque 500.000 encore à se déplacer

depuis mars dernier. Avant cette date, un million et demi d'entre eux avaient fui en Turquie et en Iran après la brutale répression de leur soulèvement par les troupes du numéro un irakien.

Les bombardements irakiens sur les villages kurdes intervenus à l'automne, en même temps que la décision du blocus économique, ont ajouté à la liste 200.000 réfugiés, venus en priorité des environs des deux villes tenues par les rebelles kurdes, Sulaimaniyé et Irbil. C'est ce qu'a d'ailleurs confirmé Colin Mitchell, chargé des opérations à Sulaimaniyé pour le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies.

La mise en œuvre des restrictions procède de la volonté

de Bagdad de faire céder sous la pression les meneurs de la rébellion kurde, qui réclament les garanties d'une certaine démocratie et le contrôle de sites pétrolifères stratégiques, notamment celui de Kirkouk (est de l'Irak).

Un rapport commandé par la commission des Affaires étrangères du Sénat américain a sonné l'alerte le mois dernier : à l'approche de l'hiver, la population kurde est au bord de la catastrophe. La neige, en effet, risque d'empêcher les livraisons d'approvisionnements de secours. Parallèlement, les stocks cette année se trouvent réduits, beaucoup de champs n'ayant pu être normalement cultivés, parce que souvent minés.

Pénurie de carburant

Dans le petit village montagneux de Gohlan, à la frontière iranienne, la pénurie de carburant a piégé quelque 2.000 Kurdes. « Hier, 30 camions sont venus » chercher

des réfugiés pour les transporter dans des camps des Nations unies. « Aujourd'hui, il n'y en avait que quatre. Je veux partir d'ici, mais je ne peux pas », se désole Joumma Amine en regardant s'éloigner le dernier véhicule.

« Les nuits sont glaciales et nous n'avons pas de poêles à mazout » dans la tente que se partage la famille, installée dans un champ, au bord d'une route. Chauffées par ces petits engins, les tentes offrent une résistance étonnante au froid ; mais la plupart des familles n'en ont pas...

Fahima Mejid, qui a déjà un certain âge et souffre de rhumatismes, raconte qu'elle est restée dans la montagne parce que son mari est malade. Sa famille vit également sous une tente, faute d'argent pour reconstruire leur maison.

L'ONU a mis en place un programme de reconstruction, employant ceux-là même dont les maisons ont été détruites. Fenêtres, encadrements de porte et poutres sont à disposition en quantités suffisantes pour 25.000 familles.

LE PELERIN 20 décembre 1991

AVEC PELERIN MAGAZINE ET EQUILIBRE **Le Noël des enfants kurdes**

Alain Michel, directeur d'Equilibre, veut rendre le sourire aux 25 000 enfants kurdes, réfugiés dans les montagnes irakiennes pour fuir Saddam Hussein. Il nous dit comment.

Moins d'un an après la guerre conduite contre Saddam Hussein, le silence est retombé sur l'Irak. Et avec le silence, l'oubli. Pourtant, plusieurs centaines de milliers de Kurdes, chassés de leurs villes et villages par les soldats du dictateur de Bagdad, ont entamé leur second hiver dans les montagnes, aux confins de l'Iran ou de la Turquie. Dans les villes dynamitées, ou entassés dans des tentes ou des abris de fortune, ils ont appris à survivre, tributaires de l'aide humanitaire internationale.

« Le temps use nos mémoires », constate Alain Michel, le combatif directeur de l'association Equilibre, toujours prêt à intervenir là où, par milliers, des vies humaines sont à sauver des griffes du destin. « Nous avons entamé une formidable course contre la montre pour apporter aux 25 000 enfants kurdes un repas chaud par jour et des soins médicaux. Mais il faut, ajoutet-il, redonner à ces enfants l'en-

vie de rire et de jouer. C'est pourquoi, même avec un peu de retard sur le calendrier, nous allons leur apporter des jouets et des cadeaux, grâce aux camions qui, via la Turquie, acheminent régulièrement l'aide humanitaire au Kurdistan. »

25 000 JOUETS

Et *Pèlerin Magazine* a décidé de relayer l'appel d'Alain Michel. Il est vrai que nous connaissons bien Equilibre avec qui nous nous sommes associés, en 1988, pour l'opération « Remplissons les biberons polonais » et, en 1990, pour secourir les enfants roumains.

« Un élan de solidarité est nécessaire et le pari d'acheminer 25 000 jouets au Kurdistan est parfaitement réalisable, affirme Alain Michel. En France, dans la plupart des familles, les enfants ont trop de jouets. Il suffit, au pied de chaque sapin, de placer une corbeille auprès des chaussures afin que chaque enfant



« Il faut redonner à ces enfants le goût de rire et de jouer. »

puisse, s'il le souhaite, y déposer un jouet neuf ou en parfait état (dans son emballage) destiné aux petits réfugiés kurdes. Il y a partout des caisses de jouets pratiquement neufs mais délaissés. Un simple élan du cœur suffit en ce jour de Noël... »

Le directeur d'Equilibre précise encore que les jouets seront distribués grâce aux 40 volontaires français installés dans les quatre centres Equilibre au Kurdistan. « Faisons en sorte qu'aucun de ces enfants ne soit oublié, ajoute Alain Michel. Ces gosses ont été sauvés de la sauvagerie des armées de Saddam Hussein. Redonnons-leur le goût de vivre. C'est possible. »

Il s'agit sans doute de ce que Sœur Emmanuelle, venue dernièrement à Lyon remettre à Alain Michel les insignes de chevalier du Mérite, appelait « un optimisme infatigable ». ■

GÉRARD BARDY



Alain Michel, le combatif directeur d'Equilibre.

OFFREZ UN JOUET !

Si, vous aussi, vous souhaitez offrir un jouet pour les enfants kurdes, vous pouvez :

● l'envoyer par colis postal à Equilibre, 14 bis, rue de l'Artillerie, 69007 Lyon ;

● ou le déposer à Paris : 7 bis, rue Edouard-Vaillant, 92062 Puteaux. Toulouse : 20, Grand-Rue, Saint-Michel. Lyon : 14 bis, rue de l'Artillerie (7^e). Marseille : La Licorne, 67, boulevard Jeanne-d'Arc (11^e). Angers : 38, rue Mirabeau. Bordeaux : 19, rue Dantagnan, Saint-André-de-Cubzac. Nantes : 59, rue de l'Echaudière.

● Renseignements complémentaires au 72.73.04.14.

Libération 21 décembre 1991

IRAK

Un chef kurde demande la tête de Saddam Hussein

Le président de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, a appelé publiquement à renverser le leader irakien. Un changement de stratégie qui vise à prendre le leadership de l'opposition kurde.

L'un des principaux dirigeants kurdes repart en guerre contre Bagdad. Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), appelle publiquement à la chute de Saddam Hussein. « Nous coopérons ouvertement avec l'opposition irakienne pour renverser l'actuel gouvernement en Irak », a-t-il déclaré jeudi à l'agence Reuter. Le chef peshmerga agite même la menace d'une reprise de la guérilla. « Peut-être, attaquons-nous... Nous nous préparons peut-être à une autre possibilité, un coup d'Etat (...) S'il ne réussit pas à Bagdad, nous devons nous tenir prêts ici. »

Cet avertissement est lancé par celui-là même qui avait scellé les retrouvailles entre la rébellion kurde et le régime baassiste en avril dernier. Jalal Talabani — piégé, expliqua-t-il ultérieurement dans nos colonnes, par les dirigeants irakiens — avait même donné l'accolade à Saddam Hussein devant les caméras. Un geste qui avait surpris, voire choqué, la population kurde. Il parlait à l'époque « d'un accord de principe » avec son ancien ennemi. Depuis, les négociations entre les deux camps sont dans l'impasse, sinon définitivement enterrées.

Mais jusqu'à présent, personne dans l'opposition kurde ne semblait vouloir provoquer la rupture avec Bagdad et encore moins remettre en question le cessez-le-feu conclu au printemps, au lendemain de la guerre civile. Sans pour autant nourrir d'illusions sur l'issue des pourparlers, les Peshmergas savent qu'une confrontation militaire risquerait de se solder par une nouvelle défaite.

Jalal Talabani justifie ce changement d'attitude par la dégradation de la

situation dans la capitale irakienne. « Jour après jour, Saddam s'affaiblit. Il est détesté par l'armée... La crise économique à elle seule peut avoir raison de lui. » Il partage ainsi l'optimisme des Américains qui jugent imminent un putsch contre le président irakien. Une attaque irakienne massive contre le Kurdistan risquerait de provoquer une réaction de l'Occident. La Turquie a reconduit jeudi pour six mois la présence sur son sol des forces alliées chargées de la protection des populations civiles du nord de l'Irak.

L'arrivée de l'hiver oblige les chefs kurdes à sortir de leur attentisme. Les autorités irakiennes poursuivent le blocus du nord du pays, empêchant l'acheminement de la nourriture et du combustible. Le nombre des réfugiés s'est encore accru en octobre après des raids de l'armée régulière contre des villages. Selon l'ONU, quelque 700 000 personnes seraient sans logis. L'organisation Médecins sans frontières (MSF) fait déjà état de premiers décès dus à la famine et aux intempéries. « Les gens meurent de froid. Nous devons agir », explique un représentant de l'UPK à Londres.

Ce haussement de ton traduit aussi un changement de tactique. Jalal Talabani veut unifier l'opposition irakienne, actuellement dispersée en soixante groupes. Si les adversaires du régime baassiste concertent leurs actions et si les Etats-Unis acceptent le principe d'un Etat irakien dominé par ses deux composantes kurde et chiite, alors « Saddam peut être renversé en moins d'un mois (...) Nous pouvons susciter une révolte populaire avec l'appui de certaines de ses propres divisions. »

L'opposition doit à nouveau se réunir en congrès, tout comme à Bey-

rout en mars dernier. Mais ni la date, ni le lieu n'ont encore été convenus. L'UPK marque sa préférence pour un terrain neutre, en Europe ou ailleurs, la précédente rencontre dans la capitale libanaise ayant fait la part trop belle aux mouvements islamistes pro-iraniens. Jalal Talabani souhaite que ces discussions débouchent rapidement sur la constitution d'un gouvernement qui s'installerait en Irak même, quelque part au Kurdistan « libéré ». Certaines fractions chiites pro-occidentales se prononcent pour la ville de Taëf en Arabie Saoudite. Selon l'opposition chiite, réfugiée à Londres, des initiatives unitaires devraient être prises rapidement. « Il est possible que des contacts préliminaires aient lieu à Damas dans les prochains jours », d'après l'imam Hussein al-Sadr, du mouvement al-Dawa.

Jalal Talabani semble également vouloir forcer la main au reste de l'opposition kurde. Le représentant à Paris du principal mouvement rival, le Parti démocratique kurde (PDK), Jafar Guli, parlait hier de « provocation ». Son chef Massoud Barzani milite pour la signature d'un accord, même médiocre, avec les Irakiens, compte tenu des rapports de force en présence. Il se trouvait encore en novembre dans la capitale irakienne pour essayer de trouver un compromis avec Saddam Hussein. Selon Jalal Talabani, le texte proposé marque la capitulation des Peshmergas devant Bagdad. Dimanche dernier, le Front du Kurdistan, qui regroupe les huit principales formations kurdes, avait décidé de confier à une assemblée démocratiquement élue le soin de trancher. Mais aucune date pour la tenue des élections n'avait été fixée.

Ch.B. (avec Reuter)

Le Quotidien de Paris 26 décembre 1991

Turquie : les Kurdes frappent à Istanbul

Une cinquantaine de personnes ont attaqué hier à l'explosif et à la bouteille incendiaire un supermarché d'un quartier populaire d'Istanbul faisant onze morts et une vingtaine de blessés selon un premier bilan, rapporte l'agence turque Anatolie. Un attentat qui porte la signature des séparatistes kurdes. Au moment de l'attaque, 150 personnes se trouvaient dans le supermarché de plusieurs étages qui appartient au frère du préfet de Diyarbakir (sud-est), Necati Cetinkaya, responsable des provinces sous état d'urgence du Sud-Est anatolien à majorité kurde. Les assaillants se sont introduits

au premier étage et ont lancé des bombes et des bouteilles incendiaires. Un incendie s'est déclaré dans le bâtiment dont les sorties de secours, selon la police, étaient bloquées.

Quinze des personnes ayant participé à cette attaque ont été arrêtées, selon la préfecture d'Istanbul, citée par Anatolie.

Cette attaque spectaculaire survient douze heures après celle d'une compagnie de la gendarmerie turque par des rebelles kurdes près de Sîrnak (sud-est) qui avait fait, selon un bilan officiel, dix morts parmi les militaires.

MANIFESTATION KURDE REPRIMÉE A PARIS

Une centaine de Kurdes ont tenté de pénétrer, jeudi après-midi, au consulat de Turquie à Paris, pour protester contre la politique de répression menée par l'armée turque au Kurdistan. Des vitres ont été brisées et une vingtaine de personnes, qui avaient réussi à franchir la porte du consulat, ont été arrêtées. La police a utilisé matraques et grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, faisant au moins 4 blessés légers.

Au même moment, une autre manifestation kurde se déroulait devant l'ambassade de Turquie. Elle a également été dispersée par la police. Des femmes et des enfants kurdes se sont également rendus au siège de la Croix-Rouge française à Paris pour protester contre le silence dont sont entourées les atteintes aux droits de l'homme au Kurdistan. Selon des informations données par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène la guérilla contre Ankara, 30 personnes ont été tuées mardi à Kulp et à Lice lors des funérailles de combattants tombés au cours des accrochages de la semaine dernière avec l'armée turque. Des sources officielles ont fait état de 10 morts.

L'Humanité 27 décembre 1991

A.F.P. - A.F.P. -A.F.P. -A.F.P. - A.F.P. -A.F.P. -A.F.P. - A.F.P. -A.F.P. -A.F.P. - A.F.P. -A.F.P. -A.F.P. - A.F.P. -

FRA0123 4 8 0234 FRA /AFP-SS60

Immigration-asile

Droit d'asile : des Kurdes de Turquie en grève de la faim dans l'Oise

CREIL, 27 DÉC. (AFP) - Une quinzaine de Kurdes originaires de Turquie sont depuis trois jours en grève de la faim à Compiègne (Oise) pour obtenir rapidement un statut de réfugié politique et pouvoir travailler et rester en France.

Quarante-deux autres personnes observent, depuis dix jours pour certains, la même grève de la faim à Montataire, près de Creil, et plusieurs devraient débiter incessamment une action identique à Beauvais.

Les intéressés s'affirment décidés à poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction de leurs demandes, affirme leur comité de soutien.

Malgré la circulaire de juillet permettant d'examiner chaque cas en fonction de critères humanitaires pour les personnes exposées à des risques sérieux dans leurs pays, "ces personnes ont pour seul titre de séjour une convocation ou un récépissé de la préfecture de l'Oise reconduits de mois en mois. Cela ne leur permet pas de travailler et toutes sont en difficultés sociales avec coupures d'eau et d'électricité et menaces d'expulsion de leurs logements qu'ils ne peuvent plus payer", explique le comité.

Les grévistes de la faim réclament notamment l'examen de leur cas par la Préfecture et l'attribution provisoire d'un titre de séjour avec autorisation de travail jusqu'à ce qu'une décision soit prise en leur faveur.

jpc/vr

AFP 271047 DEC 91

TURQUIE : après l'attentat d'Istanbul qui a coûté la vie à onze personnes

L'espoir d'un dialogue avec les Kurdes s'éloigne

Une cinquantaine d'indépendantistes kurdes armés de cocktails Molotov ont mis le feu, mercredi 25 décembre, à un grand magasin situé à Bakırköy, dans la banlieue d'Istanbul, causant la mort de onze personnes, dont le fils du propriétaire. Il y a eu une vingtaine de blessés. Le magasin, un bâtiment de sept étages, appartenait au frère du gouverneur du Sud-Est, une région où les affrontements entre Kurdes séparatistes et forces armées turques ont fait plus de 3 300 victimes depuis 1984. C'est le premier attentat de cette ampleur dans l'ouest du pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'incendie causé par les bombes incendiaires s'est déclaré au premier étage du magasin, puis s'est rapidement propagé aux étages supérieurs, piégeant ainsi une foule d'acheteurs terrorisés, devant des issues de secours fermées. Selon la télévision nationale, soixante-dix personnes ont été arrêtées par la police, qui a également saisi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Le Kurdistan sera la tombe du fascisme.* »

Jusqu'à présent, la violence séparatiste était généralement restée confinée aux provinces du Sud-Est et n'affectait pas la vie quotidienne de la population turque. Mais cet attentat, le premier de cette envergure contre une cible civile à

l'ouest du pays, indique que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - qui, au cours des dernières années, semble avoir formé une alliance tactique avec le redoutable mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol - a décidé d'étendre sa campagne armée aux grandes villes, où vivent la moitié des 12 millions de Kurdes de Turquie.

Au cours de ces derniers jours, plusieurs incidents meurtriers, dans le sud-est du pays, avaient mis fin aux espoirs soulevés par l'arrivée récente au pouvoir du gouvernement de coalition formé par M. Suleyman Demirel, qui semblait disposé à amorcer un semblant de dialogue avec la minorité kurde. Lors de plusieurs entrevues accordées à des quotidiens turcs après la formation du gouvernement, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, avait même laissé entendre qu'un cessez-le-feu était possible. Mais une source proche du PKK en Allemagne a déclaré mercredi : « *Il aurait pu y*

avoir un cessez-le-feu, mais la nouvelle politique du gouvernement est truquée. Si la situation continue ainsi, la Turquie sera transformée en un lac de sang. »

Incursions en territoire irakien

La mort, la semaine dernière, de cinq combattants du PKK a relancé le cercle infernal de la violence et des représailles. Mardi 24 décembre, dix personnes au moins, dont un soldat, ont trouvé la mort dans les villes de Kulp et de Lice (province de Diyarbakir) lorsque l'armée a ouvert le feu sur des manifestants (*le Monde* du 26 décembre). Le même soir, dix soldats turcs ont été abattus par les combattants du PKK lors d'un raid contre un poste de garde isolé dans la province de Sîrnak, près de la frontière irakienne.

A trois reprises depuis le mois d'août, l'armée turque a effectué des incursions sur le territoire irakien, où sont situés certains camps du PKK, pour venger la mort de

ses soldats. Dès lors, une réponse musclée aux derniers attentats est attendue dans les jours qui viennent. Lors du débat parlementaire sur la politique intérieure du gouvernement, qui a lieu jeudi, M. Demirel devait avoir de la peine à justifier une attitude conciliante à l'égard de la minorité kurde - une politique défendue par son partenaire de la coalition gouvernementale, le social-démocrate M. Erdal İnönü, mais à laquelle M. Demirel lui-même ne croit qu'à moitié - face aux nombreux députés turcs qui estiment qu'une répression brutale du séparatisme est la seule façon de résoudre le problème kurde. « *Nous avons hérité d'un feu, nous essayons de l'éteindre. Mais tant que nous n'avons pas tous accepté la nécessité de casser les mains qui font couler le sang, il sera difficile de trouver une solution* », a déclaré M. Demirel après l'incendie de mercredi.

NICOLE POPE

LE MONDE

27 décembre 1991

Le Parisien 28 décembre 1991

BEAUVAIS-COMPIEGNE

Kurdes : toujours la grève de la faim

« **N**OUS irons jusqu'au bout, pour obtenir nos papiers et une situation régulière en France », affirment les vingt-deux Kurdes et Turcs qui commencent une grève de la faim dans le hall de la maison des syndicats à Beauvais. Certains de ces

hommes séjournent en France depuis 1986 et se présentent régulièrement à la préfecture pour régulariser leur situation définitivement.

Après plusieurs heures d'attente, ils repartent avec l'empreinte d'un cachet prolongeant leur séjour d'un mois. Certains ont une collection de

huit cachets ! Plusieurs mouvements s'associent à l'action comme la Ligue communiste révolutionnaire et la Ligue des Droits de l'homme en souhaitant que la devise de la République s'applique aussi aux ressortissants qui vivent depuis plusieurs années sur le sol français. A Compiègne, une di-

zaine de Kurdes continuent le mouvement depuis le début de la semaine dans les locaux d'une association baptiste.

Personne n'est venu les rencontrer pour discuter de leur situation, ni la municipalité, ni la sous-préfecture qui reste muette.

J. H.

Souvent manipulés, mille fois trahis, voilà plusieurs décennies que les Kurdes d'Irak se battent pour le respect de leur identité et leur droit à l'autonomie. Bien que le régime de Saddam Hussein n'ait pas attendu le printemps 1991 pour liquider «ses» Kurdes, les malheurs de ce peuple n'ont pas souvent figuré à la une de l'actualité.

Le sursis des

TEXTE ET PHOTOS
GILBERTE FAVRE

● Après le tapage médiatique dont il fut l'objet, le Kurdistan d'Irak est désormais un pays en sursis. Avec, au sud, la menace permanente d'une attaque irakienne. Et, venant du nord, celle de l'armée turque. Sans compter le froid et la famine.

Perdu entre ses hautes montagnes et ses larges vallées (champs et troupeaux y ont été anéantis), le Kurdistan d'Irak se sent presque abandonné du monde, en dépit des secours envoyés, au compte-gouttes, par les organisations humanitaires.

Ils sont actuellement entre 500 000 et 800 000 Kurdes à vivre, démunis de tout, à la belle étoile... Conséquence immédiate de la guerre du printemps 1991, bien sûr, mais aussi de l'opération irakienne intervenue entre 1988 et

1989. Alors Saddam Hussein faisait raser 4000 villes et villages kurdes dont il ne reste plus, aujourd'hui, qu'une succession de taches noires et d'amas de ruines.

De Zakho à Halabja, nous aurons vu, en plus des prisons et des palais de Saddam, l'interminable et lancinant chapelet des villes et villages détruits. Sans oublier la cohorte de réfugiés qui attendent un toit, du pain, à défaut d'un gagne-pain et d'un régime démocratique à Bagdad.

Sept mois, deux ans, trois ans après l'assaut, à la dynamite, sous la mitrailleuse ou le poison venu du ciel, ces amoncellements de pierre qui furent des villes, des villages respirent encore la mort.

Au beau milieu survivent véritablement au jour le jour des enfants, des vieillards et des femmes. Et des hommes qui, parfois pour la troisième fois, au moyen d'outils dérisoires, reconstruisent



24 heures 24-25-26 décembre 1991

Halabja, la ville martyre du Kurdistan, porte encore les stigmates du cauchemar de 1988 qui décima des familles entières.

Kurdes d'Irak

une maison qui sera peut-être aussi — si Saddam Hussein le veut — une nouvelle fois détruite.

Détresse

Du nord au sud du Kurdistan, ce sont toujours les mêmes scènes de détresse et d'abandon. «Encore heureux que les chênes poussent au Kurdistan, nous pouvons en manger les fruits», nous a lancé un Kurde dont la maison fut deux fois détruite: la première fois, c'était en 1988, la seconde, au printemps 1991. Lui-même a connu trois exodes, dont le premier, en 1975, peu après la signature de l'accord d'Alger, entre Saddam Hussein et le chah d'Iran, lequel priva les Kurdes d'Irak de la bienveillance iranienne.

Nous étions tout près d'Halabja. Halabja-la-maudite, qui porte encore, sur ses murs et dans les yeux de ses rescapés, les stigmates des gaz chimiques. Et la construction, à l'entrée de la ville, de la «new Halabja» n'y changera rien. Elle pansera certaines plaies mais ne ressuscitera pas les familles décimées. Comme elle ne gommara pas le cauchemar de 1988...

Cauchemar pour cauchemar, au Kurdistan d'Irak celui-ci ne se conjugue pas seulement au passé.

En traversant la région contrôlée par les peshmergas — succession de cols et de routes bombardées ou en terre battue — nous croiserons souvent des soldats et des blindés de l'armée de Bagdad. Dans les campagnes, entre Dokan et Suleimanieh, nous les verrons même pulluler, alors qu'ils sont absents de Suleimanieh... du moins sous leur uniforme. Certes, ils se contentent de faire acte de présence, et les barrages sont tous tenus par des peshmergas (en kurde: «celui qui va au-devant de la mort»). Toujours est-il que les soldats irakiens sont là, très nombreux, armés et prêts à l'offensive. Ainsi bombardèrent-ils Suleimanieh, le 6 octobre, sans que les alliés ne s'en émeuvent... Une attaque qui se solda par 700 blessés et 110 morts.

«Demain, ils pourront recommencer, les alliés laisseront faire», nous a lancé un Kurde qui ne croit plus aux promesses d'un nouvel ordre mondial.

Quelques jours plus tard, les 11 et 12 octobre, au nord du Kurdistan, c'était au tour de l'armée turque. Dix avions et trois hélicoptères bombardèrent la région de Zakho, et notamment Cheladisè. Un petit village situé à 30 kilomètres de la frontière turque, et plus précisément dans la zone dite «de protection» des Nations Unies. Les bombes au napalm et au phosphore firent 5 morts et 25 blessés, uniquement des civils. Parmi ceux-ci, six enfants, de 6 mois à 6 ans, et une jeune mère de 30 ans. Nous avons assisté, devant sa maison, au défilé de visiteurs venus présenter leurs condoléances au veuf et aux orphelins, tandis que le muezzin, du haut de son minaret, annonçait le chant des morts.

«Que font les alliés?»

«Nous n'aurons rien à manger cet hiver. Nos réserves de nourriture ont brûlé avec la maison», nous confia un jeune père devant les débris de son habitation totalement calcinée... «Que font les alliés? Ils ont fermé les yeux sur les bombardements turcs, qui ont eu lieu pendant deux jours. Puis ils sont venus prendre des photos. Ils ont vu nos morts et nos blessés. Ils écriront des rapports... Et après? Qui nous rendra les nôtres et nos maisons?»

Autour de nous, il n'y avait pas que la terre à avoir changé de couleur, avec les murs des maisons. Recouverts d'une pellicule plâ-

treuse, tous les arbres s'étaient desséchés. De vert, ils étaient devenus grisâtres. Morts, eux aussi.

Rien à manger

Un homme m'interpella: «Expliquez-moi. Des hommes sont montés jusque sur la lune. Et nous, ici, nous n'avons rien à manger. Où est l'humanité? Pourquoi nous a-t-elle abandonnés? Ne sommes-nous pas des humains?»

— Comme s'il ne nous suffisait pas de subir les attaques de Saddam Hussein, nous devons encore périr sous les bombes turques, poursuit un voisin. Qu'avons-nous fait au monde pour que l'on s'acharne ainsi contre nous?... Notre seule faute ne serait-elle pas simplement d'être Kurde?

Les officiels turcs auront beau claironner: «Il n'y a aucune preuve que des civils aient jamais été touchés», je n'oublierai pas, pour ma part, les Kurdes brûlés au napalm, en Irak, par des bombes turques. Et parmi eux, Newchan Taieb, 6 ans, Newchan, que je verrai à l'hôpital de Zakho. Son petit corps brûlé est la dernière image, le dernier visage que je garderai du Kurdistan d'Irak.

Les Kurdes d'Irak savent que leur avenir ne dépendra pas que des rigueurs implacables de l'hiver. Celles avec lesquelles on ne négocie pas...

G. F. □



Newchan Taieb, 6 ans, est à l'hôpital de Zakho. Brûlé au napalm par une bombe turque le 11 octobre dernier à 30 km de la frontière, dans la zone dite «libre».

AU COEUR DE LA DETRESSE KURDE

Pour porter secours aux civils du nord irakien en exode, Médecins Sans Frontières a engagé une véritable course contre la montre. En un mois, 75 avions, chargés de milliers de tonnes de matériel, et 245 personnes ont été envoyés sur le terrain. Une opération d'une ampleur sans précédent pour l'organisation.

“Ils sont des dizaines ou des centaines de milliers, c'est impossible à dire. Nous les avons suivis jusqu'à la frontière. Imaginez une foule paniquée une cohorte sans fin qui erre, pieds nus, en pygamas, à presque 3 000 mètres d'altitude. Ils vivent un véritable calvaire. Ils n'ont pas de nourriture, pas de couverture. Dehors il pleut et le froid est intense. Il faut des secours, tout de suite.”

Nous sommes début avril et Marcel Roux, Médecins Sans Frontières, raconte, depuis un téléphone du fin fond de la Turquie, aux sièges européens de l'organisation, la fuite dramatique des populations du nord irakien devant les troupes de Saddam Hussein. Il est arrivé avec Nicolas de Metz, Médecins Sans Frontières lui aussi, et un petit groupe de journalistes, le 24 mars, pour une mission exploratoire dans le Nord de l'Irak. Dix jours de voyage pendant lesquels la région est passée de l'euphorie de la victoire à une débandade dramatique. Ils ont suivi la fuite éperdue d'un million et demi de personnes et vu les camps surgir en bordure de la Turquie et de l'Iran. Côté turc, la population en exode se concentre dans deux régions montagneuses, sur la frontière orientale, autour des petites villes d'Uludere et de Cukurça. Mais la très grande majorité de cette population est coincée en territoire irakien, les autorités turques ayant fermé leur frontière. Côté iranien, ils sont entre 800 000 et un million, dispersés sur plus

de 500 kilomètres de frontières qui se sont ouvertes au refuge.

Partout, les blessés sont très nombreux. Les structures de santé sont incapables de faire face à ces afflux de blessés et le matériel médical, les médicaments, la nourriture manquent cruellement. Partout la pluie et la boue fragilisent la survie, l'altitude et l'éloignement rendent très complexe l'acheminement des secours.



C'est une urgence sans précédent, qui s'annonce très difficile à apaiser. Il faut, au plus vite, apporter des abris, des vivres, des soins à des centaines de milliers de personnes totalement démunies, en pleine montagne. En concertation entre toutes les sections, Médecins Sans Frontières décide d'intervenir massive-

ment et immédiatement. Mais également d'alerter les instances internationales et l'opinion publique pour qu'elles se mobilisent en faveur des Kurdes.

Devant les caméras du monde entier, devant les membres des Nations unies et du Congrès américain, les deux Médecins Sans Frontières témoignent de la détresse des Kurdes. Il faut que tout soit mis en oeuvre pour que ces populations soient secourues. S'appuyant sur la résolution 43/131 adoptée en décembre 1988 par les Nations unies, et qui prévoit "le libre accès (NDLR : pour les organisations humanitaires) aux victimes des catastrophes et des situations d'urgence du même ordre", Médecins Sans Frontières lance un appel à la Communauté internationale et aux gouvernements des pays concernés pour obtenir la création d'une zone neutre, protégée, le long des frontières turques et iraniennes, la liberté d'accès pour les équipes de secours internationales et la mise à disposition des équipes d'hélicoptères gros porteurs afin d'acheminer l'aide.

Car les équipes de Médecins Sans Frontières, arrivées sur le terrain dès les premiers échos du drame (le 29 mars en Iran et le 2 avril en Turquie), se voient empêchées d'accéder aux frontières dans ces zones militaires étroitement contrôlées. L'appel porte ses fruits et les Médecins Sans Frontières peuvent enfin commencer leur mission. Une mission médicale, pour soigner les blessés des mines et de l'exode, et les malades, dans les

dispensaires sous tente installés dans les camps, et les hôpitaux sous tente pour les cas plus graves. Mais aussi une énorme mission de distributions d'abris, de couvertures, de vivres et d'eau sans lesquelles ces centaines de milliers de personnes mourront.

L'organisation se met en place entre l'Europe et le terrain

Des délégations, en contact permanent avec les autorités, sont mises sur pied à Ankara et Téhéran. Les premières équipes ont identifié trois villes, les plus proches possible des frontières, disposant d'un petit aéroport, qui serviront de base logistique et de coordination de terrain durant toute l'opération : Diyarbakir et Van, pour la Turquie, et Urumieh pour l'Iran.

En Turquie, Médecins Sans Frontières travaille alors dans les zones de Cukurça (85 000 personnes), Derechik (6 000), Uzümlü (30 000), Isikveren (100 000) et Yekmal (80 000) (voir la carte des implantations Médecins Sans Frontières).

C'est une intervention d'une ampleur sans précédent, la plus importante opération depuis la création de l'organisation, que lance Médecins Sans Frontières. Grâce au financement d'un montant exceptionnel accordé par le Fonds d'urgence de la Communauté économique européenne, Médecins Sans Frontières organise un véritable pont aérien pour apporter et distribuer des abris, des couvertures, de la nourriture, des médicaments et du matériel médical. Au total, 75 avions partiront d'Europe en un mois pour acheminer des milliers de tonnes de matériel et 245 personnes sur les terrains de l'urgence.

La section française de l'organisation lance un appel par voie de presse à tous les médecins et infirmiers disponibles de suite pour porter secours aux Kurdes. Plus de 1 500 personnes y répondent et

une centaine d'entre elles, pédiatres, anesthésistes et infirmières, rejoindront les équipes déjà présentes en Turquie et en Iran.

Sur le seul camp de Cukurça, 17 kilomètres de toile plastique pour la construction d'abris et 1 760 tentes ont été distribués. Pour lutter contre le froid, 85 tonnes de couvertures ont été envoyées.

Peu à peu, l'aide s'organise, notamment autour des soldats américains, dans le cadre de l'opération Provide comfort. Les largages de vivres par les soldats américains suffisent bientôt à nourrir la population des camps. Isikveren, véritable cauchemar boueux et glacial aux premiers jours, change de visage. Les conditions de vie s'améliorent.

La déshydratation, cause principale de mortalité

Si les soldats "alliés" sont très présents dans la zone d'Uludere, ils sont peu nombreux dans les camps de Cukurça et Semdinli. A Cukurça, Médecins Sans Frontières restera longtemps la seule agence opérationnelle à apporter des secours. Les conditions de vie y sont toujours dramatiques. Une évaluation menée par un épidémiologiste de Médecins Sans Frontières met en lumière les taux inquiétants de mortalité, notamment chez les enfants (voir encadré). L'eau potable manque cruellement et les conditions sanitaires déplorables favorisent l'apparition d'une épidémie de choléra à Cukurça et Uzümlü.

Dès le début des opérations, Médecins Sans Frontières a envoyé sur le terrain des spécialistes en eau, hygiène et assainissement. Leur objectif prioritaire est de capter des sources et d'assainir les camps, grâce à la mise en place de systèmes de drainage et la construction de latrines pour assurer des conditions d'hygiène minimum et de réduire les risques d'épidémie. Avec l'aide de sol-

ats américains et des autorités turques, 10 kilomètres de canalisation sont posés pour alimenter en eau potable le camp de Cukurça. Alors que la population du camp ne disposait au départ que de deux litres d'eau par personne et par jour, l'adduction complétée par les rampes de distribution et des systèmes de stockage permet de passer à 15 litres. Dès la confirmation de cas de choléra dans les camps d'Uzümlü et de Cukurça, un centre de traitement et d'isolement a pu être monté pour soigner les malades et endiguer la propagation de l'épidémie, grâce au "kit choléra" (médicaments et matériel spécialisé) parvenu d'Europe en 24 heures.

Iran : un gros travail médical

La situation est très différente en Iran : malgré la présence extrêmement massive des réfugiés (entre 800 000 et 1 million de personnes, selon les sources), les organisations iraniennes de secours (le Croissant rouge) assurent une prise en charge et des conditions de vie correctes. Les réfugiés pénètrent en territoire iranien, puis sont transférés dans des camps de dimension moyenne installés à distance de la frontière.

Les évaluations menées par Médecins Sans Frontières sur les camps de la région de Sardasht et de Piranshar révèlent cependant des insuffisances dans l'approvisionnement en nourriture, eau et systèmes d'assainissement. Les délégations présentes sur Urumieh et Téhéran achètent en grande quantité des stocks de nourriture puis les acheminent sur les camps.

Au 18 avril, Médecins Sans Frontières compte 35 personnes en Iran sur la région de Sardasht (environ 200 000 personnes), dans la province d'Azerbaïdjan. Outre les approvisionnement en vivres, abris et couvertures et les apports en médicaments et matériel médical, les Médecins Sans Frontières prennent en

charge une assistance médicale et sanitaire aux réfugiés, installent des dispensaires sous tente dans trois camps et renforcent les structures hospitalières de Sardasht.

Le chemin du retour

Lé 20 avril, un mois après le début de l'urgence, les Américains décident de créer au 36ème parallèle, en territoire irakien, une zone de sécurité pour permettre aux populations de regagner leur région d'origine. Des camps sont installés à Zakho et Al Amadiya pour les accueillir. Les réfugiés d'Isikveren sont évacués de force par l'armée turque et réinstallés sur Yekmal, en Irak, où rien n'est prévu pour leur accueil. Médecins Sans Frontières lance un appel aux Nations unies leur demandant d'assurer

la coordination des secours et de garantir la protection des déplacés en Turquie et dans les zones frontalières.

Médecins Sans Frontières envoie des équipes qui interviennent dans le cadre de cette opération et une mission exploratoire est envoyée plus à l'est, en territoire irakien. Le tableau que brosse l'équipe de retour de mission est sinistre : les villes visitées (Diyana, Raniyah, Choman, Zawita) sont en bonne partie détruites, les hôpitaux et centres de santé sont saturés et les stocks épuisés ou laissés à l'abandon. Les circuits d'eau n'existent plus et les vivres manquent. Mais les réfugiés, rassurés par la présence alliée dans les "zones-tampon" et par les négociations entamées à Bagdad entre les insurgés et le gouvernement, rentrent chez eux.

Les plus gros camps situés à la frontière

turque - Isikveren et Cukurça - se vident. Dans les villes irakiennes où les réfugiés tentent de reconstruire leur vie, Médecins Sans Frontières assure une assistance médicale dans des centres de santé et prend en charge les départements pédiatrie de certains hôpitaux dans des villes et villages irakiens, ouvre des centres de réhabilitation nutritionnelle pour les enfants.

Aujourd'hui, une trentaine de Médecins Sans Frontières sont présents sur le territoire irakien. Ils y assurent un travail vital dans une région brisée. Et une présence vigilante auprès d'une population trop souvent abandonnée. ■

Anne Fouchard

EPICENTRE OEUVRE POUR LE PROFESSIONNALISME MEDICAL DE MEDECINS SANS FRONTIERES

Aux premiers jours de l'intervention de Médecins Sans Frontières auprès des Kurdes déplacés près de la frontière turque, Bernard Pécou, épidémiologiste d'Epicentre, est arrivé sur le terrain pour procéder à une évaluation de la situation sanitaire et médicale sur le camp de Cukurça.

Personne n'était à l'époque, capable d'estimer la population regroupée dans les montagnes de Cukurça. Et, bien sûr, toutes les données concernant la morbidité et la mortalité sur le camp étaient très approximatives.

Les premiers résultats de son enquête menée avec une approche scientifique ont permis de montrer qu'au lieu des 120 000 personnes estimées, il y avait en fait 70 000 déplacés en territoire irakien, près de la ville turque de Cukurça, et 15 000 réfugiés, toujours à Cukurça, mais du côté turc de la frontière. Ils ont mis en évidence les pro-

blèmes cruciaux posés par l'absence d'eau potable sur le camp. Les taux de mortalité extrêmement élevés (20 à 25 enfants sur 10 000 et 8 à 10 personnes sur 10 000) étaient, majoritairement, imputables à la déshydratation. La malnutrition touchait moins d'enfants que l'on avait pu le croire dans les premiers jours.

Les résultats n'étaient pas totalement inattendus, même si la population du camp avait été surestimée, et la mortalité sous-évaluée. Mais, délaissant les impressions pour des informations sûres, Epicentre a permis à la mission de dégager des priorités plus claires. L'équipe de Médecins Sans Frontières a donc largement mis l'accent sur l'amélioration, bien difficile, des conditions sanitaires du camp.

C'est en 1986 que Médecins Sans Frontières a décidé de se doter de moyens humains supplémentaires spécialisés en épi-

démiologie : l'association Epicentre, groupe européen d'expertise en épidémiologie est ainsi né. Epicentre a deux fonctions : la recherche opérationnelle et la formation.

La surveillance épidémiologique permet à la fois d'évaluer un programme de santé et de faire des recommandations spécifiques afin de l'optimiser. Que ce soit une mission d'urgence ou un programme d'assistance technique, du type Programme Elargi de Vaccination. Les enquêtes fournissent des informations chiffrées, mensuelles, sur l'estimation de l'atteinte de la population cible, détermine les tendances, identifie les zones de faible activité et permet de cibler l'intensification du programme. Et comme l'informatique est une chose importante, chez Epicentre, l'ordinateur améliore également la qualité de la rétro-information, en fournissant des graphes et mettant en évidence

des phénomènes importants.

Il fallait diffuser plus largement ces compétences, les mettre au service des volontaires qui partent sur le terrain. Non seulement dans le cadre d'une enquête ou d'une évaluation menées par des épidémiologistes, mais aussi en proposant des modules de formation qui rendent les Médecins Sans Frontières plus compétents. Chaque année, 32 semaines de stages sont organisées par Epicentre, en collaboration avec d'autres organisations internationales (Haut Commissariat pour les Réfugiés, CICR, Oxfam), des universités françaises ou américaines (Tours, Bordeaux, Bichat, Tulane) ou enfin, avec des organismes spécialisés (CDC d'Atlanta, CRED, Orstom etc). De quoi mieux armer les Médecins Sans Frontières sur ce terrain relativement neuf qu'est la médecine internationale en milieu précaire. ■

IRAK Au Kurdistan, le pire, si possible, reste à venir...

Neuf mois après la guerre survient en Irak des centaines de milliers de Kurdes condamnés par Saddam. Les alliés devraient quitter le pays à la fin janvier. La Croix-Rouge tiendra jusqu'au printemps. Et après ?

Sulaymania, envoyé spécial

A Saïd Sadiq, ville rasée de l'est du Kurdistan irakien où se sont regroupés, après des mois d'exode, près de cent mille réfugiés, un gosse appuyé sur des béquilles grossièrement taillées clopine dans la boue. Unijambiste, il a sauté sur l'une des millions de mines qui infestent les régions proches de l'Irak, et progresse lentement, mâchoires serrées.

La terre menace. Ou livre de macabres secrets. Sur une colline au sud de Sulaymania, l'énorme ville de six ou sept cent mille habitants qui fait office de capitale kurde, un bulldozer fouille la terre argileuse de la caserne du Am'en, la sécurité militaire de Bagdad, sous le regard d'un groupe de badauds silencieux. On exhume des ossements, des tissus fleuris rongés par l'humidité et une seule chaussure de femme. Ces reliques, à deux pas de cinq poteaux d'exécution où étaient fusillés de nuit les « partisans », sont alignées avec des gestes religieux. Les ossuaires qui émergent aux quatre coins du Kurdistan irakien témoignent du cauchemar. A Kandasoura, au sud de la ville, on a trouvé début décembre dix-sept squelettes pélemêle. Mais c'est surtout dans la province de Kirkuk, notamment près de Germiyan, qu'on ne cesse de découvrir des fosses communes. Il y a près de deux cent mille disparus, et la terre fait peur.

Chaque mois, les chirurgiens de l'hôpital de la Croix-Rouge de Nawparez, entre Saïd Sadiq et Penjwin, opèrent une vingtaine de victimes des mines « antipersonnelles ». Quelques-unes en meurent. Dans chaque cimetièrre où les tombes colorées signalent les jeunes « martyrs », chaque village détruit, chaque maison, on dialogue avec les morts, on les honore, on les affronte. Ils sont omniprésents, envahissent tous les récits qui s'étirent dans la nuit : cet homme se suicide après avoir vu mourir sa mère et sa femme sur la route de l'Irak, ce frère disparu est rendu aux siens qui doivent payer (70 dinars) les frais de son exécution, ce nourrisson est découvert sain et sauf dans les bras de sa mère qui a eu la tête arrachée par une roquette, et pendant que cette femme accouche sur le bord d'un sentier, son mari parti chercher du bois, saute sur une mine...

Dans la plupart des maisons, sur les murs de pièces épurées aux sols couverts de tapis, des portraits d'hommes jeunes, peshmergas, morts au combat ou exécutés. Des morts encore dans le labyrinthe de béton noir du centre de torture du Am'en à Sulaymania : dans une salle insonorisée, les crochets métalliques qui servaient aux pendaisons n'ont pas bougé ; un bout de corde au nœud serré est encore fixé à l'un d'eux. Le dédale du quartier des

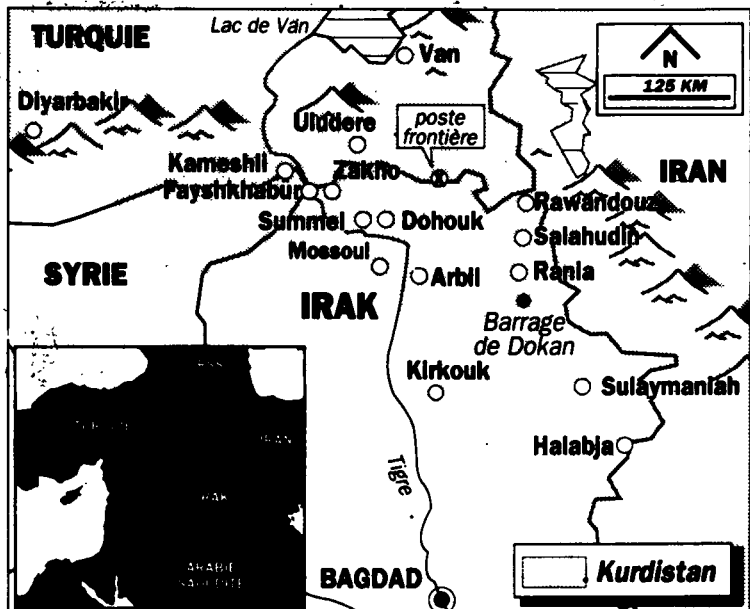
femmes, des cellules microscopiques, des salles d'interrogatoire aux portes blindées dessine un lieu irréel, inimaginable. Quand la population de Sulaymania, en mars dernier, a vu se rendre les bourreaux du Am'en après trente-six heures d'assaut mené par les peshmergas, elle a disjoncté. Brutalement. Trois cents représentants au moins du régime baassiste ont été mis en pièces, abattus, parfois brûlés vifs au pied de l'immeuble de crépi ocre qui résumait toutes les terreurs.

Impossible de se défaire de la boue, du sang. Le Kurdistan n'est qu'un territoire en sursis qui porte enfin ses deuils au grand jour, librement. et ce deuil-là a quelque chose de vital. Les Kurdes victimes de Saddam Hussein ne sont pas seulement ces 500000 réfugiés, ou ce million de personnes qui survivent dans des abris précaires. Les derniers bilans établis par le Front du Kurdistan vont bien au-delà de l'exode dramatique qui, au printemps dernier, a bouleversé les opinions occidentales. Quatre mille villages, vingt-six villes — dont une de 120000 habitants, Qala Diza —, ont été rasés : cent cinquante villages ont été gazés. Partout, vers Halabja, Rania, Chemchemal, Germiyan, on longe les mêmes décors de ruines, gravats, ferrailles tordues dans des sites d'une sidérante beauté. Partout, des arbres brûlés à l'acide nitrique, des sources dynamitées ou comblées avec du béton. Dans la seule région de Goptapa, où des paysans viennent d'exhumer quatre-vingt-dix corps dans une seule fosse commune, tous les villages, tous les hameaux ont été détruits sur plus de trente kilomètres. Il n'y a presque plus de troupeaux d'ovins, des plaines à céréales ou betteraves sont en friche et le somptueux plateau fertile de Charezoure, vers Halabja, ancien royaume des nomades et du prince emblématique Khane Ahmed Khan, est retourné aux corbeaux et aux rapaces.

Les Irakiens ont mis en œuvre des moyens ahurissants pour effacer le territoire kurde, pierre par pierre. Combien de victimes depuis 1968, date à laquelle Saddam Hussein a pris le pouvoir ? 500000, comme l'affirment certains ? Personne ne sait. Personne aujourd'hui ne peut faire le décompte exact des morts. Mais les portraits de Saddam au visage criblé de balles ou nettement troué à coups de pioche, qui jalonnent aujourd'hui le Kurdistan irakien, résonnent comme une incantation, un exorcisme.

Le deuil et la survie, au présent. Malgré la pénurie, notamment en matière de carburants ou de produits de base comme l'huile, le sucre, le thé, imposée par Bagdad, ou une inflation explosive ces derniers mois (1 dinar, qui valait 3 dollars avant la guerre du Golfe, se négocie aujourd'hui à 10 cents, soit 60 centimes environ), les Kurdes d'Irak vivent dans une sorte de fièvre du jour le jour. Les pauvres sont de plus en plus pauvres : les réfugiés, qui ne peuvent toujours pas rejoindre les régions sous contrôle irakien, résistent comme ils peuvent grâce au soutien actif des ONG, du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies ou du Comité international de la Croix-Rouge ; le Front du Kurdistan et ses 250000 peshmergas résistants gèrent tant bien que mal ce territoire sans vrai statut. La vie, au quotidien, malgré les drames, le froid, le dénuement, a réapparu avec force, comme dopée par le reflux des Irakiens.

Les bazars de Zakho, Dohuk, Sulaymania sont chaque jour pris d'assaut par la foule, dans une bourrasque de bruits, de couleurs, d'odeurs, comme si tout allait s'éteindre ce soir, comme si demain, tout le passé allait resurgir d'un coup. Dans les villages ou les petites villes, des familles entières sont revenues s'installer parmi les ruines et ont reconstruit tant bien que mal leurs



maisons avec une obstination calme. Ils vivent avec trois fois rien, résistent grâce aux rations distribuées par l'UNCHR (24 kilogrammes de riz, 9,5 kilogrammes de légumes, 4,5 litres d'huile par famille et par mois), accueillent avec des larmes de joie les camions affrétés par France-Liberté, la fondation de Danièle Mitterrand; remercient avec effusion les toubibs de MSF ou les jeunes volontaires d'Equilibre, l'association lyonnaise qui effectue ici un remarquable boulot. Ils ont surtout retrouvé leur sol, leur village, leur maison et se moquent des ruines qui les cernent.

A Halabja, « petite sœur d'Hiroshima », comme l'indique un panneau à l'entrée, le souvenir des 5000 morts gazés en mars 1988 s'est dilué dans ce bazar en trompe l'œil, que les habitants, revenus ces derniers mois, ont reconstitué comme si de rien n'était. On pense à un décor de cinéma: derrière les cafés, les boucheries, les échoppes de tout et de rien, des maisons éventrées, où des pans de mur défient toutes les lois de l'équilibre, rappellent pourtant les violences du ciel. A l'entrée de la ville, la statue d'un vieil homme, bras serrés sur un enfant et dont la photo a fait le tour du monde, commémore le jour glacial. Rien d'autre. Halabja revit, jour après jour, compte déjà plusieurs milliers d'habitants, et c'est en soi miraculeux.

Revivre, à tout prix, malgré la pénurie, la misère, le deuil, l'incertitude. Les grévistes de la faim qui, un peu partout, réclamaient une aide accrue des alliés, l'extension de la zone libre du 36° au 34° parallèle ou la chute de Saddam, ont cessé leur mouvement le 16 décembre, après plusieurs manifestations. Les alliés, qui maintiennent une présence militaire très symbolique à Zakho, devaient partir le 28 décem-

bre. Ils ont fait discrètement savoir qu'ils seraient encore là fin janvier, date prévue pour le repli du Haut Commissariat aux réfugiés. Le Comité international de la Croix-Rouge a, lui, programmé une mission jusqu'au printemps. Au-delà? Le trou noir.

Les Irakiens ont, depuis la mi-décembre, décrété l'état d'urgence à Kirkuk. Chaque jour, les quartiers kurdes survolés par des hélicoptères sont investis par des policiers et des militaires qui fouillent chaque maison, interpellent des suspects qu'on ne révoit pas.

Toute cette province du sud du Kurdistan, territoire clé de la production pétrolière du pays, vit sous contrôle militaire, et chaque jour grossissent les rangs des réfugiés qui bivouaquent à Saïd Sadiq, Sulaymania ou en divers points dispersés aux confins de l'Iran. La « ligne de front », elle, ne bouge pas. Mais il est clair pour tous les Kurdes d'Irak, qu'ils soient politiques, peshmergas ou simples citoyens, que sans la pression des alliés, le régime baassiste n'hésiterait pas une seconde à effacer dans le sang cette parenthèse de liberté.

Nuri Yunis, 37 ans, chef d'une famille de douze personnes, qui a perdu sa mère et sa sœur dans l'exode entre Kirkuk et Nawsud, squatte depuis un mois un bureau des tortionnaires du Am'en à Sulaymania. Mains vers le ciel, il remercie l'Amérique, la France, les médias d'Occident. Et puis sa voix blanchit: « *Maintenant, je me moque de mourir mais je ne serai plus jamais l'esclave de Saddam, et Sabah, ma fille de 10 ans, ne tombera jamais entre leurs mains, jamais. Vous ne devez pas nous abandonner.* »

Jacques MAIGNE



A Saïd Sadiq, le camp de réfugiés. Les mines font chaque jour une vingtaine de victimes.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRAD227, 4 61 0197 FRA /AFP-IH99

Irak-Kurdes

Lettre ouverte en faveur des Kurdes.

PARIS, 30 déc (AFP) - Neuf organisations non gouvernementales (ONG) ont adressé une lettre ouverte aux députés européens leur demandant de "débloquer les sommes sans lesquelles les camps kurdes se transformeront en cimetières pour des milliers ou des dizaines de milliers de réfugiés kurdes" d'Irak, en raison des rigueurs de l'hiver.

Dans cette lettre ouverte, dont une copie a été adressée à l'AFP, ces neuf ONG rappellent qu'"aux portes du redoutable hiver kurde, 700.000 réfugiés vivent la plus précaire des situations", dans des camps de toile, dans les ruines de leurs villages "rasés par l'aviation irakienne" ou dans des abris de fortune.

"Bientôt, les entrepôts de l'aide alimentaire aux réfugiés seront vides. Même au prix d'un rationnement sévère, il n'y aura plus de vivres en janvier (...) au froid va donc s'ajouter la faim", ajoutent-elles, se déclarant convaincues que les Parlementaires européens "sauront réagir au drame imminent" qui guette les Kurdes.

La Fondation France-Libertés, Médecins du Monde, l'Institut kurde de Paris, Aide médicale internationale sont parmi les signataires de la lettre.

GREVE DE LA FAIM

Droit d'asile : 33 Kurdes en quête de révision

Depuis huit jours, une trentaine de Kurdes originaires de Turquie font une grève de la faim dans la chapelle de l'Hôtel Dieu. Ils demandent un réexamen collectif de leur dossier de demandeurs d'asile. Un mouvement qui dérouté autant les pouvoirs publics que les organisations humanitaires.

Sur les quelque 50 000 déboutés du droit d'asile qui ont demandé à bénéficier de la régularisation ouverte par la circulaire du 23 juillet dernier, 20 500 demandeurs sont déjà fixés sur leur sort : 7 000 ont obtenu un statut régulier (carte de séjour d'un an renouvelable et autorisation de travail) ; 13 500 ont reçu une réponse négative et doivent quitter le territoire français dans un délai d'un mois, à l'issue duquel ils peuvent faire l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Toutefois, pour eux comme pour ceux dont la demande reste à examiner et qui recevraient la même réponse négative, reste encore la possibilité de faire valoir d'éventuels « risques sérieux » en cas de retour dans leur pays d'origine. Enfin, l'intéressé peut, avec l'aide de l'Office des migrations internationales, recevoir une aide à la réinsertion dans son pays d'origine.

L'abbé Vignon est agacé. Depuis une semaine il dit ses messes dans une église occupée par des grévistes de la faim. Dimanche 22 décembre, il les a vus entrer dans la chapelle de l'Hôtel Dieu pendant l'office de midi : une trentaine de Kurdes, dont six femmes, originaires de Turquie, qui n'entendent pas être déboutés du droit d'asile. Ils ont cessé de s'alimenter pour demander une révision collective de leurs dossiers.

C'est désormais rituel. A chaque messe, les grévistes ferment les grilles des chapelles latérales dans lesquelles ils ont étendus matelas, draps et sacs de couchage. Les fidèles prient sous le regard silencieux des manifestants. De temps à autre, les pleurs d'un bébé de quatre mois ponctuent le sermon. Certes, reconnaît l'abbé, « les messes se déroulent convenablement ». Mais « ce n'est pas bien normal, ce n'est pas un endroit pour une occupation longue », ajoute le père qui dit tout ignorer des raisons de la grève. Il sait simplement que l'archevêché a demandé à ce que la chapelle ne soit pas évacuée par la force.

A la fin des cérémonies, les grilles s'ouvrent, les hommes se rassemblent, debout devant l'autel. Au pied d'une table de marbre qui supporte les chan-

deliers, l'eau est mise à bouillir sur un petit réchaud électrique : du thé en sachets, du café oriental, avec beaucoup de sucre. Ceux qui veulent fumer se retrouvent hors de la salle, devant le petit évier qui sert d'unique point d'eau. Les familles, les amis, viennent rendre visite et tenir compagnie. Intriguée, un peu inquiète, une vieille dame reste au fond de la chapelle pour une prière écourtée.

Muyan Hassan, 26 ans, originaire d'Elbistan, est en France depuis trois ans. Il travaillait aux abattoirs de Corbas. Marié, père de deux enfants, sa vie ici était à peu près normale. Jusqu'à ce que, il y a trois mois, l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) lui signifie qu'il ne peut lui accorder le droit d'asile. Arrivé en France au printemps 1989, il n'entre pas dans la catégorie des bénéficiaires de la circulaire du 23 juillet dernier concernant les déboutés du droit d'asile entrés avant le 1er janvier 1989. Aucun des 33 grévistes de la faim réfugiés dans la chapelle ne correspond aux critères retenus. Mais aucun ne veut retourner en Turquie.

Tous assurent avec indignation n'être pas là pour des « raisons économiques ». L'un dit pouvoir « tenir » ici pendant des années grâce à l'argent envoyé par son père, l'autre raconte qu'il a laissé des troupeaux suffisant à nourrir la famille. Un troisième dit qu'il gagnerait mieux sa vie comme architecte là-bas plutôt que comme maçon ici... Difficile, pourtant, de savoir ce qui a motivé leur départ de Turquie et quel est le degré d'implication politique dans les mouvements kurdes : après quelques mots de Français, ils préfèrent laisser assurer la traduction par Mustapha, militant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), venu « pour les soutenir ». Ahmet raconte ainsi qu'il a été arrêté en 1981 pour avoir hébergé des cousins peshmergas. Ali, 24 ans, affirme qu'il est connu là-bas comme militant du PKK, que ses sœurs ont obtenues le statut de réfugiées politiques à Paris et qu'il ne sait pas pourquoi lui n'y a pas droit : « l'OFPRA me demande des documents et des preuves. Comment voulez-vous que je les fournisse sans mettre en danger d'autres Kurdes ? » Un autre raconte qu'il a quitté son village parce que l'armée multiplie les interrogatoires et les humiliations.

Le militant du PKK complète chaque fois le tableau politique : la prétendue ouverture du récent gouvernement de coalition de Suleyman Demirel est de « la poudre aux yeux ». Il rappelle que, le 24 décembre, les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des manifestants des villes de Kulp et Lice qui défilaient à la mémoire de 13 peshmergas tués le week-end précédent. Il justifie l'incendie du grand magasin d'Istanbul, brûlé le 25 décembre par des cocktails Molotov d'indépendantistes kurdes : « livrer des Kurdes à la police turque en ce moment est inimaginable », plaide-t-il à l'intention des pouvoirs publics français.

Depuis plus d'une semaine, ces grévistes de la faim embarrassent beaucoup de monde. Les organisations d'entraide humanitaire comme la Cimade ou le CRARDDA (Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile) sont déroutées. Le pasteur Costil, de la Cimade, a proposé en vain sa médiation. Les grévistes ont refusé. Ils préfèrent les services d'avocats qu'ils n'ont toujours pas trouvés. Olivier Brachet, responsable du CRARDDA, était prêt à s'engager à ce qu'un responsable de l'OFPRA les rencontre. Nouveau refus des grévistes : « c'est une position suicidaire », juge Olivier Brachet qui se demande si le PKK n'entend pas entrer dans « une stratégie plus pire ». Quatre des grévistes auraient déjà bénéficié d'un réexamen de la décision de l'OFPRA, deux n'auraient toujours pas eu de réponse de l'Office : « je comprends mal pourquoi ils sont en grève » dit Olivier Brachet.

La préfecture est tout aussi gênée : bien que n'ayant pas de contact officiel avec les grévistes, elle est prête, comme à Nancy, à réviser les dossiers un par un pour d'éventuelles autorisations provisoires de séjour. Mais les Kurdes réclament un réexamen collectif : « c'est juridiquement impossible », plaide Philippe Boisadam, le secrétaire général de la préfecture. Il aimerait bien que le problème puisse être réglé avant que le médecin de la DASS, qui suit les grévistes, note les premiers effets des carences alimentaires.

Pierre SORGUE

TURQUIE : incidents au Parlement

Le problème kurde crée des tensions au sein de la coalition gouvernementale

Après la mort de plus de trente personnes en deux jours, tuées lors d'un attentat à Istanbul et lors de plusieurs affrontements dans le Sud-Est, le débat parlementaire du jeudi 26 décembre sur la politique intérieure a donné lieu, pour la première fois, à des incidents violents entre des députés élus sur les listes du Parti de la juste Voie et sur celles du Parti populiste social-démocrate (SHP), tous deux membres de la coalition gouvernementale. Ces incidents ont montré que, malgré la reconnaissance officielle par le gouvernement de M. Suleyman Demirel de la «réalité kurde», la sensibilité turque demeure à fleur de peau lorsque le sujet est évoqué.

ISTANBUL

de notre correspondante

A l'origine des éclats de voix et des empoignades, une phrase prononcée par M. Mahmut Alinak, député du parti pro-kurde HEP élu sous les couleurs du SHP, à l'issue d'un discours modéré qui appelait au dialogue entre les communautés : rappelant de récents affrontements ayant fait des victimes d'une même famille, dans les deux camps, M. Alinak a déclaré « nous avons perdu deux frères, l'un était soldat, l'autre était membre du PKK [parti des travailleurs du Kurdistan]. » Plusieurs députés turcs membres du parti de la Juste voie, force dominante de la coalition, se sont alors précipités en vociférant pour le pousser hors de la tribune.

Un membre du SHP, M. Aydin Güven Gürkan, avait précisément centré son discours sur cette incapacité à débattre de la question kurde : « Le terrorisme a pour but de faire peur à l'Etat pour détruire la démocratie » a-t-il déclaré. « Pour assécher les racines du terrorisme, nous devons discuter ouvertement toutes les options. » Le président de la République, M. Turgüt Ozal, qui, il y a quelques mois seulement, prônait une telle ouverture, et allait jusqu'à évoquer la possibilité d'une solution fédérale, a soudainement changé d'avis.

« Quiconque soutient les buts de ces bandits n'a pas sa place au Parlement, » a-t-il déclaré après les récentes violences, blâmant les députés kurdes, élus le 20 octobre

dernier. « Nous ne serions pas au Parlement si nous ne croyions pas à la démocratie et à la solution des problèmes par des méthodes démocratiques, » a répliqué M. Ahmet Türk, représentant kurde du HEP, en déplorant l'usage de la violence.

La Syrie

« mère du terrorisme » ?

Pour d'autres parlementaires, notamment pour M. Mehmet Gazioglu, le représentant du parti de la Juste voie, le problème de la violence séparatiste est avant tout lié à l'ingérence des pays voisins, l'Irak, l'Iran et surtout la Syrie, qualifiée de « mère du terrorisme ». « La Turquie doit prendre des mesures contre la Syrie, » a-t-il déclaré. Ses vues sont partagées par M. Mesut Yilmaz, dirigeant de l'ANAP, le principal parti d'opposition. « Sans soutien de l'étranger, un groupe tel que le PKK ne pourrait pas survivre, » a-t-il déclaré.

Le soutien financier et logistique de l'étranger a effectivement joué un rôle important dans le développement du PKK, mais, après des années de répression brutale par les forces armées, une partie importante de la population kurde, sans autre possibilité d'exprimer son identité culturelle, a choisi le camp du PKK qui, jusqu'à l'arrivée du HEP, était le seul exutoire à sa frustration. Le problème a pris une ampleur qui dépasse largement les limites d'un mouvement de guérilla. Signe de l'influence du PKK sur la population locale, les magasins sont restés fermés jeudi dans les rues désertes de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est, pour protester contre l'intervention armée des troupes contre des manifestants lors des funérailles de combattants kurdes.

Malgré les pressions des nationalistes turcs, le gouvernement de M. Demirel demeure fermement décidé à lutter contre la violence séparatiste « en utilisant tous les moyens nécessaires dans le cadre de la loi », mais sans avoir recours à la loi martiale. La volonté du gouvernement suffira-t-elle pour éviter une guerre civile entre Kurdes et Turcs ?

Le cas de M. Vedat Aydin, membre du HEP, dont le corps supplicié a été retrouvé début juillet, est l'un des vingt-neuf assassinats non élucidés de ces six derniers mois, auxquels s'ajoutent d'autres incidents - bombes, menaces, disparitions - qui suggèrent la présence dans le Sud-Est d'un groupe de contre-guérilla similaire aux escadrons de la mort d'Amérique latine, selon une hypo-

thèse envisagée par des diplomates européens à Ankara.

M. Demirel aura-t-il une poigne suffisante pour imposer le respect des droits de l'homme aux forces de sécurité, dans cette région où elles font la loi depuis des années, en vertu de l'état d'urgence ? Lors de la récente visite des dirigeants de la coalition dans le Sud-Est, le gouverneur de la ville de Mardin, M. Bolat Bolatoglu, avait exprimé ses doutes à M. Demirel. « Ce n'est pas clair, qui, des militaires ou des civils, contrôle cette région, » avait-il déclaré. Il aurait également pu évoquer le PKK qui, de son côté, établit des points de contrôle volants sur les routes principales durant la nuit.

La plupart des Turcs, qu'ils soient ministres, députés ou simples citoyens, n'ont jamais visité le Sud-Est et souffrent d'une méconnaissance totale des conditions de vie de la population kurde. Cette ignorance est compréhensible, puisque de nombreux Kurdes, comme le ministre des Affaires étrangères, M. Hikmet Cetin par exemple, sont parfaitement assimilés.

Mais, à l'évidence, l'heure des décisions importantes arrive : la cohabitation pacifique, par le biais d'une réelle libéralisation, ou la guerre ouverte, prônée à la fois par le dirigeant du parti nationaliste turc, M. Alparslan Turkes, et les extrémistes kurdes exigeant la création d'un Etat indépendant.

NICOLE POPE

□ Manifestations de militants kurdes contre des établissements turcs en Europe. - A Francfort, Stuttgart, et Rotterdam, des manifestants kurdes ont attaqué des consulats de Turquie à coups de pierre. A Bruxelles, c'est une banque turque qui a été attaquée à coup de hache et de marteau. - (Reuter.)

□ A Marseille, des Kurdes déboutés du droit d'asile évacués de Notre-Dame-de-la-Garde. - Une dizaine de Kurdes déboutés du droit d'asile, qui s'étaient regroupés pour faire une grève de la faim dans la basilique de Notre-Dame-de-la-Garde à Marseille, ont été évacués par les forces de l'ordre, vendredi 27 décembre, sans incident. Ils ont décidé de poursuivre leur action sur le parvis.

Un peuple en otage

Kurdistan : qui se préoccupe encore du sort des populations ? La plupart des réfugiés sont retournés en Irak, les hommes politiques et les envoyés spéciaux se sont tournés vers d'autres causes.

Avril 1991 : en quelques jours, plus de deux millions de Kurdes vont fuir les bombardements et les massacres de l'armée de Saddam Hussein.

7 avril : une première équipe médicale s'installe en Iran pour porter secours aux réfugiés qui affluent dans la région de Piranshahr. Deux avions chargés de médicaments, tentes, couvertures, nourriture... atterrissent, rejoints par une soixantaine de médecins et d'infirmiers.

10 avril : une autre équipe intervient en Turquie, avec plusieurs tonnes de médicaments et de matériel chirurgical, pour porter secours aux deux cent mille réfugiés des camps de la région d'Uludere.

18 avril : une des premières organisations humanitaires à porter assistance aux Kurdes au nord de l'Irak, et à aider ceux qui rentrent, encouragés par la présence d'une force d'interposition internationale.

L'efficacité : quelques jours ont suffi pour être présents sur tous les fronts, pour mobiliser des centaines de volontaires, pour acheminer des dizaines de tonnes de médicaments et de matériel de survie.

Le témoignage : «Soigner, témoigner». Rarement, cette double vocation s'est illustrée avec autant de justesse. Au-delà du soutien médical, là-bas, la mobilisation s'est organisée dès le début de l'exode pour dénoncer, ici, les massacres dont les Kurdes étaient victimes, pour demander l'application de ce «devoir d'ingérence», enfin obtenu pour la première fois.

La continuité : le travail était d'autant plus réalisable sur ce front que notre connaissance du problème kurde est réelle. Depuis huit ans, nos équipes se



GAMMA/L. van der Straet

relayaient à l'hôpital d'Azadi, dans le nord de l'Irak, pour soigner, vacciner, mais aussi former des équipes locales capables à terme d'assumer l'autonomie de l'hôpital. Nous étions présents bien avant la guerre du Golfe. Une des nos équipes est restée sur place durant tout le conflit... Aujourd'hui, nous sommes toujours là, aux côtés des Kurdes, pour les aider et pour continuer à témoigner des injustices dont ils sont victimes.

PHILIPPE GRANJON



GAMMA/Chip Hires

Combien d'enfants sont morts, de froid, de déshydratation au bras de leur mère impuissante ?



GAMMA/Michel Turpin

U.S. Reviews Military Options in Case 'Strains' in Iraq Bring Coup

By Patrick E. Tyler

New York Times Service

WASHINGTON — The Bush administration has received recent intelligence reports of "serious strains" in the Iraqi leadership and wants to ensure that President George Bush is not caught without a plan of action, according to administration officials.

The administration, in reviewing military options on how the United States would respond to a coup in Iraq, wants to avoid having the president caught unaware, as he was during a coup attempt in Panama in October 1989, a move that preceded the invasion by U.S. forces two months later.

The military options, compiled by the Joint Chiefs of Staff over the last three weeks, would prepare the United States for a situation in which key Iraqi officers might request support from Washington in an attempt to seize power from President Saddam Hussein.

The options are to be reviewed Thursday at a high-level meeting of the so-called deputies committee of key cabinet departments, headed by Admiral Jonathan T. Howe, the deputy national security adviser.

The planning comes as Mr. Bush's re-election bid is about to begin, and it seems likely to prompt critics to suggest that the president is contemplating a foreign venture to divert attention from his domestic political troubles, or to insulate his re-election campaign from charges that the otherwise successful U.S. military effort in the Gulf war last winter failed to dislodge Mr. Saddam from power.

Some Democrats and Republicans have been

urging Mr. Bush to take stronger steps to remove Mr. Saddam and to avert a new humanitarian crisis in Iraq, where United Nations sanctions have led to widespread malnutrition among the poor, a condition that Mr. Saddam appears to be exploiting.

The military options were provided by General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff and the president's top military adviser. They were reviewed by Defense Secretary Dick Cheney before being sent to the White House late last week.

One potential dispute that emerged from the military review of coup "scenarios" centers on the issue of whether U.S. ground forces would be needed to back a successful coup attempt against Baghdad's current leadership.

The White House wants a military solution based only on air forces and naval forces, officials said, while General Powell is said to believe strongly that the removal of Mr. Saddam could not be guaranteed under any coup scenario without committing U.S. ground troops, a decision that would be risky for the White House.

A classified discussion paper from General Powell is said to point out the difficulties of confronting the four Republican Guard divisions that ring Baghdad.

While U.S. air forces might be sufficient to assist an Iraqi military coup by destroying and tying down loyalist forces, air power alone could not deal with every contingency or guarantee a final victory over Mr. Saddam, as one official described the military argument.

The military review did not appear to be

prompted by intelligence information indicating that Mr. Saddam's top officers were actually plotting against him.

An administration official said there had been intelligence information very recently that indicated some "serious strains" within Mr. Saddam's inner circle.

One intelligence report, received after Mr. Saddam changed defense ministers last month, described an incident of "armed conflict" between rival security forces of the new Iraqi defense minister, Ali Hassan Majid, a cousin of Mr. Saddam's, and the relative he replaced, Hussein Kamel Hassan, who is Mr. Saddam's son-in-law.

The "conflict" resulted in "injuries and some deaths and was carried out in a revenge fashion" by Mr. Hassan's forces, the official said. He added that other intelligence reporting indicated a general disaffection with Mr. Saddam among Iraq's traditional Sunni Muslim elite, who dominate the merchant class, the army and the upper ranks of the ruling Arab Ba'ath Socialist Party.

Iraqi Opposition Gears Up for New Push to Overthrow Saddam

By Ihsan A. Hijazi

New York Times Service

BEIRUT — Eight months after their revolt was crushed, Iraqi opposition groups are gathering again in a new attempt to topple the government of Saddam Hussein.

They have been invited to a meeting in the Syrian capital by a prominent Shiite Muslim cleric who says Iraq is now ripe for a new move to remove President Saddam.

The Iraqi cleric, Ayatollah Mohammed Baqer Hakim, announced after holding talks with President Hafez Assad of Syria that he had invited leaders of the main opposition organizations to meet in Damascus to draw up a strategy for seizing power in Baghdad.

Ayatollah Hakim leads a group called the Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq, with headquarters in Tehran. He arrived in Damascus a few days ago and was promptly received by Mr. Assad.

"We have been assured of support by the president of Syria," the cleric said, according to the official Syrian press agency, SANA.

Although he has not yet set a date for the conference,

Ayatollah Hakim said some opposition representatives already had arrived in Damascus.

Those invited include Kurdish rebel chiefs, he added.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, called last week for the overthrow of Mr. Saddam as the only way of bringing peace to Iraq.

His group is the second largest Kurdish rebel faction after the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani, who has taken a more flexible stand, favoring a draft accord for autonomy he recently negotiated with Mr. Saddam.

In April, following the Gulf war, Mr. Saddam's forces crushed revolts by Kurds in the north and pro-Iranian Shiite rebels in the south. The uprisings were staged after representatives of 17 Iraqi opposition groups said they would mobilize all their energies to force out the Iraqi leader.

Ayatollah Hakim said later: "All elements are available in Iraq for detonating a revolt. What is needed is the trigger."

Iraqi opposition figures in Beirut say Ayatollah Hakim now wants to ensure backing from three countries bordering Iraq — Syria, Iran and Turkey, all of which strongly oppose Mr. Saddam.

AL-HAYAT 10 décembre 1991

ALHAYAT
اليوم
TODAY

4

وزير خارجيتها يؤكد تبني سياسة كردية جديدة

تركيا متمسكة بموقفها من العراق وجيشها لن يهاجم مناطقها الشمالية

ديميريل تغير
ورأى محللون ان الجولة التي قام
بها ديميريل على خمس محافظات
كردية خلال ٤٨ ساعة لم تبرهن فقط
انه تغير جذرياً منذ فقد السلطة قبل
١١ عاماً، بل اثبتت أيضاً انه مصمم
على حل المشكلة الكردية في تركيا في
اطار الديمقراطية. وعكس هذا
التعميم قوله غير مرة امام السكان انه
لن يكتفي بانهاء انتهاكات حقوق
الانسان بل يسعى ايضاً الى تحقيق
مصالحة وطنية في البلاد.

ويمرّز صندقية وعوده للاكراد
الدعم الذي يحظى به من الحزب
الاشتراكي الديمقراطي الشعبي
برئاسة اينونو الذي رافقه في الجولة،
وقال في اجتماع شعبي في باتمان
اول من امس: «في كل مكان في العالم
يبحث الناس عن هويتهم (...) وهذه
نتيجة للديموقراطية. علينا ان نجد
الحل لهذه المشكلة (الهوية) في اطار
الديموقراطية ايضاً».

وفي سيرناك التي تعتبر معقلاً
لحزب العمال الكردستاني اختلقت
الاعلام التركية بالاعلام الكردية وسط
هتافات مؤيدة للائتلاف التركي
الحاكم. وقال مسؤول كبير في الشرطة
المحلية وهو يشهد هذا المنظر: «نحن
نشعر بالسرور لان الحكومة نفسها
تقوم بخطوات باتجاه منح الحرية
لهؤلاء الناس. والخطوات العملية
تساعد في بناء الثقة، وها هم الناس
يهاتفون مؤيديهم للحكومة».

تدخل الدولة.
على صعيد اخر اعتبر مراقبون
في انقرة جولة ديميريل على
محافظات المنطقة الكردية في جنوب
شرقي تركيا «نصراً سياسياً».
واشاروا الى انه على عكس توقعات
كثيرين لم يستقبل رئيس الوزراء باي
تظاهرة احتجاجية في المدن والبلدات
التي زارها. وفي هذا الاطار علمت
«الحياة» ان قيادة حزب العمال
الكردستاني امرت انصارها في
المنطقة بالا يعكروا صفو جولة
ديميريل، وذلك في اطار قرار الحزب
باتاحة الفرصة لحكومته كي تثبت
صديقيتها والتزامها وعودها بالسمي
الى حل سلمي للمشكلة الكردية.

واجمع مراقبون على ان ما يجري
الآن في تركيا هو تحول لا سابقة له
في السياسة الرسمية تجاه الاكراد.
واعتبروا فوز ٢٢ عضواً في حزب
العمل الشعبي (كردى) في الانتخابات
البرلمانية إيذاناً بتغيير ميزان القوى
في جنوب شرقي البلاد. وسجل
الصحافيون الاتراك الذين رافقوا
ديميريل في جولته مشهداً فريداً
اعتبروه اهم رمز لهذا التحول. اذ
نطق رئيس هيئة الازكان التركية
الجنرال دوغان غيوريش بالكردية
منتهاً اهم المحرمات على المؤسسة
العسكرية التركية. وعندما شرح له
صحافي المراتب التركي «اعترف،
غيوريش بأنه كان يعرف بعض
الكردية ولكنني نسيت الآن».

باتجاه تركيا، لكنه اعتبرها «ليست
مستحيلة». وقال ان تركيا يجب ان
تستعد لهذا الاحتمال.

من جهة اخرى اعتبر تشيبتين،
وهو يمثل الحزب الاشتراكي
الديموقراطي الشعبي في الحكومة
الائتلافية التركية واول كردي يصبح
وزيراً للخارجية في تاريخ الجمهورية
التركية، ان «مستقبل» الرئيس العراقي
«شان داخلي» في العراق. و اضاف ان
تركيا تسعى الى ان تكون علاقاتها
طبيعية مع الدول المجاورة لها ولكن
بالنسبة الى العراق يعتمد الامر على
التطورات فيه.

الارهاب والهوية الوطنية
وتابع ان تركيا تقبني «سياسة
جديدة تجاه الاكراد، وان حقوق
الانسان يجب ان تحترم. وحض على
التفريق بين الارهاب وتطلع اي مواطن
نحو توكيد هويته الانسانية».

ورداً على سؤال قال ان الاكراد
في تركيا يمكنهم اذا ارادوا ان
يفتحوا معهداً كريباً عالياً ويدرسوا
تاريخهم وثقافتهم ولغتهم، وان
ينشئوا مدارس لتعليم الكردية
وينشروا مطبوعات بلغتهم. ورأى ان
الدولة التركية يجب ان تقبل بذلك
وفقاً لمبادئ الديمقراطية. وأشار الى
ان زعيمى الحزبين المؤتلفين «لا
يعارضان» انشاء معهد كردي، لكنه أكد
ان اللغة الرسمية هي التركية واذا
اراد الاكراد إقامة مؤسسات تعليمية
لهم يجب ان تكون خاصة من نون

□ انقرة - من كامران قره داغى
وعصمت إمست:

■ اعلن وزير الخارجية التركية
حكمت تشيبتين ان انقرة لن تغير
موقفها من العراق وهي ملتزمة كل
قرارات مجلس الأمن، فيما أكد
«الحياة» مصدر قريب من رئيس
الوزراء التركي سليمان ديميريل ان
الايخبر «فرض إرادته» على قيادة
الجيش التركي ومنعه من شن اي
هجوم على شمال العراق «إلا إذا
هوجمت الأراضي التركية من هناك».

لكن مصدراً قريباً من القيادات
الكردية العراقية أبلغ الى «الحياة» ان
وفداً يمثل حزب العمال الكردستاني
وصل الى كردستان العراقية قبل
يومين وأكد لزعماء اكراد ان الحزب
قرر عدم شن اي هجوم على تركيا من
شمال العراق «ما دام الاتراك متمسكين
بوعدهم ان لا يهاجموا المنطقة». وأكد
ايضاً تخلي الحزب عن مبدأ الانفصال
ورغبته في الحوار من اجل حل سلمي
للمشكلة الكردية في تركيا.

وفي اول حديث الى الصحافة
التركية منذ تعيينه وزيراً للخارجية
اعتبر حكمت تشيبتين الوضع في
شمال العراق «مقلقاً». وقال ان نظام
الرئيس صدام حسين يفرض على
الاکراد حصاراً اقتصادياً في الوقت
الذي يتفاوض معهم في شأن التوصل
الى اتفاق. واستبعد حركة نزوح
جديدة للاجئين الاكراد العراقيين

AL-HAYAT 6 décembre 1991

بارزاني حقق تقدماً في بغداد وأنبأ عن هجرة كردية جديدة

البشمركة المسلحين يرفضون مغادرة المدن الكردستانية كما ينص الاتفاق الذي أبرم في تشرين الأول (أكتوبر) الماضي بين الحكومة والمعارضة الكردية. إلا أن هؤلاء الموظفين وهم ٩٥ في المئة من الأكراد، يرفضون مغادرة المنطقة، لذلك قررت بغداد وقف رواتبهم.

أكد المسؤول الدولي أن بارزاني عاد إلى كردستان لمحاولة اقناع البشمركة باحترام الاتفاق الذي أبرم الشهر الماضي. إلا أن فرص نجاحه ضئيلة لأنه لا يسيطر على كل فصائل المعارضة، وخصوصاً تلك الموالية لخط زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني.

على صعيد آخر اتهمت صحيفة «بابل» العراقية أمس الخميس قوات الأمم المتحدة في العراق بالتجسس. وقالت الصحيفة التي يصدرها عدي ابن الرئيس العراقي أن أطفالاً في أم قصر في محافظة البصرة القوات حجارة على جنود القوات الدولية إغراباً عن رفضهم لوجودهم واتهموهم بأنهم «جواسيس اميركيين». وأضافت أن جنود الأمم المتحدة الذين أرسلوا بعد وقف إطلاق النار في حرب الخليج، كانوا ان يشرحوا لتلاميذ يسبح المدارس «مهمة انسانية مزيفة، تقوم بها القوات.

وقالت «بابل» أيضاً أنها علمت بأن قوات اميركية قامت خلال حرب الخليج وبعدها بعمليات نهب في مدينة صفوان الواقعة على الحدود مع الكويت. ونسبت إلى «مصدر مسؤول» قوله أن جنوداً اميركيين اقتحموا خزائن بنك رئيسي وسرقوا أجهزة تكيف وسيارات وكونوا عصابة لتخريب الإغنام.

اصبحوا مجدداً من دون ماوى في شمال العراق حيث يسود توتر شديد نتيجة المواجهات بين القوات الحكومية والأكراد.

وأوضح مسؤول في إحدى وكالات الأمم المتحدة أن «مئتي ألف شخص تركوا الأماكن التي كانوا يقيمون فيها وهم يعتبرون الآن مهجرين». وهذه العائلات هي جزء من ٣٠٠ ألف كردي من دون ماوى بدأت الأمم المتحدة تقيم لهم مساكن مؤقتة تحسباً لفصل الشتاء في الأماكن التي قرروا الإقامة فيها بعدما فروا اثر فشل التمرد الكردي على حكومة بغداد.

ويفر المهجرون الجدد من مناطق كردستان الشرقية حيث يتواجه المقاتلون الأكراد (البشمركة) والقوات العراقية والتي اصبحت مسرحاً لحوادث متفرقة.

أكد مسؤول الأمم المتحدة «أن كل طرف يتحمل جزءاً من المسؤولية في هذه القضية»، وأن الأكراد انفسهم يعترفون بذلك.

وتبيع التنظيمات الكردية لإيران تجهيزات مهربة تعود ملكيتها للحكومة العراقية وهذه التجهيزات هي بصورة خاصة شاحنات ومعدات للأشغال العامة.

وترفض بغداد المجازفة بإرسال لوليات إلى هذه المنطقة، وخفضت في شكل خاص تأمين المحروقات إلى عدد من المناطق مثل السليمانية واربيل. ولتجنب النقص في المواد الغذائية يبيع الأكراد المزيد من التجهيزات لتأمينها من إيران. ويعلق مسؤول الأمم المتحدة بالقول «أنها حلقة مفرغة».

ومن ناحية ثانية طالبت بغداد الموظفين بمغادرة المنطقة، وأكدت أنه لا يمكنها توفير الأمن لهم لأن

بغداد، لندن، جنيف - أ ف ب، رويترز - أفادت مصادر في الأمم المتحدة أن ٢٠٠ ألف كردي عراقي اصبحوا مجدداً من دون ماوى بسبب المواجهات الاخيرة بين الجيش العراقي والمقاتلين الأكراد في شمال البلاد. وأعلن الحزب الديمقراطي الكردستاني أن زعيمه السيد مسعود بارزاني حقق تقدماً في المحادثات التي اجراها مع المسؤولين العراقيين في بغداد.

وقال الناطق باسم الحزب شيروان ضياء أن بارزاني عاد إلى كردستان العراقية اول من أمس بعد اربعة ايام من المحادثات في بغداد قابل خلالها الرئيس صدام حسين. وأضاف أن زعيم الحزب عاد إلى كردستان لتقديم تقرير بنتائج اتصالاته إلى قيادة «الجهة الكردستانية» التي يشترك في رئاستها. وقال أن بارزاني أفاد بتحقيق بعض التقدم في الجهود الرامية إلى إنهاء الحصار الاقتصادي الذي تتعرض له كردستان العراقية.

وقال ضياء «عقدت المحادثات في جو ايجابي بهدف ايجاد حلول للآزمة الحالية (...) واتخذت خطوات لن نعلن عنها الآن». وأضاف أن الجبهة الكردستانية ستعقد اجتماعاً في غضون ٢٤ ساعة ربما يصدر بعده بيان عن محادثات بغداد التي عقدت في جو من السرية.

وأشار إلى أن اتخاذ بعض الخطوات لتخفيف الحصار الاقتصادي المفروض على شمال العراق بعدما فشلت المحادثات بين الحكومة في بغداد والأكراد في التوصل إلى اتفاق حاسم على الحكم الذاتي.

في غضون ذلك، ذكرت مصادر من الأمم المتحدة أمس أن مئتي ألف كردي

AL-HAYAT 6 décembre 1991

حل المشكلة الكردية يحتل الاولوية في سياسة انقرة

ديميريل يتهم العراق وايران وسورية

□ انقرة -

من كامران قره داغي:

■ اتهم رئيس الوزراء التركي سليمان ديميريل، علناً للمرة الاولى، العراق وايران وسورية بأنها تاوي مقاتلي حزب العمال الكردستاني الذين يشنون من اراضيها هجمات مسلحة على الاراضي التركية. وقال ان انقرة توجه هذا الاتهام على رغم ان هذه الدول تنفي ذلك، وكان وصف الوضع في جنوب تركيا في البلاد بأنه خطير.

وفي الوقت نفسه اتقد مستشار ديميريل هيئة الاركان العامة للجيش التركي ووصفها بأنها «تتبع الاق» وبأن «عقليتها متعرجة لانها لا تفهم ان للمشكلة ابعاداً انسانية على صعيد السياسة الداخلية لتركيا، وتصر على اعتبارها مجرد قضية ارهابية وعمليات عسكرية تنطلق من وراء الحدود، وان معالجتها تتم باستخدام القوة العسكرية فقط.

وقال ديميريل، في مقابلة تلفزيونية مسجلة بثت امس، ان المقاتلين الاكراد يجدون ماوى لهم خصوصاً في وادي البقاع اللبناني وشمال العراق لكنهم موجودون في تركيا نفسها أيضاً. واكد ان الدولة ستواجه

الارهابيين وجميع الخيارات قائمة وتدرس، لكنه حذر من النظرة التي تعتبر ان «الارهابيين، موجودون خارج البلاد فقط مشيراً الى ان لهم وجوداً داخل تركيا. وشدد على ان حكومته ستعالج المشكلة من كل ابعادها.

ووصف مستشار سياسي لديميريل طلب عدم ذكر اسمه هذه الاتهامات بأنها «جديدة». وقال لـ «الحياة»، ان انقرة تحمل الدول الثلاث قسطها من المسؤولية لسماحها للمقاتلين الاكراد باستخدام اراضيها قواعد انطلاق لشن هجمات داخل تركيا. واذاف ان العراق يساعد هؤلاء المقاتلين ويزودهم سلاحاً، انتقاماً من موقف تركيا من (الرئيس) صدام حسين، خلال أزمة الخليج و«انقرة لا تقبل الذريعة التي تقول ان سورية وايران لا يمكنهما السيطرة على المقاتلين، وليس معقولاً ان تستطيع سورية فرض الامن في كل لبنان باستثناء البقاع.

واوضح ان ديميريل اضطر الى تسمية هذه الدول الثلاث، لاننا كنا حتى الآن نشير الى قوى خارجية مجاورة، والثابت ان هذه القوى ليست بلغاريا او اليونان او الاتحاد

التتمة في الصفحة (4)

العقلية العسكرية

من جهة اخرى اعتبر ديميريل ان قوانين الطوارئ المعلنة في جنوب شرقي تركيا منذ عام 1980 فشلت في حل مشكلة المنطقة. ووعده بطرح كل الخيارات ودرستها بعد عودته من جولة على المنطقة يقوم بها غداً وتستغرق يومين. ووضح مستشاره السياسي لـ «الحياة»، ان بين الخيارات «الغاء حال الطوارئ وعلان الاحكام العرفية لضمان ان القوانين ستعاقب الارهابيين فقط». وأشار الى خيار اخر هو ان «يقر البرلمان قانوناً جديداً خاصاً بالمنطقة في اطار الديمقراطية».

وشدد على ان احدى الصعوبات التي يواجهها ديميريل لحل المشكلة هي «عقلية المؤسسة العسكرية»، وقال ان هيئة الاركان العامة للقوات المسلحة تحديداً تظن الى الامر «بافق ضيق ولا تهمها الاعتبارات الانسانية ولا تؤمن الا بالقوة العسكرية». وتابع ان الاركان العامة «منزعجة من الحوار التركي - الكردي وتصر على اعتبار المشكلة الكردية مفروضة من الخارج».

وأشار الى ان قيادة الجيش «ترى ان تركيا كانت نجحت في ضم العراق وايران اليها في جهد مشترك للقضاء نهائياً على حزب العمال الكردستاني، لو لم تقع حرب الخليج الثانية».

ونسب الى ديميريل قوله لاجتماع هيئة الاركان اثناء اجتماعه اخيراً معهم انهم «فشلوا» في حل المشكلة بالقوة العسكرية «وعلمنا اتخاذ اسلوب آخر». وقال المستشار ان كلام رئيس الوزراء «ازعجهم خصوصاً انهم جاؤوا الى الاجتماع للحصول على موافقته على القيام بعملية عسكرية جديدة في شمال العراق». واعتبر ان الجانب «الاجنابي» في الامر هو ان القيادة العسكرية اصبحت لا تستطيع تنفيذ عمليات من دون موافقة ديميريل، لكن المشكلة هي كيف يمكنه اقتناعها بان حل المشكلة يتطلب توجهاً مختلفاً.

AL-HAYAT FRIDAY, 6 DECEMBER, 1991 ISSUE NO 10544

Cumhuriyet 2 KASIM 1991

Kürt lider Barzani:

Türkiye ile savaşabiliriz

KDP lideri Barzani, "Hava saldırılarını engelleyemeyiz ancak karadan girişilecek her türlü saldırıya karşı savaşırız" dedi. Barzani, Cumhurbaşkanı Özal ile ordu arasında görüş ayrılığı olduğunu ve Türk ordusunun bağımsız hareket ettiğini söyledi.

SELEHADDİN (Reuter) — Irak Kürt Demokratik Partisi (KDP) lideri Mesut Barzani, Türkiye'nin ayrılıkçı PKK gerillalarına karşı giriştiği sınır ötesi harekâta Kuzey Irak'taki Kürt köylerini de bombaladığını öne sürdü ve Türk Silahlı Kuvvetleri'nin (TSK) karadan girişeceği saldırılara karşılık vereceklerini söyledi. Barzani, Cumhurbaşkanı Turgut Özal ile TSK arasında görüş ayrılığı bulunduğunu ve Türk ordusunun bağımsız davrandığını iddia etti.

İlimli olarak tanınan KDP lideri, Selehaddin kentindeki parti merkezinde Reuter'a önceki gün verdiği demeçte, Türkiye'nin Iraklı Kürtleri Türkiye'deki Kürtlere karşı kış-

kırtmaya çalıştığını öne sürerek Ankara'yı "ikili oynamakla" suçladı.

Türkiye'nin kendi köylerine yönelik saldırılarına karşı savacaklarını söyleyen Barzani, "Hava saldırılarını engelleyemeyiz. Ancak karadan girişilecek her türlü saldırıya karşı savaşırız ve kendimizi savunuruz. Türkler bilmeliler ki, eğer istersek onlara karşı Türkiye içinde karadan bir çok şey yapabiliriz. Biz Irak ordusuna ve kimyasal saldırılara karşı savaşacağız. Türkiye'nin birkaç savaş uçağı bizi korkutmuyor" diye konuştu.

KDP lideri, Kuzey Irak'ta oluşturulacak özerk Kürt bölgesinin, Türkiye'de benzer bir çözüm dayatma konusunda PKK'yı cesaretlendirmesinden korkan Ankara'nın, Kürtlerle Saddam Hüseyin yönetimi arasında sürdürülen görüşmeleri sabote etmeye çalıştığını öne sürdü. Barzani, "Eğer Türkler bu tür saldırılarla özerklik ko-

nusundaki tutumumuzun değiş-tirmemizi sağlayacaklarına inanıyorlarsa yanılıyorlar" dedi.

Son sınır ötesi harekâtin geçen hafta sonunda yapıldığını hatırlatan Barzani, Cumhurbaşkanı Özal'ın bir temsilcisinin, 19 ekimde kendisine Irak Kürdistanı'na yönelik saldırıların durdurulacağını söylediğini, ancak Türk ordusunun bağımsız hareket ettiğini öne sürdü. Barzani, "Sayın Özal ve ekibinin bu konuda Türk ordusu ile fikir birliği içinde olmadığını biliyorum. Ancak Türkiye'de yönetim ile ordu arasında bir anlaşmazlık olsa bile bunun masum kurbanları Iraklı Kürtler olmamalı" dedi.

KDP'nin başlıca rakibi olan Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB) lideri Celal Talabani'yi de Ankara'da yaptığı görüşmeler nedeniyle sert bir dille eleştiren Barzani, "Türklerin bu son saldırılarından sonra bir Kürt liderinin Türkiye'ye gidip hükümet yetkilileriyle görüşmesi utanç vericidir" dedi.

Türk Dışişleri Sözcüsü Filiz Dinçmen, Libya liderinin, "PKK'nın elebaşısını muhatap almasının, kendisinin terörizmle ilişkisi olduğu yolunda uluslararası camiada mevcut çeşitli iddiaları boşa çıkarma çabalarına ters düştüğünü" açıkladı. Libya'nın PKK eylemlerine arka çıkmasının tahrikkâr bir nitelik taşıdığı, PKK ile Irak Kürtlerini aynı kefeye koymasının çarpık bir düşünce olduğu belirtildi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Ankara, Libya lideri Muammer Kaddafi'nin Türk Silahlı Kuvvetleri'nin (TSK) sınır ötesi operasyonu konusundaki açıklamalarını sert bir dille kınadı. Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Büyükelçi Filiz Dinçmen, "Albay Kaddafi" olarak söz ettiği Libya liderinin "PKK'nın elebaşısını muhatap almasının, kendisinin terörizmle ilişkisi olduğu yolunda uluslararası camiada mevcut çeşitli iddiaları boşa çıkarma çabalarına ters düştüğünü" açıkladı. Libya'nın Ankara Büyükelçisi de dün Dışişleri Bakanlığı'na çağrılarak "protesto" edildi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Filiz Dinçmen, haftalık basın toplantısında yaptığı açıklamada, Libya lideri Muammer Kaddafi'nin sınır ötesi harekâtına ilişkin mesajlarını kınadı. Dinçmen, Libya liderinin "Türkiye aleyhine haksız, yersiz ve kabul edilemez" unsurları içeren mesajları nedeniyle Libya'nın Ankara Büyükelçisi Ahmed El Trasi'nin bakanlığa davet edilerek sözlü protestoda bulunulduğunu açıkladı. Kaddafi'nin PKK liderini muhatap alarak kendisine bir mesaj göndermesi üzerinde durularak, bu tür beyanların devamı halinde "ilişkileri yeniden değerlendirmek durumunda kalınacağı" belirtiltiğini anlattı.

Libya lideri Muammer Kaddafi, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin Kuzey Irak'ta gerçekleştirdiği operasyon sırasında "sivillerin ve çocukların öldürüldüğü"nü iddia etmiş, bu konudaki bir mektubun da Cumhurbaşkanı Turgut Özal'a gönderildiği bildirilmişti.

Büyükelçi Dinçmen, "sözcü" sıfatıyla yaptığı ilk haftalık basın toplantısında Kaddafi'yi eleştirirken "sert" bir üslup kullandı. Dinçmen şöyle dedi: "Albay Kaddafi'nin, Türkiye'nin Güneydoğu Anadolu'da ve Kuzey Irak'ta Türkiye sınırına komşu bölgelerde PKK mensubu teröristlere karşı giriştiği askeri harekât konusundaki mesajları, ülkemiz aleyhine haksız, yersiz ve kabul edilemez isnadlar içermekte ve tahrikkâr bir nitelik taşımaktadır. Libya liderinin bu çerçevede, kanlı terör örgütü PKK'nın elebaşısını da muhatap alarak kendisine bir mesaj göndermesi ve caniyane PKK eylemlerini kınamak yerine bu terör olaylarına arka çıkması, sadece Türkiye'ye karşı bir tutum teşkil etmekle kalmamakta, aynı zamanda terörizmle ilişkisi olduğu yolunda uluslararası camiada mevcut çeşitli iddiaları boşa çıkarma çabalarına da ters düşmektedir." Dinçmen Albay Kaddafi'nin PKK ile Irak Kürtlerini aynı kefeye koymasını da eleştirerek "Bu, tarafımızdan çarpık bir düşünce olarak nitelendirilmektedir" diye konuştu.

Libya'nın Ankara Büyükelçisi dün Dışişleri Bakanlığı'na çağrılarak kendisine "sözlü" bir protesto mesajı iletildi.

Ankara'dan Kaddafi'ye sert tepki

Cumhuriyet 2 KASIM 1991

*KDP lideri, Batı ülkelerini
Türkiye'yi kınamaya çağırdı*

Barzani'den Türk ordusuna 'darbeci' suçlaması

Cumhuriyet
1-7 KASIM 1991

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Türk Silahlı Kuvvetleri'nin (TSK) sınır ötesi operasyonunu protesto ederek Türkiye ile "ipleri koparma" kararı alan Kürdistan Demokrat Partisi (KDP) lideri Mesut Barzani, Türk ordusunu "darbecilikle" ve "Kuzey Irak'ı sivil yönetime karşı koz olarak kullanmakla" suçlayan "sert" bir açıklama yaptı. KDP'nin pazar gecesi Ankara'ya ulaşan ve Batı başkentlerinde de iletilen bildirisinde ise Batı'ya "Türkiye'yi kınama" çağrısında bulunuldu. Bildiride, "Türk ordusunun bazı birimlerinin Kürt halkına karşı duyduğu kör nefret ve önyargı hiçbir sınır tanımamaktadır" ifadesi de yer aldı.

Kuzey Irak'taki muhalif Kürt örgütlerinin en büyüğü ve beş örgütün oluşturduğu Kürdistan Cephe'nin fiili önderi durumundaki KDP'nin, TSK'nın cuma günü başlattığı operasyon karşısı girişimleri dün yeni bir boyut kazandı. Barzani, "telgraf" yoluyla Ankara'ya iletilen ve yetkili makamlara aktarılan açıklamasında şöyle dedi:

"Türk askeri yapılanması, her on yılda bir yönetime el koymayı, demokrasiyi kesintiye uğratmayı ve kendisini başa getirmeyi seviyor. Irak Kürdistanı'ndaki haksız ve mantıksız eylemleri de bizim yurdumuzu kendi ülkelerindeki sivil ve demokratik hükümete karşı bir pazarlığın kozu olarak kullanmaya çalıştıklarını bize düşün-

dürtüyor. Biz, topraklarımızın ve acı çeken halkımızın yeni çatışmaların içine çekilmesine ve yeni acılar çekmesine izin vermeyeceğiz. Ben, halkıma barış ve güvenlik sağlamak için gücümün yettiği her şeyi yapacağım."

Barzani'nin bu "kişisel" açıklaması, Londra, Bonn, Paris gibi başkentlerdeki hükümet yetkililerine ulaştırırken KDP adına yayımlanan bir bildiri de Batılı makamlara iletildi. İlk bölümü Barzani'nin Ankara Temsilcisi Siamand Banana'nın cumartesi gecesi Dışişleri Bakanlığı'na verdiği mesajla büyük benzerlikler taşıyan bildiride, Türk uçaklarının sivil yerleşim yerlerini bombaladıkları öne sürüldü.

Bildirinin ikinci bölümünde şöyle denildi:

"Biz, Türk hükümetine sivilere yönelik saldırıları durdurmaları için defalarca çağrı yaptık. Birleşmiş Milletler ve diğer hükümetler üstü kuruluşların yetkilileri, Türk saldırılarının kurbanlarının daha çok sığınmacılar olduğu doğrultusundaki açıklamalarımızı doğrulayabilir. Ancak Türk ordusu bu düşmanca saldırılarını sürdürüyor ve bunları Türkiye'deki terörist eylemlere uygun bir karşılık olarak gösteriyor. Biz, Türk hükümetiyle karşılıklı saygı, barış ve ortak sınırlarımızın güvenliği çerçevesinde, iyi komşuluk ilişkileri kurmaya çalıştık. Ancak tümüyle suçsuz sivillerden intikam alması kalıplarının hiçbir hoşgörülecek tarafı yoktur."

Cumhuriyet

17 KASIM 1991

Stockholm'den

Türk büyükelçiliği neden boş kaldı?

Türkiye'nin Stockholm Büyükelçisi Erdil Akay'ın görev süresinin dolmasıyla, enfes güzellikte bir kanala büyükelçilik binasında bir otorite boşluğu doğacak. Çünkü Ankara, Akay'ın yerine yeni büyükelçi atamamakta direniyor. Bu da kafalarda sorular doğmasına yol açıyor.

YAVUZ BAYDAR

STOCKHOLM — Türkiye'nin Stockholm Büyükelçisi Erdil Akay, bugünlerde Ankara'ya dönüyor. İsveç'teki görev süresi doldu. Dışişleri içindeki deyişle "merkeze" atandı.

Akay'ın dönüşüyle, Stockholm'un en güzel köşelerinden biri olan Gardet'te enfes güzellikte bir kanala bakan büyükelçilik binasında bir otorite boşluğu, ya da daha doğru bir deyişle; eksikliği dönemi de başlamış oluyor.

Çünkü Ankara, Akay'ın yerine bir Stockholm Büyükelçisi atamış değil. Yeni bir asama yapılmıyorsa kadar Türkiye'nin İsveç'teki işleri daha alt düzeyde yürütülecek.

Türkiye, İsveç'teki büyükelçiliğini neden -şimdilik de olsa- boş bırakıyor? Sorunun yanıtını araştırdığımızda, Ankara'nın Almanya ile ilişkilerindeki soğumanın bir benzerinin Stockholm'de yaşanmakta olduğu anlaşılıyor.

Bilindiği gibi Akay'dan sonra Stockholm Büyükelçiliği görevine Filiz Dinçmen atanmıştı. Atama kararı Cumhurbaşkanı Turgut Özal tarafından da imzalanmış olmasına rağmen alınmamış

teri yapması ve slogan atmasının sözelimi Batı. Trakya Türklerinin Fener'deki patrikhane önünde oturma eylemi düzenlemesinden hiçbir farkı yok. İsveç'te gösteri yasaklamak, istisnai durumlarda geçerli; ciddi bir gerekçe yoksa anayasa ihlali sayılıyor.

Geçen yaz sonunda Güneydoğu'daki durumu protesto amacıyla düzenlenen bir-iki gösteri sırasında büyükelçilik binasına taş atıldı, camlar kırıldı. Buna sert tepki gösteren Büyükelçi Erdil Akay, İsveç polisini şiddete engel olmamakla suçladı. Büyükelçi bunun için televizyonda da konuştu, fakat kullandığı ifade biçimiyle kamuoyunda "şarı derecede sert tepki gösteren" bir kişi imajı yarattı. Akay'ın Türkiye ile ilgili olarak başta Niyeter gibi saygın bir gazetenin genel yayın müdürünü -İsveç'teki basın özgürlüğüne saygı göstermiyor- izlenimi yaratacak şekilde "tarafsızlık" suçlaması yöneltmek yazılı polemige girişmesi de puanlarını arttırmadı.

Türkiye'nin Stockholm Büyükelçiliği'ni boş bırakması, bu gibi nedenlerle doğan gerilimden mi kaynaklanıyor? Bu konuda kesin bilgi elde etmek mümkün değil. İki ülke arasında başka hiçbir pürüzün olmaması, ister istemez bu olasılığı güçlü kılıyor.

Konuştığımız İsveç Dışişleri yetkilileri de ana nedeni bilmediklerini söylüyor. İsveç'in Kürt so-

rununa bakışı ile bağlantı kurduğumuzda ise şu yanıtı alıyoruz: "Ba, Ankara'nın bileceği işidir. Fİ listiniler sorununa bakış gibi, Kürt sorununa da bakışımız bellidir. Soruna çözüm bulmak Türkiye'nin işi. Güneydoğu'da şiddetin ortadan kalkmasını, biz ancak sermayeyle katlarız."

Türk Dışişleri, Stockholm'e atama yapamamakta neden direniyor? Bununla iki ülke ilişkileri açısından ne amaçlamıyor? Yanıt bekleyen sorular...

Bir noktayı vurgulamakta yarar var: Küsererek "Ben oynamıyorum" demek, ancak bunu söylemeye zarar veriyor. Eğer Stockholm, İsveç'in Kürt sorununa bakışını "marke" etmek için boş tulumluyorsa, bununla sorunun çözülmemeyeceğinin anlaşılması, berhalde sağlıklı dış politika verilmesi bakımından daha yararlı. Devletlerarası ilişkilerde olgunluk yolu, eleştiri büyütecinin iki yönlü kullanılmasından da geçiyor. Uyar gibi görünen bazı ilkel kafaaların sık sık öne sürdüğü gibi, çevre, Türkiye düşmanlarıyla dolu değil. Ankara, sorunları kolayca saf dışı edebilir. Yeter ki her konuda yüzde yüz haklı olduğunuzu, dış dünyaya eskimiş yöntemlerle empoze etmeye kalkmayın.

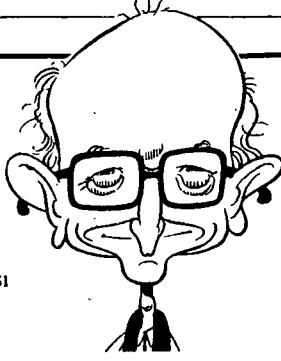
İki ülke ilişkilerinin gelişmesi bakımından Stockholm Büyükelçiliği'nin bir an önce doldurulması, doldurulmuyorsa nedeninin açıklanması gerekiyor. Kamuoyunun bunu bilmeye hakkı var.

Cumhuriyet 6 KASIM 1991

HEP kökenli milletvekilleri SHP'de kalma koşullarını bildirdiler İnönü'ye deklarasyon

HEP KÖKENLİLERİN KOŞULLARI

- 1- Kürt kimliği anayasa ve yasalar düzeyinde kabul edilmeli.
- 2- Uluslararası anlaşmalara konulan çekinceler geri alınmalı.
- 3- Kürtler dilini özgürce kullanabilmeli, anadilde eğitim sağlanmalı.
- 4- Olağanüstü hal uygulaması kaldırılmalı.
- 5- SS kararname kaldırılmalı.
- 6- Kürt ulusal sorunu ve çözümü bütün boyutlarıyla tartışılmalı.
- 7- Özel tim bölgeden çekilmeli.
- 8- Kontrgerilla dağıtılmalı.
- 9- Köy koruculuğu kaldırılmalı.
- 10- Anti-terör Yasası kaldırılmalı.
- 11- Genel af ilan edilmeli.
- 12- Milletvekillerine cezaevlerinde denetleme yetkisi verilmeli.
- 13- Gözaltı süresi 24 saate indirilmeli.
- 14- Faili meçhul cinayetler aydınlatılmalı.
- 15- Adil bir seçim yasası düzenlenmeli.
- 16- Boşaltılan köyler yeniden inşa edilmeli.
- 17- Mera yasağı kaldırılmalı.
- 18- Tüm çalışanlara grev-toplusözleşme hakkı sağlanmalı.
- 19- Genel grev, hak grevi yasallaşmalı.
- 20- Genelkurmay, Milli Savunma Bakanlığı'na bağlanmalı.



Seçim sonuçları tartışıldı

SHP'de hesaplaşma

Küçük kurultay öncesi Baykal yanlılarının isteği ile toplanan SHP Parti Meclisi'nde genel merkezçiler 'parti içi birlik' çağrısını yinelerken Baykal ekibi, değişim gerektiğini savundu.

Genel Başkan İnönü, "Parti içi meselelere dayanarak güven vermeyen bir parti olmaktan kaçınılmalıyız. Ülkede koalisyonlar dönemi başlayacak. Bu aşamada SHP'ye ne görev düşecek belli değil" dedi.

ANKARA (ANKA) — SHP listelerinden seçimlerde milletvekili seçilen HEP kökenli milletvekilleri, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'yü makamında ziyaret ederek SHP'de kalabilme şartlarını 20 maddelik "acil talepler" adı altında İnönü'ye sundular.

İstekler paketinde yer alan acil talepler ise şöyle sıralanıyor:

- 1 — Türkiye'nin sosyolojik gerçeğine uygun olarak Kürt ulusal kimliğinin anayasa ve yasalar düzeyinde kabul edilmesi.
- 2 — Kürt ulusal varlığının kabulü temelinde Türkiye'nin taraf olduğu bütün uluslararası anlaşmalara konulmuş bulunan çekincelerin geri alınması.
- 3 — Kürt ulusunun çağdaş anlamda ifade edilmesi için, dilini ve kültürünü yazılı ve sözlü olarak hayatın her alanında özgürce kullanabilmesi. Anadilinde eğitim hakkının sağlanması. Radyo ve TV'de Kürt diliyle yayın hakkının sağlanması.
- 4 — Kürt ulusal sorunu ve çözümün bütün boyutlarıyla özgürce tartışılabileceği demokratik bir ortamın sağlanması.
- 5 — Olağanüstü hal uygulamasının bütün kurumlarıyla birlikte kaldırılması.
- 6 — SS kararnamelelerinin yürürlükten kaldırılması.
- 7 — Özel Tim'in bölgeden çekilmesi.

8 — Kontrgerilla örgütünün açığa çıkarılması ve dağıtılması.

9 — Köy koruculuğu sisteminin kaldırılması.

10 — Anti-terör Yasası'nın yürürlükten kaldırılması.

11 — 12 Eylül'ün sonuçlarını ortadan kaldıracak koşulsuz bir genel affın ilan edilmesi.

12 — Cezaevlerinin insan hak ve onuruna yaraşır bir duruma getirilmesi. Milletvekillerine cezaevi ve tutukevlerinde denetleme yetkisi verilmesi.

13 — Gözaltı süresinin 24 saate indirilmesi ve gözaltına alınan kimsenin avukatı gözetiminde sorgusunun yapılması.

14 — Faili meçhul cinayetlerin aydınlatılması ve sorumluların cezalandırılması.

15 — Adil bir seçim yasasının düzenlenmesi.

16 — Boşaltılan, yakılan, yıkılan köylerin yeniden inşası ve sahiplerinin uğradıkları zararların tazmini.

17 — Yok edilmek istenen yerleşik üretim ilişkilerinin yeniden canlandırılması. Yaylak, otlak mera yasağının kaldırılması.

18 — Tüm çalışanlara grevli-toplu sözleşmeli sendikalar haklarının sağlanması.

19 — Genel grev, hak grevi ve dayanışma grevinin yasallaştırılmasıyla lokavtın kaldırılması.

20 — Anayasa'nın demokratikleştirilmesiyle MGK'nın kaldırılması ve Genelkurmay Başkanlığı'nın Milli Savunma Bakanlığı'na bağlanması.

19. yasama dönemi, milletvekillerinin yemin töreni ile açılıyor

TBMM bugün açılıyor

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — TBMM'nin 19. yasama dönemi, bugün milletvekillerinin yemin töreniyle başlıyor. Tören öncesinde bir açıklama yapan HEP kökenli Doğulu 22 milletvekili, "çağdışı" olarak nitelendikleri yemin metnini "anayasal zorunluluktan dolayı okuyacaklarını" duyurdular. Yeniden seçilen 135 milletvekilinden aralarında Süleyman Demirel ve Erdal İnönü'nün de bulunduğu toplam 20 milletvekili, geçen dönem aldıkları üç aylık maaşı ikinci kez almayı reddetti. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın yemin törenine katılmaması bekleniyor.

TBMM'nin yasama döneminin ilk birleşimi bugün en yaşlı milletvekili sıfatıyla "geçici başkan" olan Elazığ Milletvekili Ali Rıza Septioğlu başkanlığında toplanacak. Öbür yaşlı üyeler DYP'li Münif İslamoğlu ile RP'den Alpaslan Türkeş başkanvekilliğini yürütecekler. Başkanlık Divanı'nda da en genç üyeler "Zübeyir Aydar (SHP-Siirt) ve Sedat Yurttaş (SHP-Diyarbakır) bulunacak.

Törende milletvekilleri tek tek kürsüye gelerek anayasanın 81. maddesinde yazılı şu yemin metnini okuyacaklar:

"Devletin varlığı ve bağımsızlığını, vatanın ve milletin bölünmez bütünlüğünü, milletin kayıtsız ve şartsız egemenliğini koruyacağıma; hukukun üstünlüğüne, demokratik ve laik cumhuriyete ve Atatürk ilke ve inkılaplarına bağlı kalacağıma; toplumun huzur ve refahı, milli dayanışma ve adalet anlayışı içinde herkesin insan haklarından ve temel hürriyetlerinden yararlanması ülküsünden ve anayasaya sadakatten ayrılmayacağıma büyük Türk millet önünde namusum ve şerefim üzerine ant içerim."

Kürt halkını inkâr

SHP Diyarbakır Milletvekili Fehmi Işıklar, dün TBMM'de HEP kökenli 21 milletvekili ile birlikte basın toplantısı düzen-

leyerek yemin metninin "ırkçı ve şoven düşüncelerle hazırlandığını" söyledi. Işıklar, "Bu yemin metninde Kürt halkının inkârı vardır. Bu metin, demokrasiye, insan haklarına, barışa, Türk ve Kürt halklarının kardeşliğine aykırıdır" dedi. Işıklar, içeriğine katılmadıkları yemin metnini "anayasal zorunluluktan dolayı törende okuyacaklarını" kaydetti.

Işıklar, bir soru üzerine yemin metni konusunda SHP yönetimi ile görüşmediklerini söyledi ve "Milletvekillerinin yüzde

Fehmi Işıklar ve HEP kökenli 21 milletvekili yemin metnini "çağdışı" diye niteleyerek "anayasal zorunluluktan dolayı okuyacaklarını" açıkladılar. Yeniden seçilen 135 milletvekilinden, aralarında Demirel ve İnönü'nün de bulunduğu 20'si aynı maaşı ikinci kez almayı reddetti. TRT, TBMM açılışını naklen yayımlayacak.

80-90'ı bu metne katılmıyor ya da ettiği yemine uygun davranmıyor" dedi. Metnin neden çağdışı olduğu sorusunu Işıklar, "Bütün azınlıklar inkâr ediliyor. Rum, Çerkez, Gürcü yurttaşlarımızın da önünde yemin ediliyor. Ama sadece Türk halkının önünde deniliyor" diye yanıtladı. Yemin metnine katılmadıklarını ve "kerhen" yemin edeceklerini vurgulayan milletvekilleri şunlar:

"Fehmi Işıklar (Diyarbakır), Zübeyir Aydar (Siirt), Adnan Ekmen (Batman), M. Emin Sever (Muş), Ahmet Türk (Mardin), Sedat Yurttaş (Diyarbakır),

Nizamettin Toğuç (Batman), Leyla Zana (Diyarbakır), Abdülkerim Zilan (Batman), Mahmut Alınak (Şırnak), Remzi Kartal (Van), Sırrı Sakık (Muş), Mahmut Uyanık (Diyarbakır), Salih Sümer (Diyarbakır), Hatip Dicle (Diyarbakır), Mehmet Sincar (Mardin), Ali Yiğit (Mardin), Selim Soddak (Şırnak), Muzaffer Demir (Muş), Orhan Doğan (Şırnak), Mahmut Kalınç (Adıyaman) ve Naif Güneş (Siirt)."

Özalsız tören

Televizyondan naklen yayımlanacak olan tören saat 15.00'te başlayacak. Törene Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın katılması beklenmiyor.

Tören öncesinde DYP, ANAP ve RP grupları toplanacak. Genel kurulda da milletvekilleri, partilerinin sandalye sayılarına göre soldan sağa DYP, ANAP, SHP, RP, DSP sıralamasıyla oturacaklar.

Seçim öncesinde 18. dönem milletvekilleri, ekim, kasım ve aralık 1991 aylarının maaşlarını toplam 48.6 milyon lira olarak almışlardı. Yasadaki boşluk nedeniyle yeniden seçilen 135 18. dönem milletvekiline aynı maaş ikinci kez ödenecek. Bugüne değin toplam 20 milletvekili, Meclis Başkanlığı'na başvurarak bu maaşı ikinci kez almayacaklarını bildirdiler. Bu milletvekillerinin isimleri de şöyle:

"Süleyman Demirel, Erdal İnönü, Adnan Kahveci, Işın Çelebi, Avni Akyol, Naftiz Kurt, Alaattin Kurt, Cemal Alişan, İbrahim Gürdal, Yaşar Topçu, Nurhan Tekinel, Cavit Çağlar, Ömer Barutçu, İbrahim Tez, Hasan Ekinci, Ali Eser, Mehmet Gazioğlu, Latif Sakıcı, Vefa Tamer, Ümit Canuyar."

Oda ve lojman sorunu

Yasama döneminin başlaması nedeniyle TBMM'de yapılan onarım ve yeniden düzenleme çalışmaları da tamamlandı.

Cumhuriyet 10 KASIM 1991

Bursa bir yıl Avrupa başkenti oldu

Törende Kürt krizi

BURSA (Cumhuriyet Bürosu) — Bursa'ya Avrupa şehri ödülünün verildiği törende konuşan Almanya'nın Darmstadt Belediye Başkanı Günther Metzger'in 'eşitlik, özgürlük ve insan haklarından Kürtler de yararlanmalıdır' şeklindeki sözleri gerginlik yarattı. Törende bulunan DYP Bursa Milletvekili Turan Tayan, Metzger'in sözlerini "Belediye başkanı ya Türkiye'yi bilmiyor ya da kötü niyetli" diye eleştirdi.

Avrupa Konseyi Parlamenterler Asamblesi, Çevre Bölgesel Planlama, Yerel Yönetimler Komitesi tarafından 1991 yılı 'Avrupa Şehri' seçilen Bursa'ya ödülü önceki akşam Çelik Pallas Oteli'nde düzenlenen törende verildi. Bursa Büyükşehir Belediye Başkanı Teoman Özalp ödülü Yerel Yönetimler Komitesi Başkanı İspanyol Parlamenter Liberal Cuatrecasas'ın elinden aldı. Cuatrecasas, törende "Yaşasın Avrupa, yaşasın halklar arasındaki kardeşlik, Yaşasın Bursa" dedi. Törende Bursa'nın kardeş şehirleri de sırayla söz aldılar. Darmstadt Belediye Başkanı Günther Metzger konuşmasının ilk bölümünü Türkçe yaptı ve "Bursa, kendini demokrasi, insan haklarına adanmış 45 şehir arasına girdiği için çok mutluyuz" dedi. Metzger, daha sonra Almanca sürdürdüğü konuşmasında şunları söyledi:

"Eşitlik, özgürlük ve insan

hakları Kürt azınlığı için de geçerli olmalıdır. Azınlıklar her yerde var. Ben onların da haklarını savunuyorum."

Bu sözlerin Türkçe çevirisi yapıldıktan sonra Metzger'e ilk tepki DYP Bursa Milletvekili Turan Tayan'dan geldi. Tayan, Metzger'in ya Türkiye'yi bilmediğini ya da kötü niyetli olduğunu söyleyerek şu görüşü dile getirdi:

"Bugün TC Cumhurbaşkanı Kürt olduğunu söylüyor. Kürt bakanlar vardır. Bunu görmeyip de Avrupa konseyi çerçevesinde tertip edilen bir ödül tö-

reninde Kürt sorununu buraya getirmesi üzücüdür. Bunu kardeşlik ile bağdaştıramadım."

Törenden sonra gazetecilerin sorunlarını yanıtlayan Darmstadt Belediye Başkanı da şunları kaydetti:

"Savaş istemiyorsak ayrılık istemiyorsak eğer Avrupa'da barış ve huzur istiyorsak azınlıkları önemsememiz gerekiyor. Türkiye'de Kürtler azınlıktadır. Ben de Yahudi azınlıkla birlikteyim. Onların da haklarını savunuyorum. Çekoslovakya'da, İrlanda'da, Polonya'da ve Anadolu'da da azınlıklar var."

Dicle ve Zana'ya DGM soruşturması

ANKARA (UBA) — Meclis'te önceki gün yapılan yemin töreni sırasında yakalarına Kürt bayrağını temsil eden kırmızı, sarı, yeşil mendil takarak Meclis kürsüsünde Kürtçe ifadeler kullanan HEP kökenli SHP milletvekilleri Hatip Dicle ve Leyla Zana hakkında "Devletin ve milletin bölünmez bütünlüğü aleyhine propaganda yaptıkları gerekçesiyle" DGM Başsavcılığı tarafından soruşturma başlatıldı.

Adalet Bakanlığı Müsteşarı Arif Yüksel, konuya ilişkin soruyu yanıtlarken, "Meclis'te cereyan eden olayla ilgili olarak Ankara DGM Başsavcılığı gerekli incelemeye başlamıştır. İnceleme sürüyor" dedi.

Edinilen bilgiye göre bölücülük propagandası yapıldığı savından hareket eden DGM Baş-

savcılığı, soruşturmasını tamamladıktan sonra SHP Diyarbakır Milletvekili Dicle ve Zana'nın dokunulmazlıklarının kaldırılması istemiyle Adalet Bakanlığı'na başvuracak.

Sosyalist Parti'ye soruşturma sürüyor

Yargıtay Cumhuriyet Başsavcılığı ile Ankara DGM Başsavcılığı'nın Sosyalist Parti hakkında ayrı ayrı başlattıkları soruşturmanın sürdüğü bildirildi. Adalet Bakanlığı Müsteşarı Arif Yüksel, SP Genel Başkanı Doğu Perinçek'in seçim kampanyaları ve radyo-TV'deki seçim konuşmaları sırasında bölücülük propagandası yapıldığı görüşünden hareket eden DGM Başsavcılığı'nın soruşturma sonucunu Yargıtay Cumhuriyet Başsavcılığı'na ilettili.

Cumhuriyet
9 KASIM 1991

BRÜKSEL

Talabani ve Barzani'ye davet

BRÜKSEL (AA) — Kuzey Iraklı Kürt liderlerden Mesut Barzani ile Celal Talabani, Avrupa Parlamentosu'nun (AP) 18 kasımında yapılacak genel kuruluna davet edildi.

Karar, AP Siyasi Komisyonu'nun dün yapılan toplantısında milletvekillerinin genel isteği üzerine alındı.

Türkiye Raportörü Belçikalı Parlamenter Raymond Dury, "Kürt liderleri Avrupa Parlamentosu'na davet ederek Türk hükümetine ve Saddam Hüseyin'e Kürt meselesine atfettiğimiz önem konusunda açık bir mesaj vermeliyiz" dedi.

Talabani ve Barzani'ye davet önerisinin iletildiği, ancak liderlerin Kuzey Irak'taki durumun karışıklığı nedeniyle Strasbourg'da yapılacak genel kurula katılamayabileceklerini bildirdikleri öğrenildi.

Dury, liderlerin bir sonraki toplantıya veya siyasi komisyonun bundan sonraki toplantısına katılabileceklerini söyledi. Dury, Kürtler konusunda Irak ve Türkiye'nin siyasi bir oyun oynadığını öne sürerek "Irak PKK'yı, Türkiye de Talabani'yi destekliyor" diye konuştu.

Irak'ın PKK'yı desteklemesinin Kürt halkının yararına olmadığını belirten Dury, "Bu nedenle Türkiye, bölgedeki askeri önlemleri daha da sertleştiriyor. Ancak Türkiye'nin Talabani'yi desteklemesi de Kürtlere yarar sağlamıyor" dedi.

Cumhuriyet 10 KASIM 1991

"HEP'ilerden 8'i Kürtçü" diyen Demirel'in SHP ile koalisyon kurmasının önkoşulu:

Kürtçe yemin edenler ayrılısın

DYP lideri Demirel'in yakın çevresine
"Kürtçe yemin eden 2 milletvekilinin SHP ile ilgilerini derhal koparmaları lazım. Bunu İnönü'den isteyeceğim" dediği öğrenildi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın hükümeti kurmakla görevlendirdiği DYP lideri Süleyman Demirel, koalisyon turlarına yarın başlayacak. SHP'nin dün toplanan küçük-kurultayını yakın incelemeye alan Demirel, TBMM'de Kürtçe yemin eden HEP kökenli milletvekillerinin ayrılmalarını koalisyonun ön koşulu olarak SHP lideri Erdal İnönü'ye götürecektir. Demirel hükümet arayışı haftasına girerken çok sayıda DYP ve SHP milletvekili de bakanlık koltuğu için bekleyişe girdi.

DYP lideri Süleyman Demirel, yakın çevresine SHP ile koalisyon olasılığını değerlendirirken yurt çapında ve parti teşkilatlarında HEP kökenli SHP milletvekillerine tepkinin arttığına dikkati çekti. Demirel, "Problem çıkarma olasılığı en aza indirilmiş bir SHP" ile koalisyona girilmesi için çaba göstereceğini ifade etti. Demirel'in, yakın çalışma arkadaşlarına, "Bakalım küçük kurultay nasıl bir tablo ortaya koyacak? Sayın Baykal'ın bakışı ne? Erdal Bey'in değerlendirmeleri ne? Bunlar hep kurultayda ortaya çıkacak. HEP meselesini nasıl halledecekler?" değerlendirmesini yap-

tuğu öğrenildi. Edinilen bilgiye göre Demirel, SHP-HEP protokolünü değerlendirirken de şu görüşleri ortaya koydu:

"HEP'ilerle seçim öncesi yapılan anlaşmada fazla telaşa düşmüşler ve gereğinden fazla milletvekilliği vermişler. HEP kendi başına seçime girseydi berahi aşamayabilirdi. Biz Diyarbakır 1. bölgede yüzde 25'in üzerinde oy aldık. SHP bu kadar taviz vermeseydi Diyarbakır'dan da milletvekili çıkarabilirdi."

Demirel, HEP kökenli iki milletvekilinin TBMM'de Kürtçe yemin etmelerinin asla tasvip edilemeyecek bir davranış olduğunu da anlatarak "Bu mesele için SHP yönetiminin kesin çözüm getirmesi gerekir" dedi. Demirel'in yakın arkadaşlarına "HEP'ilerin büyük bölümü itidalli. Ama biz tespit ettik. 8'i Kürtçü. Bunlardan Kürtçe yemin edenlerin SHP ile ilgilerini derhal koparmaları lazım. Sayın İnönü'den bunu isteyeceğim" değerlendirmesini yaptığı öğrenildi.

Demirel, SHP küçük kurultayının detaylarıyla incelenmesi konusunda da DYP yöneticilerine talimat verdi. DYP kurmayları, Deniz Baykal ve arkadaşlarının geleceğe ilişkin kurultayda ortaya koydukları görüşleri, kurultaya katılan SHP il başkanları ve belediye başkanlarının Kürt sorunu ve HEP kökenlilere ilişkin tutumlarını incelemeye alarak Demirel'e ilettiler.

Bakanlık beklentileri

Bu arada Demirel koalisyon turlarında masaya getireceği görüş ve öneriler üzerindeki çalış-

malarını sürdürdü. Demirel görüşeceği liderlere Doğu ve Güneydoğu sorunu, ekonomik durum ve çözüm yolları, dış politikaya bakış konularının yanı sıra, bakanlık kurulunun yapısında değişiklik paketlerini götürecektir.

Demirel'in, SHP'nin 'ileride hükümette sıkıntı yaratabilecek' sorunları çözmesi halinde koalisyon hükümetinin 14 Kasım tarihinde kurulabileceğini söylediği de öğrenildi.

Demirel'in, yakın çevresine, 'kısa sürede hükümet kurmayı' hedeflediğini açıklaması, çok sayıda DYP ve SHP milletvekilini bakanlık bekleyişine soktu: DYP'den kendisini bakanlığa hazırlayanlar şunlar:

"Hüsamettin Cindoruk, Ersin Faralyalı, Tansu Çiller, Cavit Çağlar, Mehmet Gölhan, Ekrem Ceyhan, Nahit Menteşe, İsmet Sezgin, Köksal Topatan, Sümer Oral, Gökberk Ergenekon, İsmail Köse, Refaaddin Şahin, Veysel Atasoy, Tunç Bilget, İsmet Atilla, Yıldırım Aktuna, Tınaz Titz, Bedrettin Dalan."

SHP'den de Onur Kumbaracıbaşı, Hikmet Çetin, Fikri Sağlar, Mümtaz Soysal, Abdülkadir Ateş, bakanlığa yakın isimler olarak değerlendiriliyorlar.

Demirel, koalisyon turları arasında TBMM başkanlığı için düşündüğü ismi de netleştirecek. İsmet Sezgin, Köksal Topatan, İlyas Aktaş'ın adları TBMM başkanlığı için de kulislerde konuşuluyor.

Demirel'in bakanlık koltuklarını koalisyon ortağı olacak parti ile önemli icracı bakanlıklarda sorumluluğu paylaşma temelinde doldurmayı düşündüğü öğrenildi

Cumhuriyet 10 KASIM 1991

DYP lideri dünkü basın toplantısında Güneydoğu ve NATO üzerinde durdu

'Türkiye, içte ve dışta sıkıntılı'



Demirel, Güneydoğu'da PKK'nın ayaklanması hakkında hazırladığı haberleri için dünkü basın toplantısında konuştu. Demirel, "Bunu biliyorum, ama durum kafi derecede ciddi" dedi. (Fotoğraf: A.A.)

DYP lideri Demirel, hükümet kurma çabalarına ilişkin temalarına pazartesi günü (yarın) başlayacağını bildirdi. Demirel, temalarına ilişkin programını da bugün açıklayacak.



ANKARA (AA) — Hükümeti kurmakla görevlendirilen DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, Başbakan Mesut Yılmaz'ın "altı ay sonra DYP-ANAP koalisyonu" formülüne, "Türkiye bu altı ayda ne yapacak" sorusuyla karşılık verdi. Türkiye'yi yalnızca içeride değil, dışarda da büyük sıkıntılar beklediğini kaydeden Demirel, Güneydoğu'da PKK'nın ayaklanması hakkında hazırladığı haberleri hatırlatması üzerine, "Bunu biliyorum, ama mevcut durum kafi derecede ciddi" dedi.

DYP Genel Başkanı Demirel, partisinin genel merkezinde bugün bir basın toplantısı düzenleyerek, çeşitli iç ve dış sorunlarına ilişkin görüşlerini açıkladı. Hükümeti kurma çalışmalarını sürdürdüğü, bu çabalara ilişkin temalarının pazartesi günü başlayacağını bildiren Demirel, bu temalarla ilgili programı bugün açıklayabileceğini kaydetti. TBMM'nin 16 Kasım günü başkanlık seçimi için toplanacağını hatırlatan Demirel, hükümet ilanından evvel veya sonra olabileceğini belirterek "Bunun Başbakanlık Divanı'ndan önce olması halinde de divan oluşturulduktan bir

iki gün sonra tamamlanacağını sanıyorum" dedi.

Kurulacak koalisyon hükümetinin arkasında yüzde 45'in üzerinde halk olacağını, bunun da Türkiye için büyük önem taşıdığını anlattı.

Demirel, bu aşamada Türkiye'nin dışarıda da önemli problemleri bulunduğuna işaret etti.

"Dışardan iyi kokular gelmiyor, bilhassa Almanya'dan iyi kokular gelmiyor" diyen DYP lideri, bu durumun Türkiye'deki siyasi iktidar değişikliği ile ilgili olmadığını belirterek şunları söyledi:

"Almanya'nın Türkiye'ye olan tavırına ilişkin üzücü haberler geliyor. Burada söz konusu olan durum Türkiye için fevkalade önemlidir. Buna dikkat çekiyor ve şimdilik başka bir şey söylemek istemiyorum."

DYP lideri bir soru üzerine, Başbakan Mesut Yılmaz'ın Roma'da yapılan NATO zirvesi konusunda henüz kendisine bilgi vermediğini söyledi. Demirel, "Kendisi daha dün akşam 20.30'da ülkeye döndü. Şu saate kadar ne kimseden bilgi istedim ne de aldım. Ama orada olup bitenler hakkında başka kaynaklardan bilgi sahibi oldum" dedi.

Demirel, Başbakan Mesut Yılmaz'ın Roma'ya giderken söylediği "altı ay sonra ANAP ve DYP'nin bir koalisyon ortaklığı kurabilecekleri" yolundaki açıklamasının değerlendirilmesi istenince de "Peki bu altı ayda Türkiye ne yapacak? Onun söylediği yanındır. Bugün ne yapacak Türkiye?" diye konuştu.

Demirel, bir gazetecinin, geçen günlerde yayımlanan bir Başbakanlık genelgesiyle her türlü büyük alım-satım, büyük ihale ve atamanın durdurulduğuna dikkat çekerek, "Buna rağmen bazı genel müdürlüklere tayin yapılmasını nasıl karşılıyorsunuz" diye sorması üzerine de şöyle dedi:

"Bize de şikâyetler geliyor. Türkiye'de iş-ten çıkarılmaları yapıldığı dönemde bir yandan da furya halinde yeni tayinler yapıldığı iddiaları var. Bu hükümet üç beş gün sonra olmayacak. 20 Ekim'de istifa eden hükümetin giderayak taraftarlarını korumaya girmesi yanlıştır."

DYP lideri, basında yer alan ve PKK'nın Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde bir ayaklanmaya hazırlandığını iddia eden haberleri de şöyle değerlendirdi:

"Ayaklanmayı nasil tarif ettiklerini bilmiyorum. Ancak mevcut durum zaten kafi derecede ciddi. Bugünkü hal bundan sonra ne olacağını düşünmek kadar önemlidir. Hep söylüyorum, bizatîhi bugünkü tablo iyi değil. Ancak Türkiye'nin hiçbir meselesi aşılamaz karakterde değildir."

TALABANI

Bölgenin haritası değişmez

Kürt lideri, Irak'tan ayrılmak istedikleri yolundaki iddiaları reddederek bölge haritasının değişmeyeceğinin bilincinde olduklarını bildirdi.

KAHİRE (AA) — Irak'taki Kürdistan cephesi liderlerinden Celal Talabani, Kürt azınlığın yaşadığı Türkiye, Irak, İran, Suriye ve Sovyetler Birliği'nin sınırlarında değişiklik yapılamayacağını bildirdi.

Talabani, Mısır'da yayımlanan El Ahrâm gazetesine verdiği demeçte, Kürt liderlerin, bölgenin haritasının değiştiremeyeceği gerçeğinin bilincinde olduklarını belirtti.

Irak'tan ayrılmak istedikleri yolundaki iddiaları reddeden Celal Talabani, bunun, Kürtlere karşı hasmane tutumunu haklı göstermeye çalışan Irak yönetimi tarafından ortaya atıldığını söyledi.

Talabani, Irak hükümetiy-le Kuzey Irak'ın özerkliği konusunda sürdürdükleri görüşmelerin de, Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'in diktatörlük rejimini korumak istemesi yüzünden çıkmaza girdiğini kaydetti.

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Talabani, Türkiye'de faaliyet gösteren PKK örgütü liderlerine de silahları bırakarak barışçı yöntemleri seçmeleri

çağrısında bulundu. Talabani, Türkiye'de Kürt sorunu konusunda bir uzlaşma sağlanmaması durumunda Ortadoğu'daki olayların akış yönünün değişeceğini ve Türkiye'nin bölgedeki bütün Kürtler için bir koruyucu rolü oynayabileceğini söyledi.

IRAK

Saddam saldırıyor

Dış Haberler Servisi — Kuzey Irak'ta, Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'e bağlı birliklerle Kürt peşmergeler arasında çatışmalar olduğu bildirildi. Tahran radyosu, ordu birliklerinin Güney Irak'taki kentlere karşı saldırı başlattığını öne sürdü.

Irak-Türkiye sınırı yakınlarındaki Zaho kasabasındaki Kürt kaynaklarına göre Erbil civarında son günlerde meydana gelen çatışmalarda, ordu birlikleri helikopterle napalm bombası atıldı. Kürt kaynakları, bununla birlikte, çatışmalarda ölen olup olmadığı konusunda bilgi vermediler.

Kuzey Irak'ta, son olarak Süleymaniye kenti civarında 1. ay önce meydana gelen çatışmalarda 60 kişi ölmüştü.

Bu arada, Tahran radyosunun İran'ın Ahvaz kentindeki Iraklı bir sığınmacıya atfen verdiği haberde, top ateşine tutulan ve savaş uçakları tarafından bombalanan kentlerde yaşayan binlerce kişinin Şattül-Arab su yolu boyundaki bataklıklara doğru kaçtığı öne sürüldü.

Tahran radyosunun haberi, henüz başka kaynaklarca doğrulanmadı. İran basınında geçmişte yer alan benzer bazı haberlerin doğru olmadığı ortaya çıkmıştı.

ŞAHİN ALPAY

Parlamentoda Deprem

Geçen gün televizyondan TBMM'deki yemin törenini gözüyle izliyordum. Bu arada Leyla Zana olayını hemen tümüyle izledim. Bana parlamentoda bir deprem yaşanıyor gibi geldi. Sanki eskimiş yapılar çatırıyor, yeni olan uç veriyor gibiydi.

Saniyorum parlamentoda yaşanan, "Ne Mutlu Türküm Diyene" sloganıyla ifade edilen politikanın geçirdiği deprem. Türkiye Cumhuriyeti bugüne değin bu slogan ile çoğul etnik yapısını bir potada eritme politikası izledi. Rumeli'den, Kafkasya'dan, başka yerlerden gelen ve Anadolu'da mevcut irili ufaklı etnik grupların büyük çoğunluğunu bu potada eritmeyi de büyük ölçüde başardı. Etnik kimliğinde ısrar etmediği sürece herhangi bir etnik gruba haklar alanında aleyhte veya lehte ayırım, prensipte uygulanmadı. Tek parti döneminde ve demokrasiye geçildikten sonra ana etnik gruplar mecliste temsil edildiler. TC parlamentosu ve siyasi partileri hiçbir etnik grubu dışında bırakmadı. "Ne Mutlu Türküm Diyene" diyen herkese masada yer verildi.

Şimdi, bu 'masa'da yeni bir talep var. Sayıca en kalabalık olan ve başka nedenlerle de potada erimeye en büyük direnci gösteren etnik grup, yani Kürtler yeni talebi ilk kez bu denli açık ve güçlü bir şekilde dile getiriyor. TC parlamentosunda etnik kimliklerini özgürce dile getirerek yer almak istiyor.

Siyasi liderlerimiz ve parlamento bu talebe, bir kısım basının gibi 'rezalet', 'kepezelik', 'hainler' bakışıyla yaklaşmayı sürdürürse gerçek bölücülük bu olacak. "Türk ve Kürt kardeşliğini savunuyorum" diyerek parlamento gelenlerin etnik kimliklerini dile getirmeleri bastırılırsa onlar da siyasi sistemin dışına; halkın birliğine düşman olan şoven Kürt milliyetçilerinin kollarına itilecek. Parlamento halkı temsil etme yeteneğini önemli ölçüde yitirecek. Oysa Türk ve Kürt kardeşliğini savunanlar ezici çoğunlukta. Bunları şoven milliyetçilerle karıştırmak 'cinayet' olacak.

Siyasetçilerimizin ve kalem erbabının artık şunu görmele-ri gerekiyor:

1990'larda dünya ve Türkiye, 1960'lar ve 1970'lerin dünyasına ve Türkiye'sine hiç benzemiyor; 2000'lerde çok daha az benzeyecek. 19. yüzyılın gerek sosyalist gerekse liberal düşüncüleri milli (ve dini) duyguların 20. yüzyılda ortadan kalkacağına inanıyorlardı. Böyle olmadı. Milli (ve dini) duygular canlılığını koruyor. Dünyada son yıllarda yaşanan deprem niteliğindeki değişikliklerin ortaya koyduğu bir gerçek de bu. Bu gerçekle yaşamayı öğrenmeliyiz. Bunların demokratik yoldan ifade edilebilmeleri, istikrarın önemli bir şartı.

Saniyorum, Kürt sorununda da bir yol ayırımına geldik. Bundan sonra Türkiye Cumhuriyeti ya özgürlükçü ve çoğulcu düzenin doğal bir gereği olarak Kürtlere etnik kimliklerini serbestçe ifade etme özgürlüğünü tanıyarak Kürt sorununu demokrasi içinde çözecek ya da çözemeyecek. Geleceği seçmek elimizde.

Bugün dünyada ve toplumumuzda yaygın bir demokrasi, özgürlük ve barış talebi var. Sorunlarımızı demokrasi içinde çözmek için koşullar her zamandan daha elverişli. Bütün toplumlar kendilerini yeni koşullara uydurma; yenileme uğraşısında. Ülkemizde halkın çoğunluğu kimliklerin, fikirlerin bastırılması; farklılığa tahammülsüzlük bitsin istiyor. Parlamento bu talebe cevap vermek zorunda. Böylelikle yipranmış olan saygınlığını onarma olanağını da bulacak. Burada en büyük görev parlamento ve topluma yol gösteren siyasi liderlere düşüyor.

Siyasi lider ve partilerimiz bu görevi yüklenmeye hazır mı? O başka bir soru.

Leyla Zana: İstifa etmiyorum

Kardeşlik için SHP Diyarbakır Milletvekili Zana, başına taktığı sarı-kırmızı-yeşil renkli bandın Kürt halkı tarafından simge olarak kabul edildiğini söyledi. Zana; yeminden sonra Kürtçe "Bu metni Kürt ve Türk halkının kardeşliği için okudum" diye bağırıldığını belirtti.

LEYLA TAVŞANOĞLU

SHP Diyarbakır milletvekili Leyla Zana, and içme töreninde söylediği Kürtçe sözler üzerine Genel Başkan Erdal İnönü'nün, istifasını istemesi konusunda, "Partisini korumakta haklıdır. Parti disiplini neyse uygulanır. Ama kendimiz istifa etmeyeceğiz" dedi.

Leyla Zana'yla, önceki gün meclisteki and içme töreninde tepkiyle karşılanan Kürtçe sözleriyle ilgili olarak telefonda konuştuk. Konuşmamız soru, yanıt biçiminde şöyle:

— And içme metnini okuduktan sonra neden Kürtçe bir cümle eklemek gereğini duydunuz?

ZANA — Doğal olarak ben bir Kürdümlü ve kendi inadıyla konuşma hakkına da sahibim. Ben yemin metninin tümünü okudum. Zaten ben kürsüye gitmeden önce zaten iyi bir şekilde izlemişsiniz, masalara vurmalar gürültüler başladı. Yani en başta birbirimizi dinlemeyi öğrenmeliyiz.

Birbirimize saygılı davranmayı öğrenmeliyiz. Biz her görüşe, her insana saygı gösteririz.

Çok zıt görüşte olan insanlar da vardı orada, ama onlar çünkü bir son derece saygılı karşıladık. Bunu bütün arkadaşlardan da beklerdik. Ama büyük bir tepkiyle karşılaştık. Biz yemin metnini okuduktan sonra Kürtçe şunu ifade ettim: Dedim ki: Bu metni Kürt ve Türk halkının kardeşliği için okuduk. Zaten ondan sonrasını sizler de izlediniz. Açık söyleyeyim, biz hayal kırıklığına uğramadık. Çünkü basın günlerce bunu işledi. Orada bizi öcül durumuna soktular. Biz oraya barışı sağlamak, demokratik ortamda mücadele etmeye geldik.

Oysa bize başka bir gözle bakılıyor. Sanki savaşa geymiş gibi bir imaj var. Bunu biraz da bizi yarattı. Biz diyoruz, dilimiz Türk halkıdır. Bu kadar duyarl olur ve kardeşliğe

SAVAŞA GELMEDİK — Kendilerine sanki savaşa gelmiş gibi bakıldığını belirten Zana; "Biz diyoruz ki Türk halkı da bu kadar duyarl olur ve kardeşliğe uzatılmış eli ellerinin tersiyle bir daha itmezler" dedi.

uzatılmış eli, ellerinin tersiyle bir daha itmezler. Çünkü sonuç iki taraf için de kötü olacaktır. Biz de durumdan hoşnut değiliz. Biz milletvekilliği peşinde de değiliz. Biz gerçekten barışı sağlamak için buradayız. Yani eğer bu durumlar olursa biz çekinmeden milletvekilliğini bırakıp da gideriz. Ama diyoruz ki halen o noktaya gelinmemiştir.

— SHP Genel Başkanı Erdal İnönü istifanızı istedi. İstifa edecek misiniz?
ZANA — Biz istifa etmeyeceğimizi söyledik. Partisini korumakta haklıdır. Kendisine saygı duyuyoruz. Bu en tabii hakkıdır. Parti disiplini neyse o uygulanır. Biz saygıyla karşılarız, ama kendimiz istifa etmeyeceğiz.

— And içme töreninde başınıza taktığınız kırmızı, sarı ve yeşil renkli bandın PKK'yi simgelediği iddiaları var. Ne diyorsunuz bu konuda?
ZANA — Hayır, efendim. Bu 1940'larda Mahabat Kürt Cemiyeti kurulduğunda Kürt halkı tarafından bir simge olarak kabul edilmiş renklendir. Geçen sene İçişleri Bakanlığı'nun yayımladığı bir genelgeyle bölgede bu üç renk yasaklandı. Bölgede kırmızı, yeşil, sarı giyen analarımız, bacılarımız elbiseleri ortılarak çirliçiplak bıraktı. Böyle bir ortamda biz bunu protesto amacıyla taktık. Renkler yasaklanamaz. Dünyanın hiçbir ülkesinde renk yasaklanmamıştır. Renklerin yasaklandığı bir ülke görülmüş müdür, şimdiye kadar?

— And içme töreninden önce andı Kürtçe okuyacağınız iddialarına karşılık "Türkçe konuşacağız" demişsiniz. Buna karşın andın, sonuna neden Kürtçe bir cümle eklediniz?
ZANA — Türkçe yemin metni okuyacağız, dedim ve okudum. Ama ondan sonra Kürtçe metni Türkçe bitirdikten sonra Kürt ve Türk halkının kardeşliği için okudum, dedim.

— And içme töreninden önce andı Kürtçe okuyacağınız iddialarına karşılık "Türkçe konuşacağız" demişsiniz. Buna karşın andın, sonuna neden Kürtçe bir cümle eklediniz?
ZANA — Türkçe yemin metni okuyacağız, dedim ve okudum. Ama ondan sonra Kürtçe metni Türkçe bitirdikten sonra Kürt ve Türk halkının kardeşliği için okudum, dedim.



MECLİS TUTANAKLARINDAN

Kavgalı yemin ve 'bilinmeyen bir dil'

ANKARA (ANKA) — SHP'li Leyla Zana'nın yemini ettikten sonra söylediği Kürtçe sözler, Meclis tutanaklarında 'bilinmeyen bir dil' olarak nitelendirildi.

SHP'li Leyla Zana ve Hatip Dicle'nin yemin töreni sırasında yol açtıkları tartışmalar, Meclis'in tutanaklarına şöyle yansdı:

Hatip Dicle: Ben ve arkadaşlarım bu metni anayasanın bakışı altında okuyoruz (DYP ve ANAP sıralarından sürekli sıra kapaklarına vurmalar, gürültüler).

Ülkü Gökalp Güney: İn oradan aşağı. Sayın Başkan, onu aşağı indir. Yemin sayılmaz. Yemin yapmadı.

Eyüp Aşık: Böyle yemin olur mu...

Başkan: Sayın Dicle, lütfen gelip yemin eder misin?

Baki Tuğ: Anayasaya uygun olarak yemin etsin.

Başkan: Sayın Dicle, Sayın Dicle.

Ercüment Konukman: Özur dilesin.

Başkan: Bir dakika. Lütfen anayasaya göre okuyun.

Hatip Dicle: Sayın Başkan sizi dinliyorum (DYP, ANAP ve RP sıralarından gürültüler. DYP sıralarından 'Sözünü geri alsın' sesleri).

Başkan: Anayasaya göre yeminini yapacak.

Hatip Dicle: Evet anayasanın 81'inci maddesine göre okuyorum.

Eyüp Aşık: Sözünü geri alsın önce.

Şadan Tuzcu: Tutanaklara

geçti. Sözünü geri alsın.

Hatip Dicle yemini okudu.

Ülkü Gökalp Güney: Sayın Başkan, evvela özür dileyerek. Sayın Başkan, aşağı indir.

Vefa Tanır: Yüce Meclis'ten evvela özür dileyerek Sayın başkan. Ne şekilde yemin ederse etsin, o sözlerin zabitlardan çıkarılması lazım. Yoksa yemini kabul değildir.

Başkan: Sözümü geri alıyorum de. Geri alıyorum de. Sözümü geri alıyorum de. Oku.

Hatip Dicle: Anayasadaki yemini okuyorum.

Hasan Ekinci: O sözlerin zabitlardan çıkarılması lazım.

Hatip Dicle: Kararı siz verin. Bu metni okuyup ineyeğim.

Başkan: Sözümü geri alıyorum de.

Hatip Dicle: Anayasa Mahkemesi karar verir.

Başkan: Anayasa gereği değil, anayasada böyle hüküm yok. Sözümü geri alıyorum de ve yemininizi yapın.

Nabi Poyraz: Meclis'in karar alması lazım.

Hatip Dicle: Sayın Başkanım, bu ancak genel kurul kararı ile olur, daha hepimiz yeniyiz. Yemin içmeden milletvekili olamayız.

Başkan: Anayasanın gereği bu. Anayasanın dışında bir yemin olamaz. Bir teklif de oraya giremez. Onun için rica ediyorum. Sözümü geri aldım de, yeminini yap.

Hatip Dicle: Sayın Başkanım, ben bu yemini burada okuyacağım. Karar verecek olan sizlersiniz.

Başkan: Yasaya uymaya mecbursun. Bu yasa benim se-

nin için yapılmamış.

Hatip Dicle: Anayasanın 81'inci maddesi gereğince...

Başkan: Olmaz, o zaman başkan olur (Isparta Milletvekili **Ertekin Durutürk** ve Afyon Milletvekili **Ethem Kelekçi** kürsüye çıktılar).

Ethem Kelekçi: Yakasındaki bayrak önemli.

Başkan: Lütfen siz çıkın. Lütfen, lütfen.

Ethem Kelekçi: Bu mendil değil.

Ertekin Durutürk: Burası Türkiye Cumhuriyeti'nin parlamentosu. Sözünü geri almadan yemin edemezsiniz (Bir grup SHP milletvekili kürsüye çıktılar ve 'müdahale edemezsiniz' sesleri).

Ertekin Durutürk: Müdahale ederim. Doğru dürüst yemin edecek.

Başkan: Oturuma ara veriyorum.

Leyla Zana'nın yemini

Leyla Zana: Devletin varlığı ve bağımsızlığını, vatanın ve milletini bölünmez bütünlüğünü, (DYP sıralarında 'bayrağı indir' sesleri, DYP ve ANAP sıralarından sıra kapaklarına vurmalar, gürültüler.)

Mahmut Öztürk: Burası Türkiye Cumhuriyeti.

Başkan: Bir dakika bakar mısınız?

Mahmut Öztürk: Burası Türkiye Cumhuriyeti.

Salih Sümer: Mahmut, ayıp ayıp.

Adnan Keskin: Otur yerine.

Başkan: Sayın milletvekilleri, müsaade buyurur musunuz? Türkiye Cumhuriyeti bir kanun

devletidir. And içme de kanunun gösterdiği şekilde yapılır, bunun dışında yapılan bir yemin de yemin sayılmaz ve üye de üye olmaz. Devletler yasalarla kurulur ve yasalarla idare edilirler. Herkesin aklını estiği yerde, kurulduğu yerde han yapılmaz. Bundan evvel de Anavatan hükümetinin getirdiği bir kanun vardı. Kürtçe konuşmak yasaktı, kanunu getirdiler. Bizim grubumuz da genel başkanımız demirle olmak üzere.

Kamer Genç: Başkan propaganda yapma.

Başkan: Ben propaganda yapmam, olanı konuşurum, ona göre hareket edin.

Leyla Zana ikinci kez kürsüye geldi ve metni okudu.

Leyla Zana: (Hatip tarafından bilinmeyen bir dille birtakım kelimeler ifade edildi.)

Ülkü Güney: Son cümlesinin zabitlerden çıkarılması gerekir. Yemini tekrarlasın, efendim.

Nabi Poyraz: Sayın Başkan, ne dedi belli değil ki.

Yücel Seçkiner: Bize küfür etti.

Başkan: Efendim, yemin işlemi devam etsin. Biz zaptı isteyip bakacağız, zata göre hareket edeceğiz.

İrfan Demiralp: Yeminin geçerli olmadığını lütfen zabitlere geçirin.

Başkan: Efendim, zapta bakıldıktan sonra karar vereceğiz.

Ercüment Konukman: Stenograflar Kürtçe bilmiyorlarsa bunu nasıl zaptedebilirler.

Vefa Tanır: Beni bağışlayın desin. Yeminini keelenmeyekün sildi gitti efendim.

Dicle İhraç edilirse arkadaşlarla birlikte hareket ederiz. Işıklar SHP'den ayrılmayı düşünmüyoruz.

Yemin HEP'te kriz yarattı

İç Politika Servisi — TBMM'de önceki gün ant içme sırasında çıkan olaylar, SHP'nin HEP kökenli milletvekilleri arasında krize yol açtı. Anayasal zorunluluk nedeniyle yemin ettiğini belirterek olayların çıkmasına neden olan Diyarbakır Milletvekili **Hatip Dicle**, SHP'den ihraç edilmesi halinde HEP kökenli milletvekilleriyle birlikte hareket edeceklerini belirtirken, HEP kökenli milletvekillerinin lideri **Fehmi Işıklar**, SHP'den ayrılmayacaklarını söyledi. Işıklar, Hatip Dicle'nin, yemin sırasındaki tavrıyla ilgili olarak, 'arkadaşlar tarafından görevlendirildim' şeklindeki açıklamasını da yalanladı.

SHP listelerinden aday olan HEP kökenli milletvekilleri, dün sabah erken saatlerde SHP grup yönetim kurulu salonunda bir araya gelerek son olaylarla ilgili bir değerlendirme yaptılar. AA'ya göre, SHP Diyarbakır Milletvekili ve HEP eski Genel Başkanı **Fehmi Işıklar**, yaklaşık birbuçuk saat süren toplantıdan sonra Genel Başkan **Erdal İnönü'nün** çalışma odasına giderek, toplantı hakkında bilgi verdi. Gazetecilerin sorularını cevaplandıran Işıklar, arkadaşlarıyla birlikte SHP'de politik çalışmalarını sürdüreceklerini belirterek, şöyle konuştu:

"Zaten amacımız buydu. Katkıda

bulunacağız. İki arkadaşımız istifalarıyla ilgili olarak, kendi iç dünyalarında bir değerlendirme yapacaklar, kendi kararlarına varacaklar. Ve sanıyorum, genel başkanın istediği istikamette bir davranışta bulunurlar.”

HEP kökenlilerin aralarında ikiye bölündüğü yolunda izlenim bulunduğunun hatırlatılması üzerine, Işıklar, “Şimdilik öyle bir durum yok” dedi.

Diyarbakır Milletvekili Fehmi Işıklar, ant içme töreni sırasında meydana gelen olaylar karşısında parlamentoda gereğinden fazla tepki gösterildiğini ileri sürdü.

Işıklar sözlerini şöyle sürdürdü:

“Biz her hal ve şartta hem bu yanlış ve abartılı algılamaları ortadan kaldırmaya çalışacağız hem de iç barışa ve demokrasiye daha çok katkı sağlayacağız. SHP’yi sıkıntıda bırakacak bir şey yapmamak gerekiyor.”

Işıklar, Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle’nin yemin sırasındaki tavrı konusunda “Arkadaşları tarafından kendisinin görevlendirildiği” şeklindeki sözleriyle ilgili olarak da, böyle bir görevlendirmenin söz konusu olmadığını bildirdi.

UBA’nın haberine göre de Diyarbakır milletvekili Hatip Dicle, TBMM’de yaptığı davranışın hoşgörüle karşılanmayacak boyutlarda olmadığını belirterek, bunun ardından İnönü’nün istifasını istemesini de eleştirdi. Dicle, “SHP’ye zarar verdiğimiz yorumlarına katılmıyorum, inanıyorum ki, Türk halkı, bizi anlayacaktır” dedi. Hatip Dicle, HEP’in SHP ile bir seçim ittifakı yaptığını ve bütün kampanya döneminde bölgede bunun vurgulandığını öne sürerken de, SHP’yi bu ittifakı ‘birleşme’ diye sunarak, olayı çarpıtmakla suçladı. Dicle, “Zaten SHP’nin ilke ve programlarını aşan düşüncelere sahibiz. Eve dönmeyi düşünüyorduk” dedi.

“SHP içinde ya da bağımsız olarak düşündüklerimizi söylememize büyük engel çıkarılırsa, milletvekilliğinden istifa eder, halkımızın arasına döneriz” diyen Hatip Dicle, Cumhurbaşkanı Özal’ın önemli adımlar attığını ve Kürt sorunu konusunda tabu olarak kabul edilen çözüm önerilerini dile getirdiğini de hatırlattı.

Erdal İnönü’nün istifalarını istediği Hatip Dicle ve Leyla Zana’nın SHP grup toplantılarına katılmayacakları öğrenildi.

Sarı, kırmızı yeşil Meclis’te

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — 19. dönem çalışmalarına dün başlayan TBMM’deki, ant içme töreni oldukça renkli geçti. Daha önce Kürtçe yemin edecekleri öne sürülen HEP kökenli SHP milletvekillerinden bazıları “sarı-kırmızı-yeşil” renkli yaka mendilleriyle genel kurul salonuna girdiler. SHP Diyarbakır Milletvekili Leyla Zana aynı renkleri içeren bir saç bantı ile Meclise geldi. TBMM’ye ilk kez adım atan yeniler kadar, tecrübeli parlamenterler de kendilerini yemin heyecanına kapırdı. Başbakan ve ANAP Genel Başkanı Mesut Yılmaz, Meclise girdikten sonra beraberindekilere “Biz şimdi nereye gidiyoruz” diye sordu. Eski Başbakan Yıldırım Akbulut ise eski alışkanlıkla önce iktidar kulisine ardından muhalefete ayrılan kulise yöneldi. TBMM’de iktidar kulisi sakin göründü, buna karşın muhalefet kulisini SHP, ANAP, Refah ve DSP paylaştı ve neredeyse milletvekillerine oturacak yer kalmadı, bu arada SHP’nin HEP kökenli milletvekilleri birbirlerinden hiç ayrılmadılar ve ant içme sıralarının gelmesini birlikte beklediler. Her iki kuliste de yeni milletvekillerinin son derece tedirgin oturdukları gözlemlendi. Bu arada izleyici locaları da ant içen milletvekillerinin yakınları ile doldu. Çok sayıda izleyici oturacak yer kalmadığı için içeri alınmadı.

12 Eylül öncesinin liderleri Bülent Ecevit, Alpaslan Türkeş ve Necmettin Erbakan, TBMM Genel Kurul kürsüsüne çıkarak yeniden ant içtiler. Ecevit, beraberinde DSP milletvekilleriyle saat 11.30 sıralarında TBMM’ye girdi. Ecevit, gazeteciler ve Meclis personeliyle bir süre sohbet ettikten sonra genel kurul salonunda partisine ayrılan bölümde, foto muhabirlerine poz verdi. Saat 15.00’te en yaşlı üye Elazığ Milletvekili Ali Rıza Septioğlu’nun başkanlığında toplanan TBMM Genel Kurulu’na, RP lideri Erbakan ve Türkeş, saygı duruşu ve istiklal marşı okunduktan sonra kulis kapısından girdiler.

7 KASIM 1991

SHP'li Hatip Dicle'nin, "Yemin metnini anayasa baskısı altında okuyorum" demesi sert tartışmalara yol açtı

Meclis'te Kürtçe sloganlar atıldı

Meclis'te Atatürk için yapılan saygı duruşunda RP Karaman Milletvekili Zeki Ünal ayağa kalkmadı. Ünal, trafik kazası geçirdiği için ani ayağa kalkmadığını söyledi.

ANKARA (AA) — TBMM'de 19. dönem çalışmalarına milletvekillerinin ant içme töreniyle başlandı. Başbakan Mesut Yılmaz ve Dışişleri Bakanı Safa Giray, İtalya'da düzenlenen NATO zirvesine katılacakları için sıralarından önce ant içtiler. Ant içme töreni sırasında, HEP kökenli SHP Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle'nin, "Yemin metnini anayasa baskısı altında okuyorum" demesi sert tartışmalara yol açtı. Diyarbakır Milletvekili Leyla Zana, başında ve boynunda sarı-kırmızı ve yeşil renklerden oluşan bantlarla geldiği Meclis kürsüsünde itirazlar üzerine iki kez ant içti. Zana, ant içtikten sonra Kürtçe sloganlar attı.

Genel kurul salonuna ilk olarak DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, partili altı milletvekiliyle gelerek, kendilerine ayrılan sıralara oturdular.

Daha sonra SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Hatay Milletvekili Onur Kumbaracıbaşı ile birlikte salona geldi. Hemen arkasından da DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel salona girdi. DYP'liler Demirel'i ayakta alkışladılar.

Başbakan ve ANAP Genel Başkanı Mesut Yılmaz ile TBMM'nin geçici başkanlık divanı da aynı anda salona girdiler. Bu sırada divanı alkışlayan DYP'liler ile Yılmaz'ı alkışlayan ANAP'lıların alkışları birbirine karıştı.

TBMM Geçici Başkanı Ali Rıza Septioğlu ise saat 15.00'te birleşimi açtı. Divanda kâtip üye olarak SHP Siirt Milletvekili Zübeyir Aydar ve DYP Şanlıurfa Milletvekili Sedat Edip Bucak yer aldı.

Bandonun çaldığı İstiklal Marşı'nın dinlenmesinden sonra Septioğlu, "Yüce parlamentonun görevini yapacağı inancıyla aziz Türk milletini selamlıyorum" diyerek toplantıyı açtı.

İlk yemini Septioğlu yaptı. Septioğlu, yeminin son bölümünde, "Namusum ve şerefimin üzerine" sözlerini atlaması nedeniyle yemininin bu bölümünü tekrarlamak durumunda kaldı.

Yılmaz ve Giray'ın yemini

Septioğlu, daha sonra Başbakan ve ANAP Genel Başkanı Mesut Yılmaz ile Dışişleri Bakanı Safa Giray'ın İtalya'da yapılacak NATO zirvesine katılacaklarını, bu yüzden öncelikle yemin talebinde bulduklarını belirtti. Kürsüye davet edilen Yılmaz ve Giray, milletvekili andını içtiler.

Daha sonra da Adana'dan başlayarak alfabetik sıra ile ant içmeye geçildi.

Diyarbakır milletvekillerinin ant içmesi sırasında olay çıktı. HEP kökenli SHP Milletvekili Hatip Dicle, kürsüye geldiğinde yemin metnini "Anayasanın baskısı altında okuyorum" demesiyle genel kurul salonu karıştı. Milletvekillerinin tepkisi üzerine Meclis Geçici Başkanı Ali Rıza Septioğlu, Dicle'yi, "doğru okumaya" davet etti. DYP'li Vefa Tanır, "Anayasaya göre oku" diye bağırды. Bu arada DYP ve RP sıralarından, "Burası Türkiye Cumhuriyeti'nin Meclis'i sözünü geri al" şeklinde bağırışmalar yükseldi. Başkan Septioğlu, bunun üzerine Hatip Dicle'ye yemin metnini yeniden okuttu. Ancak milletvekilleri Dicle'nin sözünü geri alması için tepki göstermeye devam ettiler ve sıra kapaklarını vurmaya başladılar. Tartışmaların uzaması üzerine Başkan Septioğlu, oturuma 15 dakika ara verdi.

Başbakan Yılmaz, salondan ayrılırken yan yana oturan Erbakan ve Türkeş'in ellerini sıkıttı.

Milletvekilleri anayasa uyarınca şu andı içtiler:

"Devletin varlığı ve bağımsızlığını, vatanın ve milletin bölünmez bütünlüğünü, milletin kayıtsız ve şartsız egemenliğini koruyacağıma, hukukun üstünlüğüne, demokratik ve laik cumhuriyete ve Atatürk ilke ve inkılaplarına bağlı kalacağıma, toplumun huzur ve refahı, milli dayanışma ve adalet anlayışı içinde herkesin insan haklarından ve temel hürriyetlerinden yararlanması ülküsünden ve anayasaya sadakattan ayrılmayacağıma, büyük Türk milleti önünde namusum ve şerefim üzerine ant içerim."

TBMM'de Ankara milletvekillerinin ant içmesinden sonra büyük önder Mustafa Kemal Atatürk için saygı duruşunda bulunuldu.

Genel kuruldaki saygı duruşu sırasında, RP Karaman Milletvekili Zeki Ünal ile RP Çorum Milletvekili Muharrem Şemsek'in ayağa kalkmadıkları görüldü. Şemsek, sakatlığı nedeniyle yaşamını tekerlekli sandalyede sürdürüyor.

Zeki Ünal da genel kuruldan çıkarken, gazetecilerin "Neden ayağa kalkmadınız" sorusuna, "Trafik kazası geçirdim, o nedenle kalkamadım" karşılığını verdi.

Atatürk için yapılan saygı duruşundan sonra yemin törenini izleyen Genelkurmay Başkanı Orgeneral Doğan Güreş ve beraberindeki kuvvet komutanları TBMM'den ayrıldılar.

Yemin törenini, Türkiye'deki yabancı misyon şefleri, yüksek yargı organlarının temsilcileri, YÖK Başkanı Prof. Dr. İhsan Doğramacı ve çok sayıda davetli izledi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün eşi Sevinç İnönü de töreni yabancı konuklar locasından takip etti.

SHP Antalya Milletvekili Deniz Baykal'ın, yeminini ettikten sonra genel kurul salonundan ayrılırken DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit ile tokalaştığı görüldü.

Talabani'nin PKK planı

- 1 Sınırdaki tampon bölge kaldırılarak yeni yerleşim birimleri kurulacak.
- 2 PKK'nın girmesine izin verilmeyecek peşmerge denetimindeki köylerle Türkiye arasında sınır ticareti geliştirilecek.
- 3 Sınırdaki bir tür 'serbest ticari bölge' kurulacak.
- 4 Gerekli önlemlerden sonra TSK'nın sınır ötesi operasyonlarına son verilecek.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Kuzey Irak'taki Kürt örgütlerinin ay başında aldığı "PKK ile mücadele kararı" çerçevesindeki Türkiye-İrak sınırının yeniden 'meskun mahal'e dönüştürülmesi planı, son gelişmeler nedeniyle 'şimdilik' ertelendi. Türk Silahlı Kuvvetleri'nin (TSK) cuma günü başlattığı sınır ötesi operasyon ve bu operasyona Kürt örgütlerinin gösterdiği 'sert' tepki sonrasında 'uygulamaya konulması olasılığı azalan' plan, sınırdaki peşmerge denetiminde Kürt köyleri kurulmasını, Türkiye'nin de bu girişimi maddi ve siyasi açıdan desteklemesini içeriyor. Kürdistan Demokrat Partisi'nin (KDP) Ankara Temsilcisi Siamand Banaa, söz konusu planın 'PKK'yı bölgeden temizlemenin tek yolu' olduğunu savunarak "Türkiye, kararını hemen vermelidir" dedi.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB) lideri Celal Talabani ve KDP'nin ikinci adamı Neçirvan Barzani ile eylül ayı ortasında yaptığı görüşmelerde gündeme gelen planın, Ankara'da yapılacak görüşmelerde yeniden ele alınması kararlaştırılmıştı. Edinilen bilgiye göre erken genel seçim sonuçlarının ANAP'ı iktidardan düşürmesi ve Cumhurbaşkanı Özal'ın 'anayasa çizgisine çekilmesini kaçınılmaz kılması' sonrasında Kürt yetkililer, başkentte yapacakları görüşmeleri 'siyasi parti liderlerinin de katılımıyla genişlet-



Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani DYP lideri Süleyman Demirel'i Güniz Sokak'taki evinde ziyaret ederek görüştü. Görüşmede PKK'yı Kuzey Irak'tan çıkarma planı üzerinde durulduğu bildirildi. (Fotoğraf: AA)

meyi' kararlaştırdılar. TSK operasyonu nedeniyle gündemin büyük ölçüde değişmesine karşın KYB lideri Talabani'nin Süleyman Demirel'le görüşerek başladığı temaslarda da ele alındığı öğrenilen 'plan' şöyle özetlenebilir:

"—Kürdistan Cephesi'nin 7 ekimdeki 'PKK ile mücadele kararı' sonrasında KDP'nin 300

peşmergeyle PKK'nın Harkurk kampını kuşatması ve 8 erin serbest bırakılmasını sağlama, benzeri eylemlerle PKK'nın yıldırlması (ancak KDP, 7 ekim kararını, TSK'nın son operasyonu nedeniyle iptal etti),

—Türkiye ile Irak arasındaki 300 kilometreyi aşkın sınırın tam bir askeri denetiminin her

iki taraftan da olanaksızlığı nedeniyle 'doğal' denetim yolu olan yeni yerleşim düzenine geçilmesi,

—Bu çerçevede, sınırın güney bölgesinde 'tampon bölgenin' fiilen kaldırılarak arazinin izin verdiği her alanda yeni köyler kurulması,

—Peşmergelerin denetleyeceği ve PKK'nın girmesine izin ve-

Cumhuriyet 17 ARALIK 1991

DYP-SHP hükümet protokolü bugün imzalanıyor.

İnsan Hakları Bakanlığı kuruluyor

rilmeyecek bu köylerde, tarım, hayvancılık etkinlikleri ve Türkiye ile sınır ticaretinin geliştirilmesi,

—Sınır bölgesinde bir tür 'serbest ticari bölge' yaratılması,

—Sınır köylerinin kurulmasında, bölgeye giderek inceleme yapacak Türk uzmanlarının göstereceği yerlerin esas alınması,

—Bu köylerin kuruluşu için Türkiye'nin maddi ve siyasi destek sağlaması, Uluslararası Kurtarma Komitesi (IRC) ve Global Partners kuruluşunun köylerin inşasında görevlendirilmesi,

—Türkiye'nin sınırları içinde kalan bölgede, eski önlemlerin yoğun biçimde devamı, ancak TSK'nın sınır ötesi operasyonlarına son verilmesi.”

KDP temsilcisi: 'Kararınızı hemen verin'

KDP'nin Ankara Temsilcisi Banaa, KDP lideri Mesut Barzani'nin 'TSK'yi protestosu' çerçevesinde Ankara'dan ayrılmaya hazırlanırken söz konusu plan konusunda Cumhuriyet'e açıklamalarda bulundu.

Banaa, 1988'e kadar Türkiye-Irak sınırının köylerle dolu olduğunu ve bu dönemde, 1985 ve 1987'deki 'münferit' olaylar dışında sınır denetiminin peşmergelerce 'aksamadan' sağlandığını söyledi. Banaa, "PKK'yi Kuzey Irak'ta barındırmamanın yolu askeri yöntemlerden geçmiyor. İyi donanımlı Türk ordusu bile kendi topraklarında bunu başaramadıktan sonra bizim Kalashnikoflu partizan gruplarımızın PKK'yla tümüyle baş etmesi mümkün olmaz. Bunun için sızırı meskun mahal yapalım dedik. PKK'yi temizlemenin tek yolu budur. Türkiye, kararını hemen vermelidir" diye konuştu.

Banaa, ayrıca kendi ellerinde helikopter ve radar bulunmamasının da 'askeri denetimi' güçleştirdiğine işaret ederek "Sınırdaki yeni köyler kurulsun. Uluslararası yardım kuruluşları hem inşaat hem sağlık hizmetleri için bölgede dursun. Hayvancılık başlasın. Bakın o zaman PKK buralara girmeye cesaret edemeyecektir. Bizim insanlarımız PKK'ya tepkilidir. Köylerine PKK'yi sokmayacaktır" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-rosu) — DYP-SHP koalisyon hükümetinin çatısı bugün oluşturulacak. İnsan Hakları ve Kadın Sorunları bakanlıklarının yeni kabinede yer alması kesinleşti. DYP tarafından seçimlerden önce öngörülen Denizcilik, Gençlik ve Spor, Bayındırlık ve İmar bakanlıklarının oluşturulması ve devlet bakanlıkları sayısının ne kadar indirileceği ise, iki partinin liderleri tarafından bugün tartışılacak. Liderler, hükümette hangi bakanlıkların olacağı ve bu bakanlıkların iki parti arasındaki dağılımının hangi oranda gerçekleşeceği konusunda görüşbirliğine vardıkları sonradan Bakanlar Kurulu listesini oluşturacaklar.

Koalisyon protokolü dün DYP'den Genel İdare Kurulu üyeleri Şanlıurfa Milletvekili Necmettin Cevheri ve Bartın Milletvekili Köksal Toptan, SHP'den Genel Sekreter Yardımcısı Ertuğrul Günay ve MYK üyesi Korel Göymen'den oluşan bir komisyon tarafından hazırlandı. TBMM Başkanlık seçiminden sonra bir araya gelen DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel ve SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, komisyonun hazırladığı protokol metnini gözden geçirdiler. İki liderin koalisyon protokolünü bugün imzalamaları bekleniyor.

İki partinin de kurulmasını seçimden önce öngördükleri İnsan Hakları ve Kadın Sorunları bakanlıklarının yeni kabinede yer alması, liderlerin hükümetin çatısını oluşturmak için bugün yapacakları görüşmeden önce kesinleşti. SHP, bu iki bakanlığın görevlerinin ne olacağı yö-

nünde yaptığı kapsamlı çalışmayı bir metin haline getirerek DYP'ye sundu. SHP her iki bakanlığın da teşkilatlı bir bakanlık olmasından çok, diğer bakanlıklar arasında bu konularda koordinasyonu sağlayacak bakanlıklar olmasını öngörüyor. Buna göre kadın sorunlarına ve insan haklarına, tüm Bakanlar Kurulu sahip çıkacak.

SHP'nin öngördüğü biçimde, İnsan Hakları Bakanlığı, uluslararası kuruluşlar ile bağlantılı ve onların doğrultularında çalışacak. Bakanlıklar arasında, insan hakları konusunda koordinasyon sağlayacak. TBMM İnsan Hakları Komisyonu'nun uzantısı olarak oluşturulması düşünülen İnsan Hakları Bakanlığı ile komisyon da işlevsel hale gelecek.

SHP Genel Başkanı İnönü'nün kabinede yer almayacağı, alması durumunda Başbakan Yardımcılığı'nın dışında bir bakanlığı da üstlenip üstlenmeyeceği dün de açıklık kazanmadı. İnönü, partisinin dün toplanan Meclis grubunda, milletvekillerine koalisyon hazırlıklarıyla ilgili gelişmeleri anlattı.

Halkın beklentileri doğrultusunda yeni bir dönemin başladığını vurgulayan İnönü, "bakanlıkların nasıl paylaşılacağı konusuna henüz değinilmediğini" kaydetti. Demokratikleşme, Güneydoğu ve ekonomi protokollerini anlatan İnönü, önümüzdeki döneme "demokratikleşmenin damgasını vuracağını" söyledi. İnönü, "Bu noktaya kolay gelindiği zannedilmesin, şimdiye değin muhalefette yapılanlar, insanların cezavlerinde çektikleri unutulmasın" dedi.

Cumhuriyet 2 ARALIK 1991

Renkleri Yasaklayabilmek...

HASAN CEMAL

Renkler de yasaklanabilir mi?..

Herhangi bir uygar ülkede böyle bir soruyu herhalde rastlanmaz; insana deli diye bakarlardı. Ama bu ülke Türkiye olunca, ne yazık ki böylesi sorular sorulabiliyor.

Çünkü bu ülkede yalnız düşünceler değil, sözcükler değil, renkleri de yasaklanabiliyor bazen.

Evet öyle.

Biri benim de başımdan geçmişti

12 Eylül dönemi:

1982 yılının ekim ayı. Askeri yönetimin anayasası için halkoylamasının hazırlıkları sürüyor. Farkında değilim, ama oy pusullarının renkleri de belirlenmiş: Kabul oyları beyaz, ret oyları mavi.

Bu arada askeri yönetim, hayır'ın değil propagandasını, 'telkin'ini bile yasaklamış durumda. Sıkıyönetimden telefon üstüne telefon alıyoruz "Yasağa uymazsanız, gazeteyi kapatırız" diye.

İşte o günlerde karikatürcü arkadaşlarımızda bir 'mavi aşkı' uç vermişti. Durmaksızın mavi rengin erdemini, güzelliğini çiziyorlardı.

'Hayır' yasaklanmıştı, ama renge de yasak gelecek değildi ya...

Ama yanıldılar.

21 Ekim 1982 tarihinde öğleden sonra telefonum çaldı. Selimiye santralindeki astsubay her zamanki gibi adımı sorduktan sonra "Komutanımı irtibatlıyorum" dedi.

Ve kurmay başkanı, o bildik boğuk sesiyile konuştu:

"Özellikle Cumhuriyet'i uzun zamandır izliyoruz. Anayasa konusunda artık en küçük bir ima, telkin, telmih yoluyla dahi olsa en ufak bir şey istemiyoruz. Yoksa derhal kapatacağız."

Bir an durdu:

"Bir de mavi konusu var" diye devam etti; "Sizde kimdi o, birileri var, hep mavi diye çiziyor. Bundan sonra mavi de olmacak, anlaşıldı mı?.."

Böylece 12 Eylül, yasakları arasına bir rengi de katabilmiş ender askeri yönetimlerden biri olarak tarihe adını yazdırmış oluyordu.

Yıllar sonra, İsviçre'deki uluslararası bir toplantıda bu olayı anlattığım zaman yabancı meslektaşlarımın bana nasıl acıyarak ve sanki uzaydan gelmiş biriymişim gibi baktıklarını hiç unutamadım...

★

12 Eylül geçmişte kaldı, ama renkleri bile yasaklayan o totaliter zihniyet değişebildi mi ülkemizde?

Yazık ki hayır.

Bugün hâlâ kimi renkleri yasak kapsamında.

Dün gazetemizin dördüncü sayfasında yer alan bir haberde şunlar yazılıydı:

"Sarı, kırmızı ve yeşil renklerden oluşan formayı giydikleri gerekçesiyle Hakkâri Bellediyesporlu futbolcularla antrenörleri hakkında soruşturma açıldı. Bu renkleri Kürtlerin simgesi sayılıyor. Sahada görevli güvenlik mensupları, futbolcuların 'yasak renklerle' maça çıktıklarını bir tutanakla saptadılar. Cumhuriyet savcılığı yetkileri, 'Soruşturmanın seyrine göre karar verilecek; dosya DGM'ye de gönderilebilir' dediler."

Maviden sonra...

Sarı, kırmızı, yeşil...

Hiç olacak şey mi?

Bu kafayla nereye gidilebilir ki?..

Bu kafa, yalnız yasaları değiştirmekle değişebilir mi?

Sanmıyoruz.

★

Gelecek hafta 10 aralıkta, beş yıldır yaptığımız gibi yeni bir İnsan Hakları Haftası'nı daha kutlayacağız.

Bu vesileyle, İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı, Ankara Büromuzdan Turan Yılmaz'ın sorularını yanıtlarken şunları söyledi:

"Birleşmiş Milletler'in bu yıl içinde yaptığı bir değerlendirmeye göre Türkiye, insan hakları yönünden 40 puan üstünden ancak 7 puan toplayabilmiş. Buna göre 88 ülke arasında ancak 66. sırada yer alabildi. Uluslararası insan hakları örgütleri de Türkiye'yi insan hakları açısından 'sicili bozuk' ülkeler arasında sayıyorlar. İnsanlarımız buna layık değildir."

Çok haklı Sayın Helvacı.

Cumhuriyet 2.ARALIK 1991

İHD Başkanı Helvacı: İnsan hakları açısından 88 ülke arasında 66. durumdayız

İnsan haklarına büyük kutlama

İnsan Hakları Derneği'nce düzenlenen 'İnsan Hakları Haftası' 10-16 aralık tarihleri arasında bir dizi etkinlikle kutlanıyor. Fransız hükümeti, İHD Genel Başkanı Nevzat Helvacı'ya 'ulusal liyakat nişanı', Türkiye İnsan Hakları Vakfı Genel Başkanı Yavuz Önen'e 'şövalye nişanı' verecek.



TURAN YILMAZ

ANKARA- İnsan Hakları Derneği'nce düzenlenen "İnsan Hakları Haftası", 10-16 aralık tarihleri arasında gerçekleştirilecek bir dizi etkinlik ile kutlanacak. İnsan Hakları Evrensel Bildirgesi'nin BM Genel Kurulu'na kabul edildiği ve dünyada "İnsan Hakları Günü" olarak kutlanan 10 aralık günü başlayan hafta süresince, insan hakları konulu söyleşi, panel, tiyatro gösterimi ve sergiler düzenlenecek. Haftayı düzenleyen İnsan Hakları Derneği (İHD) Genel Başkanı avukat Nevzat Helvacı, BM'nin bu yıl içinde yaptığı değerlendirmelere göre Türkiye'nin insan hakları açısından 40 puan üzerinden ancak 7 puan alarak, 88 ülke arasında 66. sırada yer aldığını belirterek, "Biz, bunu sürdürme durumunda değiliz. İnsanlarımız buna layık değildir" dedi.

Bu yıl 5.'si kutlanacak olan "İnsan Hakları Haftası" içinde, Fransız hükümetinin Türkiye'deki insan hakları savunucularına verdiği ödülleri dağıtım törenleri de yapılacak. Fransız hükümetinin vermeyi kararlaştırdığı "Ulusal Liyakat Nişanı", haftayı düzenleyen İHD Genel Başkanı avukat Nevzat Helvacı'ya, "Şövalye Nişanı" da Türkiye İnsan Hakları Vakfı Genel Başkanı Yavuz Önen'e 11 aralık çarşamba günü düzenlenecek bir törenle verilecek.

"İnsan Hakları Haftası", 10 aralık günü, düzenlenecek bir törenle başlayacak. Yunus Emre Kültür Merkezi'nde saat 11.00'de düzenlenecek törende, açış konuşmasını İHD Genel Başkanı Helvacı yapacak. Törende, İnsan Haklarından sorumlu Devlet Bakanı Mehmet Kahraman da bir konuşma yapacak. Helvacı, törene Başbakan Süleyman Demirel'in yanı sıra Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ile diğer siyasi parti genel başkanlarının da davet edildiklerini belirterek katılan liderlere de konuşma olanağı sağlanacağını bildirdi. Helvacı, bu yıl kabul edilmişin 43. yıl dönümü kutlanacak olan İnsan Hakları Evrensel Bildirgesi'ni benimseyen ülkelerin Türkiye'deki temsilcilerinin de törene davet edildiklerini söyledi.

Aynı gün saat 16.00'da, Dr. Erdal Atabek'in katılacağı, "Çocukların ve Gençlerin Toplumsal Hakları" konulu bir söyleşi yapılacak. Yine aynı gün saat 18.00'de de İHD tarafından düzenlenen resim, şiir, yazı, fotoğraf ve karikatür yarışmalarında dereceye girenlerin ödül dağıtım töreni yapılacak. Yarışmada dereceye giren eserler de sergilenecek. 18.30'da da haftanın başlaması nedeniyle bir resepsiyon verilecek.

12 aralık perşembe günü, saat 18.00'de "Hukukun Demokratikleştirilmesi" konulu panel düzenlenecek. Anayasa ve diğer yasalardaki antidemokratik hükümlerin değiştirilerek yerlerine demokratik hukuk devleti ilkesine uygun hükümlerin konulması yönünde yapılabilecek çalışmaların dile getirileceği paneli İHD Genel Sekreteri avukat Yusuf Alataş yönetecek. Panelde konuşmacı olarak, anayasa hukukçusu Prof.Dr. Cem Eroğul, Prof.Dr. Cahit Talas, Türkiye Barolar Birliği Başkanı avukat Önder Sav ile gazeteci-yazar İlhan Selçuk katılacak.

13 aralık cuma günü saat 18.00'de, "Yaşama Hakkı" konulu panel yapılacak. SHP Siirt Milletvekili Zübeyr Aydar'ın yöneteceği panele konuşmacı olarak, TBMM'deki olaylı yemin töreni nedeniyle hakkında Ankara DGM Savcılığı'na idam istemiyle soruşturma yürütülen SHP Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle, Türk Tabipler Birliği Merkez Konseyi Başkanı Dr. Selim Ölçer, Çağdaş Hukukçular Derneği Genel Başkanı avukat Şenal Sarıhan ile SBP eski Milletvekili avukat Kâmil Ateşoğulları katılacak.

Hafta etkinlikleri, 14 aralık cumartesi günü, Altındağ Belediyesi'nce yapımı tamamlanan "İnsan Hakları Parkı"nın açılışı ile sürecek. Altındağ semtinde yapılan parkın açılış töreni saat 13.30'da olacak. Aynı gün saat 15.00'te "Güncel İnsan Hakları Sorunları ve Çözüm Önerileri" konulu panel düzenlenecek. İHD Genel Başkanı Nevzat Helvacı'nın yöneteceği panele konuşmacı olarak katılacak kesimler arasında, İnsan Haklarından sorumlu Devlet Bakanı Mehmet Kahraman ile yazar Aziz Nesin bulunuyor. Helvacı, panele katılmaları için tüm siyasi partilere davetiye gönderildiğini belirterek, partilerin belirleyeceği isimlerin de konuşmacı

olarak panele katılacaklarını bildirdi. Panele, RP adına, TBMM Başkanlık Divanı üyesi avukat Yasin Hatipoğlu'nun da katılması bekleniyor.

Haftayı düzenleyen İHD'nin Genel Başkanı avukat Nevzat Helvacı, Cumhuriyet'in konuya ilişkin sorularını yanıtlarken, Türkiye'nin insan hakları yönünden Arupada ve dünyada kötü bir şöhretinin olduğunu vurguladı. "İnsan hakları açısından Türkiye'nin dünyadaki durumu pek parlak değil" diyen Helvacı, şöyle konuştu:

"BM'nin bu yıl içinde yaptığı bir değerlendirmeye göre Türkiye, insan hakları yönünden 40 puan üzerinden ancak 7 puan alabilmiş. Buna göre de 88 ülke arasında ancak 66. sırada yer alabildi. Uluslararası insan hakları örgütleri de Türkiye'yi insan hakları açısından 'sicili bozuk' ülkeler arasında sayıyorlar. Oysa biz bu durumu sürdürmek durumunda değiliz. İnsanlarımız da buna layık değildir. Yeni hükümetin açıklanan belgelerinde, gerek koalisyona protokolünde, gerekse hükümet programında umut verici taahhütler yer alıyor. Bunların bir an önce gerçekleştirilmesi gerekiyor."

Helvacı, Türkiye'nin önünde çözüm bekleyen güncel insan hakları sorunlarına ilişkin de şunları söyledi:

"Yaygın bir biçimde bir sorgulama yöntemi olarak sürdürülen işkencenin yaşamımızdan çıkarılması zorunludur. Cezaevlerinin zindanlık anlayışına göre yönetilmesine son verilmelidir. Düşünce suçu ayıbından tümüyle kurtulmalıyız. Başta anayasa olmak üzere bütün antidemokratik yasalar temizlenmeli, hukukumuz demokratikleştirilmelidir. İnsan onuruna saygı en yüksek düzeyde gerçekleştirilmelidir."

'Paris Şartı'nda insan hakları

"Uluslarımızın yegâne yönetim sistemi olarak demokrasiyi inşa etmeyi, tahkim etmeyi ve kuvvetlendirmeyi taahhüt ediyoruz. Bu çabamızda aşağıdaki hususlara riayet edeceğiz.

İnsan hakları ve temel özgürlüklere her insan doğduğu anda sahip olur, bunlardan feragat edilemez ve hukukun güvencesi altındadır. Yönetimin ilk sorumluluğu, bunları gelebilecek zararlardan korumak ve geliştirmektir. Bunlara saygı, aşırı güçlü bir devlete karşı asli bir teminatıdır.

Demokrasi, temsili ve çoğulcu karakteri ile seçmene hesap verilmesini, kamu makamlarının hukuka riayet etmek yecibesini ve adaletini yansız bir şekilde dağıtılmasını da zaruri kılar. Kimse hukukun üstünde olamaz.

Her ferdin düşünce, vicdan ve din ya da inanç özgürlüğüne; ifade özgürlüğüne; dernek kurma ve sükünü bozmayan bir şekilde toplanma özgürlüğüne; yer değiştirme özgürlüğüne hakkı olduğunu ve hiç kimsenin keyfi bir şekilde tutulamayacağını ya da tutuklanamayacağını

ni; işkence ya da zalimane, insana yaraşmayan ya da insanı alçaltan bir muamele ya da cezalandırmaya tabi tutulamayacağını, keza herkesin haklarını bilmeye ve haklarına dayanarak hareket etmeye; hür ve adil seçimlere iştirak etmeye; bir suçla itham edildiği zaman adil ve aleni bir şekilde yargılanmaya; tek başına ya da ortaklaşa mal ve mülk sahibi olmaya ve bireysel girişimlerde bulunmaya; iktisadi, toplumsal ve kültürel haklardan yararlanmaya hakkı olduğunu hiçbir ayırım yapmaksızın teyid ederiz.

Bir ulus içindeki azınlıkların soy, kültür, dil ve din yönünden sahip oldukları kimliğin korunacağını ve azınlıklara mensup kişilerin hiçbir ayırım yapılmaksızın kanun önünde tam bir eşitlik içinde işbu kimliği serbestçe ifade etmek, korumak ve geliştirmek hakkına sahip olduklarını teyid ederiz.

Haklarının herhangi bir şekilde ihlali karşısında herkesin ulusal ya da uluslararası her türlü etkin çarelere başvurabilmesini sağlayacağız.

Cumhuriyet 9 ARALIK 1991

Demirel, "Türkiye'nin birliğini, farklı kökenlerden gelenlere eşit davranarak koruyabiliriz" dedi

'Kürt realitesini tanıyoruz'

Kürt kimliği Buradaki insan yani Kürtçe konuşan 'Kürt asıllıyım' diyen insana da 'Kürt kimliği' diyoruz. Artık buna karşı çıkmak da mümkün değildir. Yani Kürt realitesini Türkiye tanımıştır ve son bir senenin en önemli olayıdır.

Kuzey Irak Eğer Türkiye'deki insanlara kerdeşimiz diyorsak, onlar da bunların kardeşi... Öyleyse bizim de kerdeşimiz. O yüzden Türkiye bundan sonra Kuzey Irak'ta meydana gelecek vahşete seyirci kalmaz, kalmamalıdır.

Batı ile ilişki Kuzey Irak'ta yeniden vahşet olursa Batı'yı, Amerika'yı yanımıza almak lazım. Bence bu olay Amerika'nın, Sovyetler Birliği olayında bizimle beraber olması kadar önemli.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet Bürosu) — Başbakan Süleyman Demirel, Türkiye'nin 'Kürt realitesi'ni tanıdığını belirterek, bunun Türkiye'nin birliğine engel olmadığını söyledi.

Demirel Türkiye'nin Kuzey Irak'ta meydan gelebilecek bir 'vahşet'e seyirci kalamayacağını ifade ederken, 'seyirci kalırsanız, iç dengeni koruyamayız' diye konuştu. Bu durumun Türkiye'nin yeni politikası olduğuna dikkat çeken Demirel, "Irak'a 'arkadaş vahşete gidersen, bizi karşında bulursun' demeye mecburuz" dedi.

Başbakan Demirel, Güneydoğu sorununun çözümlenememesi durumunda ülkenin 'içinden çıkılamayacak' sıkıntılara sürükleneceğini de kaydederek, "Kürt kökeninden geldiği için haksızlık yapılmasına kesinlikle izin vermeyeceklerini" vurguladı.

Devlet Bakanı ve Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ile çıktığı Güneydoğu gezisini sürdüren Başbakan Süleyman Demirel, önceki akşam bazı basın kuruluşlarının yazar ve yöneticileriyle yaptığı söyleşide, Güneydoğu sorunu ve çözüm yollarına ilişkin açıklamalarda bulundu.

Başbakan Demirel, "Güneydoğu'daki olaylar, daha çok Kuzey Irak'taki yönetim boşluğundan mı kaynaklanıyor? Uluslararası gücün süresi uzatılacak mı?" sorusu üzerine şunları söyledi:

"Bu gücün devamı bir sıkıntı. O güç şimdi yok artık. Süresi ayrı da, sadece İncirlik Hava Meydanı'nda bir miktar uçak kalmış. Fıllı olarak yer birlikleri gitti. Sadece hava gücü var, Amerika'nın hava gücü var. O da İncirlik'te. Dolayısıyla bu olay kendiliğinden çözülmüş oluyor."

Demirel, olaya değişik bir açıdan bakmak gerektiğini, asıl sorunun, (Irak yönetiminin, Türk-

men, Kürt ve Arap asıllı insanların üzerine giderek, yeniden göç zorlaması) olacağını vurguladı.

Demirel şöyle devam etti: "Şimdi, Irak bunların üzerine yeniden gelmeye kalkarsa, Türkiye ne yapacak? Bunlar, yeniden Türkiye'nin hudutlarına dayanırsa, Türkiye ne yapacaktır?"

Olaya şöyle bakmak lazımdır: PKK olayı bir ayrı olaydır, Türkiye'de bu bölgelerde Kürtçe konuşan insanlar bir ayrı olaydır, Irak'ta Kürtçe konuşan insanlar bir ayrı olaydır. Ama bu şekil, bir yerde birleşiyor. Irak'ta, Kuzey Irak'ta Kürtçe konuşan insanlara karşı, biz uzunca süre hiç ilgi göstermedik. Bizim işimiz değildi bu, devletin işi değildi bu. Ama o insanların mesela Halepçe katliamı oldu, şu oldu, bu oldu. Kişileri katlettiler ve eşitli mezali-me maruz tuttular. Türkiye Cumhuriyeti devleti olarak biz, (hudutlarımız dışındaki olaylarla ilgili değiliz) dedik. Ama Bulgaristan'da veya Batı Trakya'da Türkçe konuşan insanlara karşı bir şey yapıldığı vakit de ayağa kalktık. Irak'taki Kürtlere geldiğimiz vakit, eğer Türkiye'deki insanlara kerdeşimiz diyorsak ki, böyledir. Onlar da bunların kerdeşidir. Öyleyse, onlar da bizim kerdeşimizdir."

Kürt realitesi

Türkiye'nin bundan sonra Kuzey Irak'ta meydana gelebilecek vahşete' seyirci kalamayacağını kaydeden Demirel, 'seyirci kalırsa kendi iç dengesini tutamaz' dedi. Demirel, şöyle konuştu:

"Bu devleti Türk ırkından gelen insanlar kurmuştur, diğerleri ikinci sınıf vatandaş değildir. Beraber kurmuşuz, kader birliğimizi rıza ile kurmuşuz. (Bizsiz) diye bir şey yok, hepimiz varız. Hepimiz varsak, buradaki insan, yani Kürtçe konuşan,

(Kürt asıllıyım) diyen insana da (Kürt kimliği) diyoruz. Artık buna karşı çıkmak da mümkün değildir. (Hayır arkadaş, sen Orta Asya'dan geldin, biz de oradan geldik, ama yolda geçerken dillerimiz değişti) diyemeyiz. Yani Kürt realitesini Türkiye tanıyacaksa ki, tanımıştır ve bana göre, son bir senenin en önemli olayı odur. Öyleyse şimdi, Kürt realitesini tanımak aslında Türkiye birliğini muhafazaya mani değildir. Türkiye üniter devlettir, ama içindeki ahalisi farklı menşelerden geliyor. Mademki Türkiye'nin birliğini korumaya hep beraber kararlıyız, (ben Kürt asıllıyım) diyen insanlarla başka ülkelerdeki Kürt asıllı insanlar arasındaki irtibatı kabul edeceksiniz. Ve siz de sempati duyacaksınız."

Yeni politika

Başbakan Süleyman Demirel, Türkiye'nin Irak'taki Kürt varlığının korunmasına ilgisiz kalamayacağını da vurguladı.

Demirel, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Irak'a, (arkadaş vahşete gidersen, bizi karşında bulursun) demeye mecburuz. Öyleyse, (Irak'taki Kürt varlığının korunmasına ilgisiz kalmamak), bence Türkiye'nin yeni politikasıdır. Öyle de olmalıdır. Yani, (ona karışmayız, buna karışmayız, neye yararız?) O zaman... O zaman burada 10 milyon insanın hissiyatına ters düşeriz. Binaenaleyh, konfor olayı veya Batı ile yapılacak başka şeyleri de biraz kullanmak lazım. Ve bu olayda bence Batı'yı yanımızdan uzaklaştırmamamız lazım. Bu olay biraz Amerika'yı yanımıza alacaktır. Bence bu olay, Amerika'nın Sovyetler Birliği olayında bizimle beraber olması kadar önemlidir. Çünkü Irak küçümsenecek bir olay değil, hâlâ problemdir."

Türkiye'nin toprak talebinde bulunmadığını da belirten Baş-

bakan Demirel, 'iyileştirici durum'un Irak yönetiminin takınacağı tutuma bağlı olduğunu da kaydetti.

Türkiye'nin Batı ile 'çok işi olduğunu' belirten Demirel, "Batı'ya teslim olmalıyım, ama Batı ile ipleri de koparmamın bir anlamı yok" dedi.

Türk milliyetçiliği

Kuzey Irak'taki Kürtlerin आफının '7-8 parça olmak' olduğuna ve bunların tabiatında birleşme olmadığını kaydeden Demirel, "Şimdi bunların istediği şey demokratik haklardır. Türkiye'deki Kürtçe konuşan insanlar kadar hakları olsun. Türkiye'de Kürtçe konuşan insanlar Türkiye Cumhuriyeti'nin vatandaşları, onlar da öyle vatandaş olmak istiyorlar" diye konuştu.

Demirel, şöyle devam etti: "Ama Baas Partisi, Baas milliyetçiliği, Arap milliyetçiliği, koyu Arap milliyetçiliğidir. Türk milliyetçiliği ırk esasına dayanmayan ve Türkiye'de başka etnik grupları dışlamayan yumuşak bir milliyetçiliktir. Bizim milliyetçi çizgi idediğimiz çizgide şovenizm yok, ırkçılık yok, ama Türkiye birliğine sahip çıkma vardır. Türkiye birliğine sahip çıkmadığımız takdirde Türkiye nimetlerinden istifade etme hakkını yitirirsiniz."

Türkiye Cumhuriyeti'nin kuruluş yıllarında bazı olaylar meydana geldiğini, hoşnut olmadığı bazı gelişmelerin maziye kaldığını anlatan Demirel, şunları söyledi:

"Türk devleti bence bu meselelerde suçlu değildir. Hele demokrasi çıktığından bu yana... İsyan olmuş, isyan bastırılmış, bastırılken de kırmış dökmüş, tamam... Bunların hiçbirini ben de istemiyorum, doğrusu hoşnut da değilim. Ama maziye kalmıştır. Nitekim, askerler bana 1980'de yetkimiz yok dediler. Ben (size yetki veririm, ama dört şeyi vermeyin) dedim. İstiklal mahkemesi vermem, sürgün vermem, Dersim kanunu vermem, takrir-i sükun vermem... Demirel, 'bölücü örgüt' ile ilgili bir soru üzerine de, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin kendisine sunduğu rapordan şu bölümü okudu:

"Bölücü örgüt, il ve ilçelerde taban oluşturmaya, halkı yanına çekmeye çalışmaktadır. Ör-

gütün bu menfi propaganda ve taban oluşturma gayretlerine karşı, bölge insanının devletin yanında yer almasını temin etmek, devlete olan güveninin ve bağlılığının artmasını sağlamak amacıyla bölgede görevli güvenlik kuvvetleri ve amir, memur diğer kamu personelinin vatandaşlara şefkatle yaklaşmaları, onların talep ve ihtiyaçlarına çare aramaları, devletin her konuda, her an onların yanında olduğu-

nu hissettirmeleri...

Budur Bölge Valisi'nin raporu. Demek ki, benim çıpınmam buraya gelmiş."

Türk devletinin en sağlam teşkilatının askeri teşkilat olduğuna da işaret eden Demirel; "Bütün bu bozulmalar içinde, çağı yakalayan askerdir" diye konuştu.

Askerlerin kendi kendisini reforme etmeye yönelik projeleri

İduğunu da kaydeden Başbakan Demirel, bu projelerin yeni silah sistemlerinden subay yetiştirmeye, teknik harbin getirdiği eleman ihtiyacına kadar uzandığını belirtti. Demirel, sözlerini şöyle tamamladı:

"Halkla devlet arasında köprü vazifesi yapacağız. Siyasetin işidir bu. Senelerdir birbirine karşı durmuş iki parti bir araya gelmiş, meydanlarda iki parti

var. Türkiye'nin yarısından fazlasıdır. Mesele, ateş adamı susturacaksınız. Hiç çareniz yok. Ona halkın bir diyeceği de olmaz. Ve koalisyon ortağımızın da ateş eden adamı susturma mütabakatı koalisyon protokolünde yazılıdır. Türkiye'nin sınırlarının değişmeyeceği, dininin değişmeyeceği, bayrağının bir tane olduğu koalisyon protokolünde yazılıdır. Çok önemli bir olaydır."

Cumhuriyet 14 ARALIK 1991

Sekiz ayda 95 şüpheli ölüm

İSTANBUL (ANKA) - Politikacılar, hukukçular, insan hakları savunucuları tarafından çeşitli nedenlerle eleştirilen Terörle Mücadele Yasası'nın yürürlüğe girmesinden bu yana güvenlik güçlerinin sorumlu tutulduğu ölümlerle sonuçlanan olaylarda büyük artış meydana geldi. Yetkililerce çeşitli gerekçelerle açıklanan ancak ölenlerin yakınlarının güvenlik güçlerini suçladığı olaylarda 8 ay içinde 95 kişi yaşamını yitirdi.

IHD İstanbul Şube Başkanı **Ercan Kanar**, SHP tarafından bazı maddelerinin iptali için Anayasa Mahkemesi'ne başvurulmuş Terörle Mücadele Yasası'nın, TBMM tarafından yüksek mahkeme kararı beklenmeden yürürlükten kaldırılması gerektiğini savunarak yasayla birlikte ölümlerle sonuçlanan olaylardaki artışa dikkat çekti. Kanar, çıkarıldı-

ğı sırada İstanbul Barosu Başkanı **Turgut Kazan** tarafından "Polisi suç işlemeye özendireceği ve işkenceyi teşvik edeceğini" gerekçeleriyle eleştirilen yasa için şu açıklamayı yaptı:

"12 nisandan bu yana, devlet politikası olarak devam eden işkence, işkencede öldürme, gözaltında kaybetme, toplu imha ve yargısız infaz, kısacası en tehlikeli terör olan devlet terörü hız kazandı. İşkenceyi, işkenceci mesleğini imtiyazlı bir meslek haline getiren bu yasanın iptali için Anayasa Mahkemesi'ne başvuruldu. Ancak bu başvuruda bazı maddelerin iptali istenmedi. Bu nedenle, temelde özgürlüklere, insan haklarına karşı olan bu yasanın Anayasa Mahkemesi kararı beklenmeden, öncelikle TBMM'de ele alınarak mülga edilmesi, yürürlükten kaldırılması gerekmektedir.

murları **Fazlı Bahar** ve **Kasım Dölek** ile aynı arabada bulunan **Sait Baran**, **Cevat Hakeri** (21 ekim, Diyarbakır), **Hüseyin Toraman** (27 ekim, İstanbul), **Şerafettin Okaslan** (18 kasım Bitlis), **Hüseyin Fidanoglu** (27 kasım İstanbul), **Hasan Bölüktekin**, **Abdullah Bölüktekin**, **Ersin Bölüktekin** (Diyarbakır-Dicle).

IHD Diyarbakır Şubesi, İHV ve Özgür-Der tarafından kontrgerillaya atfedilen ölüm olaylarının kurbanları:

Beşir Algan (25 Mayıs, Midyat), **Ramazan Aslan** (13 Haziran, Midyat), **İbrahim Sarıca** (18 Haziran, Cizre), **Mehmet Salih Doğan** (22 Haziran, Kızıltepe), **Yakup Kara**, **Mehmet Ürün**, **Hamit Kara**, **Hüseyin Babat** ve **Ali Benek** (28 Haziran, Şenoba kasabası girişi), **Mehmet Kılıç** ve adı saptanamayan misafiri (29 Haziran, Şırnak), **İsmail Efe** (1 Temmuz, Doğubeyazıt-Ağrı), **Vedat Aydın** (4-9 Temmuz, Diyarbakır), **Ömer Kılıç** (11 Temmuz, Dargeçit), **Remzi İli** (13 Temmuz, Diyarbakır), **Hacı Bereket Acun** (18 Ağustos, Şırnak'ın Seta Köyü), **İsmail Yiğit** (25 Ağustos, Nusaybin), **Ferit Adil**, **İsmeni Adil**, **Mehmet Salim Acar** (28 Ağustos, Midyat-Yemişli Köyü), **İsa Erdinç**, **Hasan Erdinç** ve **Zore Erdinç** (8 Eylül, Dargeçit), **Abdülmecit Çetinkaya** (15 Eylül, Ömerli'nin Çimenli Köyü), **Süleyman Atalan** (16 Eylül), **Ali Erdem** (29 Eylül, Kızıltepe'nin Akçapınar Köyü), **Maşallah Kardeş** (20 Ekim, Bitlis- Mutki), **İsmail Hakkı Kocakaya** (25 Kasım, Diyarbakır), **Murat Özsat** (25 Kasım, Diyarbakır-Gaziantep), **Mizbah Doğru** (kasım ayı sonu).

Emniyet yetkililerinin "çatışmaya girdi, öldü" biçiminde açıkladıkları, ancak yakınlarının "polis kasten öldürdüğünü iddia ettikleri olaylarda yaşamlarını yitirenler de şöyle:

Hatice Dilek, **İsmail Oral** (19 Mayıs, Kadıköy-İstanbul), **Naki Göksü** (8 Haziran, Mazgirt), **Murtaza Kaya** (11 Haziran, Küçükçekmece-İstanbul), **Hasan Eliuygun**, **İbrahim Erdoğan**, **Niyazi Aydın**, **Nazmi Türkcan**, **Yücel Şimşek**, **Ömer Coşkunmak**, **Cavit Özkaya**, **Zeynep Eda Berk**, **İbrahim İlçi** ve **Bilal Karakaya** (12 Temmuz, İstanbul), **Fintöz Dikme**, **Bulut Kangalgil** (14 Temmuz, Ankara), **Rafet Başul** (6 Ağustos, Ümraniye-İstanbul), **Mehmet Salih Ceylan** (13 Ağustos, Gaziantep), **Burhan Remzi Kafadenk** (30 Eylül, Gayrettepe-İstanbul), **Mustafa Aktaş** (11 Ekim, Bahçelievler-İstanbul).

İnsan Hakları Vakfı verilerine göre işkencede olduğu belirtilenler de şunlar:

Alaattin Kürekçi (22 Mayıs, İstanbul), **Osman Ekinci** (22 Temmuz, Şırnak), **Süleyman Dalga** (9 Ağustos, Dığor-Kars), **Hanefi Göllü** (11 Ağustos, Gaziantep), **Şerafettin Çelik** (7 Eylül, Gaziantep), **Osman Keleş** (7 Eylül, Patnos-Ağrı), **Mecbure Akdoğan** (31 Ekim, Lice-Diyarbakır), **Yücel Özden** (24 Kasım, İstanbul).

KARALİSTE

Güvenlik güçlerinin çeşitli gerekçelerle ateş açması veya başka nedenlerle sorumlu tutuldukları şüpheli ölüm olaylarının kurbanları şunlar:

Nilgün Oda (30 Mayıs, Sultançiftliği-İstanbul), **Aysel Önen** (31 Mayıs, Derik), **Gülizar Yıldırım** (2 Haziran, Ağrı-Diyadin), **Emine Linda Latifeci** (8 Haziran, Diyarbakır), **Süleyman Gülbül** (22 Haziran, Diyarbakır), **Naile Akkan**, **Ahmet Akkan** (27 Haziran, Bursa), **Ramazan Durmaz** (30 Haziran, Mardin-Dargeçit'in Zak Köyü), **Kemal Kartay**, **Ali Haydar Alpdoğan** (3 Temmuz, Avclar-İstanbul), **Behzat Özkan**, **Bahattin Turan**, **Nevzat Keleşçi**, **Zülfikar Yağan**, **Şehmuz Demir**, **Mustafa Atan** ve **Havze Ekinci** (20 Temmuz, Diyarbakır), **Ahmet Kalamer** (15 Temmuz, İstanbul), **Yusuf Durmaz** (29 Temmuz, İstanbul), **Hediye Dicle** (2 Ağustos, Cizre), **Süleyman Kural** (6 Ağustos, Ümraniye-İstanbul), **Seher Şahin** (3 Eylül, İstanbul), **Özcan (Ömür) Eriş** (6 Eylül, Kurtalan), **Ali Hikmet Kerkük** (17 Eylül, Ankara), **Talip Küçlü** (19 Eylül, Kars-Akdere), **Polis me-**

Kültür Bakanı Fikri Sağlar, yasaklanan filmin serbestçe gösterime gireceğini söyledi

Mem û Zin azad oldu

NE NEDİR MEM Ü ZİN

Doğunun aşk destanı

Kürt edebiyatının önde gelen şairlerinden Ehemde Xani'nin (Ahmed-i Hani), 17. yüzyılda manzum olarak kaleme aldığı "Mem û Zin", Doğu kültürünün ortak özelliklerini taşıyan bir aşk destanı. Bu dev yapıt, konusuyula, William Shakespeare'in "Romeo ve Juliet"inin ve Fuzuli'nin "Leyla ile Mecnan"unun bir benzeri. "Mem û Zin" in hikâyesi, "Memê Alan" adıyla Kürt halkı arasında hayli eski ve yaygın. Bu hikâye, İsa'dan önce den bu yana halk arasında söylenen ve mitolojik bir niteliğe bürünen bir destan.

Kürt ozanı Ehemde Xani, 17. yüzyıl sonlarında, "Memê Alan" destanından esinlenerek hikâveyi kendi çağının yaşantısına göre somut bir kalıba döktü. Böylece hem destanı yitip gitmekten kurtardı hem de Kürt edebiyatına ölümsüz bir yapıt armağan etti. Xani, bu yapıtta, Memo ile Zin'in aşkı çevresinde çağının yaşantısını, dönemin toplumsal, kültürel ve

yönelimsel özelliklerini de ustalıkla betimledi. İyiliği, doğruluğu, suçsuzluğu, zayıflığı ve umarsızlığı Memo ile Zin'in kişiliklerinde topluyarak; kötülüğü, dalkavukluğu, fitneçiliği ve ikizliliği de Bekir'de somutlaştırarak gözler önüne serdi. Aslında "Mem û Zin" Arap harfleriyle kaleme alındı. Bu yüzden, Türkçe ve Kürtçe konuşanlar yapıtı uzun süre okuyamadılar. Kita, hem Kürtçeyi hem de Arap harfleriyle okumayı bilenlerce okunabildi. "Mem û Zin", ilk kez 1919'da İstanbul'da Arap harfleriyle basıldı. 1958'de Şani'da Arap harfleriyle, 1962'de Moskova'da Latin harfleriyle basılan "Mem û Zin", 1968'de Mehmet Emin Bozarslan çevirisiyle Türkiye'de Gün Yayınları'ndan çıktı. Daha sonra Bozarslan kitabı Koral Yayınları'ndan hem Kürtçe Latin harfleriyle, hem de Türkçe çevirisiyle yayımlandı. Yayımlandığı sıralar toplatılan kitap daha sonra aklanmasına karar verildi.

KİM KİMDİR EHEMEDİ XANI

Haksızlıkla savaştı

Ehemde Xani (Ahmed-i Han), 1651'de Hakkâri bölgesinin Han köyünde dünyaya gördüğü bir insan olan Ehemde Xani, kısa sürede bilim ve kültürde ün salan Xani, yazarı karşı tutum takındı, bu yolda mücadele etti. Anadili Kürtçede edebiyatına birçok şiir ve yapıt kazandıran Xani'nin yaptığı "Mem û Zin", 1695'te tamamladığı "Mem û Zin" destanında, manzum bir Arapça Kürtçe sözlük niteliğindeki "Nûbâra Biçûkan" (Küçükle-

Yönetmen Ümit Elçi'nin sinemaya aktardığı ve Kürtçe olarak seslendirilen ağıt ve ilahiler yüzünden gösterime sokulmayan filmin üzerindeki yasak Kültür Bakanı Fikri Sağlar'ın talimatıyla kalktı.

Kültür Servisi — Kürt şair ve düşünürü Ehemde Xani'nin (Ahmed-i Hani) aynı adlı yapıtından beyazperdeye uyarlanan "Mem û Zin" adlı film üzerindeki yasak, Kültür Bakanı Fikri Sağlar'ın talimatıyla kalktı.

Kültür Bakanı Sağlar, dün Ankara'da düzenlediği basın toplantısında, filmle ilgili olarak ilk kez üst denetim kurulunun Kültür Bakanlığı'nın görüşünü istediğini belirterek, "Ben filmi tanıyorum ve Füsün Demirel'in serbestçe gösterim hakkını bileceğim. Bu kararın ışığı, işçileri ve Adalet bakanlıklarının aldığı kararlar olmuştur" dedi.

Düşünce özgürlüğü önündeki her türlü engelin kaldırılması ve sanatçının özgür olmasını istediklerini belirten Sağlar, "Kültür Bakanlığının varlığı da bundan dolaylıdır. Türkiye'de Kürtlerin ve 26-27 kadar etnik kültürün varlığını tanıyoruz" dedi.

Bakan Sağlar, Kürtçe müzik kasetleri için de aynı serbestinin uygulanıp uygulanmayacağını sorulması üzerine de "Biz varlıklarımız üzerinde konuşmuyoruz. Önümüzde gelen projeleri inceleyip değerlendiriyoruz" dedi.

Öte yandan, Kültür Bakanı



Meltem Doğanay ve Füsün Demirel'in de (sağda) yer aldığı filmin çekimleri Güneydoğu Anadolu'da gerçekleştirildi.

Fikri Sağlar, düşünceleri yüzünden baskı ve işkence gören tüm insanlardan özür dilemek amacıyla bir "insan hakları barışı ve demokrasi müzesi" kurma yolunda çalışmalara başladıklarını söyledi.

Sağlar, kurulacak yeni müzenin mekânı olarak insan haklarına sahne olmuş bir cezaevi veya karakolun seçileceğini belirterek, müzede Anadolu ve Türk uygarlıklarının insan hakları, barışı ve demokrasi alanındaki olumlu olumsuz tüm boyutlarını yansıtılacağını bildirdi.

Yönetmen Ümit Elçi'nin sinemaya aktardığı "Mem û Zin" Türkçe seslendirilmiş, ama kınajecesi türküler, ağıtlar ve ilahilerle ilgili bölümler özgünlükleri

göz önüne alınarak Kürtçe seslendirilmişti.

Film, bir ay kadar Telif Hakları ve Sinema Müdürlüğü'ne bağlı denetim kurullarında beletilmiş, sonunda Kültür Bakanlığını Fikri Sağlar'ın görüşüne başvurmaya karar verilmişti.

Görüntü yönetmenliğini Salih Diltaşçı'nın üstlendiği, müziğini Mazlum Çimen'in hazırladığı "Mem û Zin" adlı filmde başlıca rolleri Meltem Doğanay, Halil Ergün, Yalçın Dümer, Füsün Demirel, Erdal Gülver, Levent Güner ve Eser Giray paylaştılar.

Filmde tanınmış Kürt aydınlarından Musa Anter de rol aldı. "Mem û Zin" in senaryosunu yönetmen Ümit Elçi, Hamza Örbal ile birlikte yazdı.

Cumhuriyet 12 ARALIK 1991

Kürdistan Cephesi, Ankara'nın tutumunu değerlendirdi

Iraklı Kürtler memnun

Kuzey Irak'taki 8 Kürt grubunun oluşturduğu cephenin liderleri, Türkiye'nin Kürt politikasındaki değişiklikleri görüştü. Talabani, Demirel'in açıklamalarının "Kürt halkının moralini yükselttiğini" söyledi.

Dış Haberler Servisi — Kuzey Irak'taki Kürt Cephesi liderleri, Türkiye'nin Kürtlere karşı izlediği politikadaki olumlu değişimleri değerlendirmek üzere dün Halifan'da bir araya geldi. Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani, Başbakan Demirel'in açıklamalarının "Kürt halkının moralini yükselttiğini" söyledi.

Kuzey Irak'taki 8 Kürt grubunun oluşturduğu "Kürdistan Cephesi"nin dün boğedeki Halifan kentinde toplanarak durum şaplanması yaptığı ve Türkiye'nin Kürt politikasındaki değişikliğin ele alındığı bildirildi.

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani önceki gün Kuzey Irak'taki Kala Şulan'dan AFP'ye telefonla yaptığı açıklamada, Türkiye'nin Kürt politikasındaki değişikliği "olumlu ve dostça" şeklinde nitelendirdi.

Başbakan Süleyman Demirel'in Diyarbakır'da yaptığı konuşmada, Irak'taki Kürtlere karşı girişilebilecek herhangi bir şiddet olayına karşı Türkiye'nin ilgisiz kalamayacağını bildirdiğine dikkat çeken Talabani, "Türk hükümetine bu yeni tutumundan dolayı minnet duyuyoruz. Türkiye bu tutumuyla demokrasi yolundaki iradesini göstermiş ve Kürt halkının de-

mokrasi yolundaki hakkı mücadelesine destek vermiştir" dedi. Irak Kürdistan Demokrat Partisi (KDP) lideri Mesud Barzani de Başbakan Süleyman Demirel'in son Güneydoğu gizisi sırasında yaptığı açıklamaları memnurlukla karşıladığını bildirdi.

Barzani önceki akşam yaptığı ve KDP Londra sözcüsü tarafından AA'ya geçen yazılı açıklamasında, "Başbakan Süleyman Demirel'in Kürtler konusundaki açıklamasını memnurlukla karşılıyoruz. Kürt sorununun çözümü için ilk adımın sorunun tanınması olduğuna inanıyoruz" dedi.

Barzani, açıklamasında daha sonra şu ifadelerle yer verdi: "Biz, Türkiye'deki Kürt sorununun Türk hükümeti ile Kürt halkı arasında barışçı ve demokratik bir tarzda, Türkiye'nin toprak bütünlüğü ve

Kürtlerin ulusal ve kültürel haklarının tanınması esasına dayalı olarak çözülmesi gerektiğine de inanıyoruz."

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Talabani, Türkiye'nin Kürt politikasında değişikliğin, "Irak halkının demokrasi mücadelesine destek verildiği" anlamına geldiğini söyledi.

Talabani, Kuzey Irak'taki Kürtlerin cumartesi gününden beri protesto gösterileri düzenlediklerini belirtti. Kürtler, Bağdat yönetiminin bölgeye karşı başlattığı ekonomik ambargo politikasına karşı çıkıyor. Pazartesi günü Erbil'de 800 bin kişi yürüdü.

Bir ABD Kongre heyeti, Kuzey Irak'taki yaşam koşullarını yeniden normale çevirmeye çalışan halkın karşılaştığı güçlükleri belirlemek amacıyla bölgeye incelemelere başladı.

Cumhuriyet 14 ARALIK 1991

Yasak yayın deposu açıldı

25 bin kitap artık özgür

Kültür Bakanı Fikri Sağlar, Devlet Tiyatroları'nın içinde, 25 bine yakın yasak kitap bulunan deposunu açtı. Aralarında Yaşar Kemal, Fakir Baykurt, Kemal Tahir ve Aziz Nesin'in eserlerinin yer aldığı birçok kitap kütüphanelere dönecek.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Bugüne dek çeşitli gerekçelerle toplanan 25 bin kitabın "hapsedildiği", Devlet Tiyatroları'nın deposu Kültür Bakanı Fikri Sağlar tarafından gazetecilere gezdirildi. "Tutuklu" bulunan kitaplar arasında Türk ve dünya yazınının önde gelen adları bulunuyor.

Devlet Tiyatroları'nın Manköy'deki tesislerinde bulunan ve anahtarı eski yayımlar Dairesi Başkanı Alaaddin Korkmaz'da olduğu için 6 yıldır girilemediği belirtilen depo dün açıldı.

Depoda, 1980 yılından bu yana Kültür Bakanlığı'na, sakıncalı diye tanımlanarak gönderilen yaklaşık 25 bin kitabın üst üste, gelişigüzel atılmış ve bazılarının ıslanmış olduğu görüldü.

"Sakıncalı kitaplar" arasında, Türk yazarlarından Yaşar Kemal'in "Orta Direk", "Üç Anadolu Efsanesi", Fakir Baykurt'un "Yılanların Öcü", "Efendilik Savaşı", Kemal Tahir'in "Göl İnsanları", "Yorğun Savaşı", Aziz Nesin'in "Vatan Sağolsun", "Toros Canavarı", "Tatlı Betüş" Bülent Ecevit'in "Demokratik Solda

İşçi Köylü Elele" gibi eserleri bulunuyor.

Depodaki yasak kitaplar arasında Panait Istrati, Maksim Gorki, John Steinback gibi yazarların çeşitli eserleri de yer alıyor.

Depoda ayrıca Cengiz Suncer, İhan Selçuk, Erol Toy, Necati Cumalı, Rauf Mutluay, Rifat Fırat, Bekir Yıldız, Şevket Süreyya Aydemir, Cevdet Kudret, Doğan Avcıoğlu, Nâzım Hikmet, Sadun Aren, Çetin Altan gibi ünlü isimlerinin değişik kitaplarının da bulunduğu saptandı.

Yasaklı kitaplar deposunda dün bir basın toplantısı düzenleyen Kültür Bakanı Fikri Sağlar, içeriği ve savunduğu düşünce ne olursa olsun hiçbir kitabın böylesine aşağılanamayacağını belirterek "Kitapları yakarak ya da burada görüldüğü gibi hapsederek düşünceleri yok etmek mümkün olsaydı dünya bugünkü uygarlık düzeyine ulaşamazdı" dedi.

Cumhuriyet 17 ARALIK 1991

DİYARBAKIR'IN BEKLENTİLERİ

‘Demokrasi ve insan hakları’

Demirel ve İnönü'nün Güneydoğu Anadolu gezisinin ardından, bölgede hükümetin “demokrasiye ve insan haklarına ağırlık vererek Kürt meselesinin çözümüne katkıda bulunabileceği” görüşü hâkim oldu.

ERGÜN AKSOY

DİYARBAKIR - Başbakan Demirel ve Başbakan Yardımcısı İnönü'nün Güneydoğu Anadolu gezisinin ardından Diyarbakır'daki siyasi parti yöneticileri ile meslek kuruluşlarının temsilcileri, hükümetin “Demokrasiye ve insan haklarına ağırlık vererek Kürt meselesinin çözümüne katkıda bulunabileceğini” savundular.

Diyarbakır İnşaat Mühendisleri Odası Şubesi Başkanı Recep Çetin, hükümetin demokratik açılımlara yönelmesini olumlu karşıladıklarını belirtti. Hükümetin ilk gezisini Güneydoğuya düzenlemesini olumlu bir adım olarak algıladıklarını kaydeden Çetin, Olganüstü Hal Bölge Valiliği ve koruculuk sisteminin kaldırılması gerektiğini belirterek “Bölge, özel ve askeri yönetimden arındırılarak olağan sivil yönetime kavuşturulmalıdır. Ayrıca yeni hükümetin bölgeye özel komando birlikleri gönderceğini açıklaması kaygı vericidir” dedi.

SHP Diyarbakır İl Başkanı Dağistan Toprak ise yeni hükümetin bölge gezisi sırasında, Güneydoğu'daki sorunların nasıl giderileceği yönünde alınacak olan önlemleri açık ve net bir şekilde belirtmediğini vurguladı. Bölgede Kürt sorunu ve ekonomik sorun bulunduğunu savunan Toprak, şunları söyledi:

“Bu sorunlara olumlu yaklaşıldığı takdirde, halkın da buna olumlu yanıt vereceği kanısındayım. Eğer Kürt ve ekonomik

soruna olumlu yaklaşılmazsa bence tarihi bir fırsat kaçırılmış olur.”

Bölge Barosu Başkanı Av. Fethi Gümüş, hükümetin Güneydoğuya gerçekleştirdiği gezinin, bölge sorununa çözüm arayışının bir parçası olduğunu belirterek şöyle konuştu:

“İki gün süren gezi boyunca hükümet üyelerinin halkla görüşmeleri, soruna ciddi bir şekilde eğilmediklerini ortaya çıkarıyor. Bu önemli sorun için bölgeye daha fazla zaman ayrılmaları gerekiyor. Daha net ve olumlu açıklamalar yerine, yüzyeysel bazı açıklamalarda konuşun geçirilmesi düşündürücüdür. Askeri tedbirler yerine siyasal anlamda bazı çözümler ileri sürüleceğini bleklyorduk. Ancak askeri tedbirlerden vazgeçilemeyeceği kanısı ortaya çıkmıştır. Bu askeri tedbirler sorunu daha ciddi boyutlar taşıyor.”

Diyarbakır HEP İl Başkanı Av. Hüseyin Turhalı ise hiçbir dönemde Meclis ve hükümetin devlet otoritesi üzerinde egemen olamadığını öne sürerek hükümetin demokrasi ve insan hakları konusunda atacağı her adımı destekleyeceğini kaydetti. Turhalı, devlet içinde ancak hükümetin kontrolü dışındaki bazı güç odaklarının bulduğunu ileri sürerek “Bu odaklar siyasal cinayet şebekesi haline gelmiştir. Bu odakların yok edilmesi gerekir. Başbakan Demirel ve bakanların Güneydoğu gezisi sonrasında demokratik kurum ve kuruluş yöneticileriyle görüşmeleri de son derece olumlu bir yaklaşımdır” diyor.



Güneydoğu Anadolu'da özel komando birlikleri istenmiyor. (Fotograf: FARUK BİLDİRİCİ)

Cumhuriyet 7 ARALIK 1991

HEP'in yeni Genel Başkanı Yazar Cumhuriyet'in sorularını yanıtladı

'PKK ile seçtiğimiz yollar ayrı'

FARUK BİLDİRİCİ

ANKARA — HEP Genel Başkanlığı'na seçilen Feritun Yazar, "PKK'nun Kürdlerin silahlı mücadelesini verdiğini" belirterek "Biz demokratik mücadeleye biçiminde çalışıyoruz. İki yıldır, ama metodlarımız ayrıdır" dedi. Yazar, HEP kongresinde atılan "Biji Apo, Biji Serok Apo" sloganları konusunda, "Bu bilimsel insanlarımızın duyularını etkilemektedir" değerlendirmesini yaptı. Yazar, "Abdullah Öcalan suç işledi anlamında söylemiyorum, ama onun anneyi öldürmek suç değildir" diye konuştu.

Eski Şanlıurfa belediye başkanı olan Yazar, önceki gün yapılan olağanüstü kongreyi partisi için "büyük noktası" olarak nitelendi. Yazar'a yöneltilen sorular ile yanıtları şöyle:

— **Bu noktada öncelikli konu Kürt sorunu mu?**
Yazar — Evet, Kürt sorunu öncelikli görüyoruz. Çünkü Türkiye'deki Kürt sorunu çözülmeyen hiçbir sorunun doğru dürüst çözümlenmesine inanmıyoruz. Kürt sorununu çözmeyen enflasyonu, işkenceyi, insan

PORTRE FERİDUN YAZAR

20 yıllık Kürt politikacı

Feritun Yazar, 20 yıllık deneyimli bir Kürt politikacı. İstanbul Hukuk Fakültesi'nden 1964 yılında mezun olduktan sonra avukatlığa başladı. 12 Mart döneminde DDKO (Devrimci Doğu Kültür Ocakları) davasından Diyarbakır Sıkıyönetim Mahkemesi'nde yargılandı. 1 yıl tutuklu kaldı.

CHP saflarında politikaya atılan Yazar, 1977 yerel seçimlerinde Şanlıurfa Belediye Başkanlığı'na seçildi. Üç yıllık belediye başkanlığından sonra 12 Eylül 1980'de

görevden alındı. 12 Mart döneminde olduğu gibi bu askeri dönemde de 1.5 yıl cezaevinde geçirdi.

SHP'nin kuruluşuyla birlikte bu partide politikaya başladı ve 1988'de SHP Şanlıurfa İl Başkanı oldu. 7 Doğulu milletvekilinin SHP'den ihraç üzerine HEP'in kurucuları arasında yer aldı. HEP'in genel sekreter yardımcılığını yürüten ŞHP ile seçim ittifakı çalışmalarında aktif rol oynadı. 20 Ekim seçimlerinde HEP kontenjanından Ş. Urfa'da milletvekili aday oldu. Ancak kazanamadı.

halkları ihlalini çözemeyiniz. Biz Türkiye'de yaşayan bütün haklarla kardeşçe yaşamak istiyoruz. Sürekli barış ve demokrasinin çizgi içinde onlarla anlaşmaya, Türkiye'yi bu çizgiye çekmeye çalışıyoruz.

— **Sizce çözüm yolunda atılması gereken ilk adımlar nelerdir?**
Yazar — İlk adım, 24 Aralık'ta Meclis'te yapılacak genel görüşmede Kürt sorununu tüm boyutlarıyla ve iç yüzüyle tartışılmasıdır. Sadece güvenlik ön-

ratif yapı mı, üniter devlet mi, otonomi mi belli olmaz. Bunun şimdiden kestirmek mümkün değil.

— **PKK'yi nasıl değerlendiriyorsunuz? Örneğin kongremizde konuşan Salih Şahin adlı delegelere "PKK, Kürt ulusal hareketinin direniş örgütüdür" dedi. Bu görüşe katılıyor musunuz?**
Yazar — Konuşmacı arkadaşlarımızın söyledikleri kendilerine aittir. Bu konuda bir yorumla girmek de istemiyorum. Yalnız PKK da Kürdlerin silahlı mücade-

delesini vermektedir. Bizim dışımızdaki bir örgüttür. Bizimle organik bir bağ söz konusu değildir. O ayrı bir mücadele biçimidir. Biz Türkiye'de demokratik mücadele biçiminde gıtmeye çalışıyoruz. İki mücadele de Kürt halkına yöneliktir. Ama metodlarımız ayrıdır. Seçtiğimiz yollar ayrıdır.

— **Dünyaca olarak desteklediğiniz söylemler mi?**

Yazar — Hayır. İki kişinin ayrı ayrı sevmesi birbirine destek vermesi anlamına gelmez.

— **Ama Abdullah Öcalan, demolarında HEP'e olumsuz bakmadığını söylüyor.**

Yazar — Abdullah Öcalan'ın demoları basında biraz yanlış aktarılıyor. Ben demolarımı okuduğum zaman şunu anlıyorum, "HEP'in kuruluşunda hiçbir ilginiz yok. Ama HEP Kürt halkının demokratik mücadelesini verdiği sürece de biz kendilerine elgandan destek verebilmeyiz. Bizim yan örgütümüz değildir" bunları söylüyor.

APO'nun annesi

— **Kongremize Öcalan'ın annesi geldi. Kongreye siz mi davet ettiniz?**

Yazar — Kimin davet ettiği

hakkında bir fikrim yok. Ama bu memlekette yaşayan her vatandaş kimin annesi olursa olsun kongremize gelirse biz onunla misafir ederiz. Atatürk'te saygı gösterdik. Abdullah Öcalan suç işledi anlamında söylemiyorum. Ama Abdullah Öcalan'ın annesi olmak suç değildir.

— **Kongrede, "Biji PKK, Biji Apo, Biji Serok Apo" sloganları da atıldı. Kongrenin genel hatlarını PKK etkilemedi mi?**

Yazar — Bizim insanlarımız heyecanlıdır. Toplu halde bir araya geldiklerinde bazen duygularına hakim olamayarak slogan atabilirler. 'Biji PKK' sloganının atıldığını ben de duydum. 'Serok Apo' da demildi. Bu bizim insanlarımızın duygularını dile getirmeleridir. HEP'le ilgili değildir. Partimizin kongresine PKK sempatanları da gelip misafir olarak katılmış olabilir.

Cumhuriyet 7 ARALIK 1991

HEP Kurultayı'ndaki "PKK şov" için koalisyon temkinli, muhalefet ateş püskürüyor

HEP faturası hükümete

Yılmaz "Her fanatizm kendi karşıtı doğurur ve Türkiye bundan büyük zarar görür." **Ecevit** "Bölücü hareketler artık başkente taşındı. Bundan Özal'ın ve SHP'nin verdiği ödünler sorumlu." **Demirel** "Bu konu ayaküstü konuşulmaz." **İnönü** "Başka bir partinin kongresini değerlendiremem". **Erbakan** "Onu gidin Demirel'e sorun".

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu)- Ankara'da önceki gün yapılan HEP kurultayındaki "PKK şov" tepki topladı. Siyasi liderler, gelişmelerden dolayı SHP'yi suçlarken endişelerini de dile getirdiler.

"Bölücü hareketler artık başkente taşındı" diyen DSP Genel Başkanı **Bülent Ecevit**, Demirel'in bu konudaki kararlılığını sürdürmesini istedi. Ecevit, Türkiye'nin bütünlüğünün, koalisyonun devamından daha önemli olduğunu vurgularken ANAP Genel Başkanı **Mesut Yılmaz**, bu tür davranışların "İkiliği yeniden yaratmasından" endişe ettiğini söyledi.

Buna karşılık Başbakan **Demirel**, bu konuda ayaküstü konuşmayacağını söyleyince SHP Genel Başkanı, Devlet Bakanı ve Başbakan Yardımcısı **Erdal İnönü**, SHP ve HEP'in

maz ise olayı değerlendirirken "Bizim için sürpriz değildir. Bizim bu konudaki endişemiz doğrudur niteliktedir" dedi. Yılmaz şöyle devam etti: "Bizim endişemiz şudur: Her aşırılık, her fanatizm kendi karşıtı doğurur. Bu tür davranışlar, bizim gidermeye çalıştığımız iktidari yenden yaratır ve Türkiye bundan büyük zarar görür. Burada en büyük sorumluluk, bu kongreye katılan HEP'lerin SHP'ye düşmektedir."

RP Genel Başkanı **Necmettin Erbakan** ise gazetecilerin bu konudaki sorularını yanıtlarken "Onu gidin Demirel'e sorun" demekle yetindi. DSP Genel Sekreteri **Selçuk Sönmez** de Cumhuriyet'e yaptığı açıklamada PKK'nin "eli kanlı bir terör örgütü", HEP'in de "PKK'nin siyasi uzantısı" olduğunu savunan HEP kökenli milletvekilleri bulunduğuna işaret ederek şöyle konuştu: "HEP, SHP sayesinde TBMM'de gücünden daha fazla bir temsil olanağı elde etmiştir. Son olarak HEP kurultayında PKK'nin övülmesinin asıl sorumlusu bu partiyi sırtlayan SHP'dir. Şimdi, SHP'nin sayesinde PKK güç gösterisine girişebilmekte-

dir. Bu çok düşündürücü bir gelişmedir. SHP'yi bu konudaki tavrını yeniden düşünmeye çağırıyoruz."

HEP kurultayında yaşananların Güneydoğuyla ilgili genel görüşme sırasında gündeme getirilebileceğini belirten **Sönmez**, "DSP olarak bu konuyu bir araştırma önergesiyle de TBMM'de gündeme getirebiliriz" diye konuştu.

Eski MÇP Genel Başkanı **Yardımcı Şevket Yahniçci** ise HEP kurultayını konusunda değerlendirme yapmaktan kaçınarak "devlet düşüncesinin" diye konuştu.

Muhalefetin tepkilerine karşılık Başbakan **Süleyman Demirel**, dönünce Başbakanlık'tan ayrılışı sırasında kendisine yöneltilen soruyu yanıtlamadı ve "Bu konu ayaküstü konuşulmaz" dedi.

Başbakan Yardımcısı ve SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü** ise iki partinin "ayrı" olduklarını belirterek şu açıklamayı yaptı:

"HEP başka bir parti. Başka bir partinin kongresi üzerinde nasıl bir değerlendirme yapabiliriz. Daha önce HEP'te bulunan, ondan da önce bizde bulunan milletvekillerinin SHP'ye dönmüş olması, yaşadığımız

olay, artık SHP'li olduklarını gösteriyor. Benim bu konuda herhangi bir şey söylemeye gerek yok."

İnönü, bir gazetecinin HEP kongresine çok sayıda SHP'li milletvekillerinin katıldığını anmsatması üzerine de şöyle konuştu:

"Bu bir dege olaydır. Tabii, eski bulundukları partinin bir kongresi olmuştur, oraya gitmişler. Bunda yadrganacak bir şey yok. Bir milletvekilinin hangi partiden olduğunun belli olmadığı bir hava olursa, o yadrganır. Ama bizim milletvekillerimiz SHP'nin milletvekilleri. Dolayısıyla bunda yadrganacak bir şey yok. Bir milletvekili, hangi partiden olduğu belli olmayan bir hava verirse o zaman tabii iş değişir."

Öte yandan, Yargıtay Cumhuriyet Başsavcısı **Haluk Yardımcı**, HEP'in Ankara'da yapılan olağanüstü kongresindeki olaylarla yakından ilgilendiklerini belirterek "Bilgi akışının sonunda bir değerlendirme yapacağız" dedi.

Yardımcı, şunları söyledi:

"Haberler bize yeni ulaşmaya başladı. Bu bilgiyi değerlendirmek tabii ki zaman ister. Kongrede olanlar bizim görevimizin sınırları içinde mi değil mi?

Cumhuriyet 18 ARALIK 1991

HEP kökenliler

PKK terör örgütü değil

Yurttaş PKK siyasi kimliği olan siyasi bir harekettir.

Doğan PKK ulusal kurtuluş mücadelesi veren bir hareket. Bunu her ortamda söylüyorlar.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP'nin HEP kökenli milletvekilleri Başbakan Yardımcısı ve SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün çıkışını, "HEP kongresine katılmalarının doğal olduğunu" belirterek yanıtladılar. "SHP'den şu anda ayrılmayacaklarını" vurgulayan milletvekillerinden Sedat Yurttaş ve Orhan Doğan, "PKK'nin terör örgütü olmadığını" savundu. Diyarbakır Milletvekili Sedat Yurttaş, "PKK'ı terör örgütü olarak nitelemenin Kürtlerin büyük bir bölümünü yanlış nitelemek olacağını" söyledi.

HEP kökenli SHP Diyarbakır Milletvekili Sedat Yurttaş, İnönü'nün eleştirileri konusunda, Cumhuriyet'e, "Biz SHP'nin HEP ile yaptığı ittifak sonucunda parlamentoya geldik. Bu gerçeği unutursak yanlış yapmış oluruz. Bu gerçeği unutmamak" dedi. İki ayı partinin milletvekili gibi davranmadıklarını söyleyen Yurttaş, "SHP milletvekilliyiz, ama bir kişiliğimiz var. Bölge milletvekilli olarak bu kimliğimizi sonuna kadar götüreceğiz. Bundan da taviz veremeyiz" diye konuştu. Yurttaş, "SHP'nin sorunu 'Güneydoğu sorunu' olarak nitelemesinin yanlış olduğunu, Kürt sorunundan söz edilmesi gerektiğini vurguladı.

SHP'den şu anda istifa etmeyi düşünmediğini söyleyen Yurttaş, DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit'i, "Türk milliyetçilerini Kürt muhalefetine üzerine saldırtmak istiyor" şeklinde suçladı. Yurttaş, "Sizce PKK, terör örgütü mü?" sorusunu da şöyle yanıtladı:

"Bu doğru bir tespit olmaz. PKK'yı terör örgütü olarak nitelemek, Kürtlerin büyük bir bölümünü yanlış nitelemek olur. PKK, siyasi kimliği olan siyasi bir harekettir. PKK, ayrılıkçı, bölücü bir örgüt de değil. Federatif bir çözüm istediklerini açıklıyorlar. Bu da ayrılıkçılık değildir."

HEP kökenli Şırnak milletvekili Orhan Doğan da, HEP kongresine katılmalarının doğal karşılanması gerektiğini savundu. "SHP'den şu anda ayrılmaya gerek görmüyorum" diyen Doğan, HEP kongresinde atılan sloganların kendilerini bağlamayacağını, kendilerinin misafir olarak katıldıklarını söyledi. Doğan, "Şu anda SHP milletvekilli sıfatını taşıyorum. SHP'de bulunduğum süre içinde de parti disiplinine uyacağım. Kongreye katılmamız SHP'de sıkıntı yaratmamalıdır" dedi. "Sizce PKK terör örgütü mü?" sorusunu da Doğan, "Ulusal kurtuluş mücadelesi veren bir hareket. Bunu her ortamda da söylüyorlar. Bizim de bunlara kulaklarımızı tıkamamız düşünülemez. Adam daha dün federatif çözüm istediğini açıkladı." diye yanıtladı.

Batman milletvekili Adnan Ekmen, "Biz SHP milletvekilliyiz, ama HEP kökenliyiz. Kongreye katılmamızdan daha doğal ne olabilir" diye sordu.

KUZAY IRAK / KÜRTLER

Saddam'dan jest

Dış Haberler Servisi — Irak lideri Saddam Hüseyin, Kuzey Irak'ta özerklik mücadelesi veren Kürtlere bir jestte bulunarak yerel yönetimdeki Kürtlerin iktidardaki BAAS Partisi'ne sadakat yemini etmeleri zorunluluğunu kaldırdı. Irak Kürdistan Demokratik Partisi (KDP) lideri Mesud Barzani kararı olumlu karşılarken Celal Talabani'nin önderliğindeki Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB) değişikliği yetersiz buldu.

Irak basınında önceki gün yer alan haberlerde, Irak Devrim Komuta Konseyi'nin, Yasama Konseyi'nin konuyla ilgili kararını değiştirerek, yerel Kürt yöneticilerin BAAS Partisi'ne sadakat

yemini etmeleri zorunluluğunu kaldırdığını duyurdu. Iraklı bir yetkili, değişikliğin, Saddam ile görüşmeler yürüten Kürt liderlerle Irak yönetimi arasındaki görüş ayrılıklarının bir ölçüde azaltılabileceği için yapıldığını belirtti.

KYB yanlısı bir Kürt kaynak, yapılan değişikliğin, önemli olduğunu ancak yine de Kürt isteklerini tam olarak karşılamadığını söyledi.

Barzani ise Reuter'e yaptığı açıklamada, "Bu, taleplerimizin karşılanması yönünde atılan olumlu bir adımdır" dedi. Barzani açıklamasında, Kerkük konusundaki bu kararı da "bir iyi niyet girişimi olarak değerlendirdiklerini", kaydedti.

DYP Grubu'nda eleştirileri yanıtlayan Demirel: Kürtler etnik grup



ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — HEP kongresiyle tırmanmaya başlayan Kürt gerginliği DYP grubunda da sıkıntı yarattı. DYP Kastamonu Milletvekili Münif İslamoğlu, Başbakan Süleyman Demirel'e Kürt sorunu konusunda taviz verilmemesi ve bu konuda SHP'nin uyarılmasını isteyen mektup hazırlıklarını sürdürürken, DYP Manisa Milletvekili Tefik Diker Demirel'e "Kürt konusunda devlet politikasında değişiklik mi var?" diye sordu. Demirel ise Diker'in PKK terörüne taviz verilmemesi yolundaki uyarıları üzerine sert bir biçimde Türkiye'nin üniter bir devlet olduğunu, bundan taviz verilmesinin mümkün olmadığını söyledi.

DYP Genel İdare Kurulu üyesi ve Kastamonu Milletvekili Münif İslamoğlu, bir grup DYP milletvekili ile birlikte Kürt politikası konusunda koalisyon ortağı SHP'nin uyarılması ve Kürt sorununda taviz verilmemesine yönelik mektup hazırlığına girişti. İslamoğlu, bu konuda hazırlanacak bir mektubun Başbakan Demirel'e sunulacağını belirterek sorunun öncelikle DYP GİK'te tartışılmasını isteyeceklerini bildirdi. İslamoğlu, HEP kongresinde yaşanan olayların soruna ye-

ni bir boyut getirdiğini ifade ederek, "Koalisyon ortağımızın uyarılması gerekir" dedi.

Öte yandan DYP grubunun basına kapalı bölümünde söz alan Manisa Milletvekili Tefik Diker, "Sanki bu PKK terör örgütüne taviz verilmemiş gibi bir görüntü yaratılıyor. Kürt konusunda devlet politikasında bir değişiklik mi var? Burada bu açıklansın" şeklinde konuştu. Diker, "Yeşil kart, araba ve ev anahtarları, bölünmüş, parçalanmış Türkiye'de ne ifade eder?" diye sordu.

Başbakan Demirel, Diker'in bazı DYP milletvekilleri de destek gören konuşmasının ardından söz alarak, sert bir biçimde Türk devletinin üniter bir devlet olduğunu, bundan taviz verilmesinin düşünülmemeyeceğini söyledi. Edinilen bilgiye göre Demirel şöyle konuştu:

"Doğu ve Güneydoğu'da yaşayanlar azınlık değildir. Hepsini bizim vatandaşlarımız, bizim insanlarımızdır. Orada bazı yanlışlar yapılmış. Bölgede yaşayan vatandaş ile devletin arası açılmıştır. Türkiye Paris Şartı'na imza atmıştır. Paris Şartı'na göre 26 tane etnik grup var. Kürtler de etnik grup olarak değerlendirilmelidir. Etnik grupların haklarını da kabul etmeliyiz."

Cumhuriyet 20 ARALIK 1991

KÜLTÜR-SANAT

SİNEMA/ATILÂ DORSAY



1974 YAPIMI— Yılmaz Güney'in yazıp yönettiği ve başrolünü üstlendiği "Arkadaş" filminde kalabalık bir oyuncu kadrosu bir araya gelmişti. Fotoğrafta görülen Yılmaz Güney ve Semra Özdamar'ın yanı sıra Kerim Afşar, Melike Demirel, Azra Balkan, Ahu Tuğbay ve Civan Canova filmin oyuncularından bazılarıydı.

Yılmaz Güney'in 'Arkadaş' filmi yıllar sonra yeniden sinemalarda

'Çirkin kral' kendini oynuyor

öykü ve dramatik kalıplarını rahat fiskelelerle yıkan, gözleme ve belgesel ya-lınlığına yaklaşan arı bir sinema... Gerçi yer yer aşırı metodramatik do-kunuşlarla bu arılık bozulmuyor de-ğil: Örneğin Sulukule'deki eğlence ge-cesinin sabahında kadının o dayanıl-maz monologo veya tüm finalde Çe-mil'le ilgili çözümler gibi. Öte-yandan Yılmaz'ın burjuvaziyi eleştir-medeki sifir ahlaki ve kadının konumu-nu gündeme getirmesi de "Arkadaş"ı bir açıdan "tatlıca" bir film, örneğin günümüz Refah Partisi'nin yadsıma-yacağı bir film yapıyor. Burada da bur-juvazi olgusunun bir film boyunca ser-gilenmesinde ve eleştirilmesindeki zorluklar nedeniyle Yılmaz'ın bir baş-ka klasik Yeşilçam tuzağına düştüğü ve olayı "kadın ve ahlak" düzeyine kay-dirarak şematizme kaçtığı açık...

Velhasıl günahları ve sevaplarıyla ama kuşkusuz sinemamızdaki önemli yeri ve biçim açısından modern ve ye-nileyici özellikleriyle ilginç bir Yılmaz Güney filmi var sinemalarda. Peki ama seyirci nerede? Niçin o kadar az bir seyirciyle birlikte izledik bu filmi? Neyse bugün aynı sinemada (Atlas) "Thelma and Louise" başlıyor. Kapı-lar-pencereler kırılır, kuyruklar oluşur nasıl olsa... "Amerikan feminizmi"-nin bu parlak gösterisi, Türkiye'nin yaşamış en büyük sinemacısının yıl-lardır yasak ve görülemez bir filmin-den çok daha fazla ilgi çekiyor anlaşı-lan. Ama bu, zinhar, bir "kültür soru-na" değil elbette ki. Bir pazarlama, bir "marketing" sorunudur. Madem ki öy--le diyorsunuz, öyle olsun!..

saınmayı amaçlıyor: Ayrıca da köy-füle-rin karşı çıkışlarına, güderek sabote etmelerine karşın, o kurak bozkırı su-lanmış, canlandırmış, tarım cennetine dönüştürmüş olan Muhtinin figürüyle Yılmaz genel olarak çalışmak, üret-mek ve bozkırı dönüştürmek gerekte-rine işaret ediyor.

İkinci ve daha önemli yanlış, bu filmdeki Azem figürünü idealleştir-mek, kusursuz saymak... Oysa bence "Yamadaki kadına 500 metreden ba-kılsa patlayan" biri olmayı savun-u-yor? Bir zamanlar okul ve gönül arka-daşı olan Cemil'i içinde yaşadığı "sağ-ıksız burjuva çevresi"nden, özellikle kadının konumuyla verilen "yoz-

Arkadaş Yönetim ve senaryo: Yılmaz Güney / Görüntü: Çetin

Tunca / Müzik: Atilla Özdemiroğlu, Şanar Yurdatapan / Oyuncular: Yılmaz Güney, Kerim Afsar, Melike Demirağ, Azra Balkan, Civan Canova, Semra Özdamar, Ahu Tuğbay / 1974 Güney Film yapımı (Ortaköy Kültür Merkezi).

len feodal, tutucu bir ahlak anlayışı, bir tür "at-avrat-silah" romantizmi vardı. Atı bilmem, ama "avrat" ve si-lahtan hiç vazgeçmedi. "Devrimci" oldu, Marksizmi okuyup öğrenmeye ve içtenlikle benimsemeye çalıştı. Ama bu onun feodal kökenli davra-nışlarını hiçbir zaman tümüyle deği-ş-tiremedi. O zaman, Azem'in konumunu eleştirmek yerine, onu el-bette ki yanlışlarıyla, öz çelişkileriyle Yılmaz'ın bir izdüşümü saymak daha doğru değil mi?

Ve geride Yılmaz'ın sineması kal-yor. Yeşilçam'ın çizgisel anlatımını, kökenlerini ve sınıfsal orijinini anm-

"Çirkın Kral" derlerdi ona... Aslin-da güzeller güzel bir adamdı. Güldü mü yüzünde iyilik ve dostluk ışılda-yan... Bitmez-tükemmez mahpusluk serüvenlerinden birinden yeni çıkmış birini hemen, sıcak sığına filme çek-meye başladı. İstanbul'da ağustos ayıydı. Kumburgaz'ın gözde "site"-lerinden biri olan Kuyukent'e karargâh kurmuştu. Ve ben sıcak mı sıcak bir gün yola vurup onu ziyarete gitmiş, bir "set röportajı" yapmışım.

Film bitti. Kurgulandı. seslendir-mesi yapıldı. (Şimdi izlerken anlaşılı-yor ki oldukça acele yapılmış.) Yılmaz Güney yeni projesi için Adana'ya, Yu-murtalık'a gitti. Sinematek Derneği, "Arkadaş"ın özel bir gösterisini yapı-ıcağı, Siraselviler'deki dernek merke-zinde... Tam o sırada o aci, o uğursuz haber geldi. Yılmaz, "Arkadaş" fil-minde iki kez geçen "silahlı ne zaman, kime karşı kullanacağını bileceksin" deyişini hiç anımsamamış ve elini ka-na bulamıştı. "Arkadaş", gözyaşları-mı zor tutarak Sinematek'teki seyirciye sunduğumu ve sonra filmi büyük bir heyecanla, duygu yoğunlu-ğuyla izlediğimizi anımsıyorum.

Tam 17 yıl olmuş... Ve işte yine hu-zurunuzda "Arkadaş". Peki ama ben "Arkadaş"ın serüvenine öylesine tanık olmuş Atilla Dorsay, bu filme duygu-sallığı mı aşır yaklaşabilir, bu film üzerine "nesnel" olabilir miyim? Ola-mam kuşkusuz. Ama bir deneyelim. Çünkü "melâli anlamayan nesil" bizden bunu bekliyor:..

Cumhuriyet 21 ARALIK 1991

MILLİ EĞİTİM BAKANI TOPTAN

Ders kitabına Kürt gerçeği

Milli Eğitim Bakanı Köksal Toptan, ders kitaplarının ayıklanıp yenilenerek uluslararası sözleşmelere uygun hale getirileceğini söyledi. Toptan, Türkiye'deki Kürtler ve diğer etnik grupların ders kitaplarında yer alacağını belirtti.

ANKARA (AA) — Milli Eğitim Bakanı Köksal Toptan, ders kitaplarının, Coğrafya ve Tarih'ten başlanarak, Türkiye'nin imza koyduğu uluslararası sözleşmelere uyumlu hale getirileceğini bildirdi. Toptan öğretmenlerin sendika kurmasının da ilk aşamada ele alınacağını söyledi.

Milli Eğitim Bakanı, ders kitaplarında öğretilmemesi gereken pek çok konu olduğunu hatırlatarak, bunların ayıklanacağını söyledi. Kitapların, Avrupa ve Sovyetler Birliği'ndeki gelişmelere paralel olarak düzenlenmesi gerektiğini anlatan Toptan, şöyle dedi:

"Kitaplarımızda, çocuklarımızı öğretilmemesi lazım gelen

ve gereksiz bilgiler var. Bunların mutlak surette ayıklanması gerekir. Avrupa'daki siyasi ve coğrafi değişiklikleri vesile sayarak bütün bu aksayan yönlerimizi gidermeye çalışacağız. Dünya çok değişmiştir. Süratle bu değişime uyum sağlamamız gerekir.

Kendimizi uluslararası anlaşmalar sürecine uydurmak durumundayız. Bu, zaman içinde olacak. Coğrafya ve Tarih kitabından başlayarak uyum sağlayacağız. 1982 Anayasası'nı siyasetçiler olarak yerden yere vuruyoruz, ama ders kitaplarında öğrenciler, 1982 Anayasası'nın çok iyi olduğunu okuyor. Bunu ortadan çıkarmamız lazım."

Toptan, "Türkiye'de Kürt halkının yaşadığı bir realite olarak kabul ediliyor. Bu anlayış ders kitaplarında da yer alacak mı" sorusuna, "Birtakım gerçekleri gizlemek, bu gerçekleri ortadan kaldırmaya yetmez. Türkiye'de 27 etnik grup var. Bunu kitabınıza yazsanız da yazmasanız da bu böyledir. Bence ondan kaçmamak lazım. Bu, Türkiye'de 27 devlet kurulacağı anlamına gelmez" yanıtını verdi.

Bakan Toptan, HEP kongresinde, ilkokullarda 'Türküm, doğruyum' şeklinde ant içirilmesinden yakınlığınının hatırlatılması üzerine de şöyle konuştu:

"Bizim Türklükten anladığımız ırk manasında değil. O manada alınması lazım. Bizim Atatürk milliyetçiliğimizde, ırk kavramı yoktur. Bu topraklarda yaşayan herkesi bir kabul eden bir anlayıştır. Meseleyi ırk anlamında yorumlarsak, bu şikâyet haklıdır. Bunun çözümü de çok zor. Diyelim ki Diyarbakır'daki okulda bunu kaldırdık. Antalya'daki Kürt vatandaş ne olacak? Yumuşak bir anlayışla Türk sözüne bakmak lazım. Oradaki Türk kelimesi vatandaşlık kavramını ifade eder. Oraya bir şey koymak lazım. Başka şey de koyamayız."

Akyol döneminde pilot uygulamasına başlanan ders geçme

sisteminin ilke olarak doğru olduğunu anlatan Toptan, "Sayın Akyol'un başlattığı bu sisteme sempati ile yaklaşıyoruz. Sistemin aksayan yanları ve eksikliklerini saptamak için yıl sonu bekleyip geniş bir değerlendirme yapmamız gerekiyor. Karar, buradan çıkacak sonuca göre verilecektir" dedi.

Ders geçme sistemi uygulamasında altyapı yetersizliğinden kaynaklanan sorunlar ortaya çıktığını kaydeden Bakan, üniversite sınavlarının kaldırılıp kaldırılmayacağı konusunda da şöyle konuştu:

"Üniversite sınavlarında bu sene değişik bir sistem uygulanma imkânımız yok. Esasında zorluğumuz, üniversiteye girebilmek için 900 bin gencimizin başvurusu ve bunlardan da ancak 5'te 1'inin üniversitelere alınmasıdır. Bu ölçü devam ettikçe sınav kaçınılmazdır. Önemli olan bu yığılmayı önlemektir. Meslek liselerine ve çok branşlı liselere yönelik oradan mezun olanlara hemen istihdam alanı yaratarak bu sorun çözümlenebilir."

Milli Eğitim Bakanı Toptan, öğretmen yeterlik sınavının kaldırılması sonrasında başlatılan yeni sisteme ilişkin çalışmanın 1 ay içerisinde tamamlanabileceğini söyledi.

Cumhuriyet 24 ARALIK 1991

Paris Şartı'na Göre Azınlıklar ve Türkiye

Paris Şartı'nı Türkiye'de, şu veya bu düzenlemenin uyulması zorunlu kaynağı ve ölçüsüyümüş gibi göstermek, vahim bir yanılgıdır... Yıllar boyunca Türkiye Cumhuriyeti'nin milli ve tekil bir devlet olduğunu savunanların Paris Şartı konusundaki bugünkü yanlış resmi edebiyatı hemen kesmeleri kesin bir zorunluluktur.

COŞKUN KIRCA Emekli Büyükelçi, DYP İstanbul Milletvekili

Son günlerde "Paris Şartı" neredeyse bir çeşit kutsal kitap mertebesine çıkarıldı! Kötü toplumsal alışkanlıklarımızdan biri de çoğu aydın geçinenlerimizin düşünce hayatının modalara göre oluşması ve bu modalardan, ifadelerinden, tekrarlandıkça boşluğu anlaşılan sloganlarda bulmasıdır. Siyasi yönlendirilişlerimiz böyle belirlenir ve kendisini hiçbir zaman 'hataya düşmemiş' sanan ve 'vicdani her zaman rahat' kalmış olanlarımız bu suretle kendi kendilerini tatmin etmekte başarı üstüne başarı kazanırlar! Ne var ki böylesine bir yöntemsizliğin basitleştirmeleriyle meseleler çözümlenemez; hatta daha da çetrefilleşir ve bir süre sonra slogan furyası köpük gibi kaybolur gider. İşte, şimdi bu meşhur Paris Şartı da bir slogan haline getirilmiştir. Oysa, sorulması ve akli biçimde cevaplandırılması gereken soru şudur: Bu Paris Şartı ne söylüyor ve ne söylemiyor?

Paris Şartı'nın hukuki bağlayıcılığı yoktur

21 Kasım 1990 günü imzalanan Paris Şartı, bir keré, bir milletlerarası hukuk belgesi değildir; milletlerarası antlaşma niteliği taşımaz. Bu sebepten dolayıdır ki Türkiye'de ve diğer imzacı devletlerde anayasal onaylanma sürecinden ve bu arada Meclis'ten geçirilmemiştir ve kanun niteliği de yoktur. Adı geçen Şart, 1 Ağustos 1975 tarihli Helsinki Sonuç Senedi'nin Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı'nın (AGİK) başlangıç belgesi olarak imzalanmasından sonra aynı süreç boyunca imzalanan bütün belgeler gibi sırf bazı siyasi hedefler gösterir ve bu hedeflere imzacı devletler için bağlayıcılık gücü vermez. Kaldı ki bütün bu belgelerle yer alan kavramlar, çoğu kez, müspet hukuk kuralı niteliği taşıyamayacak kadar genel ve muğlaktır. Oysa, fel-

sefi kavramlara pratik hayatta canlılık kazandırabilmek, ancak onları müspet hukuk kuralları haline getirmekle mümkün olur. Bu belgelerin hukuki bağlayıcılığı olmayışının bir sebebi de budur.

İmzacı devletlerin bu yazılı belgelerin içeriğine hukuki bağlayıcılık vermeyişleri, bu içeriğin milletlerarası örf ve âdet kuralı haline gelmesini de önlemektedir.

İmzacı devletler, bu hedeflere kendi egemenlik yetkileri çerçevesinde kendi ihtiyaç ve şartlarını dikkate alarak ulaşmaya çalışır ve hukuki bağlayıcılık taşımayan bu zemin üzerinde bu konularda birbirleriyle devamlı danışma halinde olurlar. Paris Şartı'nın azınlıklar hakkındaki hükümleri de işte bu derecede genel ve muğlaktır.

Demek oluyor ki ülkemizde şu veya bu etnik gruba veya onun mensuplarına, kendilerine özgü şu veya bu hakkın tanınmasını, Paris Şartı'nın bağlayıcılığından doğan bir milletlerarası hukuk yükümü olarak göstermek temelden yanlış bir anlayıştır.

Paris Şartı'nın önemi, azınlıkların veya etnik grupların veya bunların mensuplarının kendilerine özgü hakları açısından açık ve seçik tedbirler getirmesinden değildir. Şart'ta böyle tedbirler yer almaz. Şart'ın önemi, sadece AGİK'i devamlı bir süreç haline getiren örgütlenmeyi karara bağlamış olmasında ve ayrıca, artık -eski-Sovyetler Birliği'nin insan haklarından 'devlet'i kişi karşısında sınırlandıranları ile kişinin devlet yönetimine katılımları sağlayanlara Karl Marx'tan kalmış -pek haksız- istihzayla bakma geleneginden vazgeçmesinde noktalanmıştır. Aslin-

da, Şart, insan haklarının müspet hukuka geçişi alanında pek de önemli bir katkı getirmemiştir. Birleşmiş-Milletler Genel Kurulu'nun gerçekleştirdiği tavsiyeden ibaret bir kararına konu olan Evrensel İnsan Hakları Bildirgesi dahil, İkinci Dünya Savaşı'nın sonundan beri çeşitli milletlerarası kuruluşlarda ortaya konmuş bu alandaki belgeler arasında müspet hukuk açısından tek ciddi olanı ve Türkiye'yi hukuk planında bağlayan Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi ile bu sözleşmeye ek olarak Türkiye tarafından onaylanmış protokollerdir. Oysa, bu sözleşme ile Türkiye'nin onayladığı ek protokollerde azınlıklar ve etnik gruplar veya mensupları hakkında tek bir hüküm dahi mevcut değildir.

Paris Şartı'nda azınlık kavramı

Paris Şartı, hukuki bağlayıcılığı olmasa da azınlıklar ve etnik gruplar alanında ne demiş, bir de buna göz atalım.

Paris Şartı, "azınlık" kavramını, "milli" sıfatıyla nitelemiş ve sınırlandırmıştır. Metin yorumu kurallarına göre bu durumda, "azınlık" kavramı daha geniş bir anlam taşımalı; "milli azınlık" ise "azınlık" terimiyle adlandırılan bu daha geniş kavramın bir parçasından ibaret olmalıdır. "Etnik grup" kavramına ise Paris Şartı'nda hiç yer verilmemiştir.

Daha da önemli olan nokta, Paris Şartı'nın, gerek "azınlık" terimini gerek "milli azınlık" ibaresini tanımlamamış olmasıdır.

Milletlerarası metinlerin genel yorumlama kurallarına göre bir kavram en az aynı nitelikte bir milletlerarası belgede tanınımı bulmuş değilse, o kavramı yorumlayıp ona anlamını vermek, her devletin kendi egemenlik yetkileri içinde kendi başına girişebileceği bir faaliyettir.

Paris Şartı, milletlerarası hukuk alanında bağlayıcı olsaydı bile, bu kavramlar tanımlanmamış olunca, onları yorumlama ve manalandırma yetkisi yine imzacı egemen devletlere ait olacaktır.

Paris Şartı'nda işte bu kavramsal çerçevede bahsi geçen "milli azınlık"lara ilişkin olarak biri Başlangıç Kısmı'nda, diğeri "Gelecek İçin yol Gösterici İlkeler" Kısmı'nda olmak üzere iki hüküm yer alır. Birinci hüküm şöyledir:

"*Milli azınlıkların etnik, kültürel, dinsel ve dinsel kimliklerinin korunacağı ve milli azınlıklara mensup kişilerin bu kimliklerini ayırma tabii tutulmaksızın ve kanun önünde tam bir eşitlik içinde hür olarak ifade etmeye, muhafaza etmeye ve geliştirmeye hakları olduğunu teyit ederler.*"

İkinci hüküm ise şudur:

"*Milli azınlıkların, toplumlarımızın hayatına zengin katkıları arttırmak arzusuyla, durumlarının daha da iyileştirilmesine çalışacağız. Barış, adalet, istikrar ve demokrasi gibi halklarımız arasında dostane ilişkilerin de milli azınlıkların etnik, kültürel, dinsel ve dinsel kimliklerinin korunmasını ve bu kimliğin geliştirilmesi için gerekli şartların yaratılmasını gerektirdiğine ilişkin derin inancımızı teyit ederiz. Milli azınlıklarla ilgili sorunların ancak demokratik bir siyasi çerçevede tatminkâr olarak çözümlenebileceğini beyan ederiz. Ayrıca, milli azınlıklara mensup kişilerin haklarına, evrensel insan haklarının bir parçası olarak, bütünüyle saygı gösterilmesi gerektiğini de kabul ediyoruz. Milli azınlıklar konusundaki işbirliğinin artırılması ve bunların da-*

ha iyi korunması hususundaki acil ihtiyacı müdrük olarak, Cenevre'de 1-19 Temmuz 1991 tarihlerinde milli azınlıklar konusunda bir uzmanlar toplantısı düzenlenmesini kararlaştırmış bulunuyoruz."

Türkiye'de 'azınlık' sıfatı

Yukarıda belirtildiği gibi Şart'ın bu hükümlerinin Türkiye için geçerliliği, Türkiye'nin bu hükümlerde yer alan "milli azınlık" terimini nasıl anladığına bağlıdır. Türkiye'nin, bu konunun AGİK içinde ilk defa ayrıntılı biçimde ele alındığı 1985 Nisanı Ottawa toplantısı sırasında ileri sürdüğü ve daha sonraki benzeri bütün belgelerin hazırlanışı sırasında da tekrarladığı bir yorumsal çekince, devletimizin bu alandaki geleneksel görüşü haline gelmiştir. Bu yoruma göre Türkiye, "azınlık" sıfatını, sadece, yürürlükteki milletlerarası antlaşmalarla kendilerine bu nitelik tanınmış olan topluluklar için var sayar. Türkiye için bu antlaşmalar, 24 Temmuz 1923 tarihli Lozan Barış Antlaşması ile 18 Ekim 1925 tarihli Türkiye ve Bulgaristan Arasındaki Dostluk Antlaşması'dır. Bu antlaşmalar, Türkiye'de "azınlık" olarak sadece Rum, Ermeni, Musevi ve Bulgar azınlıklarını tanırlar. Türkiye'de bunlar dışında ne "milli azınlık" ne de "azınlık" vardır.

Avrupa'da "milli azınlık" terimi

Fransa, Türkiye'nin bu yorumunu da aşarak, ülkesinde hiç "azınlık" bulunmadığını söylemektedir. Nitekim, Fransız Anayasa Divanı, son defa, bir kanun metninde yer alan ve Korsika halkını Fransız milletinin bir parçası olarak tanımayan bir ifadeyi, Fransız milletinin bölünmez olduğu ve Fransız milleti içinde sayılsa bile ayrı bir "halk"tan bahsedilemeyeceği gerekçesiyle iptal etmiştir. Yine kendi ülkeleri açısından İngiltere ve İtalya da "milli azınlık" kavramına pek sıcak bakmıyorlar. Amerika dahi, kendi ülkesinde etnik, dinsel veya dinsel dışındaki statüler vermediğinden bu kavramdan pek hoşlanmıyor. Bu kavram, Orta ve Doğu Avrupa'da azınlıklarla ilgili pek ciddi çekişmelerden ötürü daha çok bu bölge devletlerinin ve Almanya'nın desteğine sahiptir. "Milli azınlık" terimi, bu devletlerce "bağımsız bir devlet halinde örgütlenmiş belirli bir millete mensup olup bir başka devletin ülkesinde yaşayan kişilerin oluşturduğu topluluklar" olarak anlaşılacaktır. Bu durumda, bu yorumun sahiplerinin, Türkiye'de yukarıda zikredilen iki antlaşmaya sırf Yunanistan ve Bulgaristan taraf oldukları için -Rum ve Bulgar azınlıklarından başkasına "milli azınlık" niteliği veren iddialar ortaya atmaları -Türk yorumundan bile daha dar olan- kendi yorumları açısından imkânsızdır. Ayrıca, Almanya, bu konuda ülkesindeki göçmen işçilerden dolayı rahatsızdır. Zira, Türkiye, kendi yorumunun mantığı içinde çok haklı olarak, statüleri milletlerarası antlaşmalarda yer alan göçmen işçilerin ve bu arada Türk işçilerinin "milli azınlık" niteliği taşıdıklarını ileri sürmekte olup Almanya, buna karşılık, bir etnik gruba "milli azınlık" statüsü tanınabilmesi için o topluluğun mensuplarının bulunduğu ülke devletin vatandaşlığını taşımalarının şart olduğunu ileri sürmektedir. Görülüyor ki Paris Şartı'nın "milli azınlık"lar hakkındaki hükümlerinin anlamı üzerinde

başlıca imzacı devletler arasında görüş birliği bile yoktur.

Cenevre Belgesi'nin getirdiği açıklık

Bir diğer önemli nokta da Paris Şartı'nda yer alan "milli azınlıkların etnik, kültürel, dinsel ve dinsel kimliklerinin korunması ve geliştirilmesi" yolundaki ifadelerden ne anlaşılması gerektiğidir. Milletlerarası belgeleri yorumlama kurallarına göre bu ifadelerin hangi somut tedbirlere götürücü biçimde yorumlanması gerektiği de imzacı egemen devletlerin her birinin kendi yorumuna bağlıdır ve Türkiye, eğer bu Şart bağlayıcı olsaydı ve eğer "milli azınlık" terimini kendi yorumu çerçevesinde anladığı beyan etmiş olsaydı bile bu alandaki tedbirlerin hangileri olacağını belirlemekte tam bir serbestlik içinde olacaktır.

Bu alandaki bir diğer önemli gelişme, yukarıda bahsi geçen Cenevre Toplantısı'nın sonunda 19 Temmuz 1991 günü yayımlanan belgedir. Yine hiçbir bağlayıcılığı olmayan bu AGİK belgesinde yer alan "milli azınlık" ibaresi de Türkiye'nin aynı yorumuna tabidir. Bu kayıtlarla Cenevre belgesi, konumuza iki noktada açıklık getirmiştir. Bunlardan ilki, "milli azınlık"ların birer topluluk halinde kurumsallaştırılmasının şart olmadığı ve tanınacak kendilerine özgü hakların esas itibarıyla "milli azınlık"lara mensup kişilere ait olacağı" hususudur. Diğer nokta da Türkiye'nin istemiyle Belge'ye girmiş olan "Etnik, kültürel, dinsel veya dinsel bütün farklılıkların zorunlu olarak milli azınlık yaratılmasına götürülebileceğine" ilişkin hükümdür. Bu hüküm, Türkiye'ye, kendi vatandaşları arasındaki bu tarz farklılıkların "milli azınlık" yaratılması için yeterli olup olmadığını takdir etmek hususunda tam bir serbestlik bırakmaktadır.

Bu izahlardan çıkan sonuç şudur ki Lozan Antlaşması ile Türk-Bulgar Dostluk Antlaşması hariç, hiçbir milletlerarası belge Türkiye'yi şu veya bu "azınlık"ın veya "milli azınlık"ın varlığını kendi ülkesi üzerinde tanımak ve başkaca bir etnik grubun mensuplarına kendilerine özgü olarak şu veya bu hakkı vermek yükümünü getirmekte değildir. Demek oluyor ki Paris Şartı'nı Türkiye'de, şu veya bu düzenlemenin uyulması zorunlu kaynağı ve ölçüsüyümü gibi göstermek, vahim bir yanlıdır. Çünkü, bu Şart'ın gerçekte olduğundan farklı biçimde devletimiz için bir yükümlü gibi gösterme çabasına kendi kendimize girmemizin tek sonucu, bu çok duyarlı alanda yabancı devletlere işlerimize karışma hakkını -hukuki planda değilse bile- siyasi planda kendi elimizle vermeliğimiz olur. Yoğun olduğu kadar muğlak propaganda gayretleriyle zihinleri karıştırmakta fayda görenler, kuşkusuz, bu hatayı bile bile işlemeye teşne olacaklardır. Bu itibarla, yıllar boyunca Türkiye Cumhuriyeti'nin milli ve tekil bir devlet olduğunu savunanların Paris Şartı konusundaki bugünkü yanlış resmi edebiyatı hemen kesmeleri kesin bir zorunluluktur.

Etnik konularımıza nasıl bakmamız gerektiği ise bugünkü yazımızın içeriğinden ayırdır. Türkiye Cumhuriyeti, bu konuya yaklaşmak için kendi tarihinin ve ilkelerinin ışığında kendi özel verilerini kendisi tespit ve takdir ederek karar vermek durumundadır.

Cumhuriyet 25 ARALIK 1991

Kulp ve Lice'de PKK'luların cenazesi sırasında çıkan olaylarda 3 jandarma eri ve 7 yurttaş öldü

G. Doğu'da çatışma: 10 ölü



Cenazeleri karşılamak üzere Kulp-Muş karayoluna çıkmak isteyen bir grup, komando panzerleri tarafından engellendi. (Fotograf: ERGÜN AKSOY)

Lice'deki olay

PKK'luların cenazelerinin bugün toprağa verilmesinin söylenmesi üzerine Lice'den Kulp'a gitmeye hazırlanan yaklaşık 8 bin kişilik büyük bir topluluk ile güvenlik güçleri arasında başlayan tartışma da çatışmaya dönüştü. Lice'deki çatışma sırasında Urfi Aksakal (24) adındaki genç yaşamını yitirken 4'ü ağır olmak üzere çok sayıda kişinin de yaralandığı bildirildi.

Kulp'a gitmek üzere saat 11.00'de toplanan halk gelecek araçları beklerken özel timin müdahalesiyle karşılaştı. Tim görevlileri kalabalığın dağılmasını istedi, ancak şiddetli tepki gösterilince çatışma çıktı. Bu sırada geride mevzilendiği iddia edilen bazı görevlilerin ateş açması sonucu Urfi Aksakal vuruldu. Aksakal göğsünden ve kolundan aldığı yaralarla olay yerinde yaşamını yitirdi.

Ateş açılması ve ölüm olayının ardından kalabalık, ilçenin ara sokaklarına dağıldı. Dağılan yurttaşlarla özel tim arasında kovalamaca başladı. Sokaklardaki ve mahalle aralarındaki silah sesleri bir saat kadar sürdü. Kaç kişinin yakalanarak emniyete götürüldüğü konusunda bilgi sağlanamadı.

Toplanma noktasında açılan ateş ve daha sonra mahalle aralarında süren çatışma sırasında kaç kişinin yaralandığı da öğrenilemedi. Ancak durumu ağır olan dört kişinin Diyarbakır'a götürülerek oradaki hastanelerde tedavi altına alındıkları belirtildi.



Diyarbakır'ın Kulp ilçesinde PKK'luların cenazeleri ailelerine teslim edilirken bir grup, izinsiz gösteri yaptı. Uyarıya

karşın eylemini sürdüren grupla güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Çatışma sırasında ölenlerin artmasından endişe ediliyor.

ERGÜN AKSOY

LİCE/KULP — PKK'luların cenazelerinin alınması ve toprağa verilmesi hazırlıklarının yapıldığı Diyarbakır'a bağlı Kulp ve Lice ilçelerinde dün güvenlik güçleri ile halk arasında çatışma çıktı. Olaylarda üç jandarma eri ile yedi yurttaş yaşamını yitirdi, 30 kişi de yaralandı.

Kulp'ta çıkan çatışmalarda ölü sayısının fazla olmasından kaygı duyuluyor, güvenlik güçlerinin sağlık kuruluşlarına ölü ya da yaralı taşıdıkları belirtiliyor. HEP kökenli SHP milletvekilleri, son olaylar hakkında İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'e "gizli" yapılan bir görüşmede bilgi aktardılar.

HEP'li parlamenterlerin bugün bölgeye gitmesi bekleniyor. Bingöl'ün Solhan ilçesi dağılık kesimindeki çatışmada vuranlardan sonra birkaç gündür süren tartışmaların ardından Kulp'taki ailelerine teslim edilen 3 PKK'lının cenazesinin nakli sırasında izinsiz gösteri yürüyüşü düzenlendi. Uyarılara karşın eylemini sürdüren bir grup ile güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Çatışmada karşılıklı silah kullanıldı.

Birkaç gündür kepenklerin kapalı olduğu Kulp'taki güvenlik güçleri ile yurttaşlar arasında çıkan çatışma, mahalle aralarında, cadde ve sokaklarda sürdü.

Açılan ateş sonucu ilk belirlenmelere göre bir jandarma eri ile Neytullah Tekin (35), Hanifi Öztürk (22) ve kimlikleri saptanamayan üç yurttaş yaşamını yitirdi. Ancak, çatışma devam ederken güvenlik güçlerinin sağlık kuruluşlarına ölü ya da yaralı olduğu belirlenemeyen bazı kişileri taşıdıkları görüldü. Ölü sayısının artabileceğinden kaygı duyuluyor. Bu arada çatışmada 1 kişinin yaralandığı duyuruldu, ancak yaralı sayısının da çok olabileceği kaydediliyor. Ağır yaralı olan Şeyhmuz Altın ve kimliği saptanamayan bir vatandaş Diyarbakır'a götürüldü.

Şahin Diyarbakır'a götürüldü. SHP Diyarbakır Milletvekili Mahmut Uyanık ve HEP Diyarbakır İl Başkanı Av. Hüseyin Turalı, güvenlik güçlerinin halkın üzerine ateş açtıklarını öne sürdüler. Cenazeleri taşıyanların iki gündür Kulp Çayı köprüsünde bekletildiği ve geçiş verilmeyeceğini belirten Uyanık ve Turalı şunları söylediler:

"Olay bölgesine gitmeden önce İçişleri Bakanlığı, Diyarbakır Valiliği ve askeri birimlerle temas geçtik. Köprüde bekletilen halkın Kulp'a bırakılacağı yolunda güvence verdiler. Köprüye yaklaştığımızda, askerlerin halkın üzerine ateş açtıklarını gördük ve Kulp'a geri döndük. Halk paniğe kapılmasın diye gördüklerimizi kimseye anlatmadık. Ancak saat 15.00 sularında halk toplanarak ilçe çıkışına doğru yürüyüşe geçti ve karşı taraftan gelecek olan cenazeleri beklemeye başladı. Ancak orada yaşanan olaydan haberleri yoktu. Özel timler geldi. Halkın üzerine copla, sopayla saldırmaya başladılar. Bizler, tim yetkililerine, İçişleri Bakanı ve Vali ile yaptığımız temaslara ve aldığımız güvenceleri anlattık, dinlemediler. Daha sonra burada da halkın üzerine ateş açtılar, birçok insan kan revan içinde yerlere düştü."

Şırnaklılardan Başbakan'a: "Kürt halkına babacan davrandınız"

Kürt heyeti Demirel'i övdü

Başbakan Demirel'i ziyaret eden 38 kişilik Şırnak heyeti, "Kürt realitesini tanıyan ilk Başbakan'a övgü yağdırdı. Heyettekiler, "Kürt halkına çok babacan, çok sevecen ve çok akılcı davrandınız" diyerek Demirel'e teşekkür etti.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP'nin Şırnak milletvekilleri Orhan Doğan ve Selim Sadak ile Mardin Milletvekili Mehmet Sincar başkanlığında ki 38 kişilik Şırnak heyeti, dün Başbakan Süleyman Demirel'i ziyaret ederek "Kürt realitesini tanıdığını açıklayan ilk Başbakan" olması nedeniyle teşekkür ettiler. Hava koşulları düzeldiğinde önce bakanları bölgeye göndereceğini, bir süre sonra da kendisinin gideceğini söyleyen Demirel, hükümet üyelerinin sık sık bölgeyi ziyaret edeceklerini belirtti.

Şırnak heyetini kabulünden sonra soruları yanıtlayan Demirel, devlet ile milletin kucaklaşacağını vurguladı. Vatandaşın devletten anlayış gördüğünde başka davrandığına dikkat çeken Demirel, "Anlayış görmeli vatandaş. Milletvekillerinin tümünden de ricam o. Milletvekilleri sadece oranın değil, ülkenin her tarafının vekilleridir. Herkesin oralara gidip, vatandaşın içine girip onlarla konuşmasında yarar görüyorum. Bizim insanlarımız fukaradır ama, asil insanlardır. Size bir kahve ikram etmek için çırpınır. Münasebetleri ısıtmak lazım" diye konuştu. Demirel, ANAP Genel Başkanı Mesut Yılmaz'a, Güneydoğu'ya birlikte gidilmesi yönünde bir öneri yapmadığını söyledi.

Demirel, Şırnak heyetini Bakanlar Kurulu salonunda kabul etti. Odaya girince SHP milletvekilleri ile heyetin Başkanı Türkiye Maden-İş Sendikası

Cizre Şubesi Başkanı Hayrettin Kınay'ı yanına çağırarak Demirel, önce Kınay'dan heyetin isteklerini dinledi. Kınay, Demirel'in hükümet kurulumu kurulmaz Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ile birlikte bölgeye yaptıkları gezi sırasında "Kürt realitesini tanıdığını" açıklamasını "büyük bir saygı ve destekle" karşıladıklarını bildirdi. Türkiye Cumhuriyeti Devleti'nin bir başbakanının ilk kez Kürt gerçeğini kabul ettiğini kaydeden Kınay, heyetin Şırnaklıların ekonomik sorunlarını anlatmak için Ankara'ya geldiğini, ancak bunu yaparken siyasi olaylara girmemenin olanaksız olduğunu belirtti. Kınay, "Tarım, hayvancılık öldü. Sebebi köylerin boşaltılması. 27 köy, 85 mezra boşaltıldı" dedi. Kınay, devletin güvenlik gerekçesiyle köylerinden "kovduğu" vatandaşlara görevini yapıp iş bulmadığını, vatandaşın görevlerini yerine getirmesini bekleyen devletin de vatandaşa karşı görevini yerine getirmesi gerektiğini vurguladı.

Kıbrıs savaşı çıktığında Şırnak, Cizre ve Diyarbakır'daki insanların savaşa gitmek için kuyruk oluşturdıklarını, buna karşın devletin kendilerine şefkat göstermediğini kaydeden Kınay, şöyle dedi:

"Ama sizin bölgeye ziyaretiniz, özellikle miting alanlarında, 'Vatandaşımın karnı tok sırtı pek olmasını sağlayacağım' demeniz saygıyla karşılandı. Kürt halkına çok babacan, çok sevecen ve çok akılcı davrandınız. Gelmiş geçmiş hiçbir devlet başkanının, hiçbir başbakanın söylemediği şeyi siz söylediniz. 'Kürt realitesini kabul ediyoruz' demeniz, bize buraya gelme cesaretini verdi."

Şırnaklılara iş olanağı sağlanacağına söz veren Demirel ise ülkenin bütün vatandaşlarının eşit ve birinci sınıf vatandaş olduğunu söyledi. Güneydoğu gezisi sırasında meydanlarda, devlete ve ülkenin bütünlüğüne sadakati bir kez daha gördüklerini kaydede

DEMİREL'E SİİRT'DEN RAPOR;

Güneydoğu'ya önyargısız kadro

Siirt DYP ve SHP il başkanları ile Belediye Başkanı Bilek tarafından rapor Başbakan Demirel ile Başbakan Yardımcısı İnönü'ye gönderildi. Raporda; bölgeye şefkatli, peşin hükümlü olmayan, deneyimli kişilerin atanması istendi.

NECATİ MUMAY

SİİRT — Güneydoğu'daki şiddetin önlenmesi amacıyla DYP ve SHP il yönetimleri tarafından hazırlanan bir raporda, Olağanüstü Hal'in ve koruculuğun kaldırılması gerektiği, özel harekât timinin de islah edilmesinin zorunlu olduğu vurgulandı. Başbakan Süleyman Demirel ile Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü'ye gönderilen raporda, "Bölgeye şefkatli, bölge halkı hakkında peşin hükümlü olmayan sevecen kadrolar atanması" istendi ve devletin baskı unsuru değil, yurttaşların yarasını saran, onları kucaklayan bir "hami" olması gerektiğine dikkat çekildi.

DYP Siirt İl Başkanı Sabah Peker, SHP İl Başkanı M. Mahfuz Erten ve Belediye Başkanı Dr. Ekrem Bilek tarafından hazırlanan ve 27 temel önerinin yer aldığı raporun başlangıç kısmında "Siirt, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin geri kalmışlığından en fazla nasibini almış yüzde 80'i dağlık, yüzde 20'si ekilebilir tarım arazisiyle Türkiye'nin olağanüstü ölçüde mağdur edilen ilidir" görüşüne yer verildi.

Bölgedeki insan hakları ihlallerine bir an önce son verilmesi gerektiği vurgulanan raporda, "Devletin, 'hukuk devleti' olduğu gerçeğinin unutulmaması gerektiği, AGİK, Paris Şartı ve Helsinki İnsan Hakları Beyanname'si'ne imza atan devlet olduğumuz daima gündemde tutulmalı ve ona göre hareket edilmelidir" denildi. Bölgede yaşayan insanların etnik kökeni ne olursa olsun kendi anadilini serbestçe konuşması, dilini ve kültürünü geliştirebilmesi, bu konuda devletin destek olması gerektiği vurgu-

lanan raporda şöyle devam ediliyor:

"Üniter devlet yapısını zedelemeyen bu istemlerin bölgede huzur ve saadet getireceğine inanıyoruz. Şiddet ve asayişsizlik, demokrasi kuralları içinde önlenmeli, devlet, bir baskı unsuru olarak değil, yurttaşların yaralarını şefkatle saran, yurttaşını sevgiyle kucaklayan bir hamî olabilmeli, bu görüntü hissedilebilmelidir. Bölgemizde uygulanan Olağanüstü Hal'in gözden geçirilmesi, sakıncalarının ortaya çıkarılması ve koruculuk sistemiyle birlikte kaldırılması, özel harekât timinin islah edilmesi gerekmektedir."

7 sayfa ve 27 temel öneriyi içeren DYP-SHP raporunda, istihdamın bir an önce artırılması gerektiği, kapalı okulların hemen açılmasını yararlı olacağı, yarım kalmış yatırımların derhal tamamlanmasının zorunlu olduğu da vurgulanıyor. "İstemlerimiz" başlığı altındaki bölümde ise bölgedeki devlet kadrolarının yapısına dikkat çekilerek şu değerlendirme yer alıyor:

"Bölgedeki bu zurnuzluğun giderilmesine demokrasi kuralları içinde çözüm aranmalı ve buna göre yöntemler geliştirilmelidir. İsteklerimizden hayata geçirilebilmesi için ilimizde devlet ve yurttaş arasında köprü görevini yapabilecek deneyimli, şefkatli, bölge halkı hakkında peşin hükümlü olmayan sevecen kadroların atanması gerekmektedir. Daha evvel bürokraside devlet memuru olmaktan çok ANAP'ın parti elemanı gibi hareket eden üst düzey bürokratların derhal tasfiye edilerek yukarıdaki vasıfları haiz bürokratların atanmaları sağlanmalıdır."